Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°31

juillet-septembre 2023

Mouvement et initiatives populaires

Table des matières

Retour sur une victoire pour la préservation d'un espace vert : la lutte pour la Chartreuse 3
À Boncelles, des habitants se mobilisent contre un gros projet immobilier 8
Interview de Bruno Belvaux : Chevetogne, les gens et les castors 9
Occupons le terrain, 17 avril 19
Occupons le terrain, 3 mai 25
Occupons le Terrain, 17 mai 26
Occupons le terrain, 31 mai 33
AG de TotalÉnergies : « Ce sont eux les vrais écoterroristes » 35
Les soulèvements de la terre : sortir d'une écologie hors-sol 42
Reste avec nous 45
Contre les mégabassines, une mobilisation massive et fortement réprimée 46
Entre 6 000 et 30 000 manifestants 52
Manifestants dans le coma, blessés graves : des professionnels de santé racontent Sainte-Soline 53
Mégabassines : les raisons de la colère 55
Témoignage de Jacques Texier, présent à Sainte-Soline 58
Gérald Darmanin veut dissoudre Les Soulèvements de la Terre 60
« La lutte ne fait que commencer » : vibrante soirée de soutien aux Soulèvements 65
Philippe Descola : « Darmanin fait de la vieille politique au service du vieux monde » 68
« Nous sommes Les Soulèvements de la Terre » 71
Humour de Siné mensuel 72
Appel international – Nous sommes l'eau qui se défend ! 73
Des dizaines de comités Soulèvements de la Terre naissent partout en France 78
Recul du gouvernement sur la dissolution des Soulèvements de la Terre 80
À celles et ceux qui ont marché à Sainte-Soline 81
Quelle place pour le black bloc dans les luttes écolos ? 94
Humour de Siné mensuel 98
« Faire planer la possibilité du sabotage est une force » 99
Projet d'autoroute A69, l'emblème d'une fuite en avant : mobilisation les 22 et 23 avril 102
A69 : les raisons de la colère contre l'autoroute Toulouse-Castres 104
Toulouse-Castres : une course de caisses à savon contre l'A69 108
Un collectif qui lutte contre la bétonisation du Grand Paris craint d'être expulsé 113
Rojava : La révolution oubliée 115
Le Chiapas au bord de l'insurrection après une énième attaque paramilitaire 116
Envahissement d'autoroute et création d'une ZAD pour enfant pour stopper un projet d'autoroute 126
Plogoff contre le nucléaire : « Nul n'avait parié sur notre victoire » 128
GUYANE - Lettre ouverte de Yopoto Roland SJABERE au président Emmanuel Macron 140
À Marseille, des habitants fabriquent leurs capteurs de pollution de l'air 141
En Angleterre, 3 ans de prison pour le blocage d'un pont 145
Étudiant·es, salarié·es, retraité·es, sans emplois : désertons ! 148
La lettre du bois du Chat d'avril 152
Comment la low-tech peut échapper à la récupération capitaliste 159
Des étudiants allemands créent la cité U de leurs rêves 163
Changer d'échelle : penser et vivre depuis les maisonnées 166
Entretien avec Jacques Testart 172
Petit à petit, l'internet local et alternatif déploie son réseau 177
Marx au soleil levant : le succès d'un communisme décroissant 181

Retour sur une victoire pour la préservation d'un espace vert : la lutte pour la Chartreuse

La lutte menée cinq ans par les habitants du quartier de la Chartreuse à Liège contre un projet immobilier du groupe Matexi s'est terminée par un succès retentissant en septembre 2022. Un des éléments qui ont pesé pour aboutir à ce succès est la création d'une Zone à Défendre (ZAD), sous la forme d'une occupation permanente du site menacé par un groupe de jeunes activistes qui ont su créer un soutien important autour de la ZAD pendant les six mois qu'a duré cette occupation.
Cette lutte des riverains renforcés par les zadistes est riche d'enseignements. Nous sommes heureux de présenter ci-dessous une première analyse détaillée de cette expérience. Elle a été réalisée par Simon, un militant liégeois actif dans le soutien à la ZAD et à la lutte de la Chartreuse et membre actif du Parti Socialiste de Lutte (PSL). Si cette première analyse suscite des commentaires ou d'autres analyses, nous serons heureux d'en rendre compte.
Pendant plusieurs années, un collectif de riverains a lutté contre un projet immobilier pour sauvegarder un poumon vert au cœur de Liège : l'entreprise de construction Matexi avait en effet acquis auprès des autorités communales une partie du site de la Chartreuse afin d'y réaliser un projet immobilier d'ampleur qui allait redessiner toute la dynamique d'un quartier et réartificialiser cet ancien terrain militaire où la nature a repris ses droits.
Au mois de juin 2022, alors que les recours légaux contre le projet étaient épuisés, des militants ont rejoint la lutte en occupant le site, en y établissant une ZAD et en permettant le déploiement d'un nouveau rapport de force. Ceci s'est avéré payant puisqu'en septembre, l'entreprise Matexi annonçait l'abandon de tout projet sur le site de la Chartreuse.
Quelle a été la stratégie des différents acteurs qui se sont investis dans la sauvegarde de ce site ? Comment ont-ils pu faire plier Matexi ? La victoire des riverains et des militants de la ZAD est importante, inspirante, et la lutte mérite d'être racontée en détails par celles et ceux qui y ont pris part. C'est pourquoi nous sommes allés à leur rencontre.

Aux origines de la lutte pour la sauvegarde du site

L'article ci-dessous est issu d'une discussion qui a eu lieu lors du *camp déter* de la ZAD en août 2022 avec des militantes et militants de la ZAD, des riverains et un représentant de l'association Occupons le Terrain, un réseau de soutien aux luttes contre les projets immobiliers imposés.
La Chartreuse, ancien terrain militaire dont la ville de Liège a acquis des parcelles lorsqu'il a été vendu par l'armée en 2003 est un poumon vert bien connus des Liégeois : cette dernière forêt urbaine à Liège est fréquentée quotidiennement par des dizaines de personnes qui n'ont pas attendus les aménagements réalisés par la Ville il y a dix ans pour en faire un lieu de détente et de promenade. Ses usages sont nombreux : c'est aussi un lieu d'expression artistique pour les graffeurs, un lieu de fête pour les free-party organisées dans l'enceinte du fort, voire un lieu d'habitat précaire pour une population de sans-abris.
Ces 35 hectares en cœur de ville sont devenus, depuis sa désaffection par l'armée en 1981, le « jardin de tout le monde » et procure un espace vert à tous les Liégeois des abords qui en sont dépourvus.
En octobre 2017, des affiches jaunes apparaissent le long du site de la Chartreuse et informent les riverains du chantier à venir : la ville de Liège a cédé une parcelle du site en front de rue à la société de construction Matexi et lui a accordé un permis de bâtir pour la première phase d'un projet visant à ré-urbaniser le site sur sa moitié non considérée comme parc urbain.

Les premières heures de la mobilisation pour la sauvegarde du site

Moins d'une semaine après l'affichage de Matexi, quelques riverains font de l'agitation dans le quartier et distribuent un toutes-boîtes. Celui-ci appelle à une assemblée sur le site même de la Chartreuse. Cette première assemblée est une réussite puisque quelques 80 personnes y sont présentes. Forts de ce premier succès, une deuxième assemblée élabore les premières lignes d'une stratégie pour s'opposer au projet et une équipe d'une dizaine de personnes se constitue pour la concrétiser : c'est la naissance du collectif Un Air de Chartreuse (UADC).
La première action menée consiste à s'opposer au projet par des courriers envoyés dans le cadre de la procédure d'enquête publique. Or, à ce moment, un autre collectif citoyen des alentours de Liège est en train de remporter un beau succès contre un projet similaire. Il s'agit des riverains s'opposant au projet immobilier

du Ry Poney, qui avaient fait parvenir 4 800 courriers de protestation aux autorités communales au moment de l'enquête publique 4 mois auparavant. UADC fait donc appel à l'expérience de ce collectif pour proposer une lettre-type d'opposition à envoyer aux autorités. La mobilisation s'organise dans chaque rue du quartier : des newsletters quasi-quotidiennes mettent les riverains en contact et leur communiquent les outils leur permettant de convaincre leurs voisins de signer un courrier. La campagne d'envoi de ces courriers d'opposition est un succès puisque ce ne sont pas moins de 5 100 lettres de protestation qui viennent encombrer la boite aux lettres de la majorité communale. Cela permet provisoirement de gagner la partie puisque, mis sous pression par les autorités communales qui ne souhaitent pas se mettre à dos sa population à un an des élections, Matexi décide de retirer son projet.

Structurer la lutte sur le long terme : la deuxième séquence du combat pour la Chartreuse

Si la mobilisation initiale a pu prendre par surprise promoteurs et autorités, le collectif comprend cependant qu'il faut s'attendre à une contre-attaque. Une nouvelle séquence de la lutte s'enclenche. UADC en profite pour se structurer, peaufiner sa communication et collecter un maximum d'infos sur la Chartreuse.

Dès les premiers moments de la mobilisation, la question de la valeur environnementale du site avait été discutée puisque le collectif avait constaté qu'il est répertorié comme zone de grand intérêt biologique. D'autres aspects sont mis en avant : statut juridique (certaines phases de construction étant prévues sur des terrains dont Matexi n'est pas propriétaire à l'époque) ou statut patrimonial en raison de la présence du vieux fort militaire.

La veille du collectif n'était bien entendu pas inutile : en 2019, Matexi dépose un nouveau projet, réduit quasiment de moitié cependant, qui est approuvé par les autorités communales.

S'ouvre alors une longue séquence de recours juridiques contre le permis de bâtir. Cette bataille nécessite des moyens financiers importants et c'est encore UADC qui organise la levée de fonds qui va permettre de la financer.

Guérilla juridique ou mouvement large : les choix stratégiques de UADC

Cette troisième période de la lutte voit le collectif se replier sur les plus investis. Les aspects techniques des recours en justice, le travail pour constituer des dossiers de valorisation du site : tout cela absorbe l'énergie d'UADC dont l'existence repose sur une poignée de personnes.

L'épuisement guette le petit collectif d'autant que recours après recours, les chances de gagner s'amenuisent. En son sein, plus personne ne prend en charge de relancer la dynamique de départ reposant sur l'implication, même minime, d'un grand nombre de riverains. Il serait faux cependant de dire que l'aspect de mobilisation large est tout à fait absent de l'esprit d'UADC : promenades guidées dans la Chartreuse et petites mobilisations à l'occasion des conseils communaux se succèdent et contribuent à maintenir vivante l'idée d'une opposition au projet de construction.

Un décalage entre le collectif et le reste du quartier devient cependant visible : des tensions inhérentes au reflux de la mobilisation surviennent. On pointe le manque de transparence d'UADC ou son jusqu'au-boutisme que certains jugent stérile. À tel point que d'autres groupes de riverains font mine de contester son leadership sur la lutte. C'est alors que le couperet tombe au début de l'année 2022 : les derniers recours sont épuisés et Matexi semble avoir gagné la partie.

La ZAD comme nouvelle étape de la lutte

Alors que les choses apparaissent comme jouées et que Matexi a reçu l'autorisation de débuter les travaux, de nouveaux acteurs apparaissent dans la lutte : ce sont les zadistes. Répondant à l'appel d'UADC de faire le point sur la lutte, plusieurs personnes constatent la fin de la séquence des recours. Il reste alors une option qui est pensée, organisée et mobilisée : celle de l'occupation du site. Quelques 250 personnes aux horizons et motivations variées sont alors rassemblées, montent en une journée des barricades et installent leurs quartiers sur la parcelle où le chantier doit commencer. Le rapport de force est inversé en 24h : les travaux ne peuvent débuter, les riverains peuvent de nouveau imaginer un site préservé de l'urbanisation. Pour beaucoup cependant, l'apparition de la ZAD est vécue comme un nouveau retard dans le cadre d'un projet voué à se réaliser in fine. Après cinq ans d'opposition, peu nombreux sont ceux qui parient sur une issue positive à la lutte.

Avec l'entrée en scène des zadistes, ce n'est pas seulement le rapport de force qui change. C'est aussi la composition sociale des opposants à Matexi et avec eux, la culture de lutte.

Les zadistes sont souvent plus jeunes, moins soumis à des obligations professionnelles que les militants liés au quartier ou bien font ce choix radical de renoncer temporairement à leur travail afin de se rendre

totalement disponibles pour la lutte. Bref, ils sont ou se rendent plus libres de leurs mouvements et peuvent envisager une occupation dans la durée. Le fait même qu'ils ne soient pas forcément issus du quartier est, dans une certaine mesure, un avantage : ils ne peuvent être taxés de vouloir conserver une zone verte à proximité de chez eux comme on s'assied sur un privilège.
Dès le début de l'occupation, ils communiquent en des termes très politiques : leur discours est axé sur la nécessité de préserver un espace vert urbain d'utilité publique pour tous les Liégeois.
Leur stratégie ne se limite pas à l'occupation : ils tentent de lui donner un soutien au-delà des sphères militantes radicales en organisant rapidement une première manifestation devant le conseil communal puis une deuxième avec manifestation jusqu'au site. À la suite de ces premières actions, ils organisent plusieurs activités visant à faire venir du monde sur la ZAD et à élargir encore le soutien dont elle jouit.
Pour UADC, c'est d'abord un regain d'énergie en constatant qu'ils ne sont plus seuls à se battre contre le promoteur immobilier, mais aussi l'occasion de renouer avec la mobilisation large : le contact établit avec UADC en amont de la préparation de l'occupation permet au collectif d'embrayer rapidement sur l'agenda de mobilisation proposé en conférant ainsi à la ZAD la légitimité qui aurait pu lui faire défaut.

L'organisation de la ZAD

Sur les dizaines de militants et sympathisants qui ont contribué à construire la ZAD, peu nombreux sont celles et ceux qui ont fait le choix de s'y installer. Un noyau d'occupants réduit va commencer à faire vivre la ZAD, malgré les intempéries de l'été 2022 qui compliquent évidemment l'organisation de la vie sur le site. Ils et elles s'organisent pour créer des conditions d'occupation durable : construire des infrastructures collectives, mais aussi solutionner l'adduction d'eau et d'électricité jusqu'au site, ce qui en soit n'est pas une mince affaire. Des renforts occasionnels, pour quelques jours ou plus, viennent compléter les effectifs des occupants, mais il est important de noter que dès le départ, une partie des militantes et militants de la ZAD, tout en n'habitant pas à temps plein sur le site, y sont venus quotidiennement afin de faire vivre l'occupation et d'assurer son soutien à l'extérieur.
Dans les premiers jours, la gestion de la vie collective sur le site a été pensée sur base d'assemblées générales quotidiennes qui vont s'espacer au fil du temps pour devenir hebdomadaires puis occasionnelles. En effet la ZAD s'organise avec un caractère ouvert, ce qui assure le renouvellement des forces militantes, mais qui complique également la vie sur le site : il faut composer avec des motivations diverses et des visions différentes de ce que doit être une ZAD. Il faut arriver à construire des habitudes d'organisation avec une population changeante. Cela est d'autant plus compliqué que les militantes et militants les plus rompus aux méthodes d'organisation ne sont pas forcément les plus disponibles ni les plus présents sur le site.
L'hétérogénéité des publics qui passent sur la ZAD a représenté un défi permanent pour les zadistes. En effet, les occupants du départ sont peu à peu rejoints par des zadistes nomades, motivés davantage par la vie en communauté que par la préservation du site. Certes, ils contribuent à faire vivre la ZAD, mais sont moins parfois moins attentifs aux impératifs tactiques inhérents à la lutte qui est engagée avec Matexi, ou bien en ont une autre vision. Faut-il autoriser ou non le passage des riverains sur la ZAD ? Comment équilibrer les moments festifs et l'affluence des fêtards avec le respect des riverains, mais aussi de la faune environnante ?

Quels sont les comportements admis sur la ZAD quand on sait que le parc de la Chartreuse est aussi le lieu d'usages tels que les trafics ? Comment prendre en compte l'ensemble des personnes présentes avec en ce compris leurs vécus et leurs failles ? Les zadistes ont forcément dû réfléchir à la façon de prendre et de faire respecter collectivement un certain nombre de décisions.
Toutes ces questions ont donc dû être discutées par des activistes décidés à faire de la ZAD, plus qu'un moyen de lutte, une expérience de vie alternative. Beaucoup liant les deux en mettant en avant la nécessité d'une organisation horizontale et démocratique pour le succès de la lutte en cours.
Des décisions ont dû être prises : par exemple la décision de limiter les nuisances sonores en circonscrivant les free party à l'intérieur du fort, de maintenir une zone de tranquillité pour les occupants permanents ou celle d'assurer le démantèlement des barricades dès après la lutte. Ceci ne s'est pas fait sans discussions, parfois vives, mais a pu être géré le plus souvent en dégageant un consensus, parfois par la politique du fait accompli, et rarement en procédant à des votes. Si la ZAD ne s'est pas dotée d'une charte, encore moins d'un règlement d'ordre intérieur, cela ne signifie pas que des règles n'aient pas été présentes sur le site. Par exemple, un panneau installé dans l'espace central rappelait les règles de comportement à respecter sur le site.
Si les questions liées à la vie quotidienne sur la ZAD ont parfois occupé l'essentiel des discussions collectives, les militants sur et autour de la ZAD ont veillé à garder un caractère politique à l'occupation, par exemple

en organisant des discussions sur l'avenir du site : en comprendre les différents usages, y compris écologiques et de construire des revendications au-delà de la préservation du site, questionnant la politique du logement, le phénomène de spéculation immobilière en lien avec celui de l'artificialisation des terres. De ce point de vue, on peut dire que politiser les différents usagers à partir de la lutte pour la préservation de la Chartreuse a été une préoccupation des zadistes. Assemblées des usagers ou d'autres activités organisées sur le site ont ainsi contribué à renforcer la solidarité mais aussi à discuter des questions de politiques communales ou des perspectives et revendications pour un avenir désirable.

Prendre appuis sur le réseau militant

Indéniablement, le succès de la ZAD a notamment reposé sur sa capacité à s'appuyer sur les réseaux militants existants, sur la densité et la richesse du tissu associatif liégeois et à opérer des jonctions avec d'autres luttes. Des dizaines d'organisations et de lieux ont signé l'appel à soutien à l'occupation et l'ont effectivement apporté tout au long de la lutte.

Par exemple, les militants de la ZAD ont organisé un cortège pour se rendre au rassemblement du collectif « Stop Alibaba & co. » contre l'extension de l'aéroport de Bierset en périphérie liégeoise. La ZAD a reçu le soutien d'autres occupations en cours ailleurs en Europe mais elle put également bénéficier de l'apport du réseau Occupons Le Terrain (OLT). Présent déjà aux côtés de Un Air de Chartreuse, ce réseau de collectifs, constitué à partir de la lutte du Ry Poney, est resté en lien avec les zadistes et a continué à faire bénéficier les militantes et militants de son savoir-faire en matière de lutte contre les projets immobiliers imposés. L'expertise d'OLT s'est par exemple manifestée lorsqu'il s'est agi de négocier avec les autorités communales et a contribué à faire émerger la solution du « switch de terrain ».

Le compromis avec Matexi

Six mois après l'établissement de la ZAD, Matexi jette l'éponge. La société préfère accepter la proposition de la Ville d'échanger le terrain de la Chartreuse avec un autre en sa possession. En effet, contre toute attente la ZAD perdure, son soutien ne faiblit pas et Matexi comprend que des travaux sur son terrain ne peuvent s'envisager, au mieux, que dans un avenir lointain.

C'est d'abord une victoire pour celles et ceux qui souhaitaient préserver le site de la Chartreuse. Aujourd'hui, la question de la sanctuarisation de la parcelle peut de nouveau être posée puisqu'elle redevient propriété publique. De plus, les zadistes ont veillé à éviter le fait que Matexi renonce à artificialiser un terrain pour aller couler du béton ailleurs. Récemment, le collège échevinal a d'ailleurs annoncé qu'il verrait désormais d'un œil défavorable tout projet immobilier sur un terrain non-artificialisé. Si la victoire est donc indéniable pour la Chartreuse, elle constitue également une avancée pour la préservation de tous les espaces verts sur le territoire communal. Il est par contre important de noter qu'un autre projet immobilier plane aujourd'hui sur la Chartreuse puisqu'un autre promoteur immobilier vient d'acquérir une autre parcelle dans la zone de l'ancien fort. L'avenir nous dira si d'autres comités de riverains, d'autres ZAD devront voir le jour.

Que retenir de la lutte pour la Chartreuse ?

La mémoire de cette lutte victorieuse pour la sauvegarde de la Chartreuse doit être préservée tant il est vrai que dans une économie de marché, il y a souvent un promoteur en embuscade pour privatiser un espace vert au détriment de l'intérêt collectif. D'autres luttes sont à venir et il convient de tirer les leçons de chacune pour renforcer les suivantes.

En l'occurrence, les dynamiques entre collectifs de riverains, réseaux et militants de la ZAD ont plutôt bien fonctionné et ont été complémentaires. La ZAD a compris que le succès de l'occupation se jouait dans le soutien qu'elle pourrait obtenir plutôt que dans la solidité de ses barricades : En effet si l'occupation du site et sa fortification ont empêché le début du chantier, les zadistes n'auraient probablement pas pu s'opposer durablement à une éviction manu militari s'ils étaient restés isolés. Du côté d'Un Air de Chartreuse, il y a eu cette intelligence de collaborer avec un nouvel acteur dans une stratégie nouvelle plutôt que de se complaire dans l'attentisme ou le mépris pour les nouveaux venus, attitude que l'on a pu observer dans d'autres luttes similaires. Il faut noter d'ailleurs que l'idée d'une occupation du site, si elle n'avait jamais été mise en œuvre, n'était pas absente de l'esprit des militants de UADC et qu'ils pouvaient facilement être acquis à cette stratégie.

Dans cette collaboration entre acteurs militants, le souci d'étendre la solidarité à d'autres couches et de faire connaître le combat pour la préservation de la Chartreuse est redevenu l'axe stratégique principal. En témoignent les nombreux événements organisés sur le site, activités de tous ordres qui ont fonctionné comme autant de points d'entrée pour impliquer de nouvelles personnes dans la lutte mais aussi les

mobilisations, manifestations et rassemblements devant le conseil communal qui ont contribué à maintenir la lutte vivante à une échelle plus large.
La thématique des oiseaux choisie par les zadistes a permis de développer un imaginaire qui a nourri la lutte et a permis de l'élargir bien au-delà des cercles militants habituels. Ainsi la « Parade des oiseaux », cortège partant de l'hôtel de ville pour rejoindre le site de la Chartreuse, a été un aussi été un moment festif, intégrant un public familial notamment au moyen d'ateliers qui ont fait appel au savoir-faire de chacun.
Un journal de l'occupation (le « tchip-tchip »), une page Facebook ainsi que des groupes de messageries ont permis de garder ce lien avec ces couches larges en donnant des nouvelles de l'occupation et des activités qui y étaient programmées mais aussi d'organiser le soutien matériel.
On peut penser que ce soutien large a été déterminant dans la décision des autorités communales de ne pas faire intervenir la police. Il est d'ailleurs intéressant de constater que la communication de la ville au sujet de la ZAD a été en permanence de la décrire comme un lieu de radicalisme violent afin de la décrédibiliser aux yeux de la population liégeoises : si la ZAD n'avait pas réussi à imposer une autre image d'elle-même, il y a fort à parier qu'elle serait devenue isolée et donc facilement expulsable. Cette volonté d'abîmer l'image de la ZAD a perduré après la victoire puisque l'on a vu des conseillers communaux de la majorité et des médias aux ordres accuser les zadistes de laisser un dépotoir derrière eux, alors même que s'organisait le démantèlement du campement et le nettoyage du site par des dizaines de volontaires.
En définitive, cette guerre de communication s'est avérée tourner en faveur de l'occupation : la popularité croissante de la ZAD étant inversement proportionnelle à celle de Matexi, il n'est pas interdit de penser que la société immobilière a finalement renoncé à toute prétention sur le site pour restaurer en partie son image de marque.
Le lien entretenu avec les autres luttes semblables dans la région par l'intermédiaire notamment de OLT mais aussi des discussions organisées sur la ZAD ont précisément permis de construire un contre-discours face à celui de Matexi et des autorités communales. Cela a par exemple été la garantie de ne pas se faire taxer de NIMBY (Not In My Back Yard – pas près de chez moi, désignant l'attitude qui consiste à approuver un projet pourvu qu'il se fasse ailleurs). En ce sens, aborder des questions comme celles des politiques du logement ou de l'utilité des espaces verts pour la résilience des villes ont permis de politiser la lutte et d'opposer un récit alternatif au discours dominant et simpliste de « il faut bien loger les gens ».
Mais après tout, la leçon essentielle de cette séquence, comme celle de toute mobilisation victorieuse, est qu'il n'y a pas de fatalité et que l'intelligence collective de quelques personnes décidées peuvent triompher d'un projet immobilier imposé ou, comme on le dit depuis bientôt 50 ans : « oser lutter, oser vaincre ».
Cette analyse est parue initialement le 26 février 2023 sur le site du PSL.

SECRETARIAT on 15 avril 2023 (PSL)

https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MCIsIjZhYzM1NzNmNjE1MSIsZmFsc2Vd

À Boncelles, des habitants se mobilisent contre un gros projet immobilier

© RTBF – Martial Giot

La Ville de Seraing vient de recevoir plus de 500 courriers de personnes s'opposant à un projet immobilier à Boncelles.
Un promoteur veut construire quinze maisons unifamiliales et quatre immeubles comprenant un total de 53 appartements dans le village sur des parcelles situées rue de Tilff. En vue de ces constructions, il a introduit une demande de création de voirie et a obtenu une autorisation partielle du Conseil communal de Seraing.
La Ville devra par la suite se prononcer à propos d'une demande de permis d'urbanisme. Les opposants souhaitent qu'elle revoie sa position. L'association « Esprit Boncelles » porte la voix des riverains. Sa présidente faisant fonction, Alessia Vercio, explique : *« Nous espérons obtenir le stop de ce projet. Il y a énormément de problèmes qui ne sont pas encore résolus sur Boncelles. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, pour nous c'est absolument un contresens de continuer à construire. Ces problèmes concernent principalement la congestion des routes. D'autres raisons concernent les risques liés à la bétonisation, donc le ruissellement des eaux de surface, la destruction de la biodiversité. Et la construction de maisons quatre façades va totalement contre la tendance suivie par de nombreuses communes. Il y a aussi la composante de la destruction du caractère de village. Boncelles a toujours eu une vocation agricole. Elle s'est perdue pour plusieurs raisons. On est dans une phase historique : on doit tenter de retourner un peu en arrière et relocaliser l'alimentation. Donc quelle meilleure raison pouvons-nous avoir pour sauver ces espaces verts ? »*

RTBF, 4 mai 2023

Interview de Bruno Belvaux : Chevetogne, les gens et les castors

Bruno Belvaux a longtemps commencé ses journées par une course de 15 kilomètres. Histoire de se mettre en jambes. J'ai toujours eu l'impression qu'il mettait dans sa vie deux ou trois fois ce que je mettais dans la mienne – qui suis pourtant aussi un habitué des empilements de casquettes.

Depuis plus de vingt-cinq ans, on connait surtout Bruno comme directeur du Domaine Provincial de Chevetogne, dont il a fait l'un des plus poétiques et ludiques parc récréatif d'Europe, avant de confier la gestion de ses ruisseaux à trois couples de castors.
Mais cela ne l'a jamais empêché de continuer à écrire et à monter des spectacles théâtraux avec son vieux compère Jean Lambert, avec qui il animait aussi des stages estivaux, ou de tester un deux-roues sur les pistes poussiéreuses du Maroc pour je ne sais quel Magazine Moto, ou d'écrire nuitamment les discours d'une députée provinciale en mal d'inspiration.
C'est aussi un vieil ami de Benoit Poelvoorde, ce qui implique, outre un foie en titane, une certaine aptitude au noctambulisme.

Les Belvaux sont une fratrie
Il y avait Rémi, qui nous a quitté en 2006, le brillant cinéaste qui fut la cheville ouvrière de « *C'est arrivé près de chez vous* », cet OVNI cinématographique qui révéla Poelvoorde à Cannes et au monde entier.
Il y a Lucas, le comédien et réalisateur inspiré et engagé, qui est aujourd'hui à la tête d'une impressionnante filmographie – et qui vient de signer un bien beau premier roman (« *Les Tourmentés* »).
Et il y a Bruno, qui a fait de sa propre vie un film d'aventures aux dialogues étincelants.
Pour son départ en retraite, qui sonne plutôt comme une charge de cavalerie, les « *Amoureux du Domaine de Chevetogne* » lui font la fête au village ce vendredi 14 avril (1).
Il y aura sans doute un peu de mélancolie dans l'air, des chansons à partager avec quelques boissons rafraîchissantes, et ce ne sera certainement pas triste.
Interview de cet homme de culture et de littérature, désormais rendu à l'état de nature.

Des plaines de jeux intégrées à la nature

Claude : Bruno, explique-nous pourquoi la Province de Namur a acquis le domaine de Chevetogne, comment il est devenu un « parc paysager », et pourquoi et comment tu en es devenu le directeur ?
Bruno : *Dans la période de l'après-guerre, les provinces flamandes, qui étaient souvent codirigées par le Parti Socialiste, ont acheté plein de domaines qui étaient pour la plupart d'anciennes propriétés aristocratiques, des châteaux de nobliaux avec tous leurs terrains. L'idée étant de permettre aux travailleurs d'y avoir accès pour leurs loisirs. On offrait des possibilités de verdure à des gens qui vivaient le reste de l'année dans des métropoles très urbanisées. Rien que la Province d'Anvers en avait ainsi acheté une bonne dizaine. Une opportunité s'est présentée – un paquet de pognon en « compensation économique » de l'installation de l'accélérateur de particules à Lausanne, alors qu'il avait été pressenti en Wallonie – et la Province de Namur a fait pareil.*
Mais on s'est vite demandé ce qu'il fallait en faire, parce que chez nous, il y a déjà de la verdure un peu partout, et ouvrir un simple Parc avec trois étangs, cela ne semblait pas suffire. Même si c'était un acte symbolique d'offrir un « luxe d'aristocrate » – la jouissance d'un parc – à l'ensemble de la population.
Mais il y avait en fait un vide de projet. On ne savait pas quoi y faire. C'est bien beau d'être velléitaire et d'avoir « des envies de… », mais cela doit faire l'objet de propositions concrètes et d'aménagements, sinon cela reste une idée en l'air. Les mecs, à l'époque, ils ne vont pas voir les grands parcs allemands ou anglais qui avaient une certaine expertise et de vraies réussites en la matière, ils font ça « à la belge », c'est-à-dire qu'ils font n'importe quoi : ils installent des toboggans aquatiques en plastique, des pistes de karting à moteurs, des cuistax dans tous les coins, et des plaines de jeux « à l'ancienne », tout ça plic ploc dans le paysage, mais en défigurant aussi ce qui était à l'origine un beau parc paysager.
Quand l'écologie politique commence à émerger dans la Province de Namur, au milieu des années '80, les ÉCOLO, qui sont dans l'opposition, commencent à interpeller la majorité à ce sujet : « Qu'est-ce que c'est ce bazar, on a aménagé ce domaine à grand frais, plus d'une centaine de personnes y travaillent, on a construit des routes et des piscines, installé un camping de trois kilomètres, mais on n'a rien respecté ni du paysage ni de l'environnement ». Ils

reviennent avec ça à chaque Conseil Provincial : « Que comptez-vous faire de Chevetogne ? ». *Et en 1995, la majorité politique PS-MR est tellement aux abois qu'elle me nomme directeur, avec pour mission de définir un projet, en me disant : «* Tu trouveras bien quelque chose à faire avec ça ». *À l'époque, je suis directeur-adjoint de la maison de la Culture, et je viens de monter « Modèle Déposé » à Paris avec Jean Lambert et Benoit Poelvoorde.*
Ils auraient pu choisir quelqu'un qui venait de l'horticulture ou du tourisme, et cela aurait influencé tout autrement le projet, mais ce n'était pas idiot d'y nommer un « généraliste » de la culture.
La première chose que j'ai faite, c'est d'ailleurs de réunir autour de moi une équipe. Avec un paysagiste – Benoît Fondu, un anversois originaire de La Louvière, qui a restauré des Parcs du XIXème siècle à Londres –, et Marie-Françoise Degembe, une historienne des Jardins qui a fait l'École du paysage de Versailles.

On a commencé par faire une étude historique du domaine, en partant de ce qu'avait été la propriété depuis 1869, avec sa typologie de jardin anglo-chinois, cette alternance de milieux ouverts et boisés, et on s'est demandé comment restaurer cette fonction « paysagiste » en conservant parallèlement l'aspect « récréatif » du Parc.
Cette démarche était au départ plutôt « esthétique » qu'écologique et environnementaliste, ce qui était logique par rapport à nos propres parcours.
Et par ailleurs, entre 1969 et 1995, ce Parc, même « mal foutu », attirait entre 200 000 et 250 000 visiteurs par an : c'était aussi un outil de développement économique et touristique de la zone, ce que nous devions aussi intégrer à notre propre projet.
Quand je monte le premier « schéma directeur » – un plan d'aménagement et de développement sur trente ans – on reste essentiellement dans cette optique « culturelle » : on veut restaurer un « beau parc » paysager, en supprimant les stigmates qui l'avaient défiguré. Dès la première année, on supprime les toboggans en plastique et les karts à moteurs, et on les remplace par de nouvelles activités plus en adéquation avec le lieu.
Et puis, après une douzaine d'années, je suis sensibilisé par mon garde des Eaux et Forest, qui a une vraie inspiration « écologiste », à la restauration des « milieux » naturels.
Il me reproche d'amener trop d'essences exotiques, de faire trop de transformations de l'espace. Pour lui, il faudrait retourner à une nature « férale » (ndlr : « se dit d'une espèce domestique retournée à l'état sauvage »), *laisser certaines zones à l'état « sauvage », pour permettre le développement d'une faune locale plus diversifiée.*

Renaturaliser les cours d'eau

Et ainsi, entre 2000 et 2010, le projet de Chevetogne acquiert une dimension plus environnementaliste ».
Ce n'est plus « l'homme contre la nature », mais « l'homme dans la nature », parce qu'il en fait lui-même partie. Le castor revient dans le domaine en 2010, et il y a un déclic qui se fait en moi.
J'avais été voir des « forêts intégrales » en Macédoine et en Slovénie, et c'est vrai que la nature, telle que le castor la transforme, change spectaculairement d'aspect.
Trois couples de castors ont, en quelques années, restauré sept hectares de « zones humides » ! Cela donnait un paysage dantesque, un paysage « d'origine du monde », c'est comme si le castor nous montrait la voie suivre.
On a écrit à ce moment-là un nouveau « schéma directeur », avec Marc Dufresne, qui est prof d'écologie à la Faculté de Gembloux, sous le titre « Réconcilier Humanité et Biodiversité ».
Cela rejoint la réflexion de Descola, un anthropologue français, qui affirme que tout le mépris que nous avons montré vis-à-vis de la nature depuis 200 ans, vient d'une conception anthropocentriste qui fait de l'homme le centre du monde. Alors que, biologiquement parlant, il fait partie de la nature : c'est un animal comme les autres. Comme une taupe, comme une souris, comme un héron cendré.
Et dès que tu arrêtes d'opposer la culture à la nature, tu t'inscris dans une démarche tout-à-fait différente.
Claude : Votre premier couple de castor, il s'est invité comment dans l'affaire ?
Bruno : *Les castors ont été ramenés en Belgique par certains écolos « fondamentalistes », dont un monsieur qui s'appelait Olivier Rubbers (2). Il les a ramenés dans la région de Gedinne et Bièvre dix ans avant qu'ils n'arrivent à Chevetogne. « Bièvre », cela vient d'ailleurs du radical celte « beaver », qui veut dire castor en anglais. Donc tous les noms qui incluent cette racine (comme Beveren en Flandres) témoignent de la présence des castors autrefois dans nos régions. Avant le XIXème, dans certains coins, c'était même un animal très commun. Et Bièvre est à vingt-cinq kilomètres de Chevetogne.*

Ensauvager les cours d'eau par des profondeurs successives

Claude : Il y a un réseau hydrographique qui les relie ?
Bruno *: Évidemment. Mais à partir du moment où ce n'était pas le* « castor canadensis »*, mais le* « castor fiber »*, d'origine européenne, les Eaux et Forêts ont été obligées de les accepter. Espèce protégée. Alors qu'ils y étaient tout à fait opposés au départ. Ils ont même attaqué Olivier Rubbers en justice, et il a dû vendre sa maison pour payer sa défense !*
Avec l'appui de la communauté scientifique, on a fini par faire admettre que le castor avait sa place en Belgique. Mais le débat n'est pas fini, puisqu'on sort d'une période où ceux qui faisaient la loi, en Ardennes, c'étaient les chasseurs et les exploitants forestiers. Et évidemment, quand tu as une exploitation forestière en bordure de rivière, le castor, il te nique tout jusqu'à vingt mètres, ça c'est sûr. Mais grâce à ses barrages sur les ruisseaux, en recréant des zones inondables, le castor lutte contre le stress hydrique, et crée de larges zones humides où l'eau stagne et peut progressivement s'infiltrer dans la terre pour alimenter les nappes phréatiques. Ces barrages et ces zones régulent aussi les cours d'eau en période de crue.
J'ai écrit un bouquin là-dessus, « Reconstitution d'une Zone Humide historique au Domaine de Chevetogne »*, je te le filerai vendredi. Aujourd'hui, dans le domaine, on a cinq zones humides pour un total de 18 hectares. On a des échassiers qui reviennent, qu'on n'avait plus vu depuis cent ans, c'est une modification profonde du milieu.*
Claude : Comment avez-vous concilié l'aspect « récréatif » du parc, celui qu'il avait au départ, avec ce côté « retour à la nature » ? Et quel impact est-ce que cela a eu (ou non) sur le nombre de visiteurs ?
Bruno : *Marc Dufresne, qui est reconnu comme un des plus grands profs d'écologie en Europe Occidentale, qui va photographier des ours dans les Asturies ou des loups dans les Abruzzes, constate que nous avons su préserver, à côté de notre tourisme intensif, des zones de nature préservées – on dit « férales » – qui sont donc laissées à l'état « sauvage ».*

On a une zone de forêt de cent hectares qui n'a plus été coupée depuis soixante ans. C'est une expérience très intéressante, qu'on mène avec les Eaux et Forêts, où quand un arbre tombe, on le laisse pourrir sur place. Un arbre de 50 centimètres de diamètre, cela prendra cent ans.
Mais 40% de la faune vit dans le bois mort. Quand tu fais une « forêt d'exploitation », où tu enlèves en permanence le bois mort parce qu'il va soit disant t'amener des misères, tu te prives en fait de 40% de ta chaîne alimentaire.
Notre force, cela a été d'avoir été une équipe interdisciplinaire de six sept personnes, avec une grande écoute réciproque, et une approche d'inspiration holiste globale, où il doit y a voir de la place pour la nature, où on doit pouvoir ramener du saumon, où il n'est pas impossible d'avoir des loutres, mais avec aussi une activité économique et une présence humaine, pour apporter du bonheur aux gens.

Replanter des ripisylves qui renvoient l'eau vers les nappes phréatiques

Claude : C'est marrant, parce que la dernière fois qu'on a vraiment parlé de Chevetogne – et c'est vrai que nos gamins étaient beaucoup plus jeunes, et qu'eux-mêmes étaient branchés là-dessus ! – tu me parlais surtout de l'aménagement des espaces de jeux et de loisirs… Tu me semblais vraiment plus préoccupé des gens que des loutres et des castors (rire).
Bruno : C'*est vrai, mais en même temps, ce qui m'a intéressé dès le début, et mes premières esquisses en témoignent, c'est cette osmose entre l'activité humaine et la nature. Ces plaines de jeux étaient conçues comme des « terrains d'aventures », où les gamins étaient en contact avec les éléments naturels : l'eau, la boue, la terre, les morceaux de bois, les gravillons. C'est un autre pédagogue, Louis Espinassous, celui qui a écrit « Pour une éducation buissonnière », qui préconise que l'enfant puisse développer son amour pour la nature en passant par la rencontre avec ces matières brutes.*
Il fallait aussi, au cours de leurs jeux, que les gamins puissent croiser une épinoche, un têtard, une grenouille.
J'étais fort influencé par des images à la « Lara Croft », ces palais et ces temples khmers envahis par les fromagers et les plantes grimpantes, ce qui rejoignait aussi les tableaux d'Hubert Robert, comme « la grande galerie du Louvres effondrée », une inspiration terriblement romantique, où la végétation envahit la culture, et a toujours le dernier mot sur l'ambition humaine.
Et je voulais que les plaines de jeux témoignent un peu de tout ça.
Tous les gosses veulent être Indiana Jones, tous les gosses sont fouilleurs, sont creuseurs, doivent pouvoir jouer avec un morceau de bois ou s'asperger d'eau et de boue. Bref.
On s'est rendu compte en avançant qu'on avait six ruisseaux qui traversaient le domaine, alors que toute la région est en stress hydrique, que toutes les communes manquent d'eau.
Or chez nous, elle est omniprésente.
Une des choses qu'on pouvait donc faire, c'est favoriser son stockage.
J'ai vu dans l'Asymptomatique que tu avais parlé des manifs contre les méga-bassines. La connerie là-dedans, c'est d'aller pomper dans la nappe phréatique pour la faire s'évaporer en surface, cela n'a aucun sens. Nous, avec les zones

humides, on fait exactement l'inverse. On crée des prairies et des zones inondées où l'eau peut lentement s'infiltrer dans la nappe phréatique, et ainsi la renouveler.
Claude : Au lieu de s'écouler vers la mer.
Bruno : *Voilà. Or la stratégie de la Belgique, depuis le décret de 1975, c'était exactement l'inverse : envoyer le plus vite possible toute la flotte dans l'océan !*
Maintenant, tout le monde est revenu là-dessus. Cette eau, il faut bien sûr la garder en sous-sol, dans les nappes phréatiques.
Cela reste mystérieux et magique : tu accumules dans les nappes phréatiques en hiver, et en été, par effet de pression, tes ruisseaux continuent à donner !
Ça fait quinze ans qu'on « travaille » sur les nappes phréatiques.
Ces deux dernières années, il y avait quatre ou cinq communes qui manquaient d'eau autour de Chevetogne, et moi j'avais encore des débits de 20 litres par seconde dans les plus petits ruisseaux ! Parce qu'on a aussi planté un kilomètre de haies chaque année depuis vingt ans. On estime qu'à Chevetogne, on infiltre 500 000 mètres cubes d'eau par an.

En période de crue, permettre l'expansion du ruisseau

Claude : J'ai du mal à imaginer les volumes, parce qu'il y a trop de zéros. Mais je me doute que ça doit en faire un paquet.
Bruno : *Ce que tu entends bien dans mon discours, c'est qu'il ne s'agit plus de faire seulement de la culture ou du tourisme, ou de faire venir des artistes qui vont chanter dans un beau jardin. Il est question de replanter des haies partout où elles ont été arrachées après-guerre, de remplir la nappe phréatique, de favoriser des forêts résilientes avec quarante espèces d'arbres, etc., etc.*
Quand tu as une forêt avec une seule essence, tu as un parasite qui se met sur le premier arbre, et il ne s'arrête que lorsqu'il a bouffé les trente hectares.
Si le prochain épicéa est à huit cent mètres, il s'arrête après le premier.
Comme illustration de tout ce que je te dis, va voir un site qui s'appelle « Les amoureux du Domaine de Chevetogne ». Il y a là 3 500 personnes qui disent quotidiennement leur amour du parc.
Certains adorent nos musées en plein air, d'autres nos animations, d'autres encore nos paysages.

Concernant la fréquentation du domaine, on a peut-être perdu ceux qui venaient pour le karting ou les toboggans aquatiques, mais on en gagne tous les jours du côté de ceux qui aiment côtoyer une nature préservée. Une forêt « brute » de soixante ans d'âge, il n'y a que chez nous que cela existe.

Claude: Ta trajectoire de vie, comment s'inscrit-elle là-dedans ? Et pourquoi cela se termine-t-il ? Bon, bien sûr, tu as l'âge de la pension (rires), mais est-ce qu'il n'y a que ça ? Tu as l'air d'être encore plein de projets et de passions par rapport à tout ça…

Bruno : *Le pouvoir politique, aujourd'hui à la Province de Namur, ce sont les libéraux alliés aux Engagés et à Défi. Ils veulent aller chercher de gros investisseurs qui installeraient à Chevetogne un paradis tropical de type « Center Parc » ou de gros opérateurs comme Pierres et Vacances qui construiraient un Village de Vacances avec 400 petites maisons. Évidemment, c'est le contraire du projet pour lequel nous nous battons depuis 28 ans.*

J'ai bien sûr construit quelques plaines de jeux supplémentaires, mais en surface, l'emprise sur l'ensemble du domaine restait très modeste.

Et au contraire, j'ai arraché beaucoup de tarmac et de béton partout.

À présent, le « politique » se dit : « Maintenant que Belvaux est parti, on va enfin pouvoir refaire de l'économie ».

Mais c'est quoi, « l'économie » ? Aller chercher un Fonds de Pension qui va construire 300 petites maisons, avec du bois qui vient de Roumanie ou de Pologne, et qui mettra la clé sous la porte en licenciant tout le monde quand il aura trouvé un investissement plus lucratif ailleurs ?

Ou c'est, comme aujourd'hui, avoir 140 petits gîtes et B & B chez l'habitant qui vivent autour du domaine de ce tourisme de passage, doux et humain ? Car quand tu vas chez les gens, tu les rencontres, tu déjeune avec eux, ils t'expliquent leur jardin, etc.

Ce n'est pas la même chose que d'aller chercher ta clé dans une boîte à l'accueil pour aller au chalet 234 !

Non seulement, ce gros opérateur viendrait saccager tout ce qui fait aujourd'hui la beauté de Chevetogne, mais il priverait aussi toutes ces petites entités de leur activité économique.

Il y a trois ans, j'avais écrit avec Marc Dufresne un projet pour Chevetogne pour… les trois cent prochaines années. Pourquoi 300 ans ?

C'est le timing qu'on donne aux schémas directeurs des Parcs en Angleterre. Les anglo-saxons ont une gestion des forêts à plus long terme que nous. Ça peut paraître long, 300 ans, mais un arbre, ça peut vivre mille ans. Il faut savoir que l'arbre n'a pas de sénescence programmée. Au bout de quelques siècles, un hêtre va être victime de l'affaiblissement de ses racines, ou des pluies torrentielles vont le déraciner, mais il n'est pas inscrit dans sa structure biologique et cellulaire qu'il doit mourir.

On coupe chez nous les arbres à deux cent ans, mais uniquement pour des raisons « économiques ». Face au réchauffement climatique, il faut aussi inventer chez nous de nouvelles façons de gérer notre « capital nature ».

Claude : La fête qui est consacrée à ton départ en pension ce vendredi 14 avril au village de Chevetogne, elle est publique, ou bien privée ? On peut y inviter nos lecteurs ?

Bruno : *Oui, bien sûr. C'est la fête du départ du directeur, mais c'est aussi organisé par le site des Amoureux du Domaine de Chevetogne, qui se constitue en mouvement qui défendra coûte que coûte l'ancrage écologique et*

environnemental du parc. Ils ne laisseront jamais faire, par rapport à des demandes de permis de bâtir qui viendraient modifier son objet, dilapider ce bien commun pour construire un village de vacances industriel.
Claude : Bientôt une ZAD à Chevetogne (rires) ?
Bruno : *Sans déconner, j'ai envie de paraphraser Clémenceau qui disait : « La guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée aux militaires », je pense que notre vie et notre bien-être sont trop importants pour les confier à des politiques.*
Ce n'est pas que les politiques « veulent » mal faire, ou qu'ils seraient moralement suspects. C'est juste qu'ils ne connaissent rien, mais rien du tout, aux problématiques liées à l'environnement. Une « forêt intégrale », ils ne savent pas ce que c'est.
Le rapport entre les castors, « une zone humide » et la nappe phréatique, encore moins. Au mieux, pour eux, c'est des histoires de grenouilles et de libellules.
Personne ne peut être « spécialiste » en tout : l'Ukraine, Delhaize, le Covid et les castors. Et c'est pourtant ce qu'on leur demande de faire. Moi j'ai mis vingt ans à devenir un spécialiste de l'environnement, et encore, en étant tous les jours présent sur le terrain !
Claude : Je te remercie beaucoup, et j'espère que tes compétences, pour le jeune pensionné que tu es devenu, trouveront un cadre où elles pourront continuer à se déployer (rires).
On se voit vendredi ?
Bruno : *Si tu me chantes « Métallurgie Hoboken »* (3) !

Propos recueillis par Claude SEMAL le 12 avril 2023.

Les photos du Domaine de Chevetogne sont de Bruno Belvaux. La photo de Bruno avec sa casquette est de Georges Balon Perin.

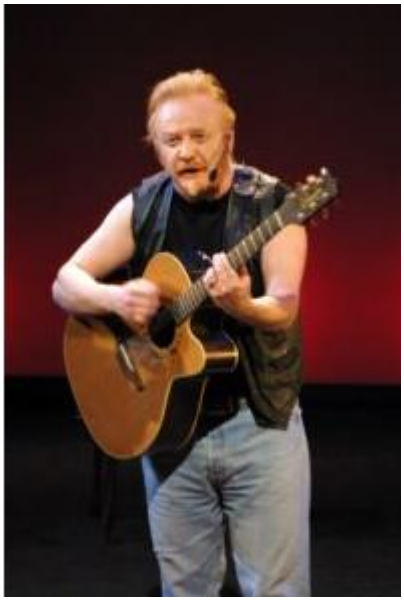
(1) « La Fête à Bruno », avec des chansons et de la musique, à la Maison des Jeunes, 106 rue Grande, 5590 Chevetogne, ce vendredi 14 avril à 20 heures. Entrée libre.

(2) Olivier Rubbers : Le castor ne fait des barrages que lorsque le cours d'eau est peu profond (il n'y a pas de barrage sur le Rhône, Rhin…). En effet, il ne peut alors se cacher contre des menaces, l'entrée de son terrier n'est pas sous eau, par conséquent il construit un voire plusieurs barrages sur la rivière. Comme dit le proverbe : « À petit ru, grand bièvre » (bièvre étant l'ancien mot français du castor). Les barrages de castors bloquent le cours d'eau (par exemple sur la Houye) et celui-ci se divise en une multitude de petits cours d'eau contournant le barrage et replongeant dans le lit de la rivière en aval. Ce barrage permet donc la création de nouvelles zones humides ; bases fondamentales pour la biodiversité. En plus de cela, les barrages retiennent les terres et freinent l'érosion. Le mélange de terre et de vase s'accumule et est bloqué par le barrage. Cette terre retenue, c'est de l'érosion et elle aboutit normalement dans les grands cours d'eau où elle s'entasse et empêche donc la circulation fluviale. Tout le monde connaît les problèmes de dragage de cours d'eau en région wallonne qui met beaucoup d'argent dans le dragage de ces cours d'eau. Les étangs de castors créent des zones de lagunage (bassins pour l'épuration des eaux) comme à Etalle. Il faut favoriser le ralentissement dynamique de l'eau afin d'éviter un ruissellement trop important qui provoquerait des crues. C'est pourquoi les barrages de castors sont une excellente chose. Des travaux sont faits en ce sens sur la Meuse aux Pays-Bas où ils constituent de nouveaux bras de fleuve et y introduisent des castors pour la gestion. La ripisylve (en latin : ripes, la berge ; sylva, la forêt) est considérée comme un habitat stratégique entre le monde terrestre et le monde aquatique. Le castor est un gestionnaire de cette ripisylve.

Castor Fiber

En effet, en coupant les arbres, il évite le développement excessif de la ripisylve qui pourrait se refermer sur le milieu aquatique ; ce qui aurait pour conséquence d'avoir moins de lumière pour la rivière, donc moins de phyto et zooplancton, donc moins de poissons, moins de batraciens… Si le castor n'avait jamais existé, la ripisylve aurait poussé de façon exagérée et nous aurions eu une biodiversité extrêmement pauvre le long de nos cours d'eau. La ripisylve gérée par le castor devient une strate arborescente qui présente un grand avantage : un volume racinaire conséquent pour un faible poids ; ce qui stabilise les berges. Les castors luttent contre l'érosion des berges par la gestion de la ripisylve. De plus, cette ripisylve, riche en petits arbres tendres, est appréciée par les ongulés (cerf, chevreuils…) qui mangent l'écorce. Cela devient une zone de gagnage pour le gibier ; particulièrement intéressante pour les chasseurs. Le futur des rivières passe par la restauration des ripisylves avec le castor comme gestionnaire pour empêcher l'homme de détruire celles-ci chaque année (champ cultivé…). Le castor est créateur d'équilibre : il est capable de créer des habitats naturels de qualité et de les conserver : sans les castors, des déséquilibres écologiques se créent…

(3) J'ai écrit cette chanson en 1979, pour dénoncer la pollution par le plomb de la Métallurgie Hoboken. Cette entreprise traîna la chanson devant les tribunaux… où elle fut finalement acquittée pour cause de vérité. Bruno l'avait aussi mise dans la bouche de Robert, mon « personnage » dans « L'Hymne à l'amour », un spectacle théâtral de Bruno et Jean, auquel j'ai participé comme chanteur et comédien.



« Robert » dans l'Hymne à l'Amour, de Bruno Belvaux et Jean Lambert.

Un autre « Robert » et un autre Belvaux dans « La Raison du Plus Faible » de Lucas Belvaux.

https://www.asymptomatique.be/interview-de-bruno-belvaux-chevetogne-les-gens-et-les-castors/

Occupons le terrain

Le parc Léopold à Namur

Le groupe Besix ne renonce pas à son projet de *centre commercial sur le parc Léopold* à Namur
Alors que 4 recours au Conseil d'État ont été déposés contre le PRU (périmètre de Remembrement Urbain) qui va *détruire l'ensemble du parc* boisé du centre-ville, Besix vient d'introduire sa demande de permis intégré pour la construction du complexe de logements, bureaux et espaces commerciaux.
L'ASBL Ramur va donc devoir, à nouveau, examiner ce dossier (60 kg de documents !) et examiner l'opportunité *d'introduire un recours contre ce projet destructeur d'environnement*.

Quel avenir pour les Prés de Tilff ?

La Commune d´Esneux veut relancer une activité sur les Prés de Tilff, centre récréatif abandonné depuis des années en raison d'inondations récurrentes. Conséquence : si cela se réalise, il y aura aggravation du risque d'inondation pour Tilff par une imperméabilisation du sol, des constructions diverses, des barrières et des clôtures…
Au minimum, l'asbl Vert et Vie demande au Collège *d'attendre les résultats de l'étude* hydraulique sur le bassin versant de l'Ourthe avant de se prononcer.

ViciGal : un *projet* qui pose bien des *questions*

Interpellé par des riverains inquiets, RAMUR se penche sur ce dossier de création d'une voie verte de 42 km entre Huy et Yvoir, pour lequel aucun inventaire de biodiversité et aucune étude d'impact environnemental n'ont été réalisés. Ce projet n'est pourtant pas anodin : une partie du chantier va faire l'objet d'un bétonnage des chemins forestiers.

Le GAL (groupe d'action local) et les communes de Gesves, d'Assesse et d'Ohey sont impliquées dans le dossier. Sous la pression d'un collectif citoyen d'Assesse et de Ramur, les autorités communales d'Assesse ont finalement décidé d'introduire une demande de permis d'urbanisme, démarche utile mais insuffisante au vu de l'impact environnemental de ce projet. RAMUR demande que soit réalisé *un inventaire complet du potentiel de biodiversité* du trajet avant tout démarrage des travaux.

RAMUR soutient bien entendu ce type de projet mais exige une intégration raisonnable en adéquation avec les milieux naturels qu'ils traversent, comme cela se fait pour l'implantation des Ravel.

Nationale 4 : les conclusions

Agriculture contre *urbanisation* : le pot de terre contre le pot de béton ?

Cette question a servi d'accroche à une rencontre qui s'est tenue samedi 8 avril au Centre liégeois du Beau-Mur, en pré-ouverture du festival Nourrir Liège. Derrière ce titre joliment imagé se cache une réalité bien sombre mais heureusement aussi de nombreuses actions pour y trouver des alternatives positives. […]

Sondage sur l'avenir du Fort de la Chartreuse à Liège

Matexi a abandonné son projet immobilier sur une partie du site de la Chartreuse mais plusieurs acteurs économiques et politiques ont toujours des projets – plus ou moins précis - d'aménagement de la zone du Fort.
Le collectif « Un Air de Chartreuse » souhaite que les voix des riverains et de toutes les personnes qui aiment la Chartreuse soient prises en compte dans les choix qui seront faits. Plutôt que de devoir accepter ou refuser en bloc un projet que nous découvrirons par la presse, il préfère anticiper les choses.
C'est pourquoi il vous demande votre avis à travers ce petit questionnaire qui vous prendra environ 5 minutes pour le remplir.

Le sondage, c'est par ici :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MCIsImY1YzIxNDE1NDc5NCIsZmFsc2Vd

Le Bois d'à Côté peut boucler son crowdfunding grâce à vous !

Imaginez un terrain de *14 000 m²* situé à Flémalle, dans l'agglomération liégeoise, en zone constructible et qui intéresse énormément les promoteurs immobiliers.
Le but du collectif « Le Bois d'à Côté » est de racheter ce terrain afin de créer un lieu de rencontres, d'apprentissage tout en conservant cette zone verte et sa biodiversité. Le terrain et les projets seront gérés par une asbl constituée de citoyens de Flémalle et d'ailleurs.
Une solution partielle a été trouvée pour une petite partie du terrain. Le collectif ne doit plus trouver « que » 127 000€. Le but est proche car il a déjà récolté 108 065€, soit 85% de la somme nécessaire. Il reste donc encore *19 000€* à trouver !
Tout le monde peut aider en participant au crowdfunding et en faisant un don avant le 1er mai 2023 pour recevoir une chouette contrepartie.
C'est donc avec une immense joie que le collectif invite à venir (re)découvrir le Bois d'à côté le dimanche 23 avril de 10h à 16 heures ! Ce sera l'occasion de connaître et soutenir notre projet, en participant à une journée pour toute la famille avec des activités de qualité !
Tous les détails de la journée se trouvent à la rubrique AGENDA !

Le Bois d'à côté

Mobilisation pour sauver le bois d'Imbrechies à Bernissart

Situé entre une zone Natura 2000 et les marais d'Harchies, le bois d'Imbrechies est menacé par le *projet d'extension d'un zoning industriel* à Bernissart (Hainaut). Une pétition contre le projet vient d'être déposée au Parlement wallon par le collectif citoyen « Sauvons le bois d'Imbrechies », avec le soutien de Natagora, Canopea et Occupons le Terrain.

Aucune mesure de compensation ne pourra jamais remplacer une forêt ancienne jouant un rôle de corridor écologique. Nous demandons donc *l'abandon du projet* de modification du plan de secteur et la recherche de sites plus appropriés pour l'implantation d'une ZAE.

Criminalisons les écocides !

Jusqu'à présent, la loi et la justice n'ont pas pu empêcher la *destruction massive des écosystèmes*. En effet, les responsables d'écocides n'écopent que *d'amendes dérisoires* qu'ils peuvent payer sans problème, et poursuivent leurs activités néfastes. Or, si l'écocide était reconnu comme *crime*, cela contribuerait à ralentir la destruction de la planète.

Comment ? En sanctionnant et en dissuadant les responsables. Cela encouragerait également les entreprises et les gouvernements à adopter un mode de fonctionnement plus respectueux de la nature et de l'humanité. Plus nous aurons de signatures, plus grande sera la pression, et plus tôt l'écocide deviendra un crime.

Alors, *rejoignez cette campagne internationale* pour la criminalisation de l'écocide et signez cette pétition !

Pétition OLT Liège : **Du logement pour toutes et tous, tout en sauvant les espaces verts et les terres agricoles !**

« La région liégeoise étouffe sous le béton. En ville comme dans la périphérie, les nouvelles constructions pullulent, grignotant sans cesse les espaces verts et les terres agricoles et menaçant de nombreux poumons verts. En même temps, les logements inoccupés se comptent par milliers dans les centres et les friches industrielles tapissent nos vallées. »

C'est ainsi que commence la pétition lancée par la régionale liégeoise d'Occupons le Terrain qui réunit une petite vingtaine de collectifs. Et c'est cette situation qu'elle veut changer en réclamant – notamment – des 24 communes de l'arrondissement de Liège qu'elles s'engagent à refuser systématiquement toute demande de permis concernant des espaces verts et des terres agricoles qui « contribuent à la préservation de l'environnement, la santé et la qualité de vie de la population et à imposer la priorité à la rénovation du bâti existant, à l'occupation des logements inoccupés et à la réaffectation des friches industrielles et commerciales, dans la perspective de développer le logement en ayant une attention particulière pour les personnes à faibles revenus ».

OLT/Liège a comme objectif de réunir 10 000 signatures sur cette pétition, afin d'interpeller sur cette base ces communes, et d'intervenir dans les débats en vue des élections régionales, provinciales et communales de 2024.

Aujourd'hui, elle a déjà réuni pas loin d'un quart des 10 000 signatures, mais le chemin est encore long : vous pouvez signer et faire signer cette pétition (même si vous n'êtes pas Liégeois·e·s !) en cliquant ci-dessous.

La pétition : je signe :

https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MCIsIml0ODFlOWRhN2RhMSIsZmFsc2Vd

<<< ANALYSES >>>

Retour sur l'expérience de la Chartreuse (Liège)

La lutte menée pendant ***cinq ans*** par les habitants du quartier de la Chartreuse à Liège contre un projet immobilier du groupe Matexi s'est terminée par un succès retentissant en septembre 2022. Un des éléments qui ont pesé pour aboutir à ce succès est la création d'une ***Zone à Défendre*** (ZAD), sous la forme d'une occupation du site menacé menée pendant six mois par un groupe de jeunes activistes.
Cette lutte des riverains renforcés par les zadistes est riche d'enseignements. Un militant liégeois actif dans le soutien à la ZAD et à la lutte de la Chartreuse en a réalisé une ***première analyse***, très fouillée et très intéressante.

Le lien vers l'analyse :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MCIsIjZhYzM1NzNmNjE1MSIsZmFsc2Vd

Amnesty International sollicite OLT

Occupons Le Terrain a été récemment contacté par Amnesty International pour participer à une grande campagne sur le droit de manifester. L'association est en train d'établir un état des lieux de ce droit en Belgique ! Amnesty aimerait savoir comment le droit de manifester est vécu par les organisateurs et organisatrices de manifestations et d'actions pacifiques. C'est pourquoi elle a entrepris d'interroger à la fois les organisations et les mouvements citoyens activistes sur leurs expériences.
Les membres - et non membres - d'OLT qui ont une expérience en la matière peuvent aider Amnesty International en participant à l'enquête via le lien suivant : https://forms.office.com/e/0SK0e7nWnU.
L'enquête prendra environ 10 à 20 minutes, en fonction de la quantité d'informations partagées.

14 avril 2023

Occupons le terrain

Le Bois d'à côté

Le *Bois d'à côté* a atteint son objectif *grâce à vous !*
Grâce aux nombreux dons reçus et à un accord avec la plus grande donatrice, le Bois d'à côté a réussi à rassembler la somme nécessaire pour acheter un terrain de 14 000 m² et ainsi préserver cet écrin de nature de l'urbanisation.
Les premiers travaux d'aménagement pour faire de ce site un espace de sensibilisation à la nature vont pouvoir commencer : aménagement et nettoyage des abris, installation de panneaux didactiques, mise en place des ruches, creusement d'une mare pédagogique, aménagement du potager...

APPELS À LA SOLIDARITE

Enquête publique en cours pour le projet de *centre commercial* sur le *parc Léopold* à Namur.
Alors que 4 recours au Conseil d'État ont été déposés contre le PRU (périmètre de Remembrement Urbain) qui va *détruire l'ensemble du parc* boisé du centre-ville, la SA « Côté verre » réunissant Besix et la Ville de Namur vient d'introduire sa demande de permis intégré pour la construction du complexe de logements, bureaux et espaces commerciaux. L'enquête publique est ouverte jusqu'au 24 mai.
L'ASBL Ramur a publié une *lettre type* afin de vous aider à répondre à cette enquête publique.

Répondre à l'enquête publique :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MSIsIjkwNjdlODNmOGI1MSIsZmFsc2Vd

Mobilisation pour sauver le bois d'Imbrechies à Bernissart

Situé entre une zone Natura 2000 et les marais d'Harchies, le bois d'Imbrechies est menacé par le *projet d'extension d'un zoning industriel* à Bernissart (Hainaut). Une pétition contre le projet vient d'être déposée au Parlement wallon par le collectif citoyen « Sauvons le bois d'Imbrechies », avec le soutien de Natagora, Canopea et Occupons le Terrain.
Aucune mesure de compensation ne pourra jamais remplacer une forêt ancienne jouant un rôle de corridor écologique. Nous demandons donc *l'abandon du projet* de modification du plan de secteur et la recherche de sites plus appropriés pour l'implantation d'une ZAE.

Pétition OLT Liège

Du logement pour toutes et tous, tout en sauvant les espaces verts et les terres agricoles !

« La région liégeoise étouffe sous le béton. En ville comme dans la périphérie, les nouvelles constructions pullulent, grignotant sans cesse les espaces verts et les terres agricoles et menaçant de nombreux poumons verts. En même temps, les logements inoccupés se comptent par milliers dans les centres et les friches industrielles tapissent nos vallées. »
C'est ainsi que commence la pétition lancée par la régionale liégeoise d'Occupons le Terrain qui réunit une petite vingtaine de collectifs. Et c'est cette situation qu'elle veut changer en réclamant – notamment – des 24 communes de l'arrondissement de Liège qu'elles s'engagent à refuser systématiquement toute demande de permis concernant des espaces verts et des terres agricoles qui « contribuent à la préservation de l'environnement, la santé et la qualité de vie de la population et à imposer la priorité à la rénovation du bâti existant, à l'occupation des logements inoccupés et à la réaffectation des friches industrielles et commerciales, dans la perspective de développer le logement en ayant une attention particulière pour les personnes à faibles revenus ».
OLT/Liège a comme objectif de réunir 10 000 signatures sur cette pétition, afin d'interpeller sur cette base ces communes, et d'intervenir dans les débats en vue des élections régionales, provinciales et communales de 2024.

Aujourd'hui, elle a déjà réuni pas loin d'un quart des 10 000 signatures, mais le chemin est encore long : vous pouvez signer et faire signer cette pétition (même si vous n'êtes pas Liégeois·e·s !) en cliquant ci-dessous.

La pétition, je signe :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MSIsImU5OGZlZmQxYWE2MiIsZmFsc2Vd

[…]

OCCUPONS LE TERRAIN

Occupons le Terrain

Newsletter du réseau Occupons le Terrain
N° 17 - 16 mai 2023

Le billet de la rédac' :
En octobre dernier, notre petite équipe s'est lancée un défi concernant cette newsletter : la faire passer d'un rythme épisodique et un peu aléatoire à un véritable rythme mensuel. Six mois après, le pari a été tenu : la newsletter que vous lisez fournit chaque mois un large choix d'informations sur les actions des collectifs d'habitants entrés en résistance contre des projets inadaptés voire nuisibles mais aussi – et de plus en plus - sur des sujets qui y sont liés comme l'environnement, le logement ou l'agriculture.

Au vu de vos réactions positives, le résultat semble vous plaire. Mais, après six mois, nous sommes victimes de notre succès : nous recevons de plus en plus de propositions d'infos et d'articles, nos newsletters s'allongent et, parallèlement, le mois d'attente entre deux parutions nous empêche de proposer un véritable agenda des activités et des mobilisations, nous forçant parfois à laisser de côté des infos ou à les publier très tardivement.

Nous nous sommes donc fixé un nouveau défi : tenter de publier cette newsletter non plus tous les mois mais deux fois par mois. Nous espérons que cela nous permettra de répondre encore mieux à l'actualité, de donner une plus grande visibilité aux collectifs et aux associations et de contribuer au développement d'un large mouvement pour la justice environnementale et sociale. Nous comptons sur votre soutien et votre participation pour relever le défi !

EN ACTION

Ottignies-Louvain-la-Neuve : Un nouveau collectif se crée. Bienvenue à « mObiLLizoNs »

À Ottignies-Louvain-la-Neuve, un nouveau collectif de citoyen·ne·s s'est mis en tête de s'organiser pour résister aux logiques de bétonnage à tout crin, à la domination des intérêts privés, et de manière plus générale, à tout projet qui mettrait en danger l'habitabilité et la vie future dans notre commune et au-delà.
Son nom ? *mObiLLizoNs* (en abrégé : Mob), qui englobe à la fois le territoire concerné (OLLN) et la vision générale d'un « agir ensemble ».
Et le collectif songe déjà à rejoindre OLT et à se coordonner avec les autres collectifs existant en Brabant wallon. Intéressé·e·s ? Alors contactez-nous par un petit mail à mobillizons@protonmail.com.

En savoir plus :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MiIsIjQzZTM3NTBiZWU5MyIsZmFsc2Vd

Nouveau projet inapproprié sur les hauteurs de Tilff

Le collectif Vert-et-Vie a pris connaissance d'une nouvelle demande de permis d'urbanisation sur les hauteurs de Tilff. Cette fois c'est en rive gauche dans le quartier de Sur le Mont, rue du Grand Pré.
Cette demande est très importante car elle concerne une superficie actuellement boisée de plus de 2 hectares en vue d'établir 50 habitations !
Il est évident que l'urbanisation de cette zone aura pour conséquence *d'augmenter* de façon importante *l'imperméabilité du sol* et, par conséquent, en cas d'orage, le ruissellement, déjà important, sur les terrains et constructions en contrebas.
Dans la vallée de l'Ourthe, l'afflux rapide d'eau de surface augmentera le débit de l'Ourthe et donc son niveau en aval comme en amont sur Tilff.
Pour en savoir plus sur ce projet, *rendez-vous le 23 mai à 19h au château de Brunsode.*

En savoir plus :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MiIsIjY4YTYzZTc0MDk0NSIsZmFsc2Vd

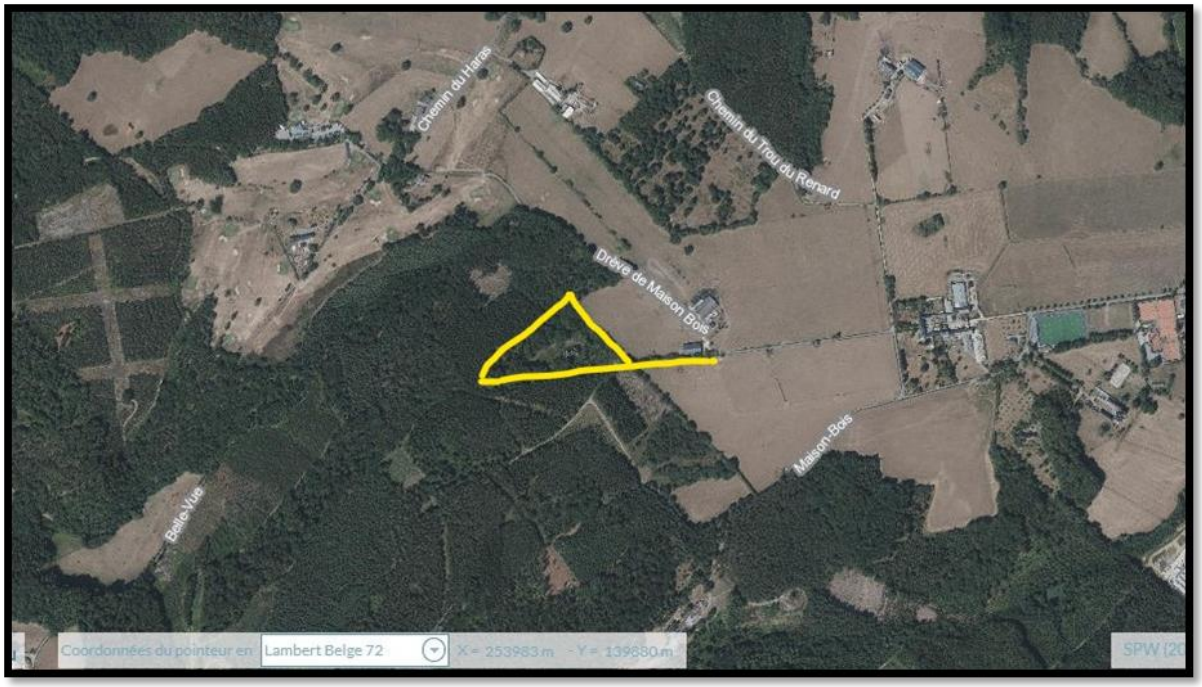
Un pique-nique pour sauver l'Observatoire de Cointe à Liège

Plus de 600 personnes se sont rassemblées samedi 13 mai pour un pique-nique sous le soleil sur les pelouses de l'ancien Observatoire astronomique de Cointe (sur les hauteurs de Liège). Elles protestent contre l'intention de la Région wallonne de *vendre ce bâtiment historique* aujourd'hui désaffecté *au plus offrant*.
Plusieurs associations - la Société astronomique de Liège, la faculté d'architecture de l'ULiège, les Amis de l'Université de Liège, la Société libre d'Émulation et l'asbl urbAgora – réclament *l'arrêt de ce processus* de vente et proposent de créer une *Fondation d'utilité publique* pour sauver et rénover ce bâtiment.

NOUVELLES DES COLLECTIFS

En recours contre une décision insensée à Verviers

Le permis d'urbanisme pour le lotissement « La Sapinière » a été octroyé le 8 mars par le fonctionnaire-délégué de la Région Wallonne alors que la Ville de Verviers avait rendu une décision négative.
Un simple examen de ce projet montre pourtant qu'il est en contradiction totale avec tous les objectifs – lutte contre l'étalement urbain, protection des espaces verts et des terres agricoles, défense de la biodiversité, etc. – présentés dans la Déclaration de Politique régionale 2019-2024 pour la Wallonie !
La Ville de Verviers a déposé un recours auprès du Gouvernement wallon. Réponse attendue pour le 17 juillet 2023 au plus tard !



Au centre, en jaune : les 2,4 ha de LA SAPINIERE avec la drève d'accès privée.

L'article sur l'OLT :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MiIsIjQzZDJmNDk0NTNmOCIsZmFsc2Vd

En savoir plus :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MiIsImY5Mjc5ZjMyOTAyNiIsZmFsc2Vd

APPELS À LA SOLIDARITE

Fin avril, la Région wallonne a validé deux projets immobiliers importants à Ecaussinnes – rue Bel Air et rue de l'Avedelle – alors que la majorité communale s'y opposait. La commune envisage un recours au Conseil d'État.
Derrière cette opposition de points de vue se pose toute la question de l'aménagement du territoire et de la sur-urbanisation des noyaux urbains et des campagnes.
Antenne Centre Télévision (ACTV) a organisé un intéressant débat sur ce thème avec Hélène Ancion, conseillère Territoire de Canopea (ex-IEW) et Arnaud Guérard, échevin (Écolo) de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire à Ecaussinnes.
[…]

Pour changer la société, radicalisons les alternatives

Dix ans après un premier « Tour de France des alternatives », le site en ligne français Reporterre repart en reportage. En s'interrogeant : les « alternatives » contribuent-elles vraiment à la transformation sociale ? Nous dirigent-elles vers la sortie du capitalisme ?
Si les alternatives examinées sont françaises, les questions, elles, dépassent les frontières. Et bien des interrogations évoquées en lancement de cette enquête sont aussi les nôtres. Nous vous invitons donc à partir en découverte et en réflexion avec Reporterre.
Présentation de l'enquête :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MiIsImM1YzViN2JkNGY0NSIsZmFsc2Vd

AGENDA
Namur - 5 et 15 juin
Rencontres avec Fatima Ouassak :
L'écologie populaire, c'est pour aujourd'hui ou pour demain ?
Présence et Action Culturelle (PAC) vous propose de rencontrer Fatima Ouassak, autrice de « Pour une écologie pirate » qui est un véritable appel à la convergence des luttes. Elle pose les bases d'une écologie radicale et anticapitaliste : populaire, féministe et antiraciste, ancrée dans les territoires. Deux formats de rencontres vous sont proposés :

- **Le 5 juin à 18h**, un arpentage de son livre, qui est aussi l'occasion de la rencontrer en petit comité et d'échanger avec elle sur nos luttes ;
- **Le 15 juin à 19h**, une rencontre-débat avec Fatima Ouassak et Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté.

[…]

Bruxelles - 8 juin
Rencontre-débat : *Mobilisations citoyennes* pour la transition agroécologique – l'exemple des éco-syndicats de riverains en *France*
Rencontre-débat avec Adrien Roux de l'Alliance citoyenne à Grenoble. Il nous parlera de l'approche du ***« community organizing »***, et plus particulièrement de l'exemple de la construction ***d'éco-syndicats de riverains***, mobilisés contre les pollutions agro-toxiques sur leurs territoires.
Le principe de base est le suivant : ce sont les personnes et communautés les plus directement affectées par les pollutions qui ont le plus intérêt à changer le système. C'est pourquoi l'Alliance citoyenne soutient l'organisation de riverains, pour pousser ***la transition agroécologique***.
La rencontre sera suivie d'une discussion avec plusieurs collectifs et associations sur les techniques d'action et de mobilisation à l'échelle locale, pour des campagnes vivantes.
La rencontre est organisée par Terre en Vue, avec le soutien d'Occupons le Terrain, des Brigades d'Action paysanne, de Rencontre des Continents, de FIAN... et elle aura lieu au DK 70b rue de Danemark à 1060 Saint-Gilles, de 18h30 à 21h30.

OLT EN CHAIR ET EN OS
OLT sera présent à divers événements avec un stand. Venez nous rencontrer et échanger avec nous :

Samedi 2 et Dimanche 3 septembre : Festival « Retrouvailles », au Parc de la Boverie, à Liège (de 11 à 17h)

Dimanche 17 septembre : Bio en Liège, au Jardin botanique (rue Fusch) à Liège (de 10 à 18h)

Occupons le terrain

Projet de centre commercial sur le parc Léopold : la ville de Namur demande à Besix de revoir sa copie !

Semblant tout à coup découvrir que le projet de centre commercial qui menace le parc Léopold risque de mettre en péril le commerce existant (avis défavorable de l'Observatoire du Commerce) et que les plantations prévues ne compenseront pas la destruction du parc (avis défavorable du Pôle Environnement), la ville de Namur annonce avoir demandé à la société Besix de retirer sa demande de permis et de revoir son projet. Les arguments justifiant cette demande de retrait sont pourtant mis en avant par le collectif de défense du Parc Léopold et Ramur depuis plus de onze ans !
Ramur avait proposé un projet alternatif qui permettrait de réduire les impacts sur l'environnement et le commerce local, mais cette proposition n'a pas été prise en compte par la ville ni par le promoteur. L'association reste demandeuse d'une véritable concertation pour faire aboutir un projet qui tiendrait compte des différents enjeux tout en améliorant le cadre de vie des Namurois et Namuroises.

APPELS À LA SOLIDARITE

Pétition pour la préservation de l'espace vert du Donderberg

Jeudi dernier, le collectif Save Donderberg a organisé une manifestation pour la préservation de cet espace vert de grand intérêt biologique menacé par un projet d'urbanisation.150 arbres sont menacés par ce projet, qui vise à construire des logements, une école, un hall sportif et un commerce.Soutenez-les en signant leur pétition pour modifier l'affectation du site en zone naturelle, afin de le préserver de toute urbanisation !

La pétition :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MyIsIjY2YTBjYjIzOTY1YiIsZmFsc2Vd
[…]

Aidez Nationale 4 à réaliser une enquête sur la qualité de l'eau !

Après une grande enquête sur l'excès de bétonisation et ses conséquences, le média en ligne Nationale 4 lance un complément d'enquête sur la qualité de l'eau le long du bassin versant de la Dyle. En effet, plusieurs éléments démontrent de gros soucis de conformité et un manque de transparence anormal.
Nationale 4 fait donc appel à vos dons pour financer ce travail d'enquête, de recoupement, de collecte de documents et de témoignages sur la qualité de l'eau dans le bassin versant de la Dyle. […]

NOUVELLES DES COLLECTIFS ET DES MOUVEMENTS

400 personnes à Bruxelles pour stopper l'écocide !

Nous étions 400 à Bruxelles ce 21 mai pour exiger la reconnaissance de l'écocide ! Cette manifestation était aussi la première marche pour la biodiversité, qui marque le début d'un véritable mouvement pour la protection du vivant !
L'événement a été largement relayé par différents médias : RTBF, RTL, Brussels Time, BX1, Bruzz, Fréquence Terre, het Nieuwsblad, La Dernière Heure, Moustique, Sud Info, het Laatste Nieuws.
Merci à toutes les personnes qui y ont participé !

Vidéo de la marche :
https://occuponsleterrain.be/?mailpoet_router&endpoint=track&action=click&data=WyI0MzUiLCIxazllZjdibjltc2dvd2cwc293NGN3NHM0c2NvMHdjayIsIjQ4MyIsIjZhN2QxMmI5NGE0MyIsZmFsc2Vd

---

AG de TotalÉnergies : « Ce sont eux les vrais écoterroristes »

Vendredi 26 mai, au matin, une coalition de militants écologistes a lancé un blocage de l'Assemblée générale de TotalÉnergies. Une action qui s'est heurtée aux matraques et gaz lacrymogènes de la police.
Ce vendredi 26 mai, aux aurores, les forces de police ont traqué les militants écolos dans les rues du 8e arrondissement de Paris. Les activistes déferlaient alors vers la salle Pleyel, où se déroule l'AG de TotalÉnergies. Leur but : ruiner la grande messe actionnariale de la major pétrolière.

Dès 6 h du matin, l'air est devenu irrespirable. Les troupes – rassemblées par Alternatiba, les Amis de la Terre, Attac, Greenpeace, ou encore Extinction Rebellion – ont afflué par dizaines et ont tenté de déborder le dispositif policier. Les défenseurs du climat ont alors été douchés de coups de matraque et de gaz lacrymogène.

Juliette Renaud

Incohérence? @AgnesRunacher reconnaît que le #blocageTotal pose la "très bonne question" du besoin de sortir des énergies fossiles et #enmêmetemps, l'État déploie un arsenal policier violent pour réprimer les activistes. Encore à l'instant gazage pour faire passer actionnaire

franceinfo
@franceinfo
En réponse à @franceinfo
Des ONG bloquent l'AG des actionnaires de TotalEnergies : ces actions posent « une très bonne question », estime Agnès Pannier-Runacher. Ces entreprises doivent se réinventer, sortir des énergies fossiles. C'est ce que nous dit le Giec. Elles n'auront sinon « aucun avenir ».

9:39 AM · 26 mai 2023

« Ils ont enfilé leurs masques à gaz et nous ont aspergés à bout portant », témoigne Éléonore, une street médic chahutée et sonnée, les yeux rougis. Elle a vu ses camarades être traînés, parfois jetés contre des vitres. Les gendarmes sont allés jusqu'à lancer une grenade au milieu de militants assis, non-violents.

Les militants écolos ont immédiatement été pris pour cible par la police et la gendarmerie. © *NnoMan / Reporterre*

Les activistes se savaient attendus : cette journée sentait le gaz depuis son annonce, publique, dans *Reporterre*. *« Tant que Total poursuivra ses activités mortifères, son AG n'aura pas lieu »*, promettaient-ils.

Bloquer les actionnaires

Mais là, *« la violence est déployée sans discernement, de façon complètement hallucinante »*, a soufflé Juliette Renaud, des Amis de la terre. *« On a tenté de les prendre de court en venant tôt, mais on s'est cognés à la détermination policière pour défendre les intérêts de Total »*, déplorait Lorette Philippot, une autre activiste.

Une partie des militant s'est ensuite positionnée à l'entrée du Faubourg Saint-Honoré pour empêcher les actionnaires d'arriver jusqu'à l'AG. © *NnoMan / Reporterre*

Mais ils n'ont pas baissé les bras. Les militants, rapidement rejoints par des renforts, se sont finalement repliés pour bloquer la rue du Faubourg Saint-Honoré, de sorte qu'aucun actionnaire ne puisse rentrer. Ils se sont serrés uns contre les autres, bras-dessus, bras-dessous, constituant une barrière humaine.

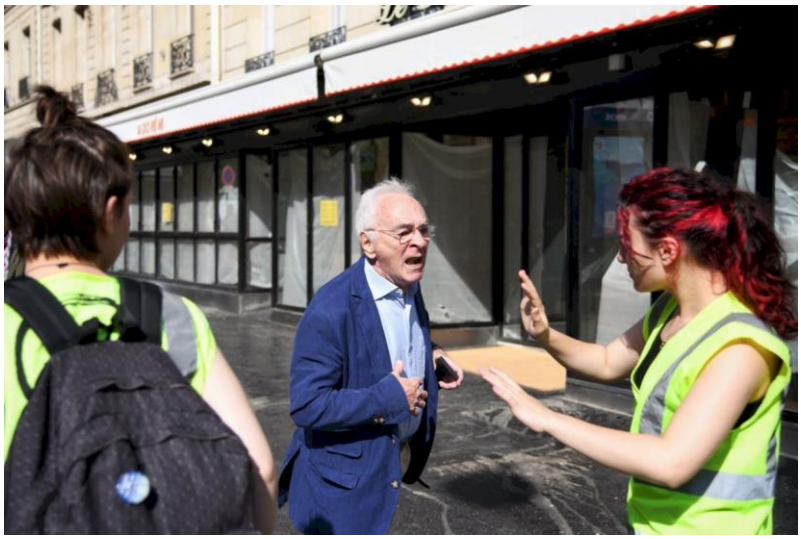
Certains, vêtus de blouses blanches, se sont aspergés de peinture noire. D'autres brandissaient des pancartes *« Écoutez les scientifiques : plus un seul projet fossile »*. Et chantaient à tue-tête : *« Nous c'qu'on veut, c'est renverser Total ! »*

Plusieurs dizaines d'activistes se sont rendus à ce blocage. © *NnoMan / Reporterre*

Dans une ambiance toujours tendue, mais désormais plus festive, les activistes ont exposé les raisons de leur colère. Ils ont pourfendu l'expansion pétrolière et gazière de Total, toujours massive malgré les recommandations du Giec et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) [1].
« Combien de fois faudra-t-il que les scientifiques le rappellent ? Plus aucun nouveau projet d'exploitation d'énergies fossiles ne doit voir le jour pour préserver nos conditions de vie sur la planète », a tempêté Jérôme Guilet, astrophysicien et membre des Scientifiques en rebellion, qui étaient une quinzaine en blouses blanches.

Un « scientifique en rébellion » rappelle que « Total sait que ses activités contribuent au réchauffement climatique », et ce depuis un demi-siècle. © *NnoMan / Reporterre*

Le chercheur a rappelé que depuis un demi-siècle, *« Total sait que ses activités contribuent au réchauffement climatique »*. La réaction de la major pétrolière ? Instiller le doute sur la véracité des données scientifiques puis retarder toute politique de lutte ambitieuse, comme l'ont révélé trois chercheurs.
« L'intensification des bouleversements climatique n'est pas un accident, c'est la manifestation de la cupidité meurtrière de Total et de l'industrie fossile », a tonné Léa Géindreau d'Alternatiba dans un porte-voix.



Des actionnaires traversent les rangs de militants avant de rejoindre l'Assemblée générale de TotalÉnergies sous protection policière. © *NnoMan / Reporterre*

Au cœur du rassemblement bigarré, composé de militants de tous âges, une *« bombe climatique »* cristallisait le ressentiment : le mégaprojet pétrolier Eacop-Tilenga (East African Crude Oil Pipeline), développé en Ouganda et en Tanzanie.
Ce dernier consiste à forer 400 puits de pétrole et à construire un oléoduc de 1 440 kilomètres de long, surnommé le *« dernier pipeline avant la fin du monde »*. L'oléoduc pourrait à lui seul émettre jusqu'à 34 millions de tonnes de CO_2 par an, nettement plus que les émissions de l'Ouganda et de la Tanzanie réunis. Les communautés locales se font expulser, les militants arrêter, pendant que des parcs nationaux sont réduits en cendres. *« Avec ce genre de bombes climatiques, une chose est sûre : les vrais écoterroristes sont du côté de TotalÉnergies »*, a dit Juliette Renaud.

Les militants pensent que la communication « verte » de TotalÉnergies n'est qu'une posture et que la multinationale n'a pas du tout l'intention de renoncer aux énergies fossiles. © *NnoMan / Reporterre*

« Pendant ce temps, Total ne cesse de communiquer sur sa neutralité carbone d'ici à 2050. Mais comment peut-il encore faire croire qu'il est sur le bon chemin ? » s'est indignée Julie, activiste postée en première ligne, juste devant les barrières de police.
Selon le dernier plan climat de la multinationale, les énergies renouvelables représenteront seulement 15 % de son mix énergétique à l'horizon 2030. TotalÉnergies est aujourd'hui visé par une enquête du parquet de Nanterre, à la suite d'une plainte au pénal pour *« pratiques commerciales trompeuses »*.
Plusieurs actionnaires ont tenté d'assister, coûte que coûte, à l'assemblée générale. Quitte à enjamber les activistes, sac Vuitton en bandoulière. Quitte à bousculer. Quitte à insulter. *« Mais madame, vous êtes qui vous ? »* a hurlé un septuagénaire à l'eurodéputée Manon Aubry. *« Vous êtes de la merde ! »* a-t-il poursuivi.

Nicolas Mayart
Un actionnaire : - "Quand on a un peu de métier, on évite d'embaucher les zozos de la CGT" Réponse de Pouyanné : "On ne peut pas tout automatiser (...) mais effectivement, il assez frustrant de voir que 150 personnes peuvent bloquer les sorties de nos raffineries" Ambiance.

12:40 PM · 26 mai 2023

« Ce sont des parasites, a fulminé un actionnaire poivre et sel, en costume, rencontré par *Reporterre. Je n'ai pas honte de mes dividendes, je les mérite. Je suis le premier écologiste, mais le climat n'est que leur prétexte pour nous priver de liberté. Qu'ils ne viennent pas pleurnicher sur les violences policières. »*
« L'État a fait le choix, comme à Sainte-Soline, de défendre par tous les moyens, même les plus violents, les intérêts des puissants plutôt que l'intérêt général », a réagi Lorette Philippot. Aux alentours de midi, les militants ont décidé de lever le blocage. Steven Arfeuille, porte-parole d'Alternatiba Paris, s'est félicité du *« succès »* de l'action. *« On reviendra l'année prochaine »*, a-t-il assuré.

À l'intérieur de la salle Pleyel, l'Assemblée générale s'est tout de même déroulée, dans une salle clairsemée. *« Nous regrettons les conditions dans lesquelles se déroule cette assemblée générale »*, a déploré Patrick Pouyanné, PDG de Total.
« Nous le regrettons, nous avons dû prendre des mesures exceptionnelles tant dans l'appel aux forces de l'ordre que d'un contrôle strict d'accès à cette assemblée », a-t-il poursuivi.
Cela n'a pas empêché les actionnaires d'approuver massivement – à 88,76 % – le pseudo-plan *« climat »* de l'entreprise, qui prévoit de continuer les projets d'expansion pétrogazière.
Tout en rejetant à 69,66 % la résolution d'un groupe d'investisseurs plus ambitieux, qui appelait TotalÉnergies à aligner ses objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre indirectes, dites de *« Scope 3 »*, avec l'Accord de Paris à l'horizon 2030.

Les actionnaires ont tout de même pu voter le plan « climat » de l'entreprise et en rejeter un autre qui était bien plus raccord avec les Accords de Paris. © *NnoMan / Reporterre*

L'Assemblée générale a également voté l'augmentation de 10 % de la rémunération de Patrick Pouyanné, déjà généreuse. Celle-ci dépasse désormais les 10 millions d'euros an.

« Total refuse de lâcher sa poule aux œufs d'or : les énergies fossiles »

Notes

[1] Pour respecter l'accord de Paris, c'est-à-dire contenir la hausse des températures en dessous de 1,5 à 2 °C de réchauffement, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) répète depuis 2021 qu'aucun nouvel investissement dans l'exploration et la production de nouveaux gisements fossiles ne doit être approuvé.

Alexandre-Reza KOKABI et NnoMan CADORET (Reporterre)
26 mai 2023

Les soulèvements de la terre : sortir d'une écologie hors-sol

Vaites : mobilisation pour défendre les jardins ouvriers. Photos : Les soulèvements de la terre

Face au désespoir qu'induit la situation climatique observée à l'échelle globale, les Soulèvements de la terre parient sur l'effet boule de neige, grâce à des actions concrètes, territorialisées, liées par un enjeu commun : celui de la terre qu'on malmène, couvre de béton, accapare, assoiffe. Et qui, soudain, se soulève.
Un jeune homme affublé d'un costume d'escargot escalade des cylindres entremêlés. Bleu, noir, rouge, jaune, vert : l'horizon des JO 2024 orne le parvis de l'hôtel de ville parisien. Quelques mètres sous les pieds du grimpeur, des bottes de foin entassées servent d'estrade pour les prises de parole venues des points cardinaux d'Île-de-France. Triangle de Gonesse au nord, plateau de Saclay au sud, Châtres à l'est et Thoiry à l'ouest : les terres fertiles des quatre coins de la région se voient inexorablement couvertes d'un béton rampant. Inexorablement ? *Jusqu'à ce que ces terres se soulèvent*. Et c'est précisément ce qui rassemble ces activistes, agriculteurs et citoyens, réunis sous la bannière des « Soulèvements de la terre » qui, depuis bientôt un an, sillonnent le pays.

Par ce week-end ensoleillé d'octobre, ils s'égosillent sous les fenêtres de la maire de Paris, Anne Hidalgo. *« Mais ce n'est pas forcément représentatif de nos modes d'action, d'habitude, on se retrouve sur les terres à défendre, on les occupe, c'est du concret »*, s'empresse de tempérer Antoine*, venu en stop de Notre-Dame-des-Landes. Deux semaines plus tôt, les Soulèvements de la terre joignaient leurs forces à celles du collectif Bassines non merci, qui s'oppose à *un projet de construction de gigantesques cuves d'eau dans le Marais poitevin*, destinées à alimenter des exploitations agricoles productivistes.
« Par cette mobilisation, on fait aussi de l'éducation populaire : le sujet de la préservation des ressources en eau, qui concerne toute la population, sort enfin du seul microcosme qui était en train de le discuter, dans le monde agricole », se réjouit Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne, syndicat agricole intégré aux Soulèvements de la terre. Une bassine, c'est un cratère plastifié, *creusé sur huit hectares en moyenne*, devant retenir l'eau pompée en hiver afin d'alimenter, en été, les grandes cultures intensives de la région.
Une vingtaine sont prévues. Le 22 septembre, plus de 500 personnes issues du monde paysan, du collectif Bassines non merci, des mouvements climat – Youth for Climate, Extinction Rebellion –, et des zadistes de Notre-Dame-des-Landes, aidées d'un troupeau de brebis, sont parvenues à faire reculer les bulldozers. *« Quand ce genre de rencontres se produit, mêlant d'un côté l'expérience de la diffusion et de la capacité logistique au niveau national et, de l'autre,* un collectif local qui croit dur comme fer qu'il faut coûte que coûte se mobiliser, ça fait un combo un peu magique », s'enthousiasme Antoine.

Les Soulèvements de la terre ne sont pas une énième association de défenseurs de la planète, ni un rassemblement inter-organisations, ni une plate-forme de convergence des luttes paysannes et climatiques. Léna Lazare, porte-parole de Youth for Climate et membre de cette nébuleuse activiste, les voit plutôt comme une *« campagne d'actions »*. *« Soulèvements », pluriels comme les collectifs qui s'y joignent.* « Terre », mais avec un petit « t », celle qui grouille et qui vit, ancrée dans le sol, loin des abstractions majuscules.
Les Soulèvements de la terre, c'est la tentative de construire un réseau de luttes locales, tout en impulsant un mouvement de résistance à grande échelle, une *« reconnexion des luttes par le bas »*, analyse Nicolas Girod. Après un premier appel lancé en début d'année dans les réseaux militants afin de radicaliser les actions autour des questions liées à la bétonisation des terres, la deuxième saison, qui s'ouvrait dans les Deux-Sèvres contre les bassines, s'est donné pour thème la lutte contre l'accaparement des terres et leur intoxication par le système agro-industriel.

« On n'a plus le luxe d'attendre que la prochaine génération s'engage »
Depuis mars dernier, les actions menées par les Soulèvements se sont multipliées : à Besançon pour défendre les jardins ouvriers des Vaîtes, à Rennes contre l'agrandissement du stade de foot, au Puy-en-Velay contre le projet de déviation de la RN88, à Saint-Colomban contre l'extension des carrières de sable, ou encore en juin dernier, un peu partout, pour bloquer l'industrie du béton. *« Depuis 2019, avec les principaux acteurs des mouvements climat, on tentait de créer des convergences avec les mouvements sociaux, mais on se trouvait un peu dans une impasse »*, admet Léna Lazare.

Avec le Covid, *certains ont eu l'espoir d'un « monde d'après » différent*, mais, dans les faits, l'activisme climatique comme les milieux autonomes ont surtout vécu, ainsi que le reste du monde, une longue période d'hibernation. Du côté de la ZAD, Antoine corrobore. *« Il y a des générations qui s'engagent et qui perdent foi, des militants des marches climat ou des paysans qui abandonnent face aux grandes exploitations. Mais on n'a plus le luxe d'attendre que la prochaine génération s'engage, il fallait se structurer, lier des groupes locaux dont les ambitions dépassent la question locale. »*
C'est à ce moment qu'adviennent, à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les Assises de la Terre. Paysans, autonomes, mouvements climat : tous avaient des a priori les uns sur les autres, n'avaient *« jamais pris le temps de se concerter de cette manière »*, constate Léna. *Les Soulèvements de la terre émergent de cette urgence de faire front commun*, comme le résume leur premier communiqué rédigé à l'issu de ces Assises, en janvier dernier : *« Nos luttes, séparées les unes des autres, sont impuissantes. Syndicalisme paysan, mouvements citoyens, activismes écologistes, agitations autonomes, mobilisations locales contre des projets nuisibles, ne parviennent pas à renverser la situation. Il est nécessaire d'inventer des résistances nouvelles. »*
Ces premières rencontres ont eu lieu dans des bocages à forte portée symbolique : ceux de Notre-Dame-des-Landes. *« La bataille victorieuse qu'on a menée sur ces terres, contre la construction de l'aéroport, nous a conduits non seulement à faire dialoguer des organisations qui avaient des pratiques différentes, mais aussi à cultiver la terre par nous-mêmes pour l'habiter et se nourrir. Par ce biais, certains sont devenus paysans »*, explique Antoine. C'est, entre autres, de ce succès que s'inspirent les Soulèvements, fondant leur campagne d'actions sur trois piliers : *unir les forces de paysans, d'activistes écolos et de zadistes autonomes*, partir du local, concret, contextualisé, et faire de la terre, au sens foncier du terme, le cœur de tous ces combats.

La question foncière, « révolutionnaire »
Notre-Dame-des-Landes est devenue emblématique de l'articulation entre luttes locale et globale. *« Le climat, c'est l'aéroport. Le climat, la destruction des sols, c'est le béton. On peut retrouver de la force en sortant d'une généralité abstraite et assez désespérante, en se cristallisant sur des enjeux sur lesquels on peut agir de façon concrète. Et parier sur l'effet boule de neige : si on les fait reculer quelque part, peut-être vont-ils reculer d'eux-mêmes ailleurs. Ou que nous serons plus nombreux à nous sentir capables de les faire reculer »*, détaille Antoine. Pour ne pas s'éteindre, une lutte a besoin de victoires ; et lorsqu'il est moins question de *Terre* que de *terres*, *ces victoires deviennent plus accessibles.*
Elles permettent *« d'insuffler une culture de la résistance pour être ensuite plus forts, à une plus grande échelle, grâce aux thématiques communes de ce tissu de luttes préexistantes »*, ajoute Léna. Maxime Gaborit, doctorant à l'université Saint-Louis - Bruxelles et à Sciences Po, mène actuellement une thèse sur les formes de contestation des militants pour le climat, qu'il suit depuis plusieurs années. Pour lui, cette démarche est aux antipodes des mouvements climat traditionnels, *« de leurs marches très globales, désincarnées, déconnectées des luttes locales, qui interpellent directement l'État pour un changement de politique »*.

Si le foncier est lui aussi central dans le combat des Soulèvements, c'est qu'*« à la croisée de la fin du monde et de la fin du mois, du soulèvement des Gilets jaunes et de la jeunesse qui s'agite pour le climat, il y a la réappropriation et la défense de la terre comme bien commun ; c'est une question politique, révolutionnaire »*, explique Antoine. L'équation foncière est en effet vertigineuse. *La surface agricole représente 50 % du territoire national*. Dans les 10 ans qui viennent, en raison du vieillissement des agriculteurs, la moitié des fermes en France vont changer de main.
Et, à défaut d'une inflexion de la dynamique actuelle de reprise des terres, elles seront utilisées soit pour agrandir des exploitations industrielles, soit pour de nouvelles constructions. Afin d'endiguer le désastre, il faut *« aller à la bagarre aussi bien sur le terrain que dans les institutions : reprendre les terres accaparées en semant, en moissonnant, en occupant, comme le faisait le mouvement des paysans travailleurs »*, explique Nicolas Girod.
Si le consensus sur les leitmotivs de cette campagne d'actions semble régner parmi les divers participants, il est plus ardu de trouver un terrain d'entente sur la méthode. Sabotage, pas sabotage ? Désarmement, désobéissance civile ? *« Sur l'action des bassines, il y avait des retraités du coin, des membres d'Extinction Rebellion avec leurs méthodes bien rodées, des gens un peu énervés aussi, qui avaient envie de péter des machines…* » raconte Léna Lazare. Bien qu'une forme de radicalité globale soit assumée, d'interminables AG se tiennent avant chaque action pour respecter les limites de chaque organisation. *« Pour la Confédération paysanne, la limite, c'était qu'on évite toute confrontation directe avec le congrès de la FNSEA, parce qu'en tant que syndicat, si ça part en guerre ouverte, c'est tendu pour eux »*, illustre la porte-parole de Youth for Climate. Un *« profond respect des différentes organisations et manières de lutter »* que salue Nicolas Girod.

« On crée la surprise, un peu comme le cortège de tête en manif »

Chaque organisation qui prend part aux Soulèvements est *nourrie par sa propre histoire politique.* Certains zadistes de Notre-Dame-des-Landes ont construit des barricades, vécu des confrontations très violentes avec les forces de l'ordre. Les traditions des mouvements autonomes nourrissent leurs imaginaires. La Confédération paysanne a, elle aussi, *« une histoire d'action directe inscrite dans son ADN »,* rappelle Nicolas Girod, mais avec des méthodes qui lui sont propres : lorsque José Bové démonte le McDonald's de Millau en 1999, il le fait à visage découvert, se rend lui-même à la juge d'instruction pour être placé en détention provisoire et savoure le procès politique qui s'ensuit. Le mouvement climat, lui, est constitué de nombreux « primo-militants », parfois inexpérimentés, pas tous nourris par une quelconque histoire des luttes.
« Le climatisme est un environnementalisme dont l'homogénéité n'était qu'apparente lors des marches massives : ce n'est pas un mouvement politique, il n'a ni tradition politique ni imaginaire », explique Maxime Gaborit. L'impuissance de leurs modes d'actions, constitués de marches massives mais policées, s'explique, selon Maxime Gaborit, par ce que le mouvement climat a voulu incarner : *une justice en surplomb, au-dessus de l'État* qui, lui, se situerait du côté de l'injustice par ses lois, *« ce qui impliquait, pour être crédible, une non-violence irréprochable »*.
Ces mouvances peuvent donc sembler politiquement irréconciliables. Mais au lieu d'être un handicap, cela joue plutôt en faveur des Soulèvements, une fois sur le terrain. *« Plein d'orgas différentes sont à un même endroit, il y a des banderoles, des chants... les flics sont un peu perdus, ne savent pas sur qui taper. Pour l'instant, on crée la surprise, un peu comme le cortège de tête en manif »*, se réjouit Léna. Un exemple loin d'être anodin, estime Maxime Gaborit. La présence accrue du « cortège de tête » lors des manifestations a renforcé un pôle autonome de gauche dans les mouvements sociaux, ce qui *« a nourri une frange du mouvement climat dans sa nécessité d'investir un nouvel imaginaire, plus radical et politique »*.
Et c'est aussi par ces mouvements que *le lien avec les paysans devient possible*. *« Depuis les Gilets jaunes, certains ont ouvert les yeux sur la nécessité de prendre en compte les revendications et modes d'actions issus des classes populaires, là où le mouvement climat était souvent hors-sol, déconnecté »*, développe le chercheur.
Foncière, locale, radicale et politique, la campagne des Soulèvements de la terre ne fait que commencer. *« Le réseau et la confiance ne se décrètent pas, l'intelligence du débat politique et des formes d'actions non plus. On a constaté qu'on pouvait se faire confiance en prenant des risques communs. On voit que nos alliances sont fertiles et nécessaires, que toutes les luttes auxquelles on a participé s'en sont trouvées renforcées »*, observe Antoine. Ensemble, ces militants sont sortis *« d'une forme de nihilisme partagé, de désabusement tranquille qui induirait un retour à des formes de vie plus individualistes »*, célèbre le jeune zadiste à l'aune du premier anniversaire de cette convergence. Le regard déjà résolument tourné vers l'avenir : *«* En mars, on s'attaque à Monsanto ! *»*.

Isma LE DANTEC, journaliste, publié le 18 mars 2022 (Socialter)

Reste avec nous

Je reviens de Sainte-Soline.
Je reviens de manif.
Je reviens de contrôle d'identité aller, réquisition du procureur.
Je reviens après avoir ôté mes protections, ce n'est plus envisageable de manifester sans.
Je reviens d'une manifestation où les observateurs de la Ligue des Droits de l'Homme ressemblent aux observateurs des droits fondamentaux dans des pays lointains, où ces droits sont bafoués quotidiennement.
Je reviens de ce territoire absurde où l'on peut masser 3 000 flics pour protéger un cratère pensé pour que quelques-uns s'accaparent l'eau de tous.
Je reviens d'un lieu où l'État montre son visage comme il le fait dans les banlieues ou dans les stades depuis belle lurette.
Je reviens de contrôle d'identité retour, réquisition d'un autre procureur, je ne suis plus, potentiellement mal intentionné, mais terroriste cette fois, moi le terrorisé par la débauche de violence à laquelle j'ai assisté.
Je reviens et tu ne reviens pas, et tu ne reviendras d'ailleurs peut-être pas.
« Reste avec nous. »
Il y a ton corps qui se convulse dans les bras des medics.
Il y a cette femme médecin qui appelle le SAMU au téléphone, SAMU qui ne vient pas car ta vie importe peu, visiblement.
Il y a ces médecins militaires, équipés mais pas pour nous, qui sont à côté, de l'autre côté de la ligne. Des médecins pour prendre soin des sbires de l'État, du capital et du cratère. Ils finiront par arriver près de toi, peu avant le SMUR.
Reste avec nous disent toutes ces voix pour que tu te raccroches à la vie dans cet univers nécrophile.
Et je les entends car nous faisons un cordon autour de toi, d'eux, pour que les premiers secours ne soient pas troublés par la terreur alentour, les grenades qui pleuvent, les manifestants tranquilles apeurés par l'irruption des flics sur quad qui déboulent à revers sur la manif, pleins de grenades et de gaz, encore.
Parce que pour nous c'est la vie qui est à protéger.
Reste avec nous camarade
Je reviens et je n'ai pas été danser à Melle.
Je reviens et me pose quelques questions sur nos formes de lutte.
Je reviens en souhaitant que le respect du vivant soit intégré à celles-ci, à nos modes d'actions et que la nécrophilie de l'époque ne nous gagne pas, que le romantisme de l'émeute n'égare pas la jeunesse dans les bras de la police.
Parce qu'ils sont prêts à tout pour préserver les privilèges de quelques-uns, nous devons être prêts à tout pour protéger la vie, les nôtres, la tienne.
Reste avec nous camarade !
Que nos larmes ne remplissent pas leurs bassines !

Pascal MAILLART (sur son blog Mediapart), 30 mars 2023

https://www.asymptomatique.be/reste-avec-nous-par-pascal-maillart/

En ajout : Communiqué des parents de Serge dont le pronostic vital est engagé

Contre les mégabassines, une mobilisation massive et fortement réprimée

Plus de 30 000 personnes ont manifesté le 25 mars contre les mégabassines dans les Deux-Sèvres. Une mobilisation historique dont la répression policière a fait de nombreux blessés.

Sainte-Soline (Deux-Sèvres), reportage
Perdue au milieu de l'interminable plaine céréalière du marais poitevin, la mégabassine de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) fait figure de citadelle assiégée. De hauts talus de terre glaise servent de chemin de ronde aux forces de l'État. Plusieurs hélicoptères quadrillent le ciel, recouvrant le gazouillis des oiseaux. Des dizaines de camions de la gendarmerie encerclent l'ouvrage agricole. Le canon à eau est prêt. 3 200 gendarmes et policiers font barrage aux manifestants.
« Tout ça pour un trou », grince une militante. Face à un tel dispositif, une foule immense et impressionnante : 30 000 personnes venues dénoncer la construction de cette mégabassine et l'accaparement de l'eau au profit d'une agriculture industrielle.

30 000 personnes ont manifesté contre la mégabassine de Sainte-Soline. © *Caroline Delboy / Reporterre*

Les plus motivés d'entre eux – 4 000 personnes selon les organisateurs – ont dormi à six kilomètres d'ici, dans un pré du village de Vanzay. La pluie, tombée abondamment pendant la nuit, a transformé leur campement en une mer de boue, sans entamer leur détermination. Dès dix heures du matin, les premiers groupes se sont élancés à travers les champs, répartis en trois cortèges : l'outarde rose, la loutre jaune et l'anguille turquoise.
« C'est un jeu : on verra ceux qui arrivent en premier à la bassine », sourit une militante en distribuant des plans et des tracts d'information. Sainte-Soline est l'une des seize retenues d'eau qui doivent être construites sur le territoire de la Sèvre niortaise. Une mobilisation d'ampleur avait déjà été organisée sur le même site en octobre 2022. Cette fois encore, la manifestation a été interdite.

Plusieurs kilomètres séparent la bassine de Sainte-Soline du camp de Vanzay, où s'étaient installé les militants. © *Caroline Delboy / Reporterre*

« Les personnes qui souhaitent se rendre sur ce rassemblement interdit, se mettent dans une situation qui est une infraction pénale. Je leur déconseille de venir », avait déclaré Emmanuelle Dubée, la préfète des Deux-Sèvres.

Cette intimidation n'a pas eu l'effet escompté. *« Je suis venue ici car la dernière manifestation m'a mise en colère. Le fait de traiter les gens d'écoterroristes ainsi que la répression ne m'a pas découragé, bien au contraire »*, dit Hélène, une militante de Greenpeace. Dans le cortège également, de nombreux élus de la France insoumise, du NPA et d'EELV.
« Ça serait une faute politique de ne pas être ici. D'autant que plus le dispositif sécuritaire est important, plus cela fait venir des gens qui cherchent les affrontements. Lorsqu'on déploie 3 200 gendarmes, cela ne peut que mal se passer », assure Marine Tondelier, la patronne des Verts.

Les gendarmes ont tiré plus de 4 000 grenades sur les manifestants. © *Caroline Delboy / Reporterre*

Il est 12 h 30 lorsque les premières détonations retentissent. Aux feux d'artifices et jets de pierres des militants, les gendarmes répondent par des milliers de grenades lacrymogènes et de désencerclement. Le bruit est assourdissant. *« J'ai compté 45 tirs à la minute »*, souffle un militant. Une partie du cortège est noyé dans un nuage blanc mélangé à la fumée noire de plusieurs véhicules de gendarmes incendiés.

Pronostics vitaux engagés
Les cris de *« médics »* retentissent de toutes parts. Près de 200 personnes ont été blessées selon les organisateurs. Parmi elles, 40 gravement, dont trois avec un pronostic vital engagé. En face, 24 gendarmes ont été blessés, dont un a été hélitreuillé. Des observateurs de la Ligue des droits de l'Homme ont constaté *« l'entrave par les forces de l'ordre à l'intervention des secours pour une situation d'urgence absolue »*, pendant plusieurs dizaines de minutes.

En plus de l'opposition à l'agriculture industrielle et à son addiction à l'irrigation, beaucoup de manifestants exprimaient un ras-le-bol général face à l'autoritarisme du gouvernement. Boby [*], 73 ans, dresse un parallèle avec le Larzac, où il a milité lorsqu'il avait 18 ans : *« Au Larzac, l'état voulait imposer ses règles, sans tenir compte de l'avis de la population. C'est la même chose ici. Tout comme à Notre-Dame-des-Landes. »*
D'autres relient la manifestation avec les mobilisations contre la réforme des retraites comme Reno [*], 47 ans, instituteur à Nantes. *« Pour moi, le lien avec la lutte écologique est évident. On avance dans une impasse et il faudrait remettre en question tout notre modèle de société. De notre rapport au travail à nos priorités dans la vie »*, explique-t-il, brandissant un drapeau avec l'âge *« 64 ans »* barré.

Climat, retraites, autoritarisme d'État... Pour les manifestants, les liens sont évidents. © *Caroline Delboy / Reporterre*

Reno fait le lien entre la lutte écologiste et celle menée contre la réforme des retraites. Toutes les deux sont violemment réprimées. © *Caroline Delboy / Reporterre*

Certains sont venus avec leurs enfants et restent bien à l'écart des affrontements. *« C'était étrange car en même temps que les camions des gendarmes brûlaient, des gens jouaient de la trompette et d'autres pique-niquaient dans l'herbe »*, raconte une maman. Tout en restant sur leurs gardes, celles et ceux qui restent loin de la bassine discutent ou chantent des slogans.
« Bassine, serre les fesses, on arrive à toute vitesse », scande Louison [*] venue avec sa sœur et son compagnon. *« Tôt ou tard, des directives européennes vont rendre ces bassines illégales. Mais cela va prendre du temps. En attendant, le sabotage permet de faire traîner les chantiers. Moi je n'en fais pas. Mais je suis là pour permettre aux gens courageux de faire ces actes »*, explique-t-elle. La rumeur raconte que certains auraient réussi à pénétrer dans la bassine. La mise hors service d'une pompe d'irrigation et d'une canalisation ont été revendiqués comme une victoire par les militants.

L'un des tuyaux du système d'irrigation de la bassine a été endommagé par les militants. © *Laury-Anne Cholez / Reporterre*

Au bout de deux heures d'affrontements, c'est l'accalmie. Les gens s'assoient par terre pour reprendre des forces, manger un morceau. Certains piquent un somme tandis que d'autres aimeraient déjà repartir à l'offensive. Mais les médics manquent de matériel pour soigner les blessés, que l'organisation peine à évacuer. Le repli est annoncé. La foule fait demi-tour et repart pour six kilomètres à pied.
Quelques militants sont un peu déçus : ils se voyaient déjà envahir le cratère et avaient même emmené des bouées géantes pour barboter dans l'eau croupie. *« Il y avait encore de la motivation et l'énergie pour recommencer, c'est un peu dommage de s'arrêter là »*, déplore Samuel, venu de la Drôme pour l'évènement.

Les bouées emmenées par les militants n'auront pas réussi à pénétrer l'intérieur de la bassine. © *Caroline Delboy / Reporterre*

Cette mobilisation est pourtant loin d'être un échec, au contraire : *« Je comprends la frustration car certains auraient aimé envahir la zone rouge, pour le symbole »*, explique Pierre, un militant parisien. *« Mais c'est un moment historique : jamais une lutte pour l'eau n'avait rassemblé autant de personnes. »*
Pour mieux comprendre le chemin accompli, il propose de regarder dans le rétroviseur. En septembre 2021, la manifestation contre la bassine de Mauzé-sur-le-Mignon avait rassemblé un petit millier de personnes.
Dix-huit mois plus tard, le combat a changé d'échelle et les bassines sont devenues un sujet d'intérêt national majeur. *« J'espère que cette journée permettra de mettre en œuvre un rapport de force suffisant en vue d'une victoire politique contre ces projets »*, conclut Pierre.

Des concerts, assemblées et projections ont eu lieu après cette éprouvante journée. © *Caroline Delboy / Reporterre*

Mégabassines : les raisons de la colère

Notes
[*] Le prénom a été modifié à sa demande.

Laury-Anne CHOLEZ et Caroline DELBOY (photographies)
26 mars 2023 (Reporterre)

Le chiffre du 27 mars 2023

Entre 6 000 et 30 000 manifestants

Ce sont les chiffres donnés, d'une part, par le procureur de la république de Niort et, d'autre part, par le collectif Bassines Non Merci - opposé à la construction de grandes retenues d'eau – après les manifestations qui se sont déroulées le 25 mars à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres. Des affrontements ont entraîné des blessures chez les opposants comme parmi les forces de l'ordre. »
Le Samu a indiqué ne pouvoir intervenir pour secourir un blessé en état d'urgence vitale dès lors que le commandement avait donné l'ordre de ne pas le faire, dans une conversation téléphonique à laquelle ont assisté trois avocats de la Ligue des droits de l'Homme », ont souligné des observateurs des libertés publiques.

Le procureur de la République de Niort a annoncé ouvrir plusieurs enquêtes judiciaires.

https://www.actu-environnement.com/dit-aujourdhui/1254.html#ntrack=cXVvdGlkaWVubmV8MzI2NA%3D%3D[MTY1Njgx]

Manifestants dans le coma, blessés graves : des professionnels de santé racontent Sainte-Soline

La répression policière de la manifestation contre les mégabassines le 25 mars dans les Deux-Sèvres a causé de nombreux blessés, dont deux personnes au pronostic vital engagé. Des professionnels de santé qui étaient sur place racontent.

Médecins, infirmiers et sage-femmes, elles et ils étaient sur place le samedi 25 mars à la manifestation contre les mégabassines à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres. La répression policière a conduit à au moins 200 blessés, selon les Soulèvements de la Terre, à l'origine de la manifestation (avec notamment la Confédération paysanne et le collectif d'associations Bassines non merci).

« Parmi eux, 40 ont été blessés gravement dont 20 ont été hospitalisés. Il y a des pieds arrachés, une personne éborgnée, détaille l'un des organisateurs, sous couvert d'anonymat. *Trois personnes ont été évacuées en urgence vitale, deux sont entre la vie et la mort ».* Choqués, les organisateurs de la contestation ne s'attendaient pas un tel déchaînement de la part des forces de l'ordre qui auraient tiré près de 4 000 grenades, a affirmé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin.*« Je peux confirmer que les 200 blessés annoncés ne sont pas une exagération des organisateurs*, assure Anna* [1], médecin généraliste qui était sur place dans l'équipe de médics [2]. *Nous étions plusieurs dizaines de médics et heureusement, même si sur certaines blessures nous ne pouvions faire grand-chose. Nous n'avions pas le matériel nécessaire pour intuber des gens par exemple. »*
Les quatre professionnels de santé dont nous avons recueilli le témoignage décrivent les mêmes scènes d'une gravité inédite pour elles et eux, malgré leur expérience quotidienne. Parmi les nombreux blessés qu'ils ont pris en charge, deux, S. et M. le sont plus que grièvement. Leur pronostic vital est à ce jour engagé. S. a été grièvement touché au crâne et est actuellement dans le coma.

L'opératrice du Samu refuse d'envoyer un véhicule
Sage-femme de profession, Clara n'a pas l'habitude de soigner des blessures comme ce jour-là, mais est rodée à communiquer avec les secours. *« La première victime que j'ai rencontrée était déjà examinée par des médics au niveau de la cuisse*, explique-t-elle. *Ils pensaient que c'était une fracture ouverte, mais avec la crainte que l'artère fémorale soit touchée, ce qui aurait représenté une urgence vitale absolue. Nous hésitions à comment la déplacer, et avons alors passé un coup de fil au Samu pour cette personne. »*
S'en suit selon Clara un coup de fil qui a duré une vingtaine de minutes. *« Avec la régulatrice en ligne, il y a eu un travail d'explication avec la position GPS, la situation alentour et nos premières constatations médicales. La route où nous nous trouvions était dégagée et nous semblait accessible au Samu. »* Au même moment, un autre médecin décide de réexaminer la plaie et découvre que ce n'est pas une fracture ouverte, mais un gros éclat dans la jambe.
« Je corrige donc l'information auprès de la régulatrice Samu et à nos yeux, le niveau d'urgence baisse alors. Inutile donc d'envoyer une ambulance immédiatement selon nous. Elle conteste notre analyse et décide d'envoyer tout de

même une ambulance. L'idée nous paraît finalement bonne, car de toute façon il y aura des blessés à évacuer, se souvient Clara. *C'est alors qu'on m'interpelle pour un autre blessé où la situation semble très grave. »*
S. est *« inconscient, il saigne énormément à la tête. Il y a déjà des médics autour de lui qui nous disent que cela fait une heure qu'ils essaient d'avoir le Samu et que ça n'arrive pas. Pendant que quelqu'un l'examine à nouveau, je reprends un téléphone pour appeler les urgences.* Le nouvel examen de la victime est gravissime, inconscient. *Je comprends que c'est un état d'urgence absolue et je le dis à la première opératrice du Samu. »*
Clara demande un véhicule du Samu et même un hélicoptère, de suite. *« L'opératrice refuse, elle me dit que c'est une zone de combat. Cela me surprend, car lors du premier appel, ce n'était pas le cas et c'était quelques dizaines de minutes plus tôt ! »*
Vient alors au téléphone un médecin régulateur et elle laisse le combiné à une urgentiste, plus technique. *« Le médecin du Samu reste alors sur sa position et dit que c'est beaucoup trop dangereux alors qu'il n'avait pas eu connaissance encore de la gravité du diagnostic ! La conversation prend fin sans que l'on nous dise qu'une ambulance ou quoi que ce soit arrive. Nous étions sidérés d'une telle réception ! »*
Le groupe étant désespéré, l'un d'eux décide alors d'aller vers les forces de l'ordre muni d'un drapeau, improvisant « un signe de paix ». *« Il les a informés que quelqu'un était en train de mourir et alors un médecin et un infirmier de chez eux sont arrivés. Ils ont complété notre prise en charge médicale. Nous leur avons suggéré d'appeler une ambulance et quelques minutes plus tard, elle était enfin là ! »*

« Des grenades explosaient autour de nous »
Venu avec peu de matériel médical (des bandes, de la biseptine), Paul* est infirmier. Il estime que M. fait partie des premières victimes des nombreux projectiles envoyés sur les manifestants. *« Il était porté par quatre à cinq personnes*, se souvient-il. *Je demande alors aux gens de le mettre au sol. Il est inconscient et j'ai du mal à évaluer son score de Glasgow. »* Le *Glasgow Coma Scale* permet d'évaluer la gravité des comas traumatiques, par l'ouverture des yeux, s'il y a ou non une réponse verbale, ou une réponse motrice. *« Très vite, je vois qu'il a un hématome en plaie très important dans le cou et de grosses difficultés respiratoires. »*
Éloignée de la zone et examinée à nouveau, la victime est dans un état encore plus grave que constaté initialement, car elle aurait été touchée à la tête à la suite de l'explosion d'une grenade. *« D'autres médics ont vu qu'il avait aussi un hématome crânien*, analyse Paul. *Cela nous avait échappé... il faut imaginer le contexte et la scène de guerre que c'était. Des grenades explosaient autour de nous pendant l'évaluation, en plus de la panique des gens vu son état*, ajoute-t-il, ému. *La personne a donc été transportée plus loin par d'autres médics. Une médecin a hurlé pendant 22 minutes au téléphone avec le Samu, à travers les détonations. »*
La médecin en question s'appelle Perle, elle exerce d'habitude son métier à Nantes. *« La communication au téléphone était très laborieuse, car nous ne nous entendions pas*, s'explique-t-elle. *L'opérateur du Samu exigeait que l'on aille dans le bourg de Sainte-Soline qui est situé à une dizaine de kilomètres du site. C'était impossible sans un véhicule à nous ! J'aurais bien aimé qu'un hélicoptère atterrisse sur notre zone. Au pire, j'imaginais très bien que l'on puisse amener une ambulance à nous. À la fois, les organisateurs manquaient de véhicule pour évacuer les gens et les secours ne sont pas venus à nous. »*

« Toutes ces personnes avec des couvertures de survie »
Le temps d'arrivée des secours et les deux cas les plus graves ne sauraient éclipser les autres blessés et les scènes traumatisantes auxquelles ont été confrontés bon nombre de manifestants. *« J'étais tellement concentré sur mon premier patient que je n'ai pas tout de suite remarqué toutes ces personnes avec des couvertures de survie et parfois le visage en sang autour de moi*, se remémore Perle, visiblement marquée. *Certains pleuraient, j'étais totalement dépassée. On m'a demandé d'examiner le visage d'une personne qui avait un pansement sur l'œil et en fait, en soulevant la compresse, son œil était éclaté. Je ne pouvais rien faire d'autre, je ne pouvais pas examiner un œil dans ces conditions. Le jeune m'a suppliée de lui dire qu'il allait conserver son œil et j'en étais incapable. Après cela, j'ai perdu de vue beaucoup de blessés, car la même route a été gazée et les gens ont pris les victimes à bras le corps pour les évacuer »*, décrit-elle.
Incapables de correctement prodiguer leurs soins, les soignants questionnés ici ignorent s'ils et elles retourneront manifester. *« J'ai du mal à savoir si je réitérais l'expérience d'être médic, mais je pense que ce rôle est nécessaire actuellement, surtout dans le climat de la réforme des retraites »*, dit Anna.

Guy PICHARD, 28 mars 2023 (Basta !)

Photo : ©Soulèvements de la terre

Notes : [1] Les prénoms suivis d'un astérisque ont été modifiés. / [2] Sur le fonctionnement de ces équipes de soignants bénévoles lors des manifestations, lire notre reportage à Toulouse.

Mégabassines : les raisons de la colère

Gâchis d'eau, logique productiviste dépassée, gigantisme absurde, débauche autoritaire d'argent public... Pour leurs opposants, les mégabassines ont toutes les raisons de ne pas être construites.
Des milliers de personnes sont attendues ce samedi 25 mars dans les Deux-Sèvres afin de s'opposer aux mégabassines. Reporterre fait le point sur les raisons de la contestation.

- **Un gigantisme néfaste**

Une retenue d'eau à perte de vue de 241 000 mètres cubes sur 5 hectares. L'équivalent d'environ 80 piscines olympiques. Sauf que personne n'aurait envie d'y faire quelques longueurs. Tapissée de plastique et remplie en pompant dans la nappe phréatique, la mégabassine de Mauzé-sur-le-Mignon doit servir à irriguer les exploitations d'une quinzaine d'agriculteurs.
Opérationnelle depuis le 17 février, c'est la première des 16 retenues agricoles dont la construction est prévue sur le périmètre du bassin de la Sèvre niortaise. Le tout pour un stockage de 6 729 443 m³. Un gigantisme critiqué par les opposants. *« Nous ne sommes pas contre les retenues d'eau car nous en avons besoin pour l'agriculture. Mais nous dénonçons leur taille »*, expliquait Thomas, paysan-boulanger condamné pour sa participation à la manifestation contre cette mégabassine.
Ces réservoirs empiètent également sur les terres agricoles. Selon la Confédération paysanne, leur développement entraînerait une spéculation sur les prix, rendant de plus en plus difficile l'accès au foncier.

- **De l'eau qui va croupir et s'évaporer**

Imaginez une piscine abandonnée par ses propriétaires. Une eau croupissante et verdâtre, dans laquelle des algues se seraient développées. On parle alors d'eutrophisation de l'eau : un processus d'accumulation des nutriments dans un écosystème. C'est un phénomène naturel causé par plusieurs facteurs : la hausse des températures, un ensoleillement important, une absence de courant. Exactement la situation des mégabassines : un véritable bouillon de culture où se plaisent les algues, notamment certaines cyanobactéries qui représentent un risque pour la santé humaine.
Autre défaut de cette eau stagnante : son évaporation. Christian Amblard, spécialiste des systèmes hydrobiologiques, directeur de recherche honoraire au CNRS, estime la perte entre 20 et 60 %.

Une mégabassine en Charente-Maritime (image d'illustration). © *Nature Environnement 17*

Dans l'autre camp, Christiane Lambert, présidente de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) parle de 7 %. Des études menées sur les lacs de l'Ouest américain varient entre 20 % et 60 % des flux entrants. Quels que soient les chiffres, les opposants sont unanimes : pomper de l'eau souterraine pour l'exposer à l'évaporation et à diverses pollutions est une absurdité.

- **La monoculture de maïs**

Maïs, luzerne et mélanges fourragers pour nourrir vaches, chèvres et autres ruminants l'hiver. Telles sont les cultures qui devraient être irriguées par ces mégabassines assure la Coop de l'eau, instigatrice du projet. Les opposants dénoncent, eux, un accaparement de la ressource au profit d'une monoculture de maïs.
Car la région Nouvelle Aquitaine produit un tiers du maïs français. Soit en moyenne 4,5 millions de tonnes par an, dont une partie est exportée (entre 1 et 2 millions de tonnes) et une autre partie sert à l'alimentation animale ainsi qu'au bioéthanol, selon une enquête de *Basta*. La Confédération paysanne dénonce ainsi un accaparement de l'eau au profit d'une agriculture intensive et exportatrice, bien loin du chemin vers une souveraineté alimentaire.

- **Un « 49.3 écologique »**

« Un 49.3 écologique est à l'œuvre dans le Poitou. » Ces mots sont ceux de Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne. Lors d'une réunion sur le sujet à l'Assemblée nationale, il a dénoncé *« un déni démocratique »* et *« une impossibilité de dialogue »* avec les promoteurs des mégabassines.
De son côté, la Coop de l'eau met en avant les réunions publiques, un protocole d'accord ainsi qu'une gouvernance collégiale et transparente de la ressource.

La rigueur des arguments scientifiques justifiant la construction des bassines ne fait pas l'unanimité. © *Valentina Camus / Reporterre*

Les militants assurent avoir tout fait pour se faire entendre : des pétitions, des dizaines de recours en justice, des manifestations pacifiques. Faute d'être écoutés, ils sont passés à la vitesse supérieure. Durant les dernières mobilisations, des *« désarmements »* ont eu lieu comme à Mauzé-sur-le-Mignon où la pompe a été démontée et les vannes ouvertes afin de vider la bassine.

- **Des millions d'euros d'argent public**

74 millions d'euros. Voici le prix des 16 mégabassines réparties dans les Deux-Sèvres. Une facture financée à 70 % par de l'argent public. Or, ces ouvrages ne serviraient qu'à une minorité d'agriculteurs, selon les opposants.
Ils rappellent qu'en France, seules 7,3 % des surfaces agricoles sont irriguées. De son côté, la Coop de l'eau assure que 220 exploitations agricoles seront reliées aux mégabassines pour 500 agriculteurs (sur les 847 agriculteurs des 62 communes du bassin Sèvre-Mignon).

- **L'incertitude scientifique**

Quelles conséquences ces ouvrages auront-ils sur les cours d'eau asséchés et les terres assoiffées ? Le débat fait rage auprès des scientifiques. En juillet dernier, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) assurait que les prélèvements hivernaux réalisés pour remplir ces réservoirs n'auraient qu'un impact négligeable sur les nappes phréatiques. Quelques mois plus tard, les opposants publiaient un autre rapport dénonçant des marges d'erreurs ainsi qu'une impasse : les conséquences du réchauffement climatiques sont totalement absentes du dossier du BRGM.

« Un modèle agricole qui répond de moins en moins aux enjeux écologiques »

Ces derniers mois, plusieurs hydrologues sont montés au créneau pour dénoncer l'absurdité de ces retenues d'eau. Mais les outils manquent pour évaluer précisément leurs effets sur la biodiversité et le cycle de l'eau. *« Un des constats a été que les services de l'État sur les territoires, notamment les DDT [Directions départementales des territoires], étaient démunies en termes de méthodes et d'outils pour évaluer les effets des retenues déjà présentes sur les bassins versants et si nous avions déjà dépassé le seuil préoccupant pour le milieu »*, explique Nadia Carluer au site *Actu Environnement*.

- **Une logique productiviste dépassée**

Un immense réservoir qui se remplirait comme par magie et dans lequel on pourrait puiser toute l'eau voulue en cas de sécheresse. Les mégabassines entretiennent l'idée d'une ressource infinie et facilement utilisable. Une illusion dénoncée par les opposants.

« Les bassines sont un artifice de plus pour perpétuer un modèle agricole qui fait disparaître les paysans et qui répond de moins en moins aux enjeux écologiques et climatiques. Elles enferment dans un modèle d'industrialisation et d'agrandissement », assure Nicolas Girod, de la Confédération paysanne.

Au lieu de stocker l'eau dans un réservoir tapissé de plastique, une partie du monde agricole estime qu'il faudrait plutôt repenser des pratiques plus sobres. Comme l'irrigation au goutte-à-goutte ou la sélection de variétés plus résistantes aux sécheresses. Une transition écologique qui ne relève pas de la science-fiction et qui est déjà mis en œuvre par certains paysans du marais poitevin.

Mégabassines : face à la répression, les militants s'organisent

Laury-Anne CHOLEZ
25 mars 2023 (Reporterre)

Témoignage de Jacques Texier, présent à Sainte-Soline

Jacques Texier

Un samedi à Sainte-Soline !
Je tiens à vous faire partager ma journée du 25 mars 2023 à Sainte-Soline, car le matraquage effectué par les chaînes d'info en continu n'est que tissus de mensonges, relais du ministre de l'Intérieur Darmanin ?
Départ de Limoges le samedi 25 à 5h30.
Arrivée au point de ralliement à Vanzay à 7h45, sans aucun contrôle par le groupe de gendarmes posté à la sortie de Chanzay. Seraient-ils en grève pour les retraites ?
À 10h départ des milliers de manifestants pour la bassine de Sainte-Soline, située à quelques kilomètres. Arrivés en vue de la bassine, on a pu assister à la plantation de 300 m de haie en bordure du champ et du chemin par des manifestants(es) et des membres de la Confédération Paysanne dont Nicolas Girot, le secrétaire national. Notre énorme cortège progresse vers la bassine et on distingue maintenant nettement un cordon continu de fourgons de gendarmerie stationnés à touche-touche autour de cette gigantesque bassine de 16 ha d'emprise au sol (vous pourrez comparer sur les images diffusées par les médias la hauteur d'un fourgon et la hauteur de la digue située à l'arrière. Impressionnant !). Ces véhicules sont accompagnés de véhicules militaires et d'un gros véhicule équipé d'un canon à eau. On voit aussi arriver les quads de la BRAV-M, qui attaquent les manifestants.
Pour mémoire : cette unité spécialisée dans des opérations spéciales est la suite, avec un nouveau nom, des « Voltigeurs motorisés » créés en 1969 par le ministre Raymond Marcellin, un pétainiste décoré de l'ordre de la Francisque. Sous le ministère de Charles Pasqua et son ministre délégué Robert Pandraud, c'est à cette unité spéciale, que l'on doit la mort de Malik Oussekine le 6 décembre 1986 (président : Miterrand, 1er ministre : Chirac).
On voit alors le canon à eau entrer en action. Les manifestants s'approchent de la bassine se tenant par la main, en ligne. Derrière les grilles de clôture se tiennent les gendarmes mobiles, devant leur véhicule, face aux manifestants. Ils distribuent à tout-va des grenades lacrymogènes. Je suis content d'avoir prévu lunettes de piscine, masque FFP2 et sérum physiologique. Une fumée noire et épaisse s'élève alors. D'où nous sommes, nous ne pouvons en distinguer la cause, et nous verrons après plusieurs véhicules de gendarmerie en feu. Les grenades lacrymogènes tombent sans discontinuer. Il faut alors se précipiter pour les couvrir de terre dans ce champ labouré et en éviter la diffusion du gaz. Un véhicule blindé arrive en appui aux gendarmes. Un autre type de grenade est ensuite utilisé, qui explose en l'air en dispersant plusieurs sous-grenades lacrymogènes. Enfin, cerise sur le gâteau, arrive le temps des grenades de désencerclement. J'apprécie alors les bouchons d'oreille dont je me suis muni.

Pour info, ce type de grenade a mutilé un cheminot à Paris (éborgné) et une femme à Rouen (pouce arraché) Après 2 à 3 heures d'affrontements, les manifestants se replient dans le champ qui fait face à la bassine. Pour rejoindre ce lieu de rassemblement, je dois traverser une route sur laquelle gît un blessé auquel le « médic » fait un bandage serré sur la cuisse. Il ne peut plus marcher mais semble transportable, il est donc évacué vers le lieu de regroupement sur une civière. À quelques mètres de là, un attroupement est stationné sur la même route. Il y a un blessé gravement atteint à la tête semble-t-il. Le SAMU est appelé ; il tarde. Nous nous regroupons sur un grand champ face à la bassine ; les « gardiens de bassine » sont à uen centaine de mètres. Le calme règne, beaucoup d'entre nous en profitent pour manger un casse-croûte ; la foule est compacte et paisible. C'est alors que les grenades de désencerclement pleuvent en quantité au milieu de la foule, dans un vacarme assourdissant. J'apprécie les bouchons d'oreille dont je me suis muni. Le danger est énorme : si une grenade tombe dans la capuche d'un manifestant, c'est le carnage. Si c'est à proximité d'un enfant, il perd à jamais l'audition. Les explosions font des blessés en nombre conséquent. L'ambulance n'est toujours pas là ; elle arrivera longtemps après, des ordres ayant été donnés de l'empêcher de rejoindre la zone pour prendre en charge le blessé qui gît toujours sur la route.
Nous rejoignons alors notre point de départ ; je rencontre un élu muni de son écharpe tricolore qui m'indique que les élus(es) présents(es) ont fait une chaîne humaine pour protéger les blessés dont un certain nombre sont allongés à terre et qu'ils ont à ce moment été attaqués par les forces du maintien de l'Ordre (ou plutôt du désordre) à coups de grenades lacrymogènes qui les ont contraints à reculer.
Voilà ce que j'ai vu et ce qui est confirmé, et complété par le communiqué de la Ligue des Droits de l'Homme que vous trouverez avec ce lien : https://www.ldh-france.org/premiere-synthese-observations-des-24-26-mars-2023-a-sainte-soline/.
Communiqué de l'interobservatoires, dont la LDH est membre, publié à titre de première synthèse.
Vous noterez aussi que la préfète des Deux-Sèvres, Emmanuelle Dubée a refusé la protection aux délégués de la LDH, les considérant comme de simples manifestants, « leur déniant la protection que leur reconnaît le droit international et en contradiction avec la jurisprudence du Conseil d'État. Le matériel d'observation d'une équipe a été confisqué. » (extrait du rapport de la LDH).
Enfin, au retour, à l'entrée de Chanzay, donc à 6 km du rassemblement, un barrage d'une trentaine de gendarmes contrôlait les véhicules, scannant les papiers d'identité. Pas de contrôle à l'arrivée, contrôle systématique avec prise des coordonnées au retour, dans quel but ? À chacun d'y réfléchir.
Il est essentiel de faire connaître le communiqué de la LDH, pour combattre l'intox du ministre Gérald Darmanin sur les chaînes des milliardaires, en particulier CNEWS, celle qui a enfanté le candidat Éric Zemmour, et qui distille à l'envi son fiel sur La France Insoumise et les autres groupes de la NUPES.
Cette journée a été pour moi décisive. Nous avons basculé dans un autre type de régime. Lorsque les forces de l'Ordre utilisent du matériel de guerre, lorsqu'elles gazent les représentants du peuple présents avec leur écharpe, lorsqu'on empêche de porter secours aux blessés graves, lorsqu'on confisque aux organisation des Droits de l'Homme leur matériel d'observation, on ne peut pas se prévaloir de la République et on ne peut donc pas demander aux citoyens de respecter le pacte républicain.
Dans son allocution du 22 mars, Macron a dit à la minute 11 : « Ni les factieux ni les factions dans la République ».
Répondons lui : « Ni le fascisme ni les fascistes dans la République ».
Ma participation à cette manifestation a été salutaire. Je suis plus déterminé que jamais Hasta la victoria siempre !

Jacques TEXIER

PS : Les journalistes de bureau, ceux qui se bornent à faire du commentaire d'images diffusées en boucle, n'arrêtent pas de demander aux élus ou responsables NUPES, la gauche que Renaud Muselier qualifie de « sale et débraillée », de condamner les violences des manifestants. J'espère bien qu'aucun ni aucune d'entre eux ne s'abaissera à y répondre positivement.
Remarque : À voir la manière dont sont rapportés ces faits dans la plupart des médias, il convient de s'interroger sur l'impartialité des informations concernant la guerre en Ukraine.

AJOUT DU 30 MARS 2023
Communiqué des parents de Serge dont le pronostic vital est engagé

Notre fils Serge est actuellement hospitalisé avec un « pronostic vital engagé », suite à la blessure occasionnée par une grenade GM2L, lors de la manifestation du 25 mars 2023 organisée à Sainte-Soline (79) contre les projets de bassines irrigantes.
Nous avons porté plainte pour tentative de meurtre, entrave volontaire à l'arrivée des secours ; et pour violation du secret professionnel dans le cadre d'une enquête de police, et détournement d'informations contenues dans un fichier de leur finalité.
Suite aux différents articles parus dans la presse, dont beaucoup sont inexacts ou mensongers, nous tenons à faire savoir que :
* - Oui, Serge est fiché « S » – comme des milliers de militants dans la France d'aujourd'hui.
* - Oui, Serge a eu des problèmes judiciaires – comme la plupart des gens qui se battent contre l'ordre établi.
* - Oui, Serge a participé à de nombreux rassemblements anticapitalistes – comme des millions de jeunes dans le monde qui pensent qu'une bonne révolution ne serait pas de trop, et comme les millions de travailleurs en lutte actuellement contre la réforme des retraites en France.

Nous considérons qu'il ne s'agit là nullement d'actes délictueux qui saliraient notre fils, mais que ces actes sont au contraire tout à son honneur.

LES PARENTS DE SERGE. Le Mercredi 29 mars 2023

URL de cet article 38588 : https://www.legrandsoir.info/temoignage-de-j-t-present-a-sainte-soline.html

Gérald Darmanin veut dissoudre Les Soulèvements de la Terre

En réponse à la manifestation contre la mégabassine de Sainte-Soline, le ministre de l'Intérieur a annoncé la dissolution prochaine des Soulèvements de la Terre, l'un des collectifs organisateurs. Plusieurs écologistes et politiques se disent « sous le choc ».
L'annonce est tombée brutalement mardi 28 mars. Gérald Darmanin a annoncé qu'il engageait la procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale mardi 28 mars.

Gérald DARMANIN
Violences répétées, attaques contre les forces de l'ordre, appels à l'insurrection… les « Soulèvements de la terre » ont encore montré à #SainteSoline la menace qu'ils représentent. En responsabilité, je lance la procédure de dissolution de ce groupement de fait.

3:16 PM · 28 mars 2023

Le ministre de l'Intérieur estime que *« ce groupement de fait »* est à l'origine des actions violentes survenues lors du rassemblement contre les mégabassines à Sainte-Soline les 25 et 26 mars. *« Violences répétées, attaques contre les forces de l'ordre, appels à l'insurrection… Les Soulèvements de la Terre ont encore montré à Sainte-Soline la menace qu'ils représentent »*, a tweeté le ministre.
Les Soulèvements de la Terre ont dénoncé dans un communiqué de presse *« une tentative crapuleuse par le ministre de l'Intérieur de faire baisser l'attention sur les violences meurtrières qu'il a déchaînées contre les manifestant·es de Sainte-Soline. Il s'agit là encore d'étouffer un mouvement politique fédérateur qu'il considère comme un affront. Après l'attaque brutale pour briser les corps samedi, vient naturellement le pendant politico-judiciaire »*. Ils s'interrogent sur la possibilité juridique d'une dissolution de leur collectif. *« Nous sommes bien curieux·ses de voir ce que représenterait la* "dissolution" *d'une coalition qui regroupe des dizaines de collectifs locaux, fermes, sections syndicales, ONGs à travers le pays. »*
Ils craignent que leur compte Twitter ne soit plus accessible. Ils invitent donc à les suivre sur une boucle Telegram, leur compte Mastodon ou leur blog de Mediapart.
Le mouvement des Soulèvements de la Terre était depuis plusieurs semaines dans le viseur de l'État. Un rapport des renseignements territoriaux qui a *« fuité »* dans *Le Parisien* en décembre dernier décrivait un *« inquiétant virage radical des activistes écologistes »*. *« Le mouvement des SLT affiche la volonté de fédérer au-delà des sphères de l'ultragauche et a su incarner le concept de transversalité des luttes, en rassemblant associations, syndicats et mouvements écologistes autour de combats communs. »*
En novembre dernier, Gérald Darmanin avait qualifié ses membres d'*« écoterroristes »*. Une façon de criminaliser les militants politiques pour minimiser les crimes climatiques.

« Sous le choc »
Présente lors de la manifestation à Sainte-Soline le samedi 25 mars, la députée La France insoumise (LFI) Clémence Guetté s'est dite *« sous le choc »*, *« abasourdie »* par cette annonce : *« Après l'intense répression policière de Sainte-Soline, on se doutait que la répression prendrait d'autres formes*, a-t-elle déclaré à *Reporterre*, alors qu'elle rentrait de la mobilisation contre la réforme des retraites. *Mais là, le gouvernement déploie un outil supplémentaire. »*
En effet, pour son confrère Loïc Prud'homme, Gérald Darmanin avait préparé le terrain à l'occasion de la loi séparatisme : *« Elle introduit une grande part d'arbitraire et permet au gouvernement de museler toutes les formes de contestation, même les plus légitimes, à partir du moment où elles pratiquent la désobéissance civile. On attend d'en savoir un peu plus sur le contenu du dossier, mais il faut faire très attention à ce que l'arbitraire ne devienne pas la règle dans notre pays. Nous sommes sur une pente dangereuse. »*
Les Soulèvements de la Terre ont été lancés en mars 2021. Il s'agit d'un rassemblement de plusieurs collectifs écologistes qui luttent contre l'accaparement des terres agricoles. Ils ont organisé plusieurs séries d'actions : aux jardins des Vaîtes à Besançon, contre la RN88 au Pertuis en Haute-Loire et à Saint-Colomban en Loire-

Atlantique ou encore contre les chantiers de construction du Grand Paris. Ils sont l'un des collectifs organisateurs de la mobilisation contre la mégabassine de Sainte-Soline, avec notamment la Confédération paysanne.

« Ce n'est pas une possible dissolution qui éteindra le feu autour du dérèglement climatique »
Nicolas Girod, éleveur et porte-parole de la Confédération paysanne, estime d'ailleurs auprès de *Reporterre* que Gérald Darmanin *« est à côté de la plaque. Ce n'est pas une possible dissolution qui éteindra le feu autour du dérèglement climatique. Au contraire : elle va souffler sur les braises. Cette annonce intervient suite aux affrontements et à la répression policière brutale survenus à Sainte-Soline. Plutôt que d'endosser la responsabilité de l'État dans ces violences, M. Darmanin préfère retourner la faute aux organisateurs ».*
Nicolas Girod estime que les Soulèvements sont une organisation *« qui a un rôle important dans les luttes écologistes. Certes, face à l'urgence et à la nécessité d'agir, elle utilise des formes de lutte plus avancées, avec des dégradations matérielles – je n'appelle pas cela des violences. Mais c'est aussi grâce à cela que l'on a pu mettre le problème du partage de l'eau au centre du débat public. Vouloir mettre un couvercle là-dessus, c'est indécent et dangereux. Ce n'est ni courageux, ni à la hauteur de l'urgence écologique et climatique ».*
Le député européen Benoît Biteau (EELV), qui était également à Sainte-Soline, qualifie cette décision d'*« éclairage supplémentaire de la régression de la démocratie dans ce pays »*. Pour lui, *« Les Soulèvements de la Terre sont des citoyens qui se fédèrent pour restaurer le dialogue complètement absent autour des mégabassines et, plus largement, sur la gestion de l'eau »*, dit-il à *Reporterre*. Et d'ajouter : *« Ils apportent une lueur d'espoir de sortie de crise, et on les flingue. Je me demande si M. Darmanin a vraiment envie d'en sortir par le haut*, regrette l'élu-paysan. *Ce n'est en tout cas pas en bâillonnant ce mouvement que l'exécutif éteindra la non-acceptation sociale de ses projets. »*
Pour Jean-François Julliard, le directeur de Greenpeace : *« Cette annonce n'a aucun sens. Ça fait des mois qu'on demande aux différents ministres des réponses sur tout un tas de sujets écologiques… sans succès. La seule réponse du gouvernement semble être celle-ci : une possible dissolution d'une organisation écolo. Ça me met en colère. Et surtout, si cette procédure aboutissait, elle ne résoudrait rien du tout. »*
Et d'ajouter : *« Darmanin jette de l'huile sur le feu, afin de détourner l'attention et de ne pas avoir à parler des problèmes de fond : le partage de l'eau, les réactions disproportionnées des forces de police. Il emploie le terme d'*"écoterrorisme"*, mais le terme de* "terrorisme" *a une définition précise, qui renvoie à des attentats, des prises d'otage. Je ne connais pas en France d'associations écologistes terroristes. »*

Alexandre-Reza KOKABI, Fabienne LOISEAU, Lorène LAVOCAT (Reporterre)
28 mars 2023

Face à Darmanin, « une lame de fond ne peut être dissoute »

Le ministre de l'Intérieur a déclaré « la guerre » au mouvement écologiste et paysan, affirment dans cette tribune Les Soulèvements de la Terre. Qui comptent résister à l'oppression.
Les Soulèvements de la Terre ont été lancés en mars 2021. Il s'agit d'un rassemblement de plusieurs collectifs écologistes qui luttent contre l'accaparement des terres agricoles. Le 28 mars, le ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir dissoudre le mouvement, en réponse à la manifestation à Sainte-Soline (Deux-Sèvres) contre les mégabassines.

Depuis vendredi 31 mars, plus de 50 000 personnes dont des milliers de personnalités, syndicalistes, artistes, scientifiques, élu·es et des dizaines d'organisations politiques, associatives et syndicales en France et à l'international ont affirmé leur adhésion au mouvement des Soulèvements de la Terre par un appel *« Nous sommes Les Soulèvements de la Terre »*. Cependant, et alors que les autres initiatives de soutien se multiplient à travers plusieurs tribunes indépendantes, un ministre de l'Intérieur aux abois s'entête, dimanche dans un entretien au *Journal du dimanche*, à prétendre dissoudre cette large coalition pour la défense des terres et de l'eau.
Mais après Les Soulèvements de la Terre, c'est désormais aussi les zad *[zones à défendre]*, et derrière ce terme les luttes locales, que le gouvernement prétend faire disparaître.
Rappelons en passant qu'à Sainte-Soline, que ce soit lors des mobilisations d'octobre 2022 ou de mars, personne n'a jamais prétendu constituer une zad et rester sur le terrain en dehors du temps de la mobilisation, à part le ministre de l'Intérieur qui agitait une pure chimère pour pouvoir affirmer qu'il avait empêché quelque chose de se produire.

« Une déclaration de guerre »

En réalité, au vu de la carte des 42 *« sites sous surveillance »* offerte par le *JDD* sur la base des services de renseignement, c'est l'ensemble des luttes écologistes vivaces de ce pays – face à des projets inutiles et écocidaires d'autoroutes, d'extension d'aéroports, de mines de lithium, de mégabassines, de bétonnisation de jardins populaires – qu'il s'agit pour ce gouvernement de museler. Sa cellule *« anti-zad »* et ce qu'elle recouvre réellement est bien une déclaration de guerre au mouvement écologiste et paysan dans son ensemble, aux habitant·es des territoires qui lui font face.
Par ses fables sur la menace d'ultragauche et ses mensonges éhontés sur les blessé·es, le ministre de l'Intérieur déploie évidemment un exercice de propagande destiné à se protéger de l'ensemble des vives critiques sur sa gestion brutale du maintien de l'ordre auquel il va devoir répondre cette semaine, y compris du côté d'institutions internationales et ONG emblématiques : ONU, Conseil de l'Europe, défenseurs des droits, commission des lois de l'Assemblée nationale, Ligue des droits de l'Homme, Amnesty international...

Plus de 30 000 personnes ont manifesté contre la mégabassine de Sainte-Soline, le 25 mars 2023. © *Les Soulèvements de la Terre*

Mais nul doute que dans les délires paranoïaques et fantasmes diabolisateurs du ministère de l'Intérieur, l'ensemble de ces personnes soient désormais passées dans le camp des dits *« écoterroristes »*. Nul doute aussi que ses allégations délirantes sur les manifestant·es venus pour *« tuer du flic »* ne cherche qu'à cacher la réalité : ceux qui ont tué ces vingt dernières années dans ce pays ne sont pas les manifestant·es écologistes, mais bien la police : dans son service du maintien de l'ordre et dans les quartiers populaires, entre autres. Elle a éborgné et mutilé ces dernières années des dizaines de personnes durant le soulèvement des Gilets jaunes, le mouvement loi Travail, l'expulsion des zad ou le mouvement actuel des retraites.
Quant à son déni réitéré sur l'usage de LBD, d'armes de guerre et surtout sur l'obstruction faite au secours par les forces de l'ordre à Sainte-Soline, on constate une trumpisation effarante de la parole gouvernementale passée dans une réalité alternative en qualifiant de *fake news* des éléments délivrés par des journaux de référence sur la base d'enregistrements et de témoignages concordants délivrés par des observateurs de la Ligue des droits de l'Homme, élu·es et réprésentant·es syndicaux présents sur place.

200 manifestants ont été blessés, dont 40 grièvement, selon les organisateurs de la manifestation à Sainte-Soline. © *Les Soulèvements de la Terre*

« Une lame de fond ne peut être dissoute »

Mais Darmanin entend aussi détourner l'attention du fond du problème : l'action anti-écologique du gouvernement au profit d'intérêts privés. En pleine crise climatique et hydrologique, alors que des centaines de milliers de personnes à travers le pays ressentent une urgence aussi vitale que salutaire à agir, Darmanin se permet de mettre le doute sur la sincérité de leurs motivations.

Il est désormais clair en tout cas que la motivation de son gouvernement est de continuer à protéger les profits de quelques industries du ciment, du sable, des engrais et pesticides, quel qu'en soit le coût humain, écologique, et d'ailleurs économique (5 millions d'euros de coût de l'opération de maintien de l'ordre le 25 mars à Sainte-Soline – soit plus que la facture du chantier, des bassines qui profitent aux intérêts privés de quelques agriculteurs mais qui sont financées à 70 % par de l'argent public), tandis que le ministre de l'Agriculture vient tout juste de revenir sur l'interdiction du S-métolachlore en guise d'allégeance au nouveau président de la FNSEA, émissaire de l'agrobusiness.

« Nous continuerons notre combat pour les terres et l'eau » © *Les Soulèvements de la Terre*

Nous ne savons pas jusqu'où ira ce gouvernement pour sauver sa peau en mutilant et piétinant sa population et en augmentant quotidiennement le niveau de mensonges assénés aux médias, mais nous réaffirmons qu'il est grand temps que Darmanin démissionne et que son gouvernement se dissolve.

En ce qui concerne la procédure de dissolution des Soulèvements de la Terre dont le mouvement a reçu la notification jeudi 30 mars et qui pourrait être prononcée dès le 12 avril : l'ensemble des collectifs et les dizaines de milliers de personnes parties prenantes des Soulèvements de la Terre n'entendent pas se laisser interdire d'agir ensemble par des décisions ministérielles d'un gouvernement illégitime. Plus d'un millier de personnes sont d'ores et déjà prêtes à attaquer juridiquement le décret de dissolution s'il devait paraître.
Nous attirons à ce sujet l'attention sur la note des renseignements intérieurs ayant abouti à cette procédure de dissolution. En effet, à la lecture de cette note confidentielle étonnamment élogieuse, on comprend qu'au-delà du prétexte affiché de la violence, si le ministre cherche à dissoudre le mouvement, c'est essentiellement parce qu'il réussit à fédérer et peser sur le champ politique !
Enfin, pour l'heure nos premières préoccupations vont toujours aux blessé·es que le gouvernement a choisi délibérément de multiplier pour tenter de terrifier un mouvement, à Serge toujours entre la vie et la mort, à Michael encore dans un état extrêmement grave, à celles et ceux qui ont perdu un œil, un pied, qui resteront meurtri-es dans leurs corps et dans leurs têtes.
Pour elles et eux, parce qu'une lame de fond ne peut être dissoute, nous continuerons notre combat pour les terres et l'eau, immédiatement en solidarité avec le mouvement des retraites et pour la fin rapide des mégabassines.

LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE, 3 avril 2023

« La lutte ne fait que commencer » : vibrante soirée de soutien aux Soulèvements

Quatre médias indépendants, à l'initiative de Reporterre, ont organisé une soirée festive et engagée en soutien aux Soulèvements de la Terre. Tous les invités ont prôné la défense des terres, des libertés publiques et de la justice sociale. À revoir ici en vidéo.
Où sont Les Soulèvements de la Terre ? Partout. Comment sont-ils ? Stratèges, courageux, poétiques, déterminés. Joyeux, surtout. C'est le sentiment que laisse la soirée organisée, le 12 avril, par les médias indépendants *Reporterre*, *Socialter*, *Blast* et la revue *Terrestres*, en soutien au mouvement de défense du vivant menacé de dissolution par le ministre de l'Intérieur. Pendant près de deux heures, une vingtaine de personnalités – artistes, activistes, juristes, chercheurs, paysans, députés, journalistes – se sont succédé sur

l'estrade de La Station - Gare des mines, à Paris. Devant un public survolté, chacun a expliqué les raisons pour lesquelles il soutenait ce collectif. Et invité toutes et tous à se soulever, à leur tour, pour la défense des terres, des libertés publiques et de la justice sociale.

S'improvisant chauffeur de salle, l'anthropologue Philippe Descola a lancé la soirée en tentant de définir ce que sont Les Soulèvements de la Terre. Faire partie de ce collectif, a-t-il défendu, c'est s'élever contre l'inaction climatique de l'État, décriée jusqu'au sein des organes judiciaires français ; c'est s'opposer à l'accaparement des biens communs au profit d'une minorité, tel que le permettent les mégabassines ; c'est, enfin, s'élever contre l'intimidation par les forces répressives *« de tous ceux qui ne pensent pas comme le gouvernement »*, comme ce fut le cas à Sainte-Soline. La police a en effet fait usage de milliers de grenades qui ont blessé des centaines de personnes.

Le constat était partagé par le reste des intervenants, qui ont tour à tour dénoncé la servitude de l'État à l'égard des forces productivistes et la violence qu'il exerce sur les défenseurs de l'environnement, en France et dans le reste du monde.

Artistes, activistes, juristes, chercheurs, paysans, députés, journalistes – se sont succédé sur l'estrade de La Station - Gare des mines. © *NnoMan Cadoret/ Reporterre*

Pas question, cependant, de s'arrêter à ce sombre constat. *« Il reste de la beauté à préserver et des horizons à construire »*, a promis l'autrice et essayiste Corinne Morel Darleux. Au fil des prises de parole, entrecoupées de *« no bassaran »* entonnés avec allégresse par la salle, une toile d'espoir s'est tissée. Oui, un autre monde est possible ; un monde *« où l'on ne fait plus de monoculture d'humains »*, a imaginé la comédienne Audrey Vernon ; un monde de paysans heureux et bien rémunérés, libérés des affres du modèle agrocapitaliste, a figuré le porte-parole de la Confédération paysanne, Nicolas Girod. Un monde où, pour reprendre les termes d'un slam vivifiant d'Alain Damasio, *« la seule croissance que nous supporterons sera celle des arbres et des enfants »*.

Julien Le Guet, porte-parole de Bassines non merci, et de nombreuses personnalités de gauche comme Geneviève Azam ou Adèle Haenel étaient présents. © *NnoMan Cadoret/ Reporterre*

Comment y parvenir ? *« Il ne suffira pas d'enrayer la machine, de faire tomber le pouvoir*, a soutenu l'écrivain et réalisateur Cyril Dion. *Il va falloir le remplacer. »* Pour cela, l'eurodéputé et paysan Benoît Biteau a suggéré d'entrer en désobéissance civile. La journaliste Inès Léraud, de *« redoubler d'alliances »*. Partout, ont insisté les intervenants, il faut poursuivre, renforcer et démultiplier le combat pour la préservation des communs engagé par Les Soulèvements de la Terre. Quoi qu'il advienne, la lutte ne fait *« que commencer »*, a promis la secrétaire nationale d'Europe-Écologie Les Verts, Marine Tondelier. *« On ne peut pas dissoudre un mouvement »*, a assuré le défenseur des droits humains et représentant des peuples autochtones Juan Pablo Gutierrez. Et de conclure, sous une salve d'applaudissements bientôt muée en marée dansante : *« Nous sommes comme l'eau. Nous sommes inarrêtables. »*

Hortense CHAUVIN et NnoMan CADORET (photographies)
13 avril 2023 (Reporterre)

Philippe Descola : « Darmanin fait de la vieille politique au service du vieux monde »

Le « terrorisme intellectuel » employé par Gérald Darmanin sert à « faire diversion », selon l'anthropologue Philippe Descola, et à rendre illégitimes Les Soulèvements de la Terre. Mais « on ne peut pas dissoudre des idées ».

Philippe Descola est membre du Collège de France et titulaire de la chaire d'Anthropologie de la nature. Il est aussi coprésident de l'Association pour la défense des terres, appui financier des Soulèvements de la Terre.

Reporterre — Dans un entretien au *Journal du dimanche*, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin parle du « terrorisme intellectuel » qui soutiendrait Les Soulèvements de la Terre, mouvement qu'il souhaite dissoudre. Votre nom apparaît aussi dans une note des renseignements que *Reporterre* a rendue publique le 31 mars. Vous sentez-vous personnellement visé ?

Philippe Descola — Oui, mais cela m'amuse plutôt. J'ai 73 ans et une longue vie de recherche derrière moi. Je ne m'imaginais pas, un jour, être un gibier pour les renseignements généraux et qu'on puisse ainsi me considérer comme une source de dangers. En tant qu'anthropologue, je me retrouve dans une situation paradoxale : je suis désormais un enquêteur enquêté. C'est me faire trop d'honneur ! *(rires)*

Qu'est-ce que signifie, concrètement, le « terrorisme intellectuel » ?

Absolument rien. Le ministre de l'Intérieur manie le vocabulaire de la langue française avec la délicatesse d'un hippopotame ! Cette expression est absurde. Le terrorisme exprime la volonté d'imposer un point de vue ou un régime politique par la terreur. Or, je ne vois pas très bien quels seraient nos instruments, à nous, intellectuels et chercheurs, pour faire régner la violence.

Gérald Darmanin cherche à disqualifier les façons dont nous pouvons appuyer et soutenir la démarche des Soulèvements de la Terre. Les ficelles qu'il utilise sont grossières. Il veut faire diversion et éclipser la colère légitime qui s'exprime contre les grands projets d'aménagement polluants et destructeurs.

Le ministre de l'Intérieur cherche donc des coupables ?

Selon Gérald Darmanin, il y aurait, derrière cette agitation qui touche la jeunesse, le mouvement climat et la lutte contre l'accaparement des biens communs, une sorte de grand comité secret qui donnerait des directives et dirigerait le mouvement populaire. C'est un fantasme policier, une vision paranoïaque. Gérald Darmanin fait de la vieille politique au service du vieux monde. Il vit dans une réalité qui est complètement révolue.

Il imagine les protestations populaires à la manière de la police du tsar au début du XXe siècle face aux bolcheviks. Il pense qu'il existerait, derrière les mobilisations, un agenda caché, une vaste machinerie politique poussée par *« l'ultragauche »*. Alors que les gens qui se mobilisent, aujourd'hui, sont d'abord mus par un sentiment d'urgence vitale, une prise de conscience profonde des limites planétaires et de la dévastation écologique.

En réponse à la mobilisation du 25 mars à Sainte-Soline contre les mégabassines, le ministre de l'Intérieur a annoncé vouloir dissoudre Les Soulèvements la Terre, l'un des organisateurs de la manifestation. © *Caroline Delboy / Reporterre*

La situation actuelle ouvre-t-elle la voie à une nouvelle chasse aux sorcières ? Cela signe-t-il le retour du maccarthysme ?
Les autorités ont toujours construit des ennemis intérieurs. Avant, elles parlaient de la *« main de l'étranger »* pour désigner les agents qui voulaient déstabiliser le régime. Le pouvoir cherchait les personnes qui, dans la clandestinité, animaient le mouvement. C'est le même scénario qui est répété aujourd'hui. Mais les autorités ne peuvent plus accuser les militants d'être à la solde de l'Union soviétique, alors elles imaginent l'existence d'un réseau invisible d'intellectuels qui viseraient à transformer la société française en agissant dans l'ombre et en armant les esprits.

Cela paraît insensé...
Oui, d'autant que cela laisse entendre que les gens ne seraient pas capables de penser par eux-mêmes et qu'il faudrait qu'ils suivent, aveuglément, des idées qui leur auraient été servies et susurrées par d'autres. C'est méconnaître le mouvement écologique, son intelligence et son horizontalité. C'est également ignorer le monde intellectuel. Les chercheurs ne sont pas des manipulateurs de foule. Ils mènent d'abord un travail scientifique, minutieux et rigoureux qui ensuite, progressivement, irrigue le débat public. Les idées circulent et conduisent à se mobiliser, mais cela n'a rien à voir avec de l'endoctrinement. Ce n'est pas prescriptif. Les intellectuels fournissent simplement des clés pour mieux comprendre le monde.

Si le gouvernement est si virulent, n'est-ce pas aussi parce que les pensées de l'écologie gênent le pouvoir ?
Tout à fait. On a longtemps cru que les pensées écologiques étaient gentillettes, qu'elles se préoccupaient simplement de la construction de pistes cyclables ou du tri des déchets. Mais en réalité, elles vont beaucoup plus loin. Elles sont porteuses d'une transformation profonde de nos modes de vie et de gouvernance. Le fait qu'elles soient férocement combattues et que le mouvement écologique subisse la répression de l'appareil de l'État le prouve. La dévastation écologique est un véritable moteur pour la rébellion.

En quoi ces pensées sont-elles si subversives ?
Elles pointent le rôle du capitalisme industriel dans l'état actuel de notre planète. Elles critiquent l'ontologie naturaliste – ce tournant anthropologique majeur en Occident – qui a fait que les êtres humains se sont séparés du reste du vivant. Aujourd'hui, cette goinfrerie effrénée vis-à-vis des ressources limitées de la Terre n'est plus concevable et une grande partie de la jeunesse s'en rend compte. Il faut inventer d'autres formes de coexistence avec la Terre et les non-humains. Tout un régime politique et économique parait dès lors condamné et les partisans de l'ancien monde tentent vainement de s'opposer à cet ébranlement massif.

Julien Le Guet, porte-parole du collectif Bassines non merci, a interdiction de paraître à Mauzé-sur-le-Mignon et Sainte-Soline (Deux-Sèvres) jusqu'au 8 septembre 2023. Ici, le 25 mars lors de la mobilisation contre les mégabassines. © *Caroline Delboy / Reporterre*

Peuvent-ils stopper cette dynamique ?
Non, on ne peut pas dissoudre des idées. C'est une profonde lame de fond qui touche notre société. S'y opposer est un combat d'arrière-garde. Il est illusoire de croire que l'on peut stopper un mouvement comme Les Soulèvements de la Terre. Il est trop diffus, trop collectif, trop multiple et insaisissable. Il relie autour de lui des associations, des naturalistes, des syndicats.
Permettez-moi même un parallèle. C'est comme en 1789, au moment de la révolution française. On ne pouvait pas dissoudre le Tiers État. C'était un mouvement de protestation trop vaste qui gagnait les villes et les campagnes et qui répondait à une situation intolérable. Aujourd'hui, il se joue quelque chose d'aussi profond, des milliers de personnes bifurquent et désertent. C'est faire beaucoup d'honneur à des intellectuels que leur imputer la responsabilité de ces mouvements, qui naissent de la lucidité de milliers de personnes ouvrant les yeux sur le monde qui les entoure.

Comment en êtes-vous venu, personnellement, à soutenir ces mouvements ?
J'ai découvert progressivement ces mouvements en Europe, alors que je les connaissais déjà en Amazonie et en Amérique latine. En tant qu'anthropologue, j'observais les luttes des peuples autochtones contre la spoliation de leur terre. C'était impossible d'ignorer ces questions et je me sentais responsable de les aider dans leur combat. J'ai découvert ensuite en Europe des situations analogues. J'ai fait plusieurs visites à la zad de Notre-Dame-des-Landes et il m'a semblé qu'il était de mon devoir de les accompagner là aussi, d'user de la respectabilité publique que j'ai pu acquérir pour défléchir sur moi certaines menaces des pouvoirs publics contre celles et ceux qui s'élèvent face à la dévastation du monde.
Aujourd'hui, le gouvernement est fébrile. On peut gagner. Ils savent qu'ils ne pourront pas résoudre les problèmes liés à la sécheresse et au réchauffement climatique uniquement par des grenades lacrymogènes et des tirs de LBD.

Gaspard D'ALLENS
4 avril 2023 (Reporterre)

« Nous sommes Les Soulèvements de la Terre »

Reporterre, Blast, Socialter et Terrestres organisent une soirée de soutien aux Soulèvements de la Terre le 12 avril à Paris. Le collectif est menacé de dissolution : une nouvelle attaque du gouvernement contre les écologistes.

Dans un pays normal, les journalistes poseraient cette question au ministre de l'Intérieur : *« M. le ministre, que pensez-vous du réchauffement climatique ? »* Et le ministre répondrait : *« Des scientifiques m'ont expliqué le problème : du fait des émissions de gaz à effet de serre, l'atmosphère se réchauffe rapidement, davantage que depuis très longtemps dans l'histoire. Et si on poursuit les émissions, la vie va devenir insupportable. C'est pourquoi il faut les réduire, et préparer notre pays à une situation très différente. » « Concrètement, que faut-il faire ? »*, relancerait le journaliste. *« Il nous faut stopper l'expansion du transport routier et arrêter de construire des autoroutes, par exemple. Dans le domaine de l'eau, il faut rendre plus sobre notre agriculture.*
- Mais alors, vous êtes d'accord avec le mouvement écologiste ?
- Je suis le garant de la paix civile. Si nous laissons se développer le réchauffement climatique et continuons dans le système actuel, nous allons au-devant de grands désordres. »
Mais notre pays n'est pas normal. On y construit toujours des autoroutes, on agrandit des aéroports, on autorise les jets privés sans restriction, on repousse l'idée de repas végétariens dans les cantines, on organise d'énormes réserves d'eau pour quelques grands producteurs de maïs, on agrandit des stations de ski, on autorise des pesticides dangereux… Les écologistes sont accusés par le pouvoir de *« terrorisme intellectuel »*. On ne sait pas si M. Darmanin saurait donner une définition du changement climatique, mais on sait qu'il tolère des pratiques policières plus proches de la Russie de Poutine que du pays qui a écrit dans sa Déclaration des droits de l'Homme : *« La force publique est instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée »*.

La police emploie des armes de guerre contre ses citoyens
En France, la police emploie des armes de guerre contre ses citoyens, blesse ceux-ci et les meurtrit. On a même vu un policier pointer un lanceur de balles de défense sur des adolescents. Des gens s'attaquent à des écologistes – un agriculteur opposé aux pesticides est assailli, une journaliste voit la roue de sa voiture déboulonnée, le site de l'Office de la biodiversité est dévasté sans un mot de soutien des autorités, la maison d'un maire ciblé par l'extrême droite est incendiée sans plus de réconfort de l'État. L'image qui résume l'esprit de ce gouvernement indigne, c'est un ministre qui fait un bras d'honneur à la représentation nationale.

Les mêmes qui piétinent les libertés publiques soutiennent, par tous les moyens de l'appareil d'État la poursuite de projets que, naguère, on appelait *« inutiles et imposés »*. La lutte contre ces grands projets, que *Reporterre* décrit depuis 2012 a commencé bien avant Les Soulèvements de la Terre. Lors du lancement par *Reporterre* de la carte des luttes, en novembre 2019, nous en recensions 200 à travers la France. Ce n'est qu'en mars 2021 qu'est né le collectif des Soulèvements de la Terre, par une tribune dans *Reporterre*, prenant appui sur un mouvement déjà ancien, de plus en plus puissant, et s'élargissant à la mesure de la prise de conscience dans ce pays des ravages que produit le capitalisme. S'attaquer aux Soulèvements de la Terre, c'est vouloir endiguer un flot puissant et inextinguible : le flot de la conscience commune, des générations, de la colère, du bon sens.

C'est pourquoi nous n'avons pas barguigné, quand le gouvernement a annoncé son intention de dissoudre un collectif réunissant des centaines de personnes, et des organisations aussi essentielles que la Confédération paysanne, les Amis de la Terre ou Attac. *Reporterre* a proposé de lancer une grande soirée de débat et de soutien, et nos amis des médias libres *Blast, Socialter* et *Terrestres* nous ont rejoints immédiatement. Ensemble, nous avons organisé cette grande soirée du mercredi 12 avril, que l'on pourra aussi suivre en vidéo sur *Reporterre*. Elle s'annonce magnifique, chaleureuse, combative, amicale. Elle exprimera le mouvement qui monte dans ce pays et qui dit : nous en avons assez du mépris pour les gens et pour la nature, nous prenons le changement climatique au sérieux, nous voulons un avenir digne et pacifique, nous sommes la nature qui se défend, nous sommes Les Soulèvements de la Terre.

Hervé KEMPF, 12 avril 2023 (Reporterre)

Humour de Siné mensuel

Appel international – Nous sommes l'eau qui se défend !

Nous sommes les Soulèvements de la terre
🔥🔥 Déjà 87393 signataires 🔥🔥
Nous nous soulevons, chacun.e depuis notre endroit, chacun.e à notre manière. Le mouvement des Soulèvements de la Terre ne peut pas être dissous, car il est multiple et vivant. On ne dissout pas un mouvement, on ne dissout pas une révolte.
Nous appelons toutes et tous à nous rejoindre pour rendre caduque cette tentative d'étouffement. Nous sommes, toutes et tous ensemble, les Soulèvements de la Terre.

Plus de 300 organisations paysannes, autochtones, écologistes, féministes, syndicales du monde entier invitent à soutenir la lutte contre les méga-bassines et les luttes pour l'eau comme bien commun en France et partout dans le monde, et à dénoncer la répression du gouvernement français !
À l'initiative de membres de la Convergence Globale des Luttes pour la Terre, l'Eau et les semences paysannes Ouest Afrique (CGLTE-OA), du MODATIMA au Chili, de la Commission Ethnique pour la paix et la défense des droits territoriaux en Colombie, du Mouvement Ecologique pour la Mésopotamie au Kurdistan, de la Via Campesina, de la Confédération Paysanne et de la Fondation Danielle Mitterrand, cet appel international inédit est publié simultanément le 14 avril sur Al Jazeera, Le Monde, Brasil di Fato, Common dreams.

***L'appel international reste ouvert à signature pour les organisations du monde entier ici** : https://framaforms.org/we-are-water-defending-itself-1680702671*
#wearewaterdefendingitself #nobassaran

Appel à renforcer les alliances internationales pour l'eau et à soutenir les luttes contre les méga-bassines en France
Ces 24, 25 et 26 mars 2023, plus de 25 000 personnes se sont rassemblées dans le Marais Poitevin, la deuxième plus grande zone humide de France, pour une mobilisation internationale contre les projets de « méga-bassines ». Ces énormes cratères géants d'une dizaine d'hectares remplis en puisant dans les nappes phréatiques incarnent le maintien coute que coute d'un modèle agro-industriel qui écrase les paysan.es et détruit les milieux de vie. Déjà mis en place au Chili depuis quelques décennies, leurs effets y sont dévastateurs : les milliardaires propriétaires de cultures d'avocats s'y accaparent l'eau pour remplir des méga bassins tandis que les villages alentours sont ravitaillés en camion-citerne. « No es sequia, es saqueo ! », résume le slogan populaire qui résonne du Chili au Mexique – Ce n'est pas une sécheresse, c'est un pillage !
Pollution, surexploitation, marchandisation, accaparements, bouleversement des cycles de l'eau : partout dans le monde la situation est critique. Alors que la pénurie d'eau affecte 40% de la population mondiale, les géants de l'agro-alimentaire Danone, Nestlé ou Coca-Cola s'approprient les eaux de sources, privant les peuples autochtones du Mexique, des Etats-Unis et du Canada de leurs eaux, pour la vendre à prix d'or dans des bouteilles en plastique. Ailleurs, se multiplient également mines et grands barrages qui détruisent les territoires encore peuplés par des communautés paysannes et autochtones, à l'unisson avec les injonctions capitalistes à « décarboner » les économies.
Malgré la « guerre de l'eau » de Cochabamba en Bolivie en 2000, les contre-sommets, la reconnaissance du droit à l'eau en 2010 par l'ONU, les privatisations et la financiarisation de l'eau n'ont cessé de progresser.

L'eau est même entrée en bourse en 2020. Face à cette offensive écocidaire sur l'eau, les terres et nos moyens de subsistance, les luttes pour l'eau continuent d'essaimer et de se lier à travers le monde.
Certains d'entre nous étions donc présent.e.s physiquement à Sainte-Soline en France ce 25 mars, pour faire résonner et internationaliser nos combats. Nous, militant.e.s du Chili en lutte contre le saccage de nos écosystèmes par le néolibéralisme autoritaire; militant.e.s du Mali et d'Afrique de l'Ouest en lutte pour récupérer nos terres contre les accaparements ; militant.e.s du Kurdistan opposé à la guerre implacable menée par le régime d'Erdogan en Turquie qui se sert de l'eau comme d'une arme ; militants autochtones yukpa d'Abya Yala en lutte pour l'autodétermination de nos peuples face à un système colonial et extractiviste ; militant·es de la nation Lakota, du Mexique ; militant·es des centres sociaux du Nord-Est de l'Italie ou du NoTAV ; militant.e.s en France et en Europe impliquées dans des centaines de luttes territoriales contre des projets destructeurs. D'autres étaient présent.e.s à travers la chaleur de nos coeurs et de nos pensées.
Face à cette mobilisation inédite, le gouvernement français a décidé d'interdire la manifestation et de déployer plus de 3 200 gendarmes pour protéger le projet mortifère de méga-bassines. Plus de 5 000 grenades ont été tirées sur les manifestant.e.s en 2 heures (soit une grenade toutes les deux secondes), blessant et mutilant près de 200 personnes, dont plusieurs dizaines gravement. Aujourd'hui un manifestant est encore dans le coma entre la vie et la mort. Le gouvernement français a annoncé la « dissolution » des « Soulèvements de la Terre », l'une des organisations à l'initiative de la manifestation.
Ces scènes très brutales nous rappellent la triste réalité dont nous faisons l'expérience sur nos territoires et nos continents, à différents degrés : nous assistons partout à la recrudescence ou au renforcement des autoritarismes, de la répression et de la criminalisation de celles et ceux qui s'opposent aux destructions en cours, ainsi qu'aux logiques capitalistes et impérialistes qui y président.
Mais on ne peut pas dissoudre le mouvement des peuples de l'eau, on ne peut pas dissoudre une révolte vitale qui grandit et résonne par-delà les frontières et les langues !
C'est pourquoi nous, acteurs.ices de luttes pour le vivant, paysan.ne.s, défenseurs.euses des droits humains et de l'environnement, personnalités publiques, syndicats, collectifs, organisations issues de différents continents, appelons à un soutien international massif à la lutte pour l'eau et contre les méga-bassines en France. Nous appelons à dénoncer la répression du gouvernement français du mouvement social et écologiste.
Notre soutien s'étend à toutes celles et ceux qui luttent à travers le monde contre l'accaparement, la privatisation, la pollution de l'eau, et pour son juste partage et sa protection en tant que commun inaliénable !
Dans cette perspective, nous appelons donc également au respect des déclarations de l'ONU sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) et sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en zone rurale (UNDROP).
Depuis l'eau qui coule à travers nos veines, les rivières des bassins-versants qui font vivre nos territoires et les fleuves qui relient nos géographies, nous appelons à renforcer les rencontres et alliances internationalistes pour défendre l'eau, les terres et les communs qui portent la vie. Face à toutes les formes de répression et d'autoritarisme, notre solidarité est comme l'eau qui ruisselle : porteuse de vie et de liberté, elle ne connaît pas de frontières !

Premiers signataires

Buzuruna Juzuruna (Liban)
Congress of people of Colombia
Commission ethnica para la paz y la defensa de los derechos territoriales (Colombie)
Convergence globale des Luttes pour la Terre et l'Eau – Afrique de l'Ouest
Convergence malienne contre les accaparement de Terre (Mali)
Confédération Paysanne (France)
Coordinadora Feminista para el 8 Marzo CF8M (Chili)
Danielle Mitterrand Foundation (France)
Ecological Movement for Mesopotamia (Kurdistan)
Ejército Zapatista de Liberación Nacional EZLN (Mexico)
International committee of the Social Panamazonian Forum (FOSPA)
Movimento sem Terra (Brasil)
Movimento dos Atingidos por Barragens (Brasil)
Via Campesina
Kruha, People coalition for water (Indonesia)
MODATIMA (Chili)
Union syndicale Solidaires (France)
Tournons la page Togo
WoMin African Alliance (South Africa)

AFRIQUE

ACME (Maroc)
Action pour le Développement Durable ADD Mali (Mali)
Afrique Europe Interact
Association pour la défense des droits à l'eau et à l'assainissement (Sénégal)
Centre Dihia pour les Droits de l'homme la démocratie et le développement (Maroc)

CGLTE-OA (Sénégal)
Coalition internationale de l'habitat (HIC)
COFERSA Convergence des Femme Rurales pour la Souveraineté Alimentaire (Mali)
Comité ouest-africain des semences paysannes (Mali)
Confédération des ambitieuses femmes battantes (Niger)
Convergence globale des luttes Terre et l'Eau Ouest Afrique (CGLTE-OA)
Convergence malienne contre les accaparements des terres CMAT (Mali)
Corporate Accountability and Public Participation Africa (Nigeria)
Fédération Nationale du secteur agricole (Maroc)
Femmes et justice sociale (Côte d'Ivoire)
Fish federation of Burundi (Burundi)
Forum Social Sénégalais – Conseil Citoyen Droit à l'eau et l'assainissement au Sénégal (Sénégal)
Kachere Progressive Women's Group (Malawi)
Kenya County Governments Workers Union (Kenya)
Network Advancement Program for Poverty & DRR (Nigeria)
NO-VOX Afrique
ONG kakandé kasimback (Guinée Conakry)
PIVJET Pôle d'initiatives Vertes pour la Jeunesse, L'environnement et la Transparence (Cameroun)
Siyada Network/ شبكة سيادة (Maroc / Maghreb)
Tournons la Page (Togo)
Uacdddd (Mali)
WoMin African Alliance (Afrique du Sud)

Abya Yala – AMERIQUE LATINE
ACUA (El Salvador)
AEMA. Associação Ecologia e Meio Ambientalista (Brésil)
Agrupación Comunitaria y Ecológica Playa Isla de los Reyes Rocuant (Chili)
Apalma – Ass. de Preservação Ambiental das Lagunas de Maricá (Brésil)
Associação Apadrinhe Um Sorriso / Duque de Caxias-RJ (Brésil)
Associação unidas pela mesma dor (Brésil)
Autoridades Indigenas del Sur Ouest AISO (Colombia)
Centro Genesis (Brasil)
Centro de Documentación en Derechos Humanos « Segundo Montes Mozo SJ » (CSMM) (Equateur)
Centro Genesis (Brésil)
Cercos – Grupo de Estudos sobre Cercamentos, Controles e Mercados (UNIVASF) (Brésil)
CODETAMT (Bolivia)
Colectivo Barrio, Ciudad y Convivencia (Méxique)
Colectivo TÁ (Uruguay)
Colegio de profesores (Chili)
Colegio de profesores Los Lagos (Chili)
Coletivo DAR (Brésil)
Coletivo RJ Memoria Verdade Justiça Reparaçao (Brasil)
Comisión Nacional en Defensa del Agua y la Vida (CNDAV) (Uruguay)
Comité de dd.hh. y ecologicos de Quilpué (Chili)
Coordinadora de Jubilados y Pensionistas de Uruguay (Uruguay)
Coordinadora Feminista 8 Marzo (Chili)
Coordinadora Nacional Agua para Tod@s Agua para la Vida (Méxique)
Defensores do planeta (Brésil)
ECOMUNIDADES, Red Ecologista Autónoma de la Cuenca de México (Méxique)
Ejercito Zapatista de Liberacion Nacional
Escola Estadual irmã Lucinda (Brésil)
FAOR Fórum da Amazônia Oriental (Brésil)
Fisica (Brésil)
Frantz Fanon Foundation (Martinique)
Frente de Lucha Ambiental Delia Villalba (FLADV) (Uruguay)
Fundacion Solon (Bolivia)
Fundador Somos Agua (Equateur)
Gead-UFC (Brésil)
GPEA – mato grosso university (Brésil)
Instituto Caracol (Brésil)
Luta Popular (Brésil)
Maiouri Nature Guyane (Guyane française)
MARBE SA (Costa Rica)
MODATIMA (Chili)
Movimento dos Atingidos por Barragens – MAB (Brasil)
Movimento dos trabalhadores e Trabalhadoras do campo (MTC) (Brésil)
Movimento Negro Unificado MNU SP (Brasil)
Movimento parem de nos matar (Brésil)
Movimento sem terra – MST (Brésil)
Movimento SOS Chapada dos Veadeiros (Brésil)
Movimiento por el Agua y los Territorios MAT (Chili)
Mujeres en Resistancia (Chili)
Mujeres en Resistencia Chile (Chili)
Nuestramerica movimiento popular (Argentine)
OcupaSC (Brésil)
Organizacion National Indigena de Colombia (Colombie)
Otros Mundos Chiapas (Méxique)
Pacto Ecosocial e Intercultural del Sur (Argentina)
Pedra Vermelha (Brésil)
Popular Organization Francisco Villa de Izquierda Independiente (Méxique)
Proceso de Comunidades Negras (Colombie)
Red Internacional de Apoyo a lxs Presxs Políticxs en Chile RIAPPECH (Chili)
REDES-Amigos de la Tierra Uruguay (Uruguay)
International committee of the Foro Social Panamazonico and its 54 organizations of the Amazon Basin
SOS Mangue da Ogiva (Brésil)
Toda a Paz do Universo (Brésil)
Trenzando Feminismos (Equateur)
Unidad de la Fuerza Indígena y Campesina (UFiC) (Méxique)
We Kimün (Chili)

Turtle Island – AMERIQUE DU NORD
RQMI : Réseau québécois pour une mondialisation inclusive (Canada)
Water Watchers (Canada)
Global Justice Ecology Project (Etats Unis)
Ill Will Editions (Etats Unis)
Seventh Generation Fund for Indigenous People (Etats Unis)

Red Deer Center (Etats Unis)
National Family Farm Coalition (Etats Unis)

ASIE
Bangladesh Agricultural Farm Labour Federation (Bangladesh)
COLLECTIVE Delhi State Committee (Inde)
Indian Social Action Forum (Inde)
Jal Bhagirathi Foundation (Inde)
KRuHA – people's coalition for the right to water (Indonesia)
All Nepal Peasants Federation (Nepal)
Pak Women (Pakistan)
Pakistan Fisherfolk Forum (Pakistan)
Khairpur Rural Development Organization (Pakistan)
Assembly of the poor (Thaïlande)
Rural Initiatives for Community and Ecology Association (Thaïlande)

MOYEN ORIENT
Humat Dijlah (Tigris River Protectors Association) (Iraq)
Iraqi Social Forum (Iraq)
Mezopotamya ekoloji hareketi (Kürdistan)
Buzuruna juzuruna (Liban)
The Fire These Times (Liban/Suisse)

EUROPE
« herbes à croquer » (France)
350.orgtransform!europe (Grèce)
A Planeta (Pays Basque)
Acqua Bene Comune Sannio (Italie)
AHT Gelditu! Nafarroa (Pays Basque)
AITEC (France)
Alerte Pesticides Haute Gironde (France)
Alternatibasoultz (France)
Ami.e.s de la Confédération Paysanne d'Alsace (France)
Amis conf'Alsace (France)
Amis de la confédération paysanne (France)
Aquitaine Alternatives (France)
Assemblée européenne des citoyens (Europe)
Associaiton id·eau (Suisse)
Association La Grande Famille (France)
Atelier Sonia Glasberg (France)
Attac España (Espagne)
Attac France (France)
Attac Italia (Italie)
Attac Liège (Belgique)
Attac Montpellier (France)
Attac Vosges (France)
Attac Wallonie-Bruxelles (Belgique)
Autun Morvan Ecologie (France)
Bassine non merci (France)
Betiko Fundazioa (Bask Country)
Bure stop (France)
CADTM (Belgique)
CEDRA (France)
Centre Europe – Tiers Monde (CETIM) (Suisse)
Centro internazionale Crocevia (Italie)
CLCV (France)
Climáximo (Portugal)
Collectif À pas de loutre (France)
Collectif agricole antinucleaire en lutte contre CIGEO à Bure (France)
Collectif BreakFree Suisse (Suisse)
Collectif climat du Grand Libournais (France)
Collectif Destocamine eau en danger (France)
Collectif Eau 88 (France)
Collectif El Cambuche (France)
Collectif Mémoire Vérité Justice (France)
Comitato No grandi Navi (Italie)
Comité Citoyen pour l'eau à Rochefort (Belgique)
Comité StopBure en Retz (France)
COMMONSPOLIS (Espagne)
Commonspolis (Espana)
Confederación Intersindical (Espagne)
Confédération Internationale Solidaire et Ecologiste (CISE) (France)
Confédération Paysanne (France)
CooperAcció (Catalunya)
Corsica Internaziunalista (Corse)
CRID (France)
CSIA-Nitassinan (France)
Earth Restore (Irlande)
Earth Thrive (Serbie)
Eau Bien Commun Bugey Sud (France)
Eau bien commun PACA (France)
Eau et rivières de Bretagne (France)
Eau Secours 34 (France)
Eau Secours 62 (France)
Ecologistas en Acción (Espagne)
Edu lab (Italie)
Emmaüs (France)
Emmaüs International (France)
Ende Gelände (Allemagne)
Ensemble! (France)
Espírito Mundo (Belgique)
Europe Écologie Les Verts (France)
European Action Coalition for the Right to Housing and to the City (Europe)
European Coordination Via Campesina (Europe)
European Rivers Network-SOS Loire Vivante (Europe)
Extinction Rebellion Marseille (France)
Fabriek Paysanne (Belgique)
Fédération Nord Nature Environnement (France)
Fondation Danielle Mitterrand (France)
Forum Italiano dei Movimenti per l'Acqua (Italie)
Frack Free Leeds (Royaume Uni)
France Amérique Latine (France)
Free Sydovets (Ukraine)
Fridays for Future Cologne (Allemagne)
Friends of the Earth Europe (Belgique)
GFSFM (France)
Global Justice Now (Royaume Uni)
Good Food Good Farming (Allemagne)
ICRA International (Europe)
Igapo Project (France)
Jeunes Ecologistes (France)
Kolumbienkampagne Berlin (Allemagne)
La Zone à Patates (France)
LANDFABRIK (France)
L'Eau qui mord (France)
Les Arbres(R) (France)
Les Jeunes Écologistes (France)

Lumaltik Herriak (Pays Basque)
Maiouri Nature Guyane (France)
Mairie de Dieulefit (France)
Mani Rosse Antirazziste (Italy)
Marseille Révoltée, PEPS Marseille (France)
Mets ta peau (France)
Mouvement d'Action Paysanne (Belgique)
Mouvement pour une Alternative Non-violente – MAN (France)
Mut Vitz 13 (France)
Nature Environnement Livradois Forez (France)
Niska (Belgique)
Nous voulons des coquelicots grand Châtellerault (France)
OBV Via Campesina (Austria)
ONVIT (France)
PARALLELO PALESTINA (Italie)
Parallelo Palestina (Italy)
Parti de Gauche (France)
Paties-moncelon (France)
PEPS (France)
PEPS Marseille (France)
Réseau syndical international de solidarité et de luttes (France)
Revolutionary Socialism in the 21st Century (rs21) (Royaume Uni)
Riappech (France)
Sauvons la forêt (Allemagne)
Scale Up (Belgique)
Sciences Critiques (France)
SEPANLOG (France)
Seraji Foundation e.V. (Allemagne)
SNESUP (France)
Social centres of north East of Italy (Italie)
SOL, Alternatives Agroécologiques et Solidaires (France)
Solidarity for All (Grèce)
Sollevamenti della terra (Italie)
Sortir du nucléaire (France)
SOS Durance Vivante (France)
Stop Fossil Infrastruktur (Denmark)
Syndicat de la Montagne Limousine (France)
Syndicat Simples (France)

Tapage journal (France)
Taula de l'aigua de Terrassa (Catalunya)
Tchendukua Ici et Ailleurs (France)
T'es Rien Sans TerrEau (France)
The Fire These Times (Suisse)
The Gaia Foundation (UK and international)
Thur Ecologie & Transport (France)
Toekomstboeren (Pays Bas)
transform!europe (Greece)
Transnational Institute (Netherlands)
Travailler Ensemble Jeunes et Engagé·e·s – TEJE (France)
Ukrainian Nature Conservation Group (Ukraine)
Union syndicale Solidaires (France)
Union syndicale Solidaires Vendée (France)
Université de Liège (Belgique)
UTOPIA « droits paisani » (France)
Vienne Nature (France)
VOLTHELIOS sarl (France)
Vosges Alternatives au Nucléaire (France)
War on Want (Royaume Uni)
WATERLAT-GOBACIT Network (Europe)
Wild Legal (France)
Yaku (Italie)
Zero Waste France (France)
Zukunftskonvent Germany (Allemagne)

INTERNATIONAL
350.org (International)
GRAIN (International)
Indigenous Peoples Rights International (Philippines)
The Gaia Foundation (Royaume Uni)
WATERLAT-GOBACIT Network (Royaume Uni)
La Via Campesina
Indigenous Peoples Rights International
Agora des habitant.e.s de la Terre

Internationalist network « Serhildan »
European Civic Forum

Vos dons peuvent soutenir les combats des soulèvements
Les dons récoltés servent à faire face à la répression, au soutien logistique des luttes, à l'organisation de saisons des Soulèvements.
À la hauteur de vos moyens, chaque don nous permettra de poursuivre de manière toujours plus forte et joyeuse !

https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/appel-international--nous-sommes-leau-qui-se-defend

Des dizaines de comités Soulèvements de la Terre naissent partout en France

Nous sommes les Soulèvements de la terre
🔥🔥 Déjà 82 412 signataires 🔥🔥
Nous nous soulevons, chacun.e depuis notre endroit, chacun.e à notre manière. Le mouvement des Soulèvements de la Terre ne peut pas être dissous car il est multiple et vivant. On ne dissout pas un mouvement, on ne dissout pas une révolte.
Nous appelons toutes et tous à nous rejoindre pour rendre caduque cette tentative d'étouffement. Nous sommes, toutes et tous ensemble, les Soulèvements de la Terre.
Parallèlement à la tribune Nous sommes les Soulèvements de la terre, (signée par plus de 60 000 personnes), et à l'initiative de comités déjà existants, a été lancé un appel à créer des comités locaux des Soulèvements de la terre.
En une semaine cet appel a reçu plus d'une centaine de réponses positives. Cela veut dire plusieurs choses.

Nous serons plus organisés
La première, la plus urgente peut-être, résonne comme une réponse à la répression. Face aux mutilations et aux menaces de dissolutions *nous répliquons par plus d'organisation* : « Vous voulez empêcher les Soulèvements de la terre de se réunir et de communiquer, vous voulez faire peur à ceux qui répondent à leurs appels ? ». Hé bien, nous allons être mieux structuré·es, mieux organisé·es. Partout des réunions parleront ouvertement de comment lutter contre le béton, contre les mégabassines, contre ceux qui empoisonnent le vivant.

Pour des actes et des saisons puissantes
Ces comités marquent également un tournant dans la vie des Soulèvements de la terre. *Ils complètent les actes et les saisons par un maillage territorial plus dense*. Les comités seront autant de points de contacts entre les luttes locales et la dynamique des Soulèvements de la terre. Nous sommes au tout début d'une saison 5 riches d'actes aux quatre coins de la France. Les comités proches de ces mobilisations seront autant de forces vives pour aider à les construire. Les comités plus loin formeront autant de relais pour faire connaître ces luttes. Car, contre la création de route […], contre la destruction des montagnes ou contre l'industrie du béton (pour ne citer que les prochains actes) ces combats méritent tous des mobilisations aussi grandes que les méga-bassines.

Nous serons plus ancrés dans le territoire
Au-delà du calendrier en saison, les comités permettent également de *participer et prendre le pouls des luttes écologiques*. Ils en existent des centaines, et se constituer en comité permet de se rapporter collectivement aux batailles autour de chez soi. Chaque lutte a son rythme, il est parfois le temps de l'information, parfois de la mobilisation, parfois des recours, parfois de l'occupation, ou du désarmement… Souvent, à vrai dire, plusieurs de ces temporalités se mélangent. Les comités locaux peuvent donner du soutien à ces luttes, même quand il n'est pas encore l'heure de les inscrire dans les actes nationaux des Soulèvements de la Terre.

L'eau qui tombe lentement perce un roc mieux qu'une cascade.
Les comités locaux sont une lame de fond, pas une déclaration médiatique. Nous avons reçu plus de 140 réponses, en provenance de plus de 90 villes. Qu'est-ce que cela veut dire ? Pas encore 140 comités, il reste à rendre effectif l'engouement ! Néanmoins, sans trop de doutes cela signifie que des comités vont naître dans toutes les grandes villes de France et dans de nombreuses campagnes. Ceux-ci auront à grandir, à s'éprouver dans les actes et les saisons, à se mettre en lien avec les luttes autour de chez eux et à durer.
Bien sûr, nous vous tiendrons informé de chacun de ces pas. Nous publierons rapidement une carte qui recense les comités, et nous informerons sur comment rejoindre ceux autour chez vous.
Nous, les comités déjà existants et ceux en cours de création, sommes extrêmement heureux d'ajouter cette brique au mouvement des Soulèvements de la terre. *On ne dissout pas un mouvement, et encore moins un mouvement fort de dizaines de comités locaux !*

Vos dons peuvent soutenir les combats des soulèvements
Les dons récoltés servent à faire face à la répression, au soutien logistique des luttes, à l'organisation de saisons des Soulèvements.
À la hauteur de vos moyens, chaque don nous permettra de poursuivre de manière toujours plus forte et joyeuse !

LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE

Recul du gouvernement sur la dissolution des Soulèvements de la Terre à la veille d'une nouvelle mobilisation

Recul du gouvernement sur la dissolution des Soulèvements de la Terre à la veille d'une nouvelle mobilisation + rassemblement des comités locaux dans tout le pays ce soir

Le 28 mars, devant l'Assemblée Nationale, Gérald Darmanin annonçait tout feu tout flamme la dissolution des Soulèvements de la Terre pour la mi-avril (JDD, 1 avril 2023). Le Gouvernement vient pourtant de marquer un recul face à l'intense vague de solidarité et d'adhésion que cette annonce a provoquée. En effet, la décision n'a pas été prise ni le 13 avril, ni durant ce Conseil des ministres du 19 avril. Et pourtant la prochaine mobilisation de la saison 5 des Soulèvements de la Terre est organisée ce week-end (22-23 avril) contre le démarrage des chantiers de l'autoroute A69 entre Castres et Toulouse.

Il faut dire que depuis l'annonce du projet de dissolution plus de 90 000 personnes ont déclaré publiquement leur adhésion au mouvement. Elle a aussi provoqué l'officialisation de déjà plus de 100 comités locaux des Soulèvements de la Terre partout en France ainsi qu'en Suisse ou en Belgique.

Darmanin a-t-il poussé malgré lui à la démultiplication d'une force qui pourrait s'avérer d'une ampleur et d'une détermination inédites dans les combats écologistes ?

L'avenir le dira, dans ce que cela suscitera d'actions collectives et directement impactantes contre le ravage environnemental et marchand.

On pourrait se réjouir de cet indéniable effet boomerang, mais ce qu'on ne peut ni pardonner ni oublier c'est que cette décision gouvernementale en suspens est arrivée alors que M. Darmanin tentait tant bien que mal de se dédouaner de sa responsabilité dans une politique répressive sanglante. Aujourd'hui encore, nos pensées vont toujours à Serge, encore entre la vie et la mort et aux autres blessé.es de Sainte-Soline et du mouvement des retraites.

Les comités des Soulèvements de la terre organisent des dizaines de rassemblement ce soir partout dans le pays :

Retrouvez la liste de tous les rassemblements dans cet article :
https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/la-liste-des-rassemblements-des-comites-locaux-19-avril

Un rassemblement sera organisé entre autres à Paris, à 18h30 à la Place Stalingrad par le Comité local d'Île-de-France.

Ces rassemblements et discussions sont une manière d'affirmer que les luttes pour la défense des terres et de l'eau sont indissolubles – mais aussi une première étape pour se rencontrer et échanger, donner corps aux comités locaux ainsi qu'à leurs liens aux luttes de terrains au plus proches d'eux.

Tous/tes à Castres-Toulouse contre l'autoroute A69 ces 22 et 23 avril !

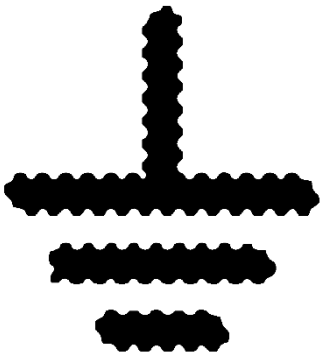
Le projet d'autoroute A69 Castres-Toulouse condamnerait 400 hectares de terres agricoles, de zones humides, de forêts et autres formes de vie. Depuis des semaines les collectifs locaux multiplient les actions contre le démarrage des travaux*, et organisent avec le Soulèvements de la Terre ce week-end une mobilisation d'ampleur nationale !* […]

Point Relais Soulèvements de la Terre

Quelques 300 lieux ont accepté de devenir des points relais-information des Soulèvements de la Terre et de diffuser la documentation imprimée du mouvement, même en cas de dissolution

https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/recul-du-gouvernement-sur-la-dissolution-des-soulevements

À celles et ceux qui ont marché à Sainte-Soline



Nous sommes les Soulèvements de la terre
🔥🔥 Déjà 94149 signataires 🔥🔥
[…]

Trois semaines se sont écoulées depuis cette journée du 25 mars à Sainte-Soline, qui restera gravée à jamais dans nos chairs et nos mémoires. Le temps est depuis suspendu au jeu de ping-pong entre les offensives agressives du gouvernement, et nos contre-offensives visant à rétablir un semblant de vérité sur le déroulé des faits et le contexte politique actuel. Cela nous a poussé, entre plein d'autres initiatives, à accepter des conditions de parole qui étaient loin d'être des possibilités d'expression satisfaisantes, à l'instar de certains plateaux télé. Pour les personnes blessé.es et pour la suite, nous ne pouvions laisser libre cours à tant d'indécence et de mensonges, de la part d'un exécutif littéralement en roue libre. Mais il faut maintenant sortir de la réaction d'urgence et prendre le temps de creuser un certain nombre d'interrogations légitimes. Nous commençons à peine le nécessaire retour critique et collectif sur ce week-end que nous préparions depuis des mois, néanmoins, il nous tient à cœur de livrer quelques explications et interprétations qu'il suscite chez nous.
Nous aimerions les partager avec toutes celles et ceux qui ont marché 12 kilomètres ce jour-là et avec qui nous avons tenté, tant bien que mal, d'encercler le chantier de la méga-bassine de Sainte-Soline. Celles et ceux qui sont venu.es sur un coup de tête ou qui se préparaient depuis longtemps pour cette journée. Celles et ceux qui sont arrivé.es en convoi de vélo depuis la Bretagne, ou qui ont pris une pause entre un blocage et une manif, pour venir dans les Deux-Sèvres. Toutes les personnes qui sont venues nombreux.ses d'Italie, d'Allemagne, de Suisse ou de Belgique. Celles et ceux qui ont réussi à se faufiler à travers les barrages de police, pour déployer le camp ou le rejoindre dans la journée du vendredi. Mais aussi, celles et ceux qui ont subi des contrôles de gendarmerie répétés à Melle les jours précédents et qui, pour certain.es, sont resté.es veiller sur les installations du festival. Enfin, celles et ceux qui n'ont pas pu venir mais nous ont accompagné.es avec le cœur.

Trouver des voies pour continuer de combattre ensemble est ce qui nous importe, c'est pourquoi nous partageons ces réflexions bien qu'imparfaites et parcellaires. Nous ne pensons pas avoir le recul nécessaire pour tirer des conclusions trop affirmatives sur les événements précis du 25 mars, comme sur la temporalité longue de la lutte contre les méga-bassines dans les Deux-Sèvres. Cela prendra du temps et se fera en plusieurs étapes. Mais pour commencer, il nous paraît important de se rappeler comment en est-on arrivé là ? Quel contexte et rapport de force ont conduit à la journée du 25 mars ?

I. Quelques éléments de contexte

Stopper les méga-bassines

Depuis deux ans, la lutte contre les méga-bassines a connu une accélération sans précédent, tant dans la diversification des gestes de contestation, que dans la participation.

En septembre 2021, le chantier de la méga-bassine de Mauzé-sur-le-Mignon est joyeusement envahi par 500 personnes et un convoi de tracteurs : une pelleteuse désarmée, des manifestant.es qui résistent face à la police.

Le 6 novembre 2021, 3 000 personnes se détournent volontairement du chantier de Mauzé-sur-le-Mignon, gardé par plus de 1 000 flics et à l'intérieur duquel des agriculteurs de la FNSEA et de la Coordination rurale les attendent de pied ferme. Et pour cause, le cortège préfère démanteler la bassine voisine de Cram-Chaban. Celle-ci est débâchée par la foule et sa pompe démontée avec la Confédération paysanne. Pour la coordination Bassines non merci (BNM), Confédération paysanne et Soulèvement de la terre, ce geste atteste l'impératif politique de stopper ces chantiers et plus que par des manifestations classiques, cela passe par le désarmement collectif des infrastructures.

En mars 2022, à la Rochénard, la coordination choisit de ne pas aller dans la zone rouge et la foule de 6 000 personnes décident plutôt de démonter les canalisations voisines d'une bassine en construction.

Les 29-30 octobre 2022 pour la première fois à Sainte-Soline, 8 000 manifestant.es divisés en trois cortèges aux tactiques différentes bravent les lignes de gendarmes. L'un des trois envahit la bassine après des affrontements conséquents, avant d'être rejoint par les autres cortèges en farandoles. Néanmoins, le cortège qui a occupé brièvement le chantier essuie un feu nourri de grenades offensives et la fin de la manifestation est marquée par une configuration d'affrontements qui préfigurent les limites auxquelles nous nous sommes heurté.es le 25 mars dernier : un unique point de fixation face au dispositif policier qui garde la bassine.

À l'issue de cette action, le chantier est mis à l'arrêt pendant deux semaines du fait de l'arrachage des grilles qui l'entouraient, mais surtout parce que la visibilité et le rapport de force autour de ces projets a désormais franchi un seuil.

Si nous ne pouvons pas toujours stopper complètement les chantiers, nous pouvons participer à créer une situation ingérable et trop coûteuse pour nos adversaires. Sur seize bassines prévues dans les Deux-Sèvres, seulement deux sont sorties de terre. Aucun autre chantier n'a pour l'instant démarré, alors que plusieurs sont programmés. On peut y voir une conséquence directe des manifestations portées par les organisations, mais aussi sans doute du travail anonyme d'artisans nocturnes qui ont désarmé treize bassines dans la région, couplé au travail colossal de contre-enquête scientifique permettant de défaire les arguments de l'agrobusiness.

Stratégie générale
L'objectif de la lutte contre les méga-bassines portée par la Conf paysanne, BNM et les Soulèvements de la Terre est d'obtenir l'arrêt des chantiers et d'imposer les conditions d'un véritable débat sur les usages et le partage de l'eau comme bien commun. Mais cela prend du temps. La première bataille de Sainte-Soline n'a pas permis l'arrêt définitif du chantier et nous savions qu'une nouvelle mobilisation ne le permettrait pas non plus à elle seule.
Dans la lignée du mot d'ordre « Pas une bassine de plus »", les accords et le sens commun que nous avons construit progressivement avec les différents collectifs et organisations engagées dans la lutte nous ont poussé à cibler en manifestation les chantiers en cours d'une nouvelle série de bassines, plutôt que des ouvrages anciens. Après la manifestation d'octobre et en l'absence du démarrage d'un autre chantier, la bassine de Sainte-Soline, toujours en construction, s'imposait donc comme la cible sur laquelle nous pouvions nous accorder. Bien conscient.es de la difficulté de chercher à reproduire deux fois le même type de geste sur le même terrain, nous avons étudié avec attention d'autres hypothèses pendant des semaines, mais aucune ne correspondait finalement aux critères communs pour une nouvelle mobilisation.

Quatre objectifs ont été établis pour le rendez-vous de mars :
- rassembler au moins deux fois plus de personnes qu'au mois d'octobre.
- visibiliser de manière plus forte l'engagement des paysan.nes dans la lutte.
- que la manifestation impacte de nouveau le chantier. Personne dans la coordination n'envisageait une simple balade champêtre, ni une manifestation distante de tout objectif stratégique.
- mettre en place les conditions matérielles pour que des débats et rencontres sur l'eau aient lieu dans de bonnes conditions, et faire apparaître la dimension internationale de la lutte.

Le Mellois n'est pas un désert
La force du collectif BNM est d'avoir su, par sa ténacité, mener de front une lutte de proximité, contre la construction des bassines, et une réflexion plus large sur le partage de l'eau depuis plusieurs années. Pour de nombreuses personnes, organiser deux jours de débats, conférences et concerts lors de la prochaine mobilisation était donc aussi important que la manifestation en elle-même. Compte tenu de la précarité matérielle liée aux difficultés du terrain, il paraissait nécessaire d'avoir un espace pérenne. Pour cela, la commune de Melle s'est courageusement proposée d'accueillir les événements en dehors de la manifestation. C'était aussi une manière de clamer haut et fort le soutien assumé de municipalités contre les méga-bassines.

Depuis deux ans, et c'est un des mérites de cette lutte, chaque événement que nous organisons ensemble étend considérablement le champ de la lutte et permet de sceller de nouvelles alliances. L'essentiel des acteurs locaux ont, un à un, pris leur parti et participé à mettre à jour l'aberration de ce type de projets et leurs conséquences à long terme. Organiser un temps de fête et de conférences à Melle était donc aussi une manière de visibiliser celles et ceux qui habitent ce territoire et rendent possible de grandes mobilisations. Une manière de mettre en évidence que le Mellois n'est pas un désert, mais bien un territoire peuplé de gens qui luttent et qui prennent très au sérieux l'endroit où ils vivent.
Concernant le contexte politique local, il est impressionnant de découvrir le nombre de personnes prêtes à accueillir, mettre à disposition de la lutte leur outil de travail (tracteur pour les paysan.nes, camion-plateau pour les artisan.nes, chariot télescopique), donner de leur temps, renseigner ou faire fonctionner leurs réseaux. Mais bien qu'une grosse partie de la population soutienne la lutte contre les bassines, le contexte politique local est tendu et la FNSEA verrouille une partie de la vie politique deux-sèvrienne. Il n'est donc pas aisé de trouver un terrain où faire camper des milliers de personnes et des places de parking sans s'exposer à un certain climat d'hostilité.

Qui de l'eau ou des écolo est hors-sol ?
Une des stratégies du gouvernement et des pro-bassines est d'opposer les agriculteurs aux écologistes. La lutte contre les méga-bassines serait uniquement menée par des écologistes hors-sol qui ne comprennent

rien aux enjeux et difficultés du monde agricole. Pourtant, des paysan.nes luttent contre l'accaparement de l'eau depuis des années. Les conflits internes au monde agricole sont puissants mais souvent lissés et méconnus.
Lors de la manifestation du Printemps maraîchin en mars 2022, les tracteurs des paysan.es engagé.es contre les méga-bassines ont été invisibilisés, en partie parce qu'ils n'ont pas pu rejoindre le cortège des manifestants à cause d'un blocage policier. Après l'explosion médiatique du sujet, et la focalisation sur les violences, il paraissait primordial de ré-insister sur la forte présence des paysan.nes dans cette lutte. Un convoi de cinquante tracteurs venus de toute la France s'est donc préparé à venir à la mobilisation, avec pour objectif de rejoindre le campement le vendredi. La présence des tracteurs s'avérait d'autant plus importante que la FNSEA venait de manifester quelques jours plus tôt, le 22 mars à la Rochelle, en faveur des bassines et des pesticides.
Ces quelques éléments de contexte expliquent pourquoi nous avons organisé non pas une manifestation, mais bien trois événements distincts et néanmoins complémentaires :
- des discussions, conférences et tables rondes avec des personnes venues de l'étranger, accompagné.es de concerts, cantines et bars pour 10 000 personnes.
- un convoi de tracteurs, accompagné de différents convois de voitures, entre le vendredi et le samedi matin.
- une manifestation de plus de 20 000 personnes qui devait se tenir sur un autre lieu que Melle, dans une localité ne disposant pas d'infrastructures pour accueillir autant de monde.

2. Tactiques en terrain connu

L'issue dramatique de la manifestation du samedi et les insanités qui ont suivi dans les déclarations de Darmanin et consorts ont largement invisibilisé ce qui a fait la diversité de ce week-end. Si aujourd'hui notre regard se concentre sur le déroulement de la journée du samedi, il est important de rappeler d'autres éléments qui reflètent l'hétérogénéité des modes de participation au week-end. À Melle, malgré la pression exercée par les contrôles de police incessants, plus de 20 000 personnes se sont rencontrées et ont vécu des moments de partage forts.

Manif le jeudi, camping le vendredi

L'installation du campement était initialement prévue le jeudi, mais par souci de coordination avec le mouvement contre la réforme des retraites, nous avons décidé de l'installer seulement après la manifestation syndicale. Par ailleurs, la logistique de l'événement à Melle évoqué plus tôt ayant occupé beaucoup de nos forces, celle du campement était plus précaire et ne permettait pas d'accueillir des milliers de personnes sur plusieurs jours. Enfin, il était d'autant plus important de garder secret le plus longtemps possible le jour et le lieu, qu'un campement avait déjà été déployé en octobre dernier, et que la Préfecture aurait pu anticiper et rendre difficile notre installation.
Malgré cela, ce sont 300 personnes qui ont réussi à se déployer le vendredi matin, selon une organisation millimétrée dans une zone quadrillée depuis une semaine, pour y faire apparaître barnums, espace médic', groupes électrogènes, toilettes sèches, etc., tout ça à la barbe du dispositif policier, pour installer un

campement qui a reçu environ 5 000 personnes le vendredi. Mais après une telle opération, il ne restait que peu de temps de discussion pour préparer la manifestation du lendemain.

***Be water*, même en tracteur**

En début d'après-midi, un rassemblement public était annoncé à Lusignan où le convoi de tracteurs devait retrouver des délégations internationales pour une conférence de presse. À l'approche de Lusignan, il était clair que les préfets de la Vienne et des Deux-Sèvres allaient tout faire pour empêcher les tracteurs de rejoindre ensuite le campement. Pour mettre toutes les chances de leur côté, les paysans.nes ont décidé de se détourner de Lusignan pour s'engager directement sur la N10 afin de raccourcir le trajet. Ce changement de parcours imprévu a obligé les gendarmes à se déployer sur la N10 et à bloquer les sorties de la nationale dans la précipitation. En réaction, un cortège de plusieurs centaines de personnes s'est élancé du campement pour prêter main forte aux paysans.nes. Face à l'imposant dispositif installé à la sortie de la nationale et sur les ponts au-dessus de la LGV, rendant quasi impossible l'accès au campement depuis la nationale, le cortège a décidé d'envahir les voies. Cette action a forcé une partie du dispositif de gendarmerie à quitter sa position pour intervenir, libérant par conséquent l'un des ponts. En fin d'après-midi, la Nationale 10 et la LGV Paris-Bordeaux étaient bloquées. Malgré les tentatives de négociation des porte-parole de la Confédération paysanne, les autorités refusaient toujours de laisser passer les tracteurs.

Face à l'inflexibilité des autorités, les paysans.nes ont improvisé. À quelques kilomètres de l'ultime sortie permettant de rejoindre le campement, les tracteurs ont échappé à leur escorte dans une sortie de route épique : ils ont quitté la 4 voies pour engager une course avec les gendarmes sur des chemins ruraux, avant de parvenir à s'infiltrer dans la zone interdite et passer *in extremis* le pont libéré un peu plus tôt. Les tracteurs sont arrivés en fanfare au camp à la fin de la journée.

L'installation du campement et le passage du convoi nous montrent : premièrement qu'entre planification minutieuse dans une composition large et improvisation réactive, il est parfois possible de déjouer un dispositif asymétrique. Et que deuxièmement, nous sommes plus forts en mouvement. Cette intuition est renforcée par la tournure des événements du lendemain où d'une certaine manière, la conflictualité et l'affrontement se sont figés dans une guerre de positions, visiblement regrettable pour nous.

Répétition n'est pas raison

Si l'on oriente maintenant le regard sur le samedi, nous pouvons comprendre que la répétition tactique entre la première bataille de Sainte-Soline et la deuxième apparaisse comme une grande erreur. Au sortir de l'événement, nous peinons à refaire le fil qui nous a mené là. Malgré le bon sens qui voudrait qu'on ne tente pas deux fois le même coup, c'est comme si une réduction progressive des possibilités en entonnoir nous avait poussé à reproduire le même mouvement.

D'une certaine manière, nous n'avons pas su faire évoluer le déploiement tactique des cortèges depuis le rassemblement d'octobre. Dans cette rase campagne où les étendues s'étirent à perte de vue, il n'y a pas une infinité de voies possibles. C'est pourquoi, ce jour-là nous pensions à nouveau aller aux abords de la bassine, pour tenter de l'encercler, et d'y accéder si la situation le permettait. Nous n'étions cependant pas prêt.es à y pénétrer coûte que coûte.

Avec les contraintes topographiques que l'on connaît – une vaste étendue à découvert pour accéder à la bassine en surplomb – la difficulté était de réussir à créer la surprise. Mais dès lors que nous avions annoncé publiquement aller à Sainte Soline et/ou Mauzé sur le Mignon, nous ne pensions pas garder un quelconque secret sur les objectifs de la journée. Le camp étant en dehors de la zone rouge, nous étions inquièt.es de la possibilité de se retrouver bloqué.es et de se heurter à un dispositif en bord de zone rouge, provoquant un affrontement à des kilomètres de la bassine. La Préfecture pouvait légalement nous arrêter devant la zone rouge, mais la gendarmerie avait tiré les leçons d'octobre. Au matin, nous avons constaté avec soulagement que les ponts aux abords de Vanzay étaient libres. En établissant un fortin autour et dans le chantier de la

bassine, l'état-major de la gendarmerie s'est assuré une position défensive forte. Le « fortin » était prévisible, malgré cela, nous avons manqué de temps et de créativité pour communiquer et déjouer cette situation. Il était difficile de forcer les gendarmes à sortir de la bassine. Les canalisations font partie de l'ouvrage, nous le disons régulièrement, mais les difficultés techniques pour les désarmer ne permettaient *a priori* pas d'en faire un objectif partageable par des dizaines de milliers de personnes.
Malgré tout, nous avons pensé que si nous parvenions jusqu'à la bassine, le nombre nous permettrait de l'encercler et que le pourtour serait émaillé d'approches d'ordre divers, ce qui aurait permis éventuellement d'arracher de nouveau les grilles et de stopper, au moins temporairement, les travaux pendant quelques temps.

Changement d'échelle
Le 25 mars marque un bond dans la participation au mouvement contre l'accaparement de l'eau. Comment se coordonner et continuer à se déplacer ensemble en tenant compte de ce changement d'échelle ? Le grossissement considérable des cortèges implique l'évolution des modes de transmission de l'information et de prise de décision collective, avant et pendant la manifestation. Évolution que nous avons mal anticipée.
En effet, nous cherchons à faire grandir des combats singuliers, à les faire résonner dans l'espoir que l'engouement qu'ils suscitent provoque un dépassement de l'impulsion de départ, que la situation nous déborde, et rende de ce fait indéchiffrable et imprévisible pour nos ennemis notre capacité à surgir et à se coordonner. Un dépassement est à la fois quelque chose que l'on ne peut – et ne veut – pas maîtriser, et qui dépasse nos propres forces. Quand une lutte atteint ce point, elle réveille, chez des dizaines de milliers de personnes, l'espoir de gagner face à plus gros que soi. La première bataille de Sainte-Soline avait dépassé nos attentes, nous avions salué ce dépassement et souhaité le voir surgir à nouveau sans suffisamment prendre la mesure de ce qu'un changement d'échelle impliquait.
Ce changement d'échelle de participation par rapport à octobre nous effrayait, en même temps qu'il nous réjouissait. Nous avons tenté de recréer les conditions qui avaient permis d'accéder à la bassine lors de la première bataille avec la même échelle en tête. Mais guider trois cortèges de 2 500 personnes n'est pas la même chose que de se coordonner à trois cortèges de 10 000 personnes. Les forces vives impliquées dans l'organisation du déploiement et les moyens de communication mis en œuvre auraient dû aussi s'adapter au changement d'échelle. Sans doute avons-nous manqué de mieux anticiper ce que générerait un pur dispositif de type fortin. Aussitôt constaté, il était difficile de détourner complètement notre énergie collective de la cible symbolique que constituait le chantier et ses gardes, mais peut-être aurions-nous pu imaginer des moyens de ne pas s'y heurter aussi frontalement.

Notre stratégie habituelle qui consiste à déjouer et contourner le dispositif policier a été mise à mal par le choix de la Préfecture, et par l'inertie et la difficulté à communiquer au sein d'une foule déjà lancée. Le premier cortège de l'outarde rose est arrivé sur place joyeusement pour former une sorte de chaîne humaine le long de la façade ouest de la bassine. Il a essuyé une pluie de grenades lacrymogènes, mais il a persisté pendant une heure et demie. Des personnes de tous âges faisaient corps, avançaient en ligne et enterraient les lacrymos. Quand l'outarde rose est enfin arrivée au contact du dispositif pour pousser les lignes avec de simples animaux gonflables, des grenades offensives ont plu aussi sur cette partie du cortège. Pendant ce temps, un ensemble de petits groupes plus mobiles a avancé pour saisir une opportunité de percer le cordon de gendarmes au point d'arrivée du gros de la foule. Ils ont maintenu une pression acharnée sur le dispositif policier. Le reste des cortèges à l'arrière, plus gros et moins mobiles, étaient assaillis de grenades et dans l'incapacité de se coordonner.

Les choses se sont enchaînées à toute vitesse, sans plan alternatif préétabli, ni capacité d'improvisation dans une manifestation aussi conséquente. Il aurait fallu prendre un vrai temps de pause pour envisager autre chose mais nous n'avions plus techniquement cette possibilité. Lorsque la gravité du nombre de blessé.es a été partagée d'un cortège à l'autre, l'inadéquation des moyens que l'on s'était donnés collectivement est devenue criante. D'abord ceux pour évacuer les blessés, ensuite pour communiquer à tous les cortèges. Même si l'évidence n'était pas partagée par tous, nous avons poussé pour un retrait collectif de la zone.

À ce stade les autres gestes effectués en parallèle par les paysans ou d'autres cortèges pour construire une serre, planter des haies ou démonter un des réseaux d'alimentation de la bassine semblaient bien dérisoires et relativement invisibles.
En raison de ces mêmes impératifs d'échelle, un travail immense a été accompli par la base arrière en termes d'organisation, de structuration et d'accompagnement, aussi bien avant, pendant, qu'après la manifestation. Inscrite dans la coordination mais aussi organisée comme une structure à part entière, elle a su s'adapter au changement d'échelle. Et nous partions de loin. Pour donner un exemple, en octobre le soutien psychologique ou la lutte contre les violences sexistes sur de tel évènement étaient quasiment au niveau de l'impensé dans notre organisation. Pareillement, en quelques mois le standard de l'Infoline est passé d'un téléphone géré à mi-temps par une seule personne à une équipe H24 du jeudi au dimanche, mobilisée pour aider les participant.es à rejoindre le week-end. Depuis octobre et la nécessité qui s'était fait ressentir de le prendre en compte, un beau processus d'organisation s'est mis en branle, qui s'est ensuite montré un apport précieux au week-end et ses suites. Le travail de la base arrière, à l'instar de la légal, est encore en cours. Du côté de l'action, nous avons à apprendre, là où les nécessités de changement d'échelle n'ont pas été suffisamment anticipées. Plus généralement, un réel apprentissage des effets de masse s'impose qui implique notamment l'organisation en amont et les manières de faire circuler les informations.

Face au maintien de l'ordre des choses
La violence policière et sa légitimation étatique ne sont pas nouvelles. Elle sévit depuis toujours sur les populations reléguées et invisibilisées. Elle a été longtemps et reste encore une abstraction un peu lointaine pour la plupart des citoyen.nes de ce pays. Il aura fallu que surgissent des mouvements de lutte spontanés et débordants comme celui des gilets jaunes, des mouvements de jeunesse comme le cortège de tête contre la loi Travail en 2016 et des ZAD, pour que les armes qui mutilent les habitant·es des banlieues, menacent désormais à peu près tout ce qui remue. Sainte-Soline en est un des derniers exemples. Le risque de perdre un membre ou de mourir pour faire exister un autre monde est de plus en plus partagé. Les jeunes générations lutteront et vivront avec.
Si nous nous attendions au gaz, aux grenades, aux blindés et à tout l'arsenal militaire déployé habituellement, nous ne nous attendions pas à ce déluge. Vues les différentes « erreurs » factuelles faites par le service com' de la gendarmerie et du Ministère de l'Intérieur, il est difficile de donner crédit aux chiffres avancés, mais nous pouvons tenter cette comparaison : aux 5 000 grenades tirées en 2 heures, il faut mettre en regard les 11 000 grenades tirées en 1 semaine sur la ZAD de NDDL en 2018. Malgré le souvenir de la mort de Rémi Fraisse, nous n'étions pas prêt.es à faire face à une telle volonté de tuer. Un cap a été passé.
En pleine contestation de sa réforme des retraites, dans une séquence politique où l'écologie se charge de conflictualité, le gouvernement a voulu choquer en assumant de manière décomplexée le fait de mutiler et la possibilité de tuer. C'est une occasion de plus de voir sans maquillage l'expression normale de la violence légitime que revendique l'État. C'est sur ce plan que Macron situe le débat en arguant que la foule n'est pas légitime.
Le dispositif de maintien de l'ordre était fait pour briser nos forces au-delà de cette journée. Et c'est encore de ça que le RETEX de la gendarmerie se félicite : nous voir rentrer « démoralisés » au camp. L'obstruction

de l'accès aux secours des personnes en urgence vitale est révélatrice de cette stratégie de la tension. Malgré les efforts fournis par les équipes médics présentes sur place, nous prenons acte qu'il nous faudra compter plus que jamais sur nous-mêmes pour défendre nos ami.e.s et leur permettre une prise en charge dans de bonnes conditions.

L'État a militarisé la question de l'eau. Ce jour-là, il a fait de ce cratère le symbole de son autorité, une métaphore de son pouvoir. Nous allons contre les chantiers de méga-bassines pour attaquer la possibilité qu'ils continuent à investir autant d'argent dans les travaux et pour montrer leur vulnérabilité. Nos forces ne sont pas égales. Malgré cela, la détermination à passer ces lignes de gendarmes a été impressionnante. La dispersion de notre corps collectif n'a pas découragé l'élan de certain.e.s pour traverser la ligne. Ce désir animait une partie des cortèges, fut-il irréalisable pour son ensemble. La réussite des mobilisations précédentes s'est jouée dans le fait que tous les manifestant.es pouvaient prendre une part active au fait de « passer ». Mais passer pour aller où ? La majeure partie des milliers de personnes présentes le 25 mars ne pouvaient pas participer à ce geste. La foule, tenue à distance par les pluies de grenades, s'est retrouvée spectatrice de ce moment sans pouvoir agir dessus. Les cortèges ont attaqués les grilles du chantier et une partie du dispositif policier qui les protégeait a été mis en difficulté momentanément. Mais il est clair pour nous qu'une telle frontalité a été trop coûteuse. Et les mots ne sont jamais suffisants ou toujours maladroits quand il s'agit de l'écrire ou de le dire.
Partout a été pris le temps de discuter, de s'écouter. Beaucoup ont rappelé les tactiques d'évitement qui avaient fait le succès d'octobre. Beaucoup parmi nous se sont retrouvé.es dans la rue les semaines suivantes avec une certaine tristesse et une appréhension nouvelle. Les semaines passées ont avivé en nous une colère et une rage qui se diffusent largement. Elles chassent la résignation.

Conclusions temporaires

En octobre dernier, quand nous avons rangé le camp le lendemain de ce que nous appelons aujourd'hui « la première bataille de Sainte-Soline », nous nous sommes demandé : comment aller plus loin ? Comment faire pour obtenir l'abandon définitif des projets de bassines ? Ce sont ces questions qui ont animé la coordination durant les quatre mois de préparation du 25 mars. Encore aujourd'hui nous ne sommes pas sûr.es d'avoir mesuré ce qu'avait suscité ce week-end d'octobre. Avait-il ouvert une forme d'espoir sur la question des bassines ou des luttes écologiques plus largement ? Sur la question vitale de l'eau ? On voyait poindre un symbole, avec toute l'ambivalence entre espoir et attente qu'il peut contenir : les méga-bassines comme symbole de l'aberration climatique de l'agro-industrie et de l'allégeance totale du pouvoir à cette dernière.

Dans la mémoire courte des luttes auxquelles nous avons participé, nous n'avions jamais vécu ce qu'il s'est passé ce 25 mars. Des attaques de chantiers fortifiés, nous en avons vécues à Sivens, mais aussi dans le Val de Suse, de l'autre côté des Alpes, pendant la lutte NO-TAV. Le seuil d'intensité qui a été franchi à Sainte-Soline dans la violence répressive exige de penser nos impasses tactiques pour tenter de les dépasser. La lutte contre les méga-bassines ne fait que commencer. Ils ne pourront pas faire de chaque bassine un chantier fortifié. Et si partout essaiment des comités locaux, ce n'est pas un projet qui pourrait être attaqué, mais des dizaines. Après Sainte-Soline, la lutte aura besoin de réinventer ses formes d'interventions pour reprendre confiance dans sa capacité collective à produire des gestes impactants tout en maintenant une composition large.

Nous pansons nos plaies et pensons aux blessé.es. Il nous faut recoller les morceaux des différents récits de ce qu'a été cette journée pour tout un chacun.e. Nous continuerons à manifester en soutien aux blessé.es, à lutter contre l'accaparement de l'eau et à prendre la rue contre la réforme des retraites, car il y a une continuité entre ces différents fronts. Ces sujets sont liés, sous-tendus par le même projet macronien, obtus et honni, qui n'a que faire de détruire pourvu que les marchés soient rassurés. La mobilisation contre la réforme est massive, la prise de conscience sur les enjeux écologiques aussi. L'absence de dissociation et la solidarité dans un large spectre politique est un fait notable.

La défiance envers l'exécutif n'a d'égale que la colère que suscite les images de violences policières chaque jour au JT et sur les réseaux.

La tentative de ressaisie de Macron au lac de Serre-Ponçon a cela d'intéressant qu'elle montre que celles et ceux qui ont marché à Sainte-Soline ont su inscrire la question de l'eau dans l'agenda. Avec son « plan eau », le pouvoir a profité du choc pour dérouler son discours mensonger sur l'eau, les méga-bassines et revenir sur l'interdiction d'un pesticide. Cette opération de communication du Président a vite été balayée par l'inquiétante réalité de la pollution de l'eau potable. Il ne se passe depuis pas un jour sans qu'un article sur

l'eau, sa raréfaction ou encore sa contamination, ne paraisse. L'enjeu est réel, le sujet parle à un nombre grandissant de personnes et les sensibilités sont favorables à la révolte. La bataille de l'eau est ouverte, continuer de se battre est vital, préparons la suite.

DES PARTICIPANT-ES DES SOULÈVEMENTS ET DE BASSINES NON MERCI À LA COORDINATION POUR LE 25 MARS.

Post Scriptum *: Si vous ou vos proches avez été blessé.es, nous rappelons qu'il est possible d'envoyer anonymement des témoignages à cette adresse : temoignages-25mars@riseup.net et qu'il est possible de demander un soutien financier via la cagnotte hébergée par le collectif Désarmons-les ! en écrivant ici : solidarite-soline@riseup.net*

Vos dons peuvent soutenir les combats des soulèvements
Les dons récoltés servent à faire face à la répression, au soutien logistique des luttes, à l'organisation de saisons des Soulèvements.
À la hauteur de vos moyens, chaque don nous permettra de poursuivre de manière toujours plus forte et joyeuse !

https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/a-celles-et-ceux-qui-ont-marche-a-sainte-soline

Quelle place pour le black bloc dans les luttes écolos ?

Les écolos demeurent partagés sur la tactique du black bloc. Mais avec l'urgence d'agir efficacement, c'est son intérêt stratégique qui fait désormais débat, plutôt qu'un simple refus de principe.
« Le black bloc n'est pas une fin en soi. Il est parfois juste une étape. Certains d'entre nous oscillent d'une méthodologie à une autre. Dans la lutte écolo comme ailleurs, tout se complète. » À 34 ans, Salomon [*] est un militant aguerri. Présent à Notre-Dame-des-Landes comme à Sainte-Soline, sa participation au black bloc est corrélée aux éventuels besoins de la situation. *« Je n'ai aucun problème à militer le reste du temps avec des personnes qui ne veulent pas se mettre en danger*, dit-il. *Tout le monde ne peut pas mettre son intégrité en jeu. Et chacun peut avoir un rôle dans la lutte. »*
Ni entité homogène ni groupe structuré, le black bloc est une tactique collective de manifestation qui consiste à s'habiller tout de noir. Elle est née dans le milieu du squat en Allemagne de l'Ouest au début des années 1980. Les participants à un black bloc peuvent défiler calmement ou, forts de leur nombre et de leur anonymat, viser des cibles stratégiques et les symboles du capitalisme (banques, assurances, publicités et autres multinationales…). Et faire face à la police. Une intervention réfléchie et politique, loin du cliché véhiculé par le vocable policier de *« casseur »*.

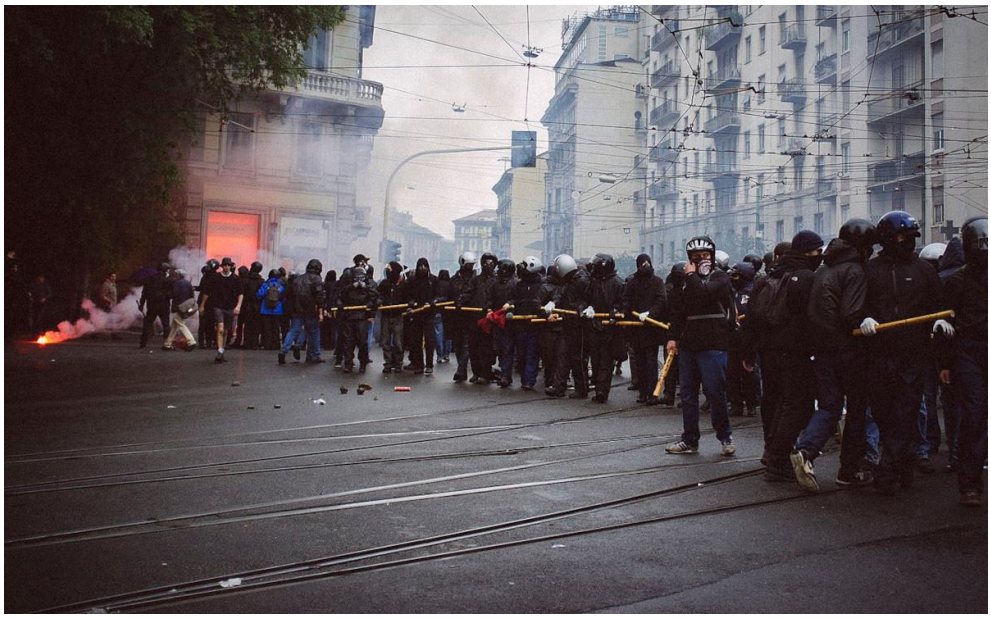
La présence d'un bloc lors de combats écologistes ne date pas d'hier. Professeur de sciences politiques à l'université du Québec à Montréal et auteur de l'ouvrage *Les black blocs. La liberté et l'égalité se manifestent* (Lux), Francis Dupuis-Déri rappelle que la tactique a été utilisée dès les années 1980 « *lors de manifestations contre le nucléaire militaire et civil, un enjeu extrêmement sensible à l'époque »*.
On l'a également vue en Italie dans les années 1990, lors des mobilisations rurales du mouvement No TAV contre la ligne TGV Lyon-Turin. *« Des foules scandaient alors :* "Nous sommes tous des black blocs !" *»*, raconte le chercheur. Pour Salomon comme pour d'autres, la présence d'un black bloc sur la zad de Notre-Dame-des-Landes a permis de limiter le nombre d'expulsions, tout comme les manifestations violentes à Nantes liées au combat contre ce projet d'aéroport dans les années 2010 ont su imposer aux pouvoirs publics *« de mettre un peu d'eau dans leur vin »*.

Un immense black bloc s'est constitué contre le sommet du G20 à Hambourg (Allemagne) en 2017. *CC BY 2.0 / Montecruz Foto / Flickr via Wikimedia Commons*

Contre le « dogme de la non-violence »

« Les grosses associations liées au mouvement écolo ont réussi à instaurer le dogme de la non-violence, estime Gwinver [*], militant participant occasionnellement à des black blocs. *Beaucoup de gens se sont laissés séduire par cette idée, mais ça ne mène à rien ».*

Le jeune homme évoque la révolte à coups de pierres des opposants à la centrale nucléaire de Plogoff à la fin des années 1970, et le sabotage surprise de la cimenterie Lafarge par des militants en combinaison blanche en décembre 2022. Des tactiques différentes, mais symboliquement puissantes et efficaces dans le sens où elles ont réussi à faire renoncer l'État ou obstruer une activité jugée nocive. Et qui viennent poser à nouveau un débat incontournable : où met-on le curseur de la violence ?



Née en Allemagne de l'Ouest, la tactique du black bloc s'est rapidement répandue dans le monde, comme ici en Italie en 2015. *CC BY 2.0 / FEDRA Studio / Wikimedia Commons*

Pour Francis Dupuis-Déri, le black bloc – qui n'a jamais tué personne, rappelle-t-il – *« n'est qu'un usage de la force de très basse intensité : quelques lancers de bouteilles et cailloux, exceptionnellement un cocktail Molotov, jamais*

d'armes à feu. Sur l'échelle historique de la violence politique en France, y compris celle de sa police, on peut parler de microviolence ».
Pour autant, reconnaître les limites de la tactique du black bloc se fait au sein même de celles et ceux qui le pratiquent. Gwinver l'assume : *« Le bloc à Sainte-Soline était un échec. Être habillés en noir au milieu d'un champ n'est pas efficace. On ne peut pas toujours appliquer la même stratégie qu'en ville. Il faut savoir réinventer les luttes. »*
Le jeune homme pense que les combats écolos vont à l'avenir pencher encore plus vers des oppositions localisées, contre des projets précis, comme le démontrent aujourd'hui les actions des Soulèvements de la Terre notamment, qui arrivent à fédérer des associations historiques aux élus de gauche, des militants radicaux aux primo-manifestants. *« Si on tend à ça, à ces actions défensives en opposition à des projets destructeurs, alors le black bloc ne peut pas être efficace* », croit Gwinver.

La non-violence, un « souci d'efficacité » ?
Pour Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France, le sabotage ciblé de matériel, oui, le black bloc, non. En partie justement parce que son attrait médiatique *« tend à absorber toutes les autres pratiques »* et à les rendre caduques. Lorsque le black bloc entre en jeu, les actions prévues s'en trouvent ainsi annihilées, estime-t-il.
« Le gouvernement s'empare tout de suite de ces images pour en remettre une couche sur les "écoterroristes". *»*
Avoir opté pour la stratégie non-violente n'est pas un choix dogmatique de Greenpeace, explique-t-il, mais bien *« un souci d'efficacité. Pour l'emporter, il faut être les plus nombreux, et pour rallier le plus grand nombre, seule la non-violence est efficace ».*

Pour certains militants, la présence de black blocs dans les manifestations nantaises, comme ici en avril 2019, a contribué à faire basculer le rapport de force avec les pouvoirs publics, y compris sur les questions environnementales. © *Pierre-Olivier Chaput / Reporterre*

Gwinver, lui, comme un certain nombre de militants et d'observateurs de manifestations, observe des glissements : *« Quelque chose bouge. Il y a une dynamique intéressante. Des gens pacifistes acceptent de côtoyer des plus radicaux. Il y a encore quelques années, c'était impensable, dans certains mouvements écolos, d'accepter des actes radicaux. »*
Un constat partagé par Vincent Gay, membre du bureau d'Attac, qui constate que la non-violence *« érigée comme un totem indépassable plutôt que comme objet de discussion »* est au final une impasse. Et que les pratiques de contestation radicales commencent à montrer, pour une partie des militants du moins, leur capacité à travailler avec d'autres. *« C'est parfois mal vu dans les milieux radicaux* », soutient le co-auteur de *Pour la justice climatique. Stratégies en mouvement* (Les Liens qui libèrent).
« *Mais*, poursuit-il, *savoir s'allier aux associations, aux syndicats, est efficace. Et puis ça pousse les acteurs plus institutionnels – dont Attac fait partie – à aller plus loin, à se questionner sur la répression d'État, et même sur leur*

propre efficacité ». « Il n'y a pas d'opposition à avoir, complète Salomon. *Notre objectif est le même à tous. Nous on ne prône pas la violence. Personne ne prend plaisir à risquer une grenade explosive. »*
Ce *« cadre intellectuel plus varié et ouvert qui favorise de possibles rapprochements »* comme le résume Vincent Gay, n'empêche pas que perdurent de nombreuses divergences. Et nécessiterait un dialogue pas toujours simple, notamment avec des militants éparpillés qui, pour certains, ne souhaitent pas de liens directs avec des associations plus institutionnelles.
La force du black bloc, son côté radical autant qu'éphémère, serait-elle aussi sa faiblesse ? *« Cette tactique n'a en tout cas pas à prendre une place plutôt qu'une autre*, insiste Salomon. *L'éternel débat de la diversité des tactiques devrait déjà être dépassé si nous voulons être à la hauteur des enjeux. »*

La « manif'action » telle que pratiquée dans la lutte contre les mégabassines mélange cortège de manifestants et actions de sabotage. © *Yoan Jäger / Reporterre*

« Les pratiques offensives sont parfois utiles mais ne peuvent être érigées en stratégie permanente, abonde Vincent Gay. *Ni nos pratiques ni notre puissance ne nous permettent d'engager un combat* "violent" *face à l'État. »* Ainsi le recours à la tactique du black bloc ne pourrait être qu'à l'appréciation de celles et ceux qui le créent, à un moment opportun ou nécessaire et en prenant en considération tous les risques, dans les luttes écologistes comme ailleurs.
Francis Dupuis-Déri invite, lui, à (re)lire le livre d'Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline* (La Fabrique). *« L'auteur explique très bien le problème avec la conception dogmatique et simpliste de la non-violence, présentement majoritaire dans les réseaux écologistes »*, dit-il. Le chercheur rappelle par ailleurs que *« tous les mouvements sociaux d'importance ont connu une aile plus radicale et pratiquant la perturbation ou ayant recours à la force ».*

Les fins et les moyens
Mais pour Jean-François Julliard, il convient de ne pas négliger un autre enjeu : à l'instar de l'intellectuelle et anarchiste russe Emma Goldman, il insiste sur le fait que *« la manière avec laquelle on mène ces luttes préfigure la société que l'on souhaite construire demain ».*
Un avis partiellement partagé par le philosophe libertaire Peter Gelderloos dans l'introduction de son livre au titre affirmatif *Comment la non-violence protège l'État* (Libre) : *« Nous pensons que les tactiques doivent être choisies en fonction des situations particulières et non pas d'un code moral universel immuable. Nous pensons que les moyens expriment des fins, et nous ne voulons pas que nos actions perpétuent une dictature ou une forme de société qui ne respecte pas le vivant et la liberté ».*

Le grand retour du sabotage

Notes

[*] Le prénom a été modifié à sa demande.

Elsa GAMBIN, 29 avril 2023 (Reporterre)

Humour de Siné mensuel

« Faire planer la possibilité du sabotage est une force »

Avec son Histoire du sabotage en deux tomes (éd. Libre), Victor Cachard réinscrit les luttes sociales dans leur histoire longue et participe d'une indispensable réactualisation de l'action directe. Entretien.

Cet article est publié dans le cadre de notre partenariat avec CQFD.

Des canalisations sont attaquées à la disqueuse, la CGT Énergie coupe le jus à des élus soutenant la réforme des retraites, des antennes 5G crament un peu partout, 200 activistes équipés de pinces-monseigneurs font le ménage dans une cimenterie Lafarge et des mégabassines sont lacérées à coups de cutter. Autant d'actions constituant de bonnes raisons d'aborder l'histoire du sabotage avec Victor Cachard, auteur de plusieurs ouvrages récents sur le sujet. Un entretien mené en terrasse d'un café lyonnais au nom bien à propos : le Court-circuit.

***CQFD* : Dans les cortèges contre la réforme des retraites, la foule scande souvent le triptyque « Grève, blocage, sabotage ». Longtemps mise de côté, la pratique du sabotage comme outil de lutte retrouve-t-elle du souffle ?**
Oui, et c'est tant mieux, mais le terme de sabotage fait encore peur. Il a pris une connotation guerrière avec la résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans la mémoire collective, il est associé au dynamitage des voies de chemin de fer, ou à l'idée d'attaque discrète, de coup dans le dos, un peu lâche…
Pourtant, le sabotage occupe une place importante dans l'histoire des luttes et il a été massivement utilisé par les travailleurs dès la fin du 19e siècle. On le sait peu, mais à la fin de son troisième congrès en 1897, la CGT l'a adopté officiellement comme tactique syndicale sous l'impulsion des anarchistes. Ce mode d'action, tout comme la grève générale, est aux fondements de la lutte syndicale !

Victor Cachard, *Histoire du sabotage* : tome 1 « Des traîne-savate aux briseurs de machines, Éditions Libre, 2022 ; tome 2 « Neutraliser le système techno-industriel », même éditeur, à paraître.

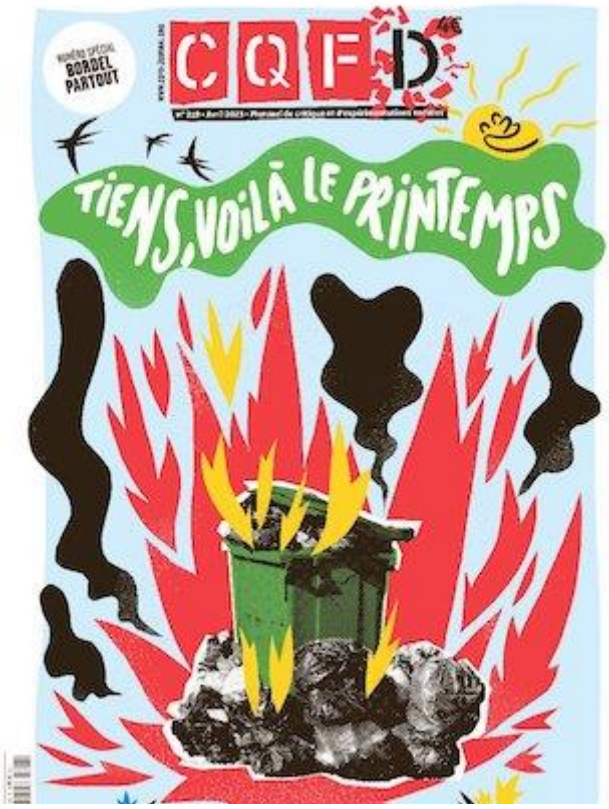
Émile Pouget, révolutionnaire dont vous avez publié une anthologie [1], dit que le sabotage est vieux comme l'exploitation des travailleurs…
Il a été pratiqué bien avant d'être théorisé comme tactique de lutte. De tout temps, les exploités ont pu, de façon isolée, ralentir la cadence face à des exigences insupportables, ou produire volontairement et discrètement un mauvais travail. Contrairement à ce que l'on croit, le sabotage ne renvoie pas à la chaussure en bois (sabot) qui serait jetée dans la machine. C'est le nom donné au 13e siècle à une petite toupie en bois qui, quand elle tourne, donne l'impression d'être immobile. Comme le travailleur qui fait semblant de faire du bon ouvrage. « À mauvaise paie, mauvais travail », disaient les Anglais. Le sabotage est d'abord une attitude défensive, directement liée au travail. C'est finalement sous l'impulsion des syndicalistes révolutionnaires français que le terme gagne son caractère offensif.

En militant pour populariser le terme et la pratique, les syndicalistes révolutionnaires de la fin du 19e et au début du 20e siècle insufflent de nouvelles dynamiques dans les mouvements de grève et de résistance. Pour quels résultats ?
Au début du 20e siècle, c'est un moyen efficace pour tenir tête à l'exploitation. Les bureaux de placement, ancêtres des agences d'intérim, sont massivement sabotés jusqu'à l'établissement de leur gratuité pour les travailleurs. En 1909, pendant la grande grève des PTT, on coupe les fils télégraphiques à travers tout le pays, on brûle des boîtes aux lettres, etc. Des actes qui donnent une puissance folle au mouvement.
Durant les grandes grèves de cette époque, on parle de milliers d'actes de sabotage sur le territoire national. C'est un outil décisif qui vient renforcer les luttes des travailleurs. Pour Pouget, une grève n'est efficace que si l'outil de travail est saboté au préalable pour le rendre inopérant. On peut faire le parallèle avec les menaces de réquisitions dans les raffineries ces dernières semaines : si l'usine est mise en panne, il devient impossible de casser la dynamique de la grève.

Au début du 20e siècle, le sabotage est aussi revendiqué dans des boulangeries, des cafés, des postes…
Les anarchistes diffusaient des modes d'emploi sous forme de brochures. Mais tous les travailleurs savent comment saboter leur outil de travail, et chacun est toujours le plus à même de décider de la façon de procéder sans se faire prendre. Les boulangers faisaient monter les pétrins ou la température des fours jusqu'à les rendre inutilisables, avant de présenter ça comme un accident. Autres cas de figure : le barman qui trébuche et fait tomber toute la vaisselle ; le coiffeur qui dans des tracts menace de manquer le coup de ciseau et d'écorcher une oreille si on le force à travailler trop tard ; les machines astucieusement mastiquées par les demoiselles des télégraphes, à la barbe des patrons qui ne trouveront jamais l'origine des pannes… L'idée est d'obtenir un maximum d'effets en prenant un minimum de risques. C'est presque un art !

Prenons l'exemple de l'action collective qui a récemment ciblé une usine de Lafarge près de Marseille [2] : est-on encore dans la même logique ?
Depuis les années 1970, le sabotage est sorti du monde du travail pour devenir davantage anti-technologique et moins précis. Les écolos qui investissent une usine n'en connaissent pas les rouages, alors ils vont tout casser pour la rendre inopérante. C'est moins subtil : on ne cherche plus à cacher la panne, à ruser. Pour arrêter le chantier d'une station de ski dans le Colorado, le mouvement Earth Liberation First l'avait complètement brûlée. On est loin de l'idée du petit grain de sable qui bloque tout.

Actuellement, le mouvement des Soulèvements de la Terre préfère le terme de « désarmement » à celui de « sabotage »…



Cet entretien a initialement été publié dans le dernier numéro du mensuel CQFD.

Refuser d'employer le terme de sabotage parce qu'il serait trop violent ou stigmatisant, c'est se tromper sur son origine et son histoire. Je ne suis pas complètement contre le terme de « désarmement », qui est malin, mais je crois qu'il ne faut pas enlever la conflictualité des luttes, et réassumer une part de violence. Il faut parfois sortir de l'aspect défensif pour dire « on s'attaque à une entreprise ».
C'est une bataille de légitimité. En poussant le curseur plus loin, on permet de légitimer des actions plus offensives. À l'inverse, plus on laisse l'État élargir la définition de la violence, plus on se condamne à être inefficaces : un acte non violent sera surveillé et réprimé, car il sera accusé d'être violent. D'où l'importance de protéger ces termes en se les appropriant. Et ce n'est pas courir le risque de renforcer les moyens de surveillance de l'État, car ils adviennent quoi qu'il arrive.

Quelques jours avant le grand rassemblement contre les mégabassines dans les Deux-Sèvres , le collectif Jadot (pour Jardinières amatrices de débâchage et d'obstruction de tuyaux) [3] en a débâché une autre, en Charente. Dans un communiqué, le groupe prévient qu'elles seront en permanence sous la menace d'une attaque…

Le sabotage est le dernier recours pour résister à un modèle imposé, l'arme du faible dans un combat asymétrique. Mais c'est aussi une force immense. La police, les patrons ou la FNSEA ne peuvent pas faire grand-chose face aux petits groupes qui agissent dans l'ombre, en vitesse et efficacement. Et ça leur fait peur. Ce n'est pas anodin que les services de renseignement aient créé des services spécialisés, comme Oracle, consacré à la protection des antennes 5G.

Propos recueillis par Robin Bouctot pour le mensuel *CQFD* (Basta !), 4 mai 2023
Photo : ©Anne Paq

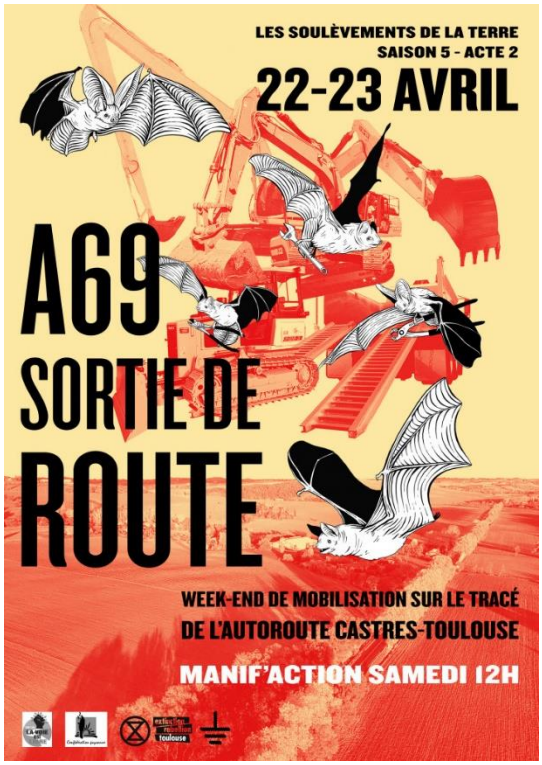
Notes

[1] *Émile Pouget et la révolution par le sabotage*, Éditions Libre, 2022.
[2] Le 10 décembre 2022, une bonne centaine d'activistes envahit le site de la cimenterie Lafarge à Bouc-Bel-Air (Bouches-du-Rhône) pour dénoncer les dégâts de cette industrie sur la santé et sur l'environnement. Ils se sont attaqués au matériel de l'usine avec des haches et des masses, et ont mis le feu à des engins de chantier.
[3] Le 22 mars 2023, le collectif – dont l'acronyme est inspiré du peu inspirant eurodéputé EELV – a revendiqué « le désarmement » de la bassine située aux Gours, en Charente.

Projet d'autoroute A69, l'emblème d'une fuite en avant : mobilisation les 22 et 23 avril

Grand projet inutile

Le projet d'autoroute A69 entre Toulouse et Castres menace d'artificialiser 400 hectares, alors qu'un projet alternatif d'aménagement routier existe. Plusieurs organisations dont les Soulèvements de la Terre appellent à manifester les 22 et 23 avril.



L'affiche de la mobilisation contre le projet d'autoroute A69, les 22 et 23 avril.

C'est un projet vieux de 40 ans qui *« condamnerait 400 hectares de terres agricoles, de zones humides, de forêts et autres formes de vie »*. Ce tronçon d'autoroute avec péage relierait Toulouse (Haute-Garonne) *via* la commune de Verfeil à Castres (Tarn) par un tracé de 53 kilomètres (hors rocade toulousaine). Plusieurs organisations – les Soulèvements de la Terre et le collectif La voie est libre, soutenus par Extinction Rébellion Toulouse et la Confédération paysanne – appellent à deux journées de manifestation contre le projet les 22 et 23 avril prochain, dès 12 h, sur le tracé de la future autoroute à 2x2 voies.

Face à ce projet de 468 millions d'euros, financé à hauteur de 23 millions d'euros par l'État et confié au concessionnaire NGE-Atosca, le collectif RN126 milite *« depuis plus de 10 ans »* pour l'aménagement de la nationale 126, alternative gratuite et préexistante au projet d'autoroute à péage de l'A69 estimé à *« 20 euros aller-retour »*.

L'idée de créer une autoroute parallèle à une nationale existante, pour moins de 8 000 véhicules/jour, rappelle le projet de l'A45 entre Lyon et Saint-Étienne qui a finalement été enterré.

Un désastre environnemental pour un gain de temps dérisoire

Le collectif La voie est libre parle d'un « projet inutile » et dénonce les *« arguments fallacieux »* des porteurs de projet. Le *« gain de temps »* serait *« trompeusement surévalué (35 minutes), en contradiction avec tous les simulateurs d'itinéraires (12 à 15 minutes) »*. Avec 75 kilomètres reliant Toulouse et Castres, l'A69 a pour objectif de connecter la commune de Verfeil (Tarn-et-Garonne) – dont la mairie est opposée au projet – à celle de

Castres, sur 53 kilomètres d'autoroute. Les autorités parlent d'un projet destiné à *« désenclaver et favoriser l'attractivité économique du sud du Tarn »*.

11 avril 2023 par Maÿlis DUDOUET (Basta !)

Utilité publique : « On fonctionne avec un logiciel très vieux qui dit que tous les grands projets sont bons »

Des chercheurs, scientifiques, députés, sénateurs ou élus européens se sont prononcés en défaveur du projet dans une tribune intitulée « A69, l'emblème d'une fuite en avant ». Plus de 130 agriculteurs locaux menacés par le projet ont également rejoint la lutte pour stopper l'A69 et défendre leurs terres.
Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a pour sa part évoqué le 5 avril le projet en commission de loi, parmi *« 42 projets contestés sur le territoire »*, et dit redouter *« des volontés d'installer des ZAD »*.
Malgré les recours juridiques, rassemblements festifs et occupations, la mise en service de l'A69 est prévue au second semestre 2025. Des actions menées depuis plusieurs semaines ralentissent le début des travaux. *« Les 22 avril et 23 avril, soyons des milliers à nous rassembler pour le grand pot de départ du concessionnaire, lors d'une manifestation déterminée et déterminante »* écrivent les organisateurs. *« Divers événements seront organisés pendant le week-end : manifs, discussions, concerts et spectacles, repas, le tout en présence de nombreux·ses invité·es ! »*

photo de une : La Grande Marche contre l'A69 qui s'est déroulée du 21 au 24 octobre 2022 - 60 km sur le tracé du projet d'autoroute. © La Voie est libre

A69 : les raisons de la colère contre l'autoroute Toulouse-Castres

Une grande mobilisation est prévue les 22 et 23 avril contre l'autoroute Toulouse-Castres. Péage hors de prix, terres agricoles englouties... Le point sur les méfaits de l'A69.

Les travaux ont commencé, mais les militants ne sont pas démobilisés. Samedi 22 avril, des milliers de personnes sont attendues pour une manifestation contre la future autoroute A69 entre Toulouse et Castres – dans les cartons depuis 1994. La mobilisation est organisée par le collectif d'opposants La Voie est libre, avec Extinction Rébellion et la Confédération paysanne. Les Soulèvements de la Terre ont également appelé au rassemblement.
Marches, manifestations, pétitions, recours en justice... Les opposants historiques ont multiplié les actions pour s'opposer à ce long ruban de béton. Récemment, ils ont été rejoints par les militants d'Exctinction Rebellion qui ont tagué les locaux du concessionnaire et occupé une maison expropriée par les travaux. D'autres collectifs anonymes ont, notamment, saboté une pelleteuse.
Destruction d'arbres centenaires, engloutissement de terres agricoles... *Reporterre* fait le point sur les méfaits de l'A69.

Un gain de temps estimé entre 15 et 35 minutes
Pourquoi ce projet est-il classé priorité nationale et déclaré d'utilité publique ? Car Castres est la seule agglomération de plus de 100 000 habitants à ne pas être reliée à sa capitale régionale par une voie rapide, répètent à l'envi les adeptes du projet. À l'époque où elle était ministre des Transports, Élisabeth Borne déclarait : *« Ce projet illustre très bien la situation de certains territoires qui sont en difficulté parce qu'ils n'ont pas une bonne desserte routière. Et on le sait bien, si les entreprises ne sont pas reliées à la métropole, elles quitteront le territoire où elles sont installées. »*
La nouvelle autoroute promet de faire gagner trente-cinq minutes de trajet entre Toulouse et Castres, selon l'enquête publique. Un chiffre contesté par les opposants, et notamment le collectif La voie est libre, qui évoquent plutôt un gain de quinze minutes – tout comme France Bleu.

Deux enfants jouent à proximité du terrain de foot proche de l'endroit où l'autoroute A69 passera. © *Alain Pitton / Reporterre*

À la place d'une nouvelle route, le collectif plaide pour un réaménagement de l'actuelle RN126, bien loin d'être saturée, avec en moyenne 8 000 usagers par jour. Ce projet alternatif, qui a fait l'objet d'une pré-étude lancée à l'initiative d'une quinzaine de collectivités territoriales, proposerait notamment 15 points d'accès contre seulement 3 avec la future A69. *« Cela nous éviterait également de couper certains villages en deux, ce qui serait socialement désastreux pour les gens qui y vivent »*, assure Geoffrey Tarroux, de La voie est libre.

L'autoroute des riches

Pour emprunter l'A69, il faudra payer 8,37 euros l'aller. Un tarif jugé trop élevé par les commissaires enquêteurs. Au total, cette autoroute pourrait coûter 530 millions d'euros. Le concessionnaire va percevoir 23 millions d'euros de subventions publiques. *« On ne sait pas où il va trouver le reste des financements »*, s'interroge Geoffrey Tarroux.

Des militants écologistes avaient établi un campement de tentes près de la nationale 126, à l'entrée de Vendine, pour s'opposer à l'A69. Ils l'ont démonté le 21 avril. © *AFP / Valentine Chapuis*

Grignotage des terres agricoles

« La superficie totale de l'emprise définitive représente 420 hectares, dont 316 hectares de surfaces agricoles », écrit la préfecture du Tarn. Soit l'équivalent de plus de 570 terrains de foot. Dans un communiqué de presse, le concessionnaire rétorque que *« seulement 100 hectares d'enrobés seront mis en œuvre pour réaliser les chaussées de l'A69. La différence (soit 200 hectares) constituera des dépendances vertes »*. *« Les grenouilles vont sûrement être bien installées entre ces routes ! »* s'exclame Geoffrey Tarroux. *« De plus, nous savons que les autoroutes sont bien souvent des facteurs aggravant le bétonnage des terres car à chaque nouvelle sortie, on installe une zone commerciale. C'est un élément déclencheur de notre société d'ultraconsommation. »*

Les militants ne sont pas les seuls à s'opposer : en 2022, le Conseil national de protection de la nature (CNPN) déclarait que la construction de l'autoroute Toulouse-Castres ne présentait pas *« d'intérêt public majeur »*. La même année, l'Autorité environnementale pointait, dans un rapport sévère, des lacunes conséquentes concernant *« les impacts sanitaires, les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. L'analyse des variantes ne considère que le mode routier sans exploration suffisante de solutions de substitution raisonnables moins carbonées et moins consommatrices d'espace »*.

Des arbres abattus

« 13 hectares de zones boisées sont voués à l'abattage, dont ce bel alignement de Vendine qui est remarquable », indiquait à *Reporterre* Thomas Brail en mars, rappelant au passage que les arbres centenaires jouent un rôle important dans la séquestration du carbone. Ce militant écologiste et fondateur du Groupe national de surveillance des arbres (GNSA), s'était suspendu à un arbre le 21 mars pour empêcher son abattage et celui d'une trentaine d'autres congénères.

Pour stopper l'autoroute Toulouse-Castres, l'activiste Thomas Brail se suspend à des platanes centenaires à Vendine. © *AFP / Valentine Chapuis*

« 200 arbres d'alignement, dont de grands platanes patrimoniaux, seront bel et bien coupés, mais nous en replanterons le double », a rétorqué Martial Gerlinger, directeur général du concessionnaire Atosca, au *Parisien*. On doute que cela convainque les militants qui vont converger les 22 et 23 avril pour la manifestation *« Sortie de route »*. Au programme : une marche mais aussi des concerts, la création d'un jardin maraîcher et une assemblée des luttes.

Laury-Anne CHOLEZ
22 avril 2023 (Reporterre)

Course de bolides contre l'A69

Le 22 avril 2023, 8 200 personnes ont manifesté pacifiquement pour s'opposer au projet d'autoroute A69 entre Toulouse et Castres. Musique, discours, construction d'un mur, installation d'une parcelle maraîchère, étaient au rendez-vous. 400 hectares de terres agricoles sont menacés d'artificialisation par le projet.
Une course de bolides a réuni des pilotes chevronné·es… sous une pluie de peaux de bananes !

◆ *Contact :* **La voie est libre,**
collectiflavoieestlibre@gmail.com, www.lvel.fr

Toulouse-Castres : une course de caisses à savon contre l'A69

Une grande marche, des discours, et même une course de bolides. Le 22 avril, près de Toulouse, 8 200 personnes ont manifesté contre l'A69, un projet d'autoroute destructeur de terres et antisocial.
Saix (Tarn), reportage

Une fourmilière humaine vient d'envahir le macadam de la route N126. Au milieu de la foule, une dizaine d'opposants tout de noir vêtus bâtissent un mur de parpaings – barrage symbolique au destructeur chantier de l'autoroute A69. Le poing dressé vers le ciel, une femme encagoulée au regard pétillant s'écrie : *« L'A69 ne passera pas ! »*
Le 22 avril, 8 200 manifestants – 4 500 selon la police – étaient réunis dans la bourgade de Saix, aux portes de Castres, pour une grande marche de 12 kilomètres... mais aussi pour une course de bolides artisanaux, des prises de parole de l'économiste Geneviève Azam ou du climatologue Christophe Cassou. Le week-end organisé par la Confédération paysanne, Les Soulèvements de la Terre, Extinction Rebellion et le collectif local La Voie est libre, était consacré à la lutte contre cette coulée de bitume de 54 kilomètres devant relier Toulouse à la sous-préfecture du Tarn. *« Ce projet est écocide. Jamais on ne laissera sortir de terre »*, promet Léo, un des manifestants.

Seulement, le temps presse. Des platanes centenaires, où voltigeaient les mésanges et nichaient les choucas, ont déjà été abattus. Dans certains champs, les pelleteuses ont creusé de profondes tranchées, prémices du grand chantier à venir. *« Pour nous, paysans, c'est terrible et douloureux*, a déclaré la secrétaire nationale de la Confédération paysanne, quelques instants avant le départ du pèlerinage, sur un tronçon de l'actuelle route N126. *Déverser ce ruban de goudron, c'est détruire 400 hectares de terres nourricières et briser des vies. »*
Une centaine d'agriculteurs devrait être affectée par la perte directe de terres. Bruno Cabrol, 43 ans, est l'un d'eux. Des années durant, il a été un *« petit soldat de l'agriculture intensive »*, jusqu'au jour où il a *« compris qu'il fallait s'évader de cette spirale »* : *« J'ai planté quelques piquets, sorti mes vaches et les ai laissé brouter paisiblement. »*
Une démarche écologiste pour cet enfant du pays, aux mains crevassées.

Un mur de parpaings de 5 m² a bloqué les deux voies de la circulation. © *Alain Pitton / Reporterre*

Pour dénoncer l'aspect antisocial du projet, les manifestants ont fabriqué des « bolides artisanaux ». © *Alain Pitton / Reporterre*

Sur l'une de ses parcelles, le concessionnaire compte aujourd'hui creuser à huit mètres de profondeur pour couler l'autoroute. Rien de tel pour assécher les nappes phréatiques et empêcher l'écoulement de l'eau. *« Sans parler des arbres qu'ils détruisent. En l'absence de végétation, il ne pleut plus, les sols s'assèchent et les plantes ne fécondent plus*, poursuit-il. *Ce sont eux qui font des entailles irrémédiables à la nature, et moi que l'on traite d'écoterroriste. »*

Marie-Françoise Itier pensait, elle aussi, devoir céder son chez-soi au concessionnaire. Dans les années 1980, elle a choisi de construire sa demeure dans un petit coin de paradis, où chantent les oiseaux du soir au matin. Des loutres coulent une vie paisible dans le ruisseau en contrebas. *« Il y a quinze ans, en découvrant le tracé, j'ai compris que j'allais être expropriée. Un pont devait remplacer ma maison. »*

8 200 manifestants étaient réunis dans la bourgade de Saix, aux portes de Castres, pour une grande marche de 12 kilomètres. © *Alain Pitton / Reporterre*

Seulement, jamais aucun représentant du concessionnaire n'est venu toquer à sa porte. Étonnée, elle interrogea les inspecteurs qui lui apprirent que l'autoroute ne détruirait pas sa maison : *« Elle passera juste à 63 mètres*, ironise-t-elle, amère. *Je n'aurai ni mur antibruit, ni compensation. Je suis condamnée à subir les nuisances sonores, visuelles, psychologiques et la pollution de l'air. Je suis coincée… »*

Hérésie écologique et sociale

En 2019, alors ministre des Transports, Élisabeth Borne avait déclaré ce chantier comme *« une priorité nationale »*. Pourtant, à l'automne 2022, deux publications officielles ont constaté son inutilité et sa dangerosité : l'avis négatif du Conseil national de protection de la nature (CNPN) d'abord, puis celui de l'Autorité environnementale. Aux détracteurs, le concessionnaire rétorque, quant à lui, que la création des chaussées de l'A69 ne grignotera que 100 hectares de terres. *« C'est faux*, dit Geoffrey, du collectif local La Voie est libre. *L'autoroute est la première pierre d'une spirale d'artificialisation. Demain, ils créeront des centres commerciaux et des McDonald's à chaque sortie d'autoroute, détruisant encore et encore des terres agricoles, des corridors écologiques et des zones naturelles. »*
À en croire l'enquête publique, datée de juillet 2020, le futur tronçon offrirait un gain de temps de trente-cinq minutes pour rallier la Ville rose à Castres. Un chiffre contesté par les riverains : *« Je mets à peine plus de trois quarts d'heure pour parcourir l'itinéraire*, assure Didier. *Autrement dit, avec l'autoroute, je bouclerais ça en dix minutes ? J'ose espérer qu'ils ne mettront pas de radars dans ce cas. »*

Une chose est sûre : pour s'accorder le privilège de fouler ce futur ruban de bitume, il faudra débourser pas moins de 8,37 euros pour un aller simple. En comparaison, le tronçon entre Toulouse et Albi coûte seulement 1,60 euro, pour une distance similaire. Pour dénoncer l'aspect antisocial du projet, les manifestants ont fabriqué des *« bolides artisanaux »*. Balayés par le vent d'autan, *« l'Amish car »*, *« le pied au plancher »* et autres voiturettes en carton se sont élancés sur le macadam de la 2x2 voies. *« La Greenmobile est sacrée grande gagnante de la course*, s'écrie finalement Alice, des Soulèvements de la Terre, dans le mégaphone. *Elle reçoit ainsi l'honneur de faire une halte au péage pour signer un chèque à Pierre Fabre. »* Décédé en 2013, l'ancien président richissime de laboratoires pharmaceutiques, Pierre Fabre est l'initiateur de ce projet. Il voulait relier les centres de production de sa société à la métropole de Toulouse.

Autoroute écocidaire et mégabassines : la convergence des luttes locales était de mise ce weekend. © *Alain Pitton / Reporterre*

Le traumatisme de Sainte-Soline

« Il fallait que je sois là, aujourd'hui, dans ce territoire où Serge a passé une partie de sa vie et où [le militant antibarrage de Sivens] Rémi Fraisse a perdu la sienne », glisse Julien Le Guet entre deux chants anticapitalistes. Victime d'un tir de grenade à Sainte-Soline, Serge, accompagnateur en montagne toulousain est toujours entre la vie et la mort. Pour le porte-parole du collectif Bassines non merci, la convergence des luttes locales est vitale : *« L'État et les entreprises privées ont des stratégies parfaitement rodées. Seules, les populations locales ne peuvent pas faire capoter ces projets délétères et écocides. »*

« Chuchotez, s'il vous plaît », murmure-t-il à ses camarades, le doigt pointé vers un étang paisible. Le matin même, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) a alerté les organisateurs de la présence de hérons cendrés, en pleine période de nidification. *« Évidemment, on ne veut pas détruire par le bruit ce qu'on est venu défendre. Se déplacer, venir voir ce pour quoi on se bat, se reconnecter à la terre… C'est là aussi tout l'intérêt de la convergence des luttes. »*

« On ne dissout pas la terre qui se soulève. No macadam. » © *Alain Pitton / Reporterre*

Le 25 mars, les affrontements de Sainte-Soline s'étaient soldés par 47 blessés du côté des gendarmes et 200 du côté des manifestants. Les séquelles psychologiques

de cette répression, où 4 000 grenades furent lancées, sont palpables : *« Désormais, on sait précisément à quel monstre on a à faire*, poursuit Julien Le Guet. *Nos corps mutilés ont bien retenu la leçon. Gérald Darmanin cherchait à nous terroriser, pour qu'on se terre chez nous. C'est exactement l'inverse qui est en train de se produire. »*
Un peu plus loin, une carte plastifiée dans le creux de la main et les bottes déjà couvertes de boue, Bernard coupe à travers champ, d'un pas pressé. *« Je n'ai pas aperçu un seul bleu depuis le début de la marche… Contrat respecté ! »*, se félicite l'homme de 68 ans. Militant du collectif La Voie est libre, il est chargé des relations avec les forces de l'ordre. *« Pour son image, l'État ne pouvait pas réitérer le carnage du 25 mars*, ajoute-t-il, les lunettes embuées. *Et Les Soulèvements de la Terre ont été les premiers à plaider pour un rassemblement sans violence. Le traumatisme est encore intact. »*
Le 5 avril, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin avait prédit : *« Nous aurons des volontés de manifestations extrêmement violentes contre les forces de l'ordre et contre les symboles de l'État. »* Rien de tel n'est arrivé.
De retour au campement, où trois grands chapiteaux jouxtent des centaines de petites tentes, l'ambiance est à la fête. À la lueur des guirlandes lumineuses, une chorale s'improvise aux abords du bois. Juste à côté, quatre jongleurs lancent leurs massues dans le ciel obscur. Des enfants s'amusent sur une calèche de fortune, dont les roues font murmurer le tapis de feuilles mortes. Une cantine en lutte, placée sous un chapiteau, propose des repas végétariens à prix libre.

La mobilisation dure tout le weekend. Au programme du dimanche : la création de jardins. © *Alain Pitton / Reporterre*

Et la lutte est loin de s'éteindre. Le dimanche, *« nous reprendrons des terres et y sèmerons des graines vouées à grandir*, dit Alice, des Soulèvements de la Terre. *Des maraîchers et maraîchères locaux viendront chaque semaine cultiver ces jardins, pour entraver l'avancée du chantier. »* Même son de cloche du côté d'Extinction Rebellion : *« S'ils refusent d'arrêter le chantier, nous multiplierons les campings sauvages partout où il le faudra*, promet Paul. *Jamais nous n'abandonnerons. »*

A69 : les raisons de la colère contre l'autoroute Toulouse-Castres

Emmanuel CLÉVENOT, 23 avril 2023 (Reporterre)

Un collectif qui lutte contre la bétonisation du Grand Paris craint d'être expulsé

Camp de Zaclay

Avec la « cellule anti-Zad » voulue par Gérald Darmanin, le collectif qui lutte contre l'artificialisation de terres à Saclay face à la ligne du Grand Paris Express voit son camp de base menacé. Un rassemblement est prévu les 13 et 14 mai.

Ça bouge !

« Contestation susceptible de se radicaliser à court terme. » Voilà comment le ministère de l'Intérieur désigne le camp de Zaclay, ainsi que treize autres lieux de lutte sur une carte qui en recense 42. Ces « sites sous

surveillance » ont été recensés par l'exécutif dans l'optique de la création prochaine d'une « cellule-anti-Zad », promise par Gérald Darmanin le 1er avril dernier.

Affiche de la mobilisation des 13 et 14 mai 2023 à Zaclay

Le camp de Zaclay, monté et occupé par le collectif contre la ligne 18 du Grand Paris Express, est installé sur des terres agricoles de Saclay depuis mai 2021. Et ce, dans le but de préserver *« [c]es sols extrêmement fertiles, d'une qualité et d'un rendement exceptionnels, appelés à jouer un rôle vital dans la résilience de la métropole parisienne face aux chocs climatiques »*, souligne le collectif dans son dernier appel. Les occupant·es de Zaclay alertent : *« dans le contexte déjà très urbain de l'Île-de-France »*, l'ensemble du projet menace à moyen terme d'artificialiser *« 4 000 ha d'espaces naturels et agricoles »*.

« Une opération de communication »

La préfecture de l'Essonne a, depuis février 2022, engagé des procédures pour contraindre les occupant·es à quitter les parcelles. *« Depuis bientôt un an, les agriculteurs accueillant le campement de Zaclay font face à des intimidations de la part de la préfecture »*, décrit le communiqué du collectif. *« Depuis quelques semaines, le phénomène s'est accéléré avec la convocation des propriétaires du terrain ainsi que de plusieurs membres du collectif pour subir des interrogatoires de plusieurs heures à la gendarmerie »*.

Le collectif *« dénonce tout d'abord une opération de communication, destinée à diaboliser les luttes défendant des causes tout à fait légitimes et liées aux enjeux écologiques »* et craint surtout une expulsion début juin et des amendes de plusieurs centaines de milliers d'euros pour les agriculteur·rices qui les accueillent actuellement. *« Un tel démantèlement de Zaclay constituerait une attaque frontale, sans précédent et d'une agressivité démesurée contre la vie démocratique, alors même qu'aucune menace à l'ordre public n'est avérée »*, argumente le collectif. Il appelle à un rassemblement *« festif et déterminé »* les 13 et 14 mai *« pour défendre les terres du plateau et ancrer la lutte dans la durée »*.

Nils HOLLENSTEIN (Basta !), 18 avril 2023
Photo : Zaclay vu du ciel (mai 2022) / © Collectif Contre la Ligne 18

Rojava : La révolution oubliée

La délégation d'élus locaux partie en Fédération du Nord et de l'Est de la Syrie, à l'initiative de David Dessers (Groen), Premier Échevin à Leuven, est depuis peu revenue en Belgique.
Le but de ce voyage était de découvrir la réalité quotidienne de cette zone autonome, entre la Syrie de Bachar Al-Assad, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, l'Irak et l'Iran des théocrates islamiques, où se développe une société basée sur des principes de pluriculturalisme, d'écologie, de solidarité et d'égalité entre femmes et hommes, dans des conditions géopolitiques, économiques, humanitaires plus que difficiles. En 5 jours sur place, les visites officielles, mais surtout sur le terrain se sont succédé, afin de découvrir les nombreux projets qui émergent dans la région pour répondre aux besoins de la population.
Il est difficile, en quelques lignes, de décrire ces rencontres, ces paysages, ces visages, de dire le courage et la détermination de ces populations à construire l'alternative, à ne pas baisser les bras devant l'ampleur de la tâche, alors même qu'elles subissent des attaques de la part de l'État turc dans l'indifférence de la communauté internationale. Qu'il s'agisse des attaques par drones, du recours à des mercenaires djihadistes dans la zone occupée d'Afrin ou de la guerre de l'eau qui touche notamment, dans les régions que nous avons visitées, Qamishlo et Hassaké, tout ceci semble se dérouler dans un silence assourdissant. Et, pour être tout à fait lucides, nous avons entendu, senti, l'usure qui pouvait à terme mener au découragement.

D'autant que les relations avec les autres voisins ne sont pas beaucoup plus faciles. Il y a l'embargo par la Syrie du régime de Bachar Al-Assad, et les relations fluctuantes avec l'autorité kurde irakienne. Seule porte d'entrée vers la Fédération du Nord et de l'Est de la Syrie : le couloir humanitaire situé en Kurdistan irakien. À l'heure où nous partions, trois ambulances destinées à l'hôpital public de Qamishlo restaient bloquées au poste frontière, et ce depuis plusieurs semaines. Si le dénuement n'est pas total, si la capacité de résilience est là, si le processus de mise en place d'une autre façon de faire société est toujours sur les rails, force est de dire que les conditions ne sont pas idéales, loin de là.

Et pourtant… Pourtant il faut voir Raqqa, ville martyre, rasée à 80% durant les combats contre l'ISIS, les murs – ceux encore debout – criblés d'impacts de balles, renaître de ses décombres sous la direction des conseils de quartiers, coordonnés par un tandem mayoral – tous les organes décisionnels et consultatifs sont paritaires et dirigés par un duo femme/homme – dont la locomotive nous a paru être la co-maire. La Place de l'Enfer, d'horrifique mémoire, où Daesh exécutait à tour de bras, exposant des têtes sur des piques, rebaptisée Place du Paradis et rendue à la population. Et le Parc Haroun Al-Rashid, autrefois dévasté par les fous de dieu, fréquenté par des femmes, des hommes, des enfants, comme une bouffée d'air frais parmi les traces encore visibles des combats, et le ballet incessant des chantiers de reconstruction.
Le silence doit donc cesser, et s'il est une minuscule pierre que nous pouvons amener à l'édifice, c'est celle de notre parole, celle du récit et de la transmission, ici, pour elles, pour eux, là-bas. C'est aussi un soutien

concret, tangible, à certains projets qui nous ont été présentés lors de notre séjour. Comme le soutien à des coopératives paysannes, comme l'aide à la construction d'un réseau de distribution d'eau vers Hassaké, au financement de la construction de refuges pour femmes seules à Qamishlo.

Il y a tant à dire, et si peu de lignes pour le faire. Nous vous invitons à regarder le vlog réalisé tout au long de notre périple. Bientôt, nous prendrons la route pour donner des conférences dans le cadre d'À Contre-Courant, en collaboration avec l'Association Culturelle Joseph Jacqmotte. Les dates arrivent prochainement.

14 avril 2023

https://mouvement-demain.be/rojava-la-revolution-oubliee

Le Chiapas au bord de l'insurrection après une énième attaque paramilitaire

Agressés par les paramilitaires et les tueurs à gages des cartels, les peuples indigènes du Chiapas (Mexique) sont prêts à prendre les armes, après l'attaque contre l'un des leurs par l'Organisation Régionale de Producteurs de Café d'Ocosingo, qui se trouve aujourd'hui entre la vie et la mort. Dans une lettre ouverte cosignée, entre autres, par le philosophe Noam Chomsky, ou encore l'acteur Gael Garcia Bernal, ils réclament justice, reconnaissance de l'autonomie du territoire de la communauté Moisés Ganghi et démantèlement des groupes armés. (IGA)(Juin 2023)

Déclaration nationale et internationale contre l'agression de la communauté Moisés Gandhi
Aux peuples du Mexique et du monde,
Aux personnes, collectivités et peuples qui défendent la vie,
À ceux qui sentent l'urgence face à un sud-est mexicain en flammes.

Aujourd'hui, en ce moment, le Mexique est à la limite, à cette limite qui paraît toujours lointaine jusqu'à ce qu'une balle qui arrive d'en haut et déclenche la rage du Mexique d'en bas. Le compagnon zapatiste Jorge Lopez Santiz est entre la vie et la mort suite à une attaque paramilitaire de l'Organisation Régionale de Producteurs de Café d'Ocosingo (ORCAO), la même qui n'a cessé d'attaquer et de harceler les communautés zapatistes. Le Chiapas est au bord de la guerre civile avec les paramilitaires et les tueurs à gages des divers cartels qui se disputent la place et les groupes d'autodéfense, avec la complicité active ou passive des gouvernements de Rutilio Escandón Cadena et Andrés Manuel López Obrador.

L'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), qui a maintenu la paix et a développé un projet d'autonomie sur ses territoires et qui a essayé d'éviter le choc violent avec les paramilitaires et les autres forces de l'État mexicain, est harcelée, agressée et constamment provoquée. Depuis la fin du XXe siècle, et jusqu'à présent, l'EZLN a choisi la lutte politique via des chemins civils et pacifiques, bien que les communautés soient attaquées par balles, leurs cultures incendiées et leur bétail empoisonné. Même si, au lieu d'investir leur travail dans la guerre, elles ont édifié des hôpitaux, des écoles et des gouvernements autonomes, dont bénéficient les zapatistes et les non-zapatistes, les gouvernements depuis Carlos Salinas jusqu'à López Obrador ont essayé de les isoler, de les délégitimer et de les exterminer. Aujourd'hui, à quelques mois de l'anniversaire des 40 ans de la lutte de l'EZLN, l'attaque paramilitaire de l'ORCAO a fait que la vie d'un homme pend à un fil, le même depuis lequel pend l'irruption du Mexique qui en bas ne supporte plus la pression contre sa dignité ni la guerre contre ses communautés et territoires.
L'attaque de l'ORCAO n'est pas un conflit entre communautés, comme le caractérise Carlos Salinas et comme López Obrador prétendra certainement le faire. Cette attaque est sous la responsabilité directe du gouvernement du Chiapas et du gouvernement fédéral. Le premier, qui dissimule l'accroissement des groupes criminels, ce qui fait que le Chiapas passe d'une relative tranquillité à un foyer de violence, et le second qui garde le silence et reste passif face à l'évidente situation dans le sud-est. Pourquoi l'ORCAO attaque-t-elle les communautés zapatistes ? Parce qu'elle le peut. Pourquoi le gouvernement de Rutilio Escandón le permet-il ? Parce que dans le Chiapas d'en haut, gouverner signifie se laver les mains avec du sang indigène. Pourquoi López Obrador garde-t-il le silence ? Parce que le gouverneur du Chiapas est le beau-frère de son très cher secrétaire de gouvernement Adana Augusto López, et parce que tout comme ses prédécesseurs, il ne supporte pas qu'un groupe rebelle soit le référent de l'espoir et de la dignité, et parce qu'il a besoin de justifier une action militaire pour « laver » le sud-est et pouvoir ainsi imposer ses méga-projets.
Nous entendons, également, cette attaque comme le résultat des politiques sociales du gouvernement actuel qui cherche à diviser et à corrompre, en détruisant le tissu social des communautés et peuples de notre pays, et en particulier au Chiapas. Nous voyons avec beaucoup de préoccupation des programmes comme « *Sembrando Vida* » (Semant [la] Vie), – qui se caractérisent pour avoir le même budget que celui du secrétariat fédéral de l'Agriculture – et d'autres programmes similaires, qui entretiennent la confrontation entre communautés historiquement spoliées de leurs terres et de leurs droits, et utilisés comme des mécanismes de contrôle politique et monnaies d'échanges pour que des organisations, telles celle de l'ORCAO, aient accès à des supposés bénéfices offerts par ces mêmes programmes, et ce, au prix du vol des terres récupérées et autonomes zapatistes. Pour nous, il est clair qu'il ne s'agit pas de conflits entre les peuples, mais d'une contre-insurrection qui cherche à détruire l'EZLN ainsi que l'ensemble des communautés et des peuples qui continuent de lutter pour une vie digne de ce nom.
Nous, qui signons cette lettre, le faisons pour appeler toutes celles et tous ceux qui croient que la dignité et la parole doivent être entendues, afin d'empêcher le massacre qui s'annonce : pour appeler celles et ceux qui soutiennent le gouvernement actuel à ouvrir leur cœur aux injustices qui inondent le présent de ce pays, indépendamment de leurs appartenances ou sympathies politiques ; afin de pouvoir nous rencontrer dans la nécessité d'agir avec pour but commun d'arrêter cette atrocité.
Nous signons cette lettre parce que voyons l'urgence de cesser la violence paramilitaire au Chiapas, car ne pas le faire signifie laisser le Mexique s'enfoncer davantage dans cette guerre interminable qui le déchire. Nous exigeons que justice soit faite pour Jorge Lopez Santiz. Nous exigeons la dissolution absolue de l'ORCAO. Nous exigeons qu'une enquête minutieuse soit faite sur le gouvernement de Rutilio Escandón. Nous exigeons que le silence de López Obrador cesse d'être le complice de la violence au Chiapas.

Reprenant les exigences présentées par le Congrès National Indigène, nous demandons :
1. Que la santé du compagnon Jorge soit garantie et qu'on lui accorde toute l'attention et le temps nécessaires.
2. Que cesse l'attaque armée contre la communauté Moisés Gandhi et que soit reconnu son territoire autonome.
3. Que soient punis les auteurs matériels et intellectuels de ces attaques paramilitaires.
4. Que soient démantelés les groupes armés qui maintiennent la guerre active et croissante contre les communautés zapatistes.
Nous exigeons également la liberté immédiate de Manuel Gómez, base d'appui de l'EZLN, dont nous n'oublions pas l'emprisonnement injuste.
Avec le CNI, nous avertissons que la guerre qui a été déclarée aux peuples originaires, gardiens de la Terre Mère, nous oblige à agir de manière organisée afin d'arrêter la violence qui grandit et rétablir notre connexion

à la Vie et le soin que nous prenons d'elle. Nous appelons à manifester dans les rues, devant les ambassades et les consulats, les centres d'études et les lieux de travail, sur les réseaux sociaux, n'importe où, où cela nous est possible et indispensable, contre la violence militaire, paramilitaire et le crime organisés, et pour la défense de la Vie.

Nous appelons à unir nos efforts afin de tisser une journée d'actions disloquées du 27 mai au 10 juin, et une journée d'action coordonnée nationale et internationale le 8 juin.

REDACCION MEXICO, 05 Juin 2023

Signataires

Noam Chomsky | María de Jesús Patricio Martínez | Carlos González García | Enzo Traverso, (escritor y profesor de la universidad de Cornell) | Michael Hardt | Yvon Le Bot | Michael Löwy, Sociólogo, Paris | Bertha Navarro | Juan Villoro | Alfonso Cuarón | Gael García Bernal | Diego Luna | Jorge Volpi | Julieta Egurrola | Joaquín Cosío | Franck Gaudichad (co presidente de Francia America Latina) | Raoul Vaneigem | Anselm Jappe | Tomás Ibañez, Escritor, militante libertario | Alicia Castellanos | Pierre Salama, profesor emérito de la Universidad Sorbonne-Nord | Júlio Henriques, revista Flauta de Luz (Portugal) | Rubén Navarro, profesor, Lyon, Francia | María Herrera Magdaleno (Familiares en Búsqueda María Herrera) | Daniel Giménez Cacho | Marcos Roitman Rosenmann | Carlos Taibo (autor de varios libros Colapso, entre otros) | Jaime Pastor, editor de la Revista Viento Sur, Estado Español | Gilberto López y Rivas | Malú Huacuja del Toro | Arturo Escobar, Colombia | Ofelia Medina | Javier Sicilia | Alfonso Reynoso Rábago | Ana Laura Gamboa Muñoz | Sabrina Melenotte. Investigadora del CIESAS | Francisco Barrios, El Mastuerzo | Ariadna Flores Hernández | Sophie Alexander-Katz | Raúl Delgado Wise | Santiago Corcuera Cabezut | Luis de Tavira | Guadalupe Nettel | Everardo González | Carlos Cuarón | Fernanda Navarro | Raul Zibechi, Uruguay | Vilma Almendra | Manuel Rozental | Diego Osorno, reportero. Sonora, México | Sylvia Marcos, Investigadora | John Holloway | Magdalena Gómez | Fernanda Aragonés | Carmen Ventura, El Colegio de Michoacan | Antonio Gritón, Artista Visual, México | Daniela Rea Gómez, Periodista | Servando Gajá, Cineasta | Margara Millán, Profesora | Jérôme Baschet, México, Francia | Rocío Martinez, México | Anne Gerschel, directrice artistique des Chapiteaux Turbulents, Paris, Francia | Jean-Luc Untereiner, directeur des écoles immersives alsaciennes, Bischheim Francia | Ana Laura Nettel | Arturo Anguiano | Juan Wahren | Clara Jusidman | Emory Douglas, Political / Social Justice and Black Panther Party Revolutionary Artist | Juan Carlos Rulfo, cineasta | Marcela Turati, periodista | Daniela Rea | Natalia Beristáin | Kyzza Terrazas, cineasta y escritor | León Chávez Teixeiro | Pedro de Tavira | Ana Esther Ceceña | Bárbara Zamora López, Bufete Jurídico Tierra y Libertad | Mariana Elkisch Martínez, Secretaria General de la Universidad Autónoma de la | Ciudad de México (UACM) | Valentina Leduc, documentalista, Ciudad de México | Marina Stavenhagen | Jacobo Dayán | Carolina Coppel Urrea | Raquel Gutiérrez Aguilar, BUAP | Alberto Cortés | Ana Lydia Flores Marin (Ibero, Puebla) | Miguel Urbán, Eurodiputado, Estado Español | Youssef Diawara, comédien, Paris Francia | Christine Pellicane, metteur en scène, Paris, Francia | Philippe Maymat, comédien, Paris, Francia | Madame Miniature, musicienne, Paris, Francia | Sergio Canto, réalisateur, Paris, Francia | Sylvain Sèchet, réalisateur, Paris, Francia | Viviana Saint Cyr, psychanalyste Paris, Francia | Rime Ateya, médiatrice culturelle, Paris, Francia | Solène Merran, comédienne, Paris, Francia | André Lejarre, photographe, Paris, Francia | Catherine Rauscher, artiste peintre, Paris, Francia | Fanny Gaillanne, professeur, Paris, Francia | Jon López de Vicuña, musicien, Paris, Francia | Amaia Cabranes, professeur Université Paris Ouest Nanterre Francia, Nanterre, Francia | Manon Buisson, conseillère principal d'éducation, Aubervilliers, Francia | Gabriel Gau, coordinateur socio-culturel, Aubervilliers, Francia | Joseph Kempf, comédien, Montreuil, Francia | Sandrine Demoron, comédienne, Montreuil, Francia | Barthélémy Maymat, comédien Bordeaux, Francia | Serge Balu, musicien, Saint-Denis Francia | Ilef Jerbi, étudiante, Saint-Denis Francia | Thomas Girou, comédien, Colombes, Francia | Aurélien Desclozeaux, danseur, Marseille, Francia | Odile Lauria, comédienne, Arcueil, Francia | Cécile Mesnard, directrice de collège retraitée, Plouha (22) Francia | Aline Paillet, journaliste , Francia Lercoul | Sarah Viennnot, comédienne, Nantes, Francia | Judith Arsenault, comédienne, Rustrel | Laure Gilquin, artiste plasticienne, Berlin, Alemania | Pascaline Lefèbvre, coordinatrice de production à l'opéra, Portland, Estados Unidos | José Luis Humanes Bautista, ex-secretario de organización de CGT y ex-coordinador | general de la CGT-Comisión Chiapas), España | Tamara Pearson | Miguel Barrera Rocha | Pilar Gonzalo Arranz, Madrid. Estado Español | Lola del Valle | Gaya Makaran, Investigadora CIALC-UNAM | Vivian Abenshushan, escritora | Manuel Garí Ramos, Economista, Comisión de Economía de Anticapitalistas, Estado | Español | Mariana Mora, CIESAS, Ciudad de México | Luciana Kaplan | Gabriela Jauregui, Escritora y editora, Estado de México | Paula Mónaco Felipe, periodista | Fernanda Paz, UNAM | Tatiana Coll, profesora y articulista de La Jornada | David Flores Magón Guzmán | Araceli Osorio Martínez | Ángeles Eraña, UNAM | Silvia Ribeiro, investigadora | Gabo Revuelta (Mexikan Sound System) | Luisa Riley, Documentalista | Lengualerta, Ciudad de México | Daniela Alatorre | Elena Fortes | Ramón Vera-Herrera, (ojarasca) | Carmen Giménez Cacho | Fernando Matamoros Ponce, ICSyH-BUAP | Alexis Ontiveros | María Minera | Julieta Giménez Cacho | Jorge V. Villalobos G. | Peter Rosset | Ariel García, escritor | Josué Vergara | Mariana Rivera | Gilda Revueltas | Roberta Alexander, Profesora emérita, Estados Unidos | Raúl Romero, México | Argelia Guerrero Rentería, México | Sandra Patargo Muriedas | Luis Fernando García Muñoz | Ixchel Cisneros Soltero | Magdiel Sánchez Quiroz | Lucia Linsalata | Zenia Yébenes Escardó | Amilcar Paris Mandoki | Francesca Cozzolino, profesora-investigadora Paris | Christy Petropoulou, Grecia | María Herrera | Nancy Mercado, pan artesanal La patrona | Inés Durán Matute, México | Mina Lorena Navarro, BUAP – Puebla | Alfonso Diaz, Colectivo de prácticas narrativas | Mir Rodríguez Lombardo | Papús Von Saenger | Marcos Giralt | Yael Weiss | Vicente Moctezuma Mendoza | Isabel Mateos | Carlos A. Ventura Callejas | Luca Newman | León Fierro, Mexicali Resiste | David Zonana | Lila Avilés | Sofía Arrollo | Sophie Alexander | Gabriela Zanabria Corona | Graciela Delgado Ramírez | Constanza Cuetia | Aracelia Guerrero Rodríguez | Marceo Sandoval | Piña Palmera AC. (México) | Paola Diaz Lizé (Chile) | Pierre Beaucage (Canadá) | Cecilia Zeledón (México) | Oscar Soto Badillo (México) | Álvaro Quiroz SJ (Mëxico) | Gabriela Di Lauro Bentivogli (México) | Mercedes Núñez Cuétara (México) | Antonio Fuentes Díaz (México) | Eduardo García Vázquez. Universidad Iberoamericana Puebla (México) | María Eugenia Sánchez Díaz de Rivera (México) | Itzel López Nájera (México) | Marcela Ibarra Mateos, Universidad Iberoamericana Puebla, México. | Claudia Magallanes Blanco, Universidad Iberoamericana Puebla (México) | Guadalupe Chavez Ortiz Académica de la Ibero Puebla (México) | Patricia Maldonado (México) | Compas Arriba – colectivo de Medios Libres | Lado B Medio (Puebla) | Silvia Coca, México | Jéssica Coyotecatl | Fortino Domínguez Rueda, Centro de Lengua y Cultura Zoque – Universidad de | Guadalajara. México. | David Garcia Cazares | Rocio Martinez | Diego Luna, Monterrey, N. L. | Lylia Palacios Hernández , Monterrey, N. L. | Martine Gerardy, Liège, Bélgica | Isabelle Mouly, Francia | Alfonso Leija Salas | Francisco De Parres Gómez, Antropólogo y fotógrafo | Carolina Elizabeth Díaz Iñigo, Antropóloga | María Gabriela Debus, San Martin de los Andes, Argentina | Rodrigo Alexander

Uribe Cevallos, Cuernavaca, Morelos | Lila Calderón, Cipolletti, Rio Negro, Argentina | Maria Teresa Bermudez , Venezuela | Adazahira Chávez Pérez | Patricia Botero-Gómez, Centro de estudios independientes, Color tierra, Colombia | Eva Arán Vidal | Eva María Serna Arán | Rocío Servín Jiménez, Guanajuato | Charlotte Sáenz , California, E. U. | Gisela Espinosa Damián | David Barrios Rodríguez, Ciudad de México | Raúl Ornelas, Académico de la UNAM | Héctor Tomás Zetina Vega | Laura Gisela García Domínguez, Profesora de la ENAH. | José Ignacio Sánchez Alaniz | Ana María Vera Smith | Víctor Manuel Ortiz Villarreal | Nora Tzec Caamal | Alberto Coria Jiménez | Jorge Antonio Cruz López | Profra. Jubilada Guadalupe Castillo Feliciano | Fabián Guerrero, editor | Fernando Medina | Felipe Ignacio Echenique March | María Guadalupe Mea Lavaniegos | Aline González Balcázar, Colima, México | Carlos Garza Falla | Graciela de la Torre | Oralba Castillo Nájera, Cuernavaca, Morelos | Verónica Ortiz Cisneros | Ma. del Rosario Aguilar Pizaña | Arturo Carrasco Gómez, sacerdote anglicano | Tania Paloma Hernández, Academica, UACM | Lina Odena Güemes Herrera | Silvia Resendiz Flores, Ensenada, BC | Blanca Lilia Narváez Rivera | Margarita Rodríguez | Bonifacia Hernández Flores | María Elena Ferrer Amarillas | Jacinta Zepeda Nuñez | Josefina Fregoso | Sashenka Fierro Resendiz | Rosa Paulina Resendiz Flores | Jorge Luis López López | Shula Erenberg cineasta | Paula Lucía Muñoz Güemes | Siria Garibay Marrón | Tania Gallaga Hernández | Betsabé Rivera López | María Cristina Peralta Casillas | Elena Katzenstein Ferrer | Alejandra sierra | Alejandro Rodríguez Andrade, Villa de Álvarez, Colima | Elena Fortes Acosta | Natalia Pérez Turner | Sofía Arroyo Martin del Campo | Irene Alvarado Saravia | Laura Ulloa | Arturo Sampson Alazraki | Jaime Chabaud, dramaturgo y periodista | Stella Maris Figueroa | Hugo Molina | Mathias Órdenes Delgado, Universidad Católica de Temuco, Chile | Mario Bladimir | Dalia Alejandra Luna Muñoz, Ciudad de México | Ruben Bello Traverso, Artista Plástico , Integrante del Conversatorio Abya Yala | Uruguay | Lila Avilés | Andrés Hirsch Soler | José Antonio Arenas Romero, Colectivo Jirafa. Cuernavaca, Mor | Araceli Joshabet Mendoza Granados | Anayatzin Temores Alcántara | Maria Gracia Castillo Ramírez, APJI-SNPICD-INAH | María Gutiérrez Zúñiga | Edo Schmidt, sociólogo, Münster/Alemania | Laura E Hinojosa Her | Mónica Sainz Ibarra | Laura Espejel | Aída Analco Martínez | Dante Anaya Saucedo | María Cristina Castillo Velázquez | Edith López Ovalle | Isabel Gutiérrez Paredes | Florina Mendoza Jiménez | Adolfo Valtierra | Yolanda Abrajan Flores | Roberto Quiroz González | Rodolfo Oliveros Espinosa | Alexis Daniel Rosim Millán | Rocío Badillo Garrido | Ana Vianey Figueroa Rodríguez | Lilia García Torres | Volga De Pina | Sandra Estrada Maldonado | Mireya P. Ruiz Esparza | Paula Herrera Martínez | Merary Beatriz Vieyra Carmona | Marisela López Pérez | Julieta Flores Muñoz | Abraham Héctor Cano Alarcón | Mario Galván, Sexta Grietas del Norte, Sacramento, CA, Estados Unidos | Mtra. Julieta García L, CNTE, Ciudad de México | Juan Manuel Ayala, Red Ciudadana Alcaldía Miguel Hidalgo | Consuelo Barajas Aviles, terapeuta, Estado de México | Karla Edna Garcia Rocha, Académica, Ciudad de México | Juan José Hernández López, Docente, Ciudad de México | Melva Hortensia Vázquez Velasco, Docente, Ciudad de México | Ricardo Padilla Reyes, Empleado público, Ciudad de México | Pablo Casares Arrangoiz | Jesús González Pazos, Euskal Herria/País Vasco | Aris Mermigkas Honorario Abogado, Athens Bar Association Grecia | María José Martínez Gutiérrez | Simona Maria Frigerio, periodista, directora del Semanario Inthenet, Italia | Manuela Fulvia Micolano | Carmen Domingo | Héctor Estomba Valencia, España | Eduardo Viveiros de Castro, Universidade Federal do Rio de Janeiro Brasil | Daniela Alatorre Benardhttp://noficcion.mx/ | Margaret Cerullo Hampshire College, Estados Unidos | Bárbara A. Riviello Falcón, Adherente a La Sexta | Eugenia Ogarrio Calles | Rubén García R., Docente jubilado UAQ. | Diana Itzu Gutiérrez Luna, Chiapas, México | Claudia Fausti, Misiones, Argentina | Maya Goded | Martha Elena Welsh H. | Matilde Belem Huerta | Clementina Gutiérrez Zúñiga | Carlos Tornel, investigador, Universidad de Durham, RU | Humberto Robles dramaturgo, México | Virginia Ortega Cervantes, Colectiva Jirafa/Nuestra alegre rebeldía, Cuernavaca, | Morelos | Deyanira Cortes Martinez | David Jiménez, Geografias Comunitarias | Emilia Torres, Geografias Comunitarias | Rene Olvera Salinas, Docente de la Universidad Pedagógica Nacional, Querétaro, | México | José Antonio Ortega Rangel | Marco Arturo Calderas Osorio | Armando Soto Baeza | Porfirio Martínez González | Johan Gordillo García | Elena Aguayo | Alma Idalia Kullick Lackner. | Cecilia Dávalos, Alemania | Alma Sánchez, Periodista de Medios Libres, Morelos, México | Delmy Tania Cruz Hernández | Adel Gutiérrez Tenorio | María del Lucero Pacheco Blas, Estudiante de doctorado | Francisca Urias Hermosilo | Antonio Sarmiento Galán, Cuernavaca, Morelos | Rogelio Vizcaino | Guillermo Ramírez, FES Acatlán UNAM | Timo Dorsch, Alemania | Ebru Celtikli, Alemania | Luis Carlos Andrade García Peláez | Verónica Munier | José Resendiz | Cecilia Duarte | Carlos Chablé Mendoza Cronista de Felipe Carrillo Puerto, Quintana Roo, México | Miguel Napoleón Estrada Serrano, Trabajador de la UACM | Juan Luis Sosa Mendoza | Alptekin Aydogan, Ohio, Estados Unidos | Camila Barragán, ICSyH-BUAP, Puebla, México | Silvia Beatriz Della Maddalena, Buenos Aires, Argentina | Otoniel Toledo Salinas médico intensivista perteneciente al colectivo Ángela Davis | de la Liga Comunista de México. | Luis Gonzaga Braga Filho, São Paulo / Brasil | Agustín Vaca García | Mariana Favela | Ernesto Camou Healy, Hermosillo, Sonora | María Isabel Ruiz Quiroz | Rodrigo Camarena González | Braulio Montequin, Txiapasekin (país vasco) | José María Gamboa Herrera | Eduardo Michel González | Blanca Ibarra, Ciudad de México | María Isabel Concepción Pérez | Enrique Avila Carrillo | Gerardo Salvador, Ciudad de México | Daniela Lechuga, Ciudad de México | Joel Ortega Erreguerena, Profesor de la UNAM. | Mariana Ramirez Manzano | Michael Breidsprech | Selva Enríquez Bejarano | Verónica Isabel Rivera Vázque | Jessica Alonso Flores | Rosa Carrasquillo | Eleuterio Payan | Dolifet Antunez | José Manuel Juárez Núñez, UAM Xochimilco | Carlos Hagerman | Roger Maldonado Baqueiro | Marisol Fernández, Artista Plástica, Tepoztlán, Morelos | Mayra Almanza, Córdoba-Argentina | Fabiana Bringas, Córdoba-Argentina | Valeria Sbuelz | Carolina Santizo Portillo | Soledad Herrera | Ana Paula Morel, Universidade Federal Fluminense (UFF), Brasil | Ullrike Röding-Gilberg | Paula Seidel | Oskar Röding | Beatriz Vela, San Agustín, Jalisco | Guadalupe Miranda | Vicki Alexander, Berkeley, California, Estados Unidos | Lourdes Padilla-Cabrera, Académica | Michalis Psimitis, Universidad del Egeo | Jorge V. Villalobos G | Paula Canal Huarte | Mario Vázquez Dirzo, Iztapalapa Ciudad de México | Arturo Espinoza, Comunicólogo | Roxana Bolio | Leonel López | María de Lourdes Mejía, Madre de Carlos Sinuhé Cuevas Mejía | Roberto Rodríguez Contreras "Gato" | Zoraida Rosalía Balcázar Cedillo, Ciudad de México | Felipe I Echenique March, INAH | Lorna Scott Fox | Santiago Llerenas | Ana G Quijano, Colombia | Lino von Saenger | Patricia de Obeso González | Francisco Ortega García | Oscar Arturo González Espinosa, Naucalpan, Edo Mx | Lourdes Gutiérrez | Mercedes Simoncini, Rosario, Argentina | David Olguín | María Isabel Pérez Enríquez, San Cristobal de las Casas, Chiapas | Nicolas Pérez Rulfo | Javier Méndez | Elia Bedonia, Bolonia, Italia | Lenin Andrés Fonseca | Claudio García Ehrenfeld | Andrea Medina Riancho, California, Estados Unidos | Berta María Rayas Camarena, Mujeres y la Sexta Jalisco | Ma. de La Paz Espino del Castillo Barrón | William C. Quinn, Zapopan, Jalisco | Servando Gajá Rodríguez, Cineasta, Morelos, México | Tania Claudia Castillo | Lia Pinheiro Barbosa, socióloga, Brasil | Max Elbaum, Convergence Magazine Editorial Board | Pablo Martinez, Pachuca, Hidalgo | Mariano Francesco De Luca, Italia | Rodolfo Miguel Hirsch Soler | Joe Liesner, California | Elisa Cruz Rueda | Alma López | Aaron Pollack | Daliri Oropeza, periodista independiente | Cecilia María Salguero, Junín de los andes Neuquén, Argentina | Amaranta Cornejo Hernández, Puebla, México | Rosángela Pérez Mendoza, Ciudad de México | José Luis García Ortíz | Argelia Rentería Ravizè | Arturo Guerrero Alonso | Johnatan Guerrero Rentería | Janet Jarrell, San DIego, California, Estados Unidos | Nina Serrano, Ciudad de México | Eduardo Espino, Montevideo, Uruguay | David Muñoz-Alcántara, Finlandia | Kate Keller, Montana, Estados Unidos | John Wolverton, Montana, Estados

Unidos | Pablo Reyna Esteves | Adriana del Moral Espinosa, editora México/Estados Unidos | Sonia Larramendy | Chaco de la Pitoreta, Honduras | Fernando Alan López Bonifacio, UNAM | Brenda Porras Rodríguez, UNAM. | Cristina Leal, Estado español | Rosa María Barajas Aviles, México | Enrique Davalos Lopez, México | Adolfo Olea Franco | Alejandra Cárdenas Santana | Violeta A. Chávez Bautista, Veracruz | Johanna Murillo. | Gabriel Pascal | Vicky Lili, Grecia | Antonio Flores González, Universidad Autónoma de Querétaro | Ángel Ancona | Maribel Nicasio González, Guerrero, México | Karina Bustos García, Fotógrafa, Ciudad de México | Mario Espinosa Ricalde | Polo Castellanos, Movimiento de Muralistas Mexicanos, México | Alma Leticia Fregoso Rodríguez, Aguascalientes, | María Cecilia Sheridan Prieto | César Silva Montes | Armida Elia Valverde Cabral | Alicia Cruz, Adherente a la Sexta, Tepic, Nayarit, México. | Estela Valverde Cabral | Danilo de Assis Clímaco | Stefanía Cecconello, Córdoba-Argentina | Ricardo Enrique Flores Corrales. | Pía Camil, Artista visual, Edo Mx | Marlen Alicia Cano Morales | Sihara Casillas Gaeta, Bióloga | José Martín Velázquez Pérez | Kaori Citlali Flores Valverde | Cecilia Soler | Isabel Castillo | Yuriria Pantoja Millán | Amanda Ramos García | Natalia Hernández Cornejo | Víctor Hugo Guzmán Cuevas | Claudia I. Espinosa Díaz | Claudia Ledesma Hernández | Xochitl Zolueta Juan | León Benito Silva Velázquez | Pável Valenzuela Arámburo | Roxana Carmona Viveros | Dulce María Reyes Páramo | Gibrán Rodrigo Mejía Toriz | Hugo Pérez Trejo | Alejandro Araujo Pardo | Adriana Ruiz Gadea | Alejandra Hernández Bocanegra | Lilia Bocanegra Moreno | Francisco Pérez Hernández | Edgar Aguilar Espinoza | Selene Solís Tejada, Cd. Juárez, Chihuahua | Alberto Barrera | Carmen Georgina Treviño González | Jack & Ayda Lucero Fleck, Oakland, California, Estados Unidos | Florina Piña Cancino, gestora cultural y trabajadora universitaria | María Rosaria Mariniello, Napoli, Italia | Patricia González-Zúñiga, California, Estados Unidos | Mtro. Gilberto Zuniga, San Diego, California, Estados Unidos | Carolina Irene Márquez Méndez | Carovane Migranti, Italia-Tunisia-México | André Nascimento, Diário da Guanabara | Luca Manunza, Sociólogo investigador Association cultural Perda Sonadota, Cerdena, | Italia | Elizama Rodas | Gabriela Aguilar | German Hernández | Verónica Marín | Yazmin Cano | Katya Ramírez | Evelyn López Simental | Patricia Ortega | Martha Rodríguez | Dulce Ureña Hernández | María José Larios Corrales | Diana Rubio | Verónica Beltrán | Fiama Rosas Rodríguez | Magaly Romo Pedroza | Martha Ruiz Ballesteros | Daniel Don | Abelardo Chávez | David Pavón Cuéllar | Nithia Castorena-Sáenz, Chihuahua | Lucia Elena Cara, Reggio Calabria, Italia | Ana Belén Sánchez Montalvo, Ciudad de México | Aguanno Enza, Florencia, Italia | Vladmir Souza, São Paulo, Brazil | Olivier Malcor, Italia | Calixto Trinidad Carbajal | María Inés Roqué | Lídia Serrano Martínez, Cantabria (España) | Marina Roio, Italia | Israel Solorio Sandoval, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales UNAM | Atanacia Rescalvo | Juan Martínez, Tepoztlan, Morelos | Coquis Delgado, Tepoztlan, Morelos | François Paumier, Saint-Girons, France | Isabel Sanginés Franco, profesora universitaria. | Ena Miroslava Martínez Pérez | Mabel Nogueira | Raquel Vázquez Díaz | Lorenzo Perrona, Italia | Rodrigo García Leija | Maud Febvay, enseignante | Stephan Lynn DeWeese-Parkinson, Tijuana, BC | Catherine DeWeese Párkinson, Tijuana, BC | Emely Arroyo Elizarraraz, Tijuana, BC | Fabio Bertazzo, Italia | Sara Islas, feminista lesbiana independiente | Patricia de Obeso | Astrid Puentes | Renata Demichelis | Adriana Muro | Valeria Villalobos | Diego Morales de Murga | Andrea Ariza Ruiz | Amalia De Montesinos Zapata | Irene López Caltenco | Natalia Iliana López Medina | Ricardo Reyes Márquez | Margarita Cervantes | Eduardo Velasco Vásquez | Elena de la Fuente | Gabriele Braghelli | Juan Ramón Castillo R. | Ruben Macias Esparza | Guillermo Büsch | Luis Alberto Hernández Guzmán | Tobias Müller, The New Institute, Hamburg, and University of Cambridge | Tekwani Fernández | Itztliocelotl Miguel Romero | Ana Laura Vázquez Caso | Mary Ann Tenuto, Chiapas Support Committee | Miguel Ángel Radilla, Red de Resistencias y Rebeldías de Tijuana, Tijuana, BC | Ferdinando Alliata, Palermo, Italia | Ivette Leyva C. | Alicia Andares, trabajadora independiente, Ciudad de México. | Carlos Hagerman | Ruth Betancourt Vargas | Tlatoani Tlacaelel Flores | Mary Zapala | Diego Luz | Alicia Mendoza Guerra | Ángeles Sánchez Bringas | Ricardo Falomir | Mauricio Acosta | Enriqueta López de la Cruz | Miguel Ángel Alvarado Hernández | Sergio Visquerra, Seminario Subjetividad y Teoría Crítica del Posgrado de Sociología | de la Benemérita Universidad Autónoma de Puebla. | Teresa Jacob | Rosa María Jurado Muñoz | Erica Serrano | Teresa Rodríguez de la Vega Cuéllar, FCPyS UNAM | Carmen Dayana Ayala Lopez, Tijuana, BC | Andrea Schwuchow | Andrea Sánchez Grobet | Sofía Falomir Sánchez | Andrea Ramírez Aburto | Lucía Riojas | Carolina Torreblanca Becerra-Acosta | Daniel Cuevas | Mónica Meltis Véjar | Simón Sánchez Ortega | Regina Barrios Parlange | Simón Sánchez Ortega | Regina Barrios Parlange | Mariana Orozco Ramirez | Pablo E. Martínez Rodríguez | Jimena Soria | Marcela Azuela Gómez | María Álvarez Reyes | Regina Ganem | Jimena Garcia Cabello | Isabel Garcia Lievana | Lilian Karina Barriga Castañeda | Yael Viridiana Ramírez Romero | Brenda Ana Isabel Rolón García | Vladimir Chorny | Aldo Sotelo | Francisco Lagunes Gaytan, Antropologo | Elisa Cruz Rueda. Escuela de Gestión y Autodesarrollo Indígena. Universidad | Autónoma de Chiapas. | Ana María Sánchez Rodríguez | Regina Pérez Ysunza | Paulina Botella Alanis | Jorge Hidalgo Zurita | Anahí Espíndola Pérez | Judith Chaffee Hoppe | María de Lourdes Covarrubias Velasco | Valentina Glockner Fagetti | Roberto Rosete Guzmán | Celeste Maribel Tamayo Carrera | Paulino Alvarado Pizaña | Huáscar Salazar Lohman (Bolivia) | Lesly Yobany Medoza, Nubenegra | Ragueb Chaín Guadarrama | Melina Gómez | Shuravi Serratos | Marcela De Alva | Ericka Sánchez | Rosalba Zambrano Velasco México | Gerardo Pérez Viramontes (México) | Guillermo Pérez Esparza (Guadalajara, Jalisco) | Ernesto Aroche (Puebla, México) | Mely Arellano Ayala (Puebla, México) | Nuria Ciofalo (Estados Unidos) | Joaquín Osorio Goicoechea | J. Jesús María Serna Moreno | Pedro Raul Suarez Treviño, Asesor juridico | Ericka Ileana Escalante Izeta (México) | Al-Dabi Olvera Castillo (México) | Cecilia Peraza Sanginés UNAM | Liliana Daunes Comunicadora feminista argentina | Angela Daly, Escocia | Jesse Hutchison , Sextas grietas del Norte California, Estados Unidos | Giuseppe Rotiroti | Irene Mulazzani | Virgilio Mail | Emmanuel Galaviz, Red de Resistencias y Rebeldías de Tijuana Tijuana, BC | Cassandra Cárdenas Pimentel Promotora Cultural | Sinaí Rivera Martínez Integrante del colectivo Ilusionistas sociales | Marco R. Alcántara Jiménez | Karen Huffman | Adriana López Catalán | Eliézer González Luévanos, Profesor de primaria y cantautor, Saltillo, Coahuila | Ma. Asunción Gutiérrez González | Rosaria Ronchi, Italia | Priscilla Mojica, Tijuana, BC | Agustin Solano Lopez, Guerrero, México | Luz Verónica Gallegos Cantú, Profesora universitaria, Monterrey, N. L. | María Belmonte Vega, Monterrey, N. L. | Diana Puente, Monterrey, N. L. | Vanessa Sugey Catalán Sánchez, Cuautla, Morelos | Oswaldo Salvador Alba Chavez, Tallerista del faro Indios Verdes | Nayade Monter Arizmendi | Heriberto Rodriguez, fotógrafo, México | Amarela Varela Huerta Profesora Investigadora. Academia de Comunicación y | Cultura San Lorenzo, Tezonco | Maria Auxilio Barajas Aviles, trabajadora independiente Estado de México | Alejandro Bonada Chavarría, Universidad de Granada | Omar Vargas Angeles, estudiante de posgrado en CIESAS-Sureste. | Raúl Ybarnegaray, trovador, Cochabamba – Bolivia | José Luis Aguilar Alatorre, Corregidora, Querétaro | Wilda Western Universidad Autónoma de la Ciudad de México | Alberto Velázquez Solís Universidad Intercultural de Campeche Yucatán, México | Juan Carlos Alejandre | Maria Isabel Pérez, Colectivo Chikinte' | Rodrigo Carrillo Barajas, estudiante UNAM, Edo Mx | Maria Refsland | Susanne Normann | Viljar Eidsvik | Åsne Rosseland | Eline Mannino | Ingrid Fabiola Ocares Moen | Hedda Østgaard | Haley de Korne, | Eva Maria Fjellheim | Ragnhild Holtan | Henrikke Ellingsen | Tuva Sætre Ressem | Sonia Munoz Llort | Sarah McClain, Missoula, Montana EEUU | Robbie Liben, Missoula, Montana EEUU | Carol Wald, Missoula, Montana EEUU | Robert C. Rosen, Missoula, Montana EEUU | Kim Bostrom, Missoula, Montana EEUU | Char Jones, Hamilton, Montana EEUU | Dave Jones, Hamilton, Montana EEUU | JP Kaljonen, Visual artist | Alèssi Dell'Umbria | Maurizio

Acerbo | Luis Hernández Herrero, médico, España | Lorena Cortés Manresa | Kurt Richards McLean, Baja California, Mx y San Diego, Estados Unidos | Carmen Valle | Alejandro Simental Casillas | Cipriano Izquierdo | Claudia Ramírez Martínez, artista interdisciplinaria | Elena Delgado | Maria Concepcion Garcia Batalla, España | Juana Cruz Jimenez de las margaritas | Ludovica Pivari | Giovanni Cuocci | Felipe de Oliveira Uba, FGV, Brasil | Patricia Guerrero, UFSC, Brasil | Adriana Angelita da Conceição, UFSC, Brasil | Brenda Arelli Urbina Bolaños, actriz Performer | Jérémie Bonheure, Francia | Andrea Guerrero, Colombia | Diego Florez, Colombia | Samantha Alflen, Brasil | Aline de Jesus Nascimento, Brasil | Fernando Neri Valente, Brasil | Natalia Walzburger Martins, Brasil | Amanda Becker, Brasil | Ana Lilia Félix Pichardo, UFSC, Mex/Brasil | Natalia Escobar, Periodista | Jorge Abraham Rábago Vega | Raúl Camargo, Estado Español | Lisa Lugrin, autora de comics | Clément Xavier, autor de comics | Filiberta Nevado Templos | Rudy Graves, Reino Unido | Ivette Sampson Ávila, Mexico | Ricardo Giraldo Montes | Clara Redal Móntan | Laura E. Prianti, Ciudad de Mexico | Pilar Redal Montané | Hernán Uviña, Autor, Argentina | Gizela Garciarena Hugyecz | Zaidy Manoella Dzay Graniel, Red Recrearte Germina, Yucatán, Quintana Roo | Diana Gabriela Uiz Ateaga, Red Recrearte Germina, Yucatán,Quintana Roo | Luis Carlos Andrade | Cecilia Espinoza Reyes | Miguel Jiménez Mendoza | Armando Mora Martínez | Gerardo Tort | Bertha María Preza Martínez, Ciudad de Mexico | Raquel Herrera, Red De Resistencias y Rebeldías en Tijuana, Tijuana, B C | Norma Angélica Parra Hernández | Luiz Miguel Mendonça Gonçalves | Crisstian Villicaña, Periodista, Tijuana, BC | Rubén Guevara, Ensenada | Noemí Domínguez Gaspar | Rosa Merino, Escribano, Madrid, España | Nayar López | Reyna Cliiff | Daniel De Santis | Juan Trujillo Limones, Barcelona, España | Silvia Resendiz Flores | Blanca Lilia Narváez Rivera | Margarita Rodríguez | Bonifacia Hernández Flores | María Elena Ferrer Amarillas | Jacinta Zepeda Nuñez | Josefina Ibarra Fregoso | Rosa Paulina Resendiz Flores | María Cristina Peralta Casillas | Virginia Rivera Gutiérrez | Fabian Hector Luna | Claudia Martínez Sánchez, Puebla | Francisco Toscano Sosa | Mónica Sánchez | Ángel Manuel López Rafael | Teresa González de Chávez Fernández, Madrid, España | Ángel Serrano Galindo, Comunero de Xalatlaco | Cresencio Chávez Salazar, Docente, Ciudad Juárez, Chihuahua. | Tania Paulina Viña Frías | Isaac Aldana Serrano | Ana Valentina López De Cea | Alejandra Madrigal | Araceli Maldonado | Sonia Tuset | Juan Espinosa, Argentina | María Belén Maña, Argentina | Marcos de Vedia, Argentina | Toluz Chediex, Argentina | Morelia Montes, Argentina | Mariano Pierri | Denise Sol Margulis, Argentina | Remigio Gomez | Raúl Alberto Cela, Argentina | Carolina González González, Red Regional de RyR, La Paz, BC, Mexico | Itzamna Hernández, Músico y Actor | Wendy Juárez | Miriam Diana | Constanza Campos Cerón, estudiante, UAZ | Manuela Salazar Suárez | Mario Alberto Cortez Campos | Francisco Javier Tapia Hernández | Nadia Constanza Hernández Díaz | Jesús Espinoza Mendez | Gildardo Izaguirre Fierro | Jennifer Zoe Borrego Duran | Jaime Renan Ramírez Zavala | Ana Laura Ríos Morón | Ramón Ernesto Jara Guzmán | Iris de la Peña López | Brenda Yohana López | Alma Leticia Borrego | María Betzabe García Galindo | Ilich David Escobar Corona | Victoria Gallegos Guerrero | José Alberto Zamudio Salazar | Gildardo Izaguirre Fierro | Alfredo Galvez Rubio | Germán Mendez Lugo | Héctor Abraham Borrego Duran | José Antonio Estrada Godinez | Luis Alain Lizarraga Sánchez | Ricardo Vazquez Gonzalez | Pablo Montaño | Nysai Moreno, Red regional de RyR San José BCS, Ensenada, BC | Carmen Morales Mendez, socióloga | Silvia Anguiano Rodriguez, abogada | Nery Chaves García | Mariana Edith González Alvarado, etnóloga | Mariana Alaide Jiménez Toris | Ireri Mejía Almonte | Ma del a Carmen Bustos Garduño | José Alberto Dávila Corella, músico | Axel Gottschalk, Argentina | Rosa María Mila Degante, Huamantla, Tlaxcala | Efrén López Mila, Huamantla, Tlaxcala | Diego René Rosas Martínez, Puebla | Carlos Damién Nava Suárez , Puebla | Rubén Torija Luna, Puebla | León Julián Mayorga Vaca, Puebla, | Guadalupe D. Vargas, CDMX | Pável Alejandro Mayorga Vaca | Ana Laura Suárez Lima | Nemir Viveros Cantera, San Pedro Cholula, Puebla | Israel Rivera González, Ciudad de México | María Teresa Ascencio Cedillo, Puebla. | Francisco Jorge Espinosa, Argentina | Noé Humberto cazetta, São Paulo, Brasil | Silvio Carneiro, São Paulo, Brasil | Menna Mourad, Africa, Egypt | Elismar de Souza, Rio de Janeiro, Brasil | Marina Rago Moreira , São Paulo, Brasil | Rayssa Cortez, Brasil | Angelica Santamaria Alvarado | Adair Daer Simoes Filho, Santo André SP, Brasil | Anielle Gonçalves de Oliveira, Atalanta, SC, Brasil | Flávio Miranda, Rio de Janeiro, Brasil | José Blanes Sala, São Paulo, Brasi | Ricardo de Sousa Moretti, São Paulo, Brasil | Igor Celestino Ramos, Santo André, SP, Brasil | Eduardo Massayuki, São Bernardo do Campo, SP, Brasil | Leonardo Leite, Niterói, Brasil | Jônatas da Silva Abreu Aarão, Niterói, Brasil | João Nackle Urt, Brasil | Robson Luiz Pretodio | Adriana de Carvalho Alves, Brasil | Isaac dos Santos Bezerra, Brasil | Alessandra Prates Barreras Carriero, Porto Alegre, Brasil | Marcos Paulo Vitorino, Santo André, SP, Brasil | Raul Garcia Simões, São Paulo, Brasil | Pedro Puertas Silveira, São Paulo, Brasil | Sávio Freitas Paulo, Rio de Janeiro, Brasil | Miriam Oliveira, São Paulo, Brasil | Andrea Avila Serrano, Bogotá, Colombia | Liam, Nueva York, EUA | Paulo Henrique Furtado de Araujo, Niterói,Brasil | Fabiane Santana Previtali, Coordenadora do GPTES, UFU, Brasil | Andrea Santos Baca, CRU Solo , UFABC, SP, Brasil | José Antonio Foronda Farro, CdMx | Cecilia Torres Garibaldi, Argentina | Rodrigo Vera Reyero | Elina Aguiar, Argentina | Yhaira González-Avilez, Tijuana, Baja California, México. | Iris Nayeli López Pérez | Elia Gutiérrez Díaz | María Paola Ortiz Santiago Reyes Herrada | Susana Molina Medina | Paulina Genea Parra Chávez | Dany Gutiérrez | Karen Elizabeth Zúñiga Fernández | Ivonne Monte de Oca | María Estrada, Tijuana, BC | Cipactli Yruegas Rubalcaba | Lizet Romero Guzmàn | Ricardo Javier Suárez Estrada | María Magdalena Cerda Báez | Ernesto García Hernández, Puebla | Theresa Ortega, San Diego, CA | Cristina Steffen, CdMx | Addison Winslow, California, EUA. | Enrique Ávila Carrillo, | Luz Rivera | Miguel Alejandro Gutiérrez Hernández | Lizeth Capulín Arellano | Macarena Marey, Argentina | Luis Rojas, Paraguay | Nicolás Salvi, Argentina | Matías Blaustein, Argentina | Pablo Díaz, Uruguay | Pablo Vommaro, Argentina | Carla Gras, Argentina | Fernanda Torres, Argentina | Pablo Alabarces, Argentina | Bernardo Mançano Fernandes, Brasil | Manuel Riveiro, Argentina | Pablo Dalle, Argentina | Pabel López Flores, Bolivia-Italia | Elver Guerrero Espitia, Colombia | Jorge Montenegro, Brasil | Paula Varela, Argentina | Stalin Herrera Revelo, Ecuador | Salvador Schavelzon, Brasil | Sergio Elías Uribe Sierra, Chile | Mariano Millán, Argentina | Vanda Ianowski, Argentina | Fabiana Bringas, Argentina | Stefanía Cecconello, Argentina | Valeria Sbuelz, Argentina | Juan Wahren, Argentina | Dolores Roca Rivarola, Argentina | Renata Ferreira da Silveira, Brasil | Marcelo Argenta Câmara, Brasil | Mariana Caballero Briones | Ilyana Ramírez Gutiérrez | Margarita Espino Del Castillo Barrón | Alejandra Martínez, Monterrey, N.L. | Alejandro Bernal, Monterrey, N.L. | Hugo Gottschalk, Argentina | Jesús Gómez | Yarazeth Mayoral Santiago | Victoria Ruiz Rincón | Elena Morúa, San Cristóbal de las Casas, Chiapas | Ernesto Flores Escareño , Zacatecas, México | Miguel Ángel Sánchez Salas, Zacatecas, México | Martin Argumedo López, Zacatecas, México | Sergio Armando Flores Carranza, Zacatecas, México | Juan Enrique Ortiz Sanchez, Zacatecas, México | Sonia Viramontes Cabrera, Zacatecas, México | Jairo Antonio López, Zacatecas, México | Betsy Malely Linares, Zacatecas, México | Gilberto Raúl Mendoza Martínez, Zacatecas, México | Silvana Andrea Figueroa Delgado, Zacatecas, México | Norma Angélica Andrade Haro, Zacatecas, México | Raúl Morones Muñoz, Zacatecas, México | Josué De Ávila Gonzalez, Zacatecas, México | Alba Amaranta Hernández Martínez, Zacatecas, México | Noé Hernández Cortez, Zacatecas, México | Sigifredo Esquivel Marín, Zacatecas, México | José Antonio Garamendi, Zacatecas, México | José Fernando Rojas Morales, Zacatecas, México | Luis Rubio Hernansaez, Zacatecas, México | Ricardo Bermeo, Zacatecas, México | Florentina Santiago Santiago, Zacatecas, México | Erika Isabel Varela, Zacatecas, México | Gamaliel Moreno Chávez, Zacatecas, México | Domingo Cervantes Barragan, Zacatecas, México | Sandra Magdalena Montelongo Cortez, Zacatecas, México | Martín de la

Rosa Trejo, Zacatecas, México | Kevin Jareth Gonzalez García, Zacatecas, México | Norma Ávila Baez, Zacatecas, México | Patricia Lerma Ríos, Zacatecas, México | Humberto Catalán Carbajal, Zacatecas, México | Mónica Yunuen Ávila Valdivia, Zacatecas, México | Daniel Omar García Magallanes , Zacatecas, México | Mauricio Moncada de León, Zacatecas, México | Ana Dorrego Carlón, España | Eric A. Valdes | Alma Laura López Gabriel | Adán Israel Martinez Murillo, | Silvia Moguillansky, Argentina | Lev Moujahid Velázquez Barriga | Laura Gabriela Rivera Acosta | Nidia Andrea Olvera Hernández | Gerardo Buenrostro Rivera | Amaranta Cabrera Pimentel | Raúl Rodríguez Fernández, Escultor | Jordi Vera | Yesenia del Carmen Cortés, socióloga | Silvia Martínez Saavedra, gestora cultural | Viridiana Coria Heredia, docente | Víctor Gutiérrez Torres, editor | Katia Reyes Garduño | Noé Arias Barajas | Laura Díaz-Ortíz Salgado | Emmanuel Díaz Hernández | Mariana Uribe Cortés | Maribel Aguilar Medina | Edgar Salvador Sanabria | Cindy Vanessa Olvera Camacho | Laura Eugenia Malagón Castro | Rubén Morales Farías | Jonathan Sibrahim Macotela Aldrete | Yurisan Berenice Bolaños Ruíz | Dante Khalil Ibarra Pichardo | Melissa Lara Flores | Roberto Briceño Figueras | Alejandro Manuel Castro, Argentina | Juliana Gómez, BUAP | Guillermo Bustamante Castañares | Francisco Arturo Rubio Michaus | Mariana Saenz Arroyo Valencia | Jorge Gordillo Matali | Bosque David Iglesias | Taide Martínez Gómez | Daniel J. Ehrlich V | María Mac Gregor | José Guillermo Villegas Cruz | María Matilde Salazar Rodríguez | Francisco Hernández Ochoa | Maria L. Guillen Valdovinos, Seattle, Estados Unidos | Christopher Rishel, Tijuana, BC | Gerardo Díaz, Tijuana, BC | José Manuel Lomelin, Tijuana, BC | Xirli Thomas, Tijuana, BC | Carolina González González, La Paz, BCS | Alejandra Córdova, Tijuana, BC | Valeria Salas, Tijuana, BC | Beatriz Córdova, Tijuana, BC | Kanec Chris Rodriguez, Los Angeles, California, Estados Unidos | Targol Mesbah, Los Angeles, California, Estados Unidos | Linda Quiquivix, Los Angeles, California, Estados Unidos | Martha Josefina Molina Avila, Tijuana, BC | Miriam Garcia, Tijuana, BC | Waldo López, Tijuana-San Diego | Bertha Jottar, Nueva York, Estados Unidos | Daniel Mejía, Tijuana, BC | Eduardo Chairez Mendoza, Tijuana, BC | Daniela Cortés, Tijuana-San Diego | Guadalupe Duarte Espinoza, Tijuana, BC | Lorena Muro, Guadalajara, Jalisco | Priscilla Mojica, Tijuana, BC | Liz Huato, Tijuana-San Diego | Karén Marquez Saucedo, Tijuana, BC | Diana Damián Palencia, San Cristobal de las Casas, Chiapas | Nelly Yaxaira Espinoza Martinez, Tijuana, BC | Bianka Itzel Verduzco Carrazco, Tijuana, BC | Efrain Avila Delfin, Tijuana, BC | Roberto Flores, Los Angeles, California, Estados Unidos | Jaime Cota Aguilar, Tijuana, BC | Giselle Estrada, Tijuana, BC | Maria Isabel Pérez, Colectivo Chikinte, San Cristobal de las Casas, Chiapas | Ana Lourdes Téllez Rojo Solis | Alice Valenzuela, colectivo "hij@s del maíz pinto", Tlaxcala | Mauricio González González | Rut Miramontes Cabrera, Zacatecas | Martin Bustamante | Pablo Scafati, Argentina | Quetzalli Ocampo Quinto, Escuelita viva | José Ricardo León Gazca | Itzam Antonio Cano Espinoza | Alain Gilberto Cano Espinoza | Arian Yunes Morales | Evelia Espinoza Hernández | Amarylis Castillo Barrera | Mars Mars, San Diego, California, Estados Unidos | Lourdes Gutiérrez | Claudia García Hernández | Sagrario Méndez Bustamante | Yasmin Méndez | Rebeca Franco Méndez | Abzurdo Chávez del Chahuistle, Puebla, México | Luis Fernando Juan Mendoza | Gerardo Juan Mendoza | Liliana Juan Mendoza | Ángel Juan Mendoza | Luis Fernando Juan Mendoza | Danny Fredi Rodríguez Chávez | Ykciv Avlis | Gloria Pérez Vargas, Colima | Magda Escareño Torres, Colima | María Goretti Rodríguez Hernández, Colima | Claudia Estefanía Valle Tapia, Colima | Lilibeth Paulina Ochoa de Dios, Colima | Jesús Alexis Cortés Córdova, Colima | Miguel Ángel Ceceña González, Colima | Antonio López, Colima | Lionel Alejandro Pérez Farías, Colima | Darío Michel Luna, Colima | Ivanovich Michel Luna, Colima | Telésforo Rojas Munguía, Colima | Hugo Alejandro Rojas López, Colima | Juan Manuel Zerón Hernández, Colima | José Francisco Moreno Ceballos, Colima | Julio César Chávez Aguilar, Colima | Isela Analí Zárate Rubio, Colima | Sebastián Velasco Villegas, Colima | Esteban Martínez Velasco, Colima | Héctor Velasco, Colima | Adán Velasco Velasco, Colima | Emiliano Velasco Ledesma, Colima | Julieta Nogales Zempoalteca, Colima | Juan Diego Perales Franco, Colima | Gabriela Adame Parra, Colima | Juan Pablo Sánchez Castellanos, Colima | Francisco Javier Cervantes Ávalos, Colima | Francisco Arreola, Colima | Antonio Contreras Núñez, Colima | Erik Eney Galvez Rivera, Villa de Álvarez, Colima | Enrique Sarabia, Colima | Germán Mancilla, Colima | Paulina Aguilar Velasco, Jalisco | Camelia Lidia Balcázar Cedillo, Cd Mx | Oscar Arturo González Espinosa, Naucalpan, Edo Mex | Nahir Antonio Velasco Velasco, Cd Mx | Gloria Alicia Ponce Pérez, Quebec, Canada | Fátima Monasterio Mercado, Bolivia | Karim Velasco Asserías, Colombia | Simón Velasco Montaño, París, Francia | David Luna Velasco, París Francia | Anahí Luna Velasco, Inglaterra | Ana Victoria Padilla Velasco, Ilinois, Estados Unidos | Oscar Barragán Guerrero, Ilinois, Estados Unidos | Valentina Velasco Montaño, California, Estados Unidos | Camila Joselevich Aguilar | Dionisio Eduardo Carreón Sánchez | Roxana Alvelais Pegueros | Pavel Ortiz Estivill | Ximena Verduzco Flores, Michoacán, México | José Alejandro Barón Hernández , Jalisco, México | Teresa Flor de Jesús Sauceda González, Jalisco, México | Julia Ramírez Delgado, Coahuila. México | María Eugenia Gabriel Ruiz, Michoacán, México | Ma Del Carmen Flores Arteaga, Michoacán, México | Jaasiel Isaí Ortiz Razo, Jalisco, México | Asunción Alondra Felipe González, Michoacán, México | Mayra Anahí Fregoso Corona, Jalisco, México | Miram Moreno Sánchez, Jalisco, México | Daniel Reyes Lara, Jalisco, México | Jaime Morales Hernández, Jalisco, México | Ivonne Ayala González, Jalisco, México | Salvador Fong Fierro, Jalisco, México | Paulo Orozco Hernández, Jalisco, México | Emma Osorio Jacob, Jalisco, México | Martha Elena Aguiar Barrera, Jalisco, México | Zaira Lorena Gámez Flores, Jalisco, México | Fabián González, Los Ángeles, CA, Estados Unidos | Sergio E Rosales Wybo, Jalisco, México | Mónica González Aguilar, Jalisco, México | Yunuen Marili Pérez Gómez, Jalisco, México | Antonio Ramírez Chávez, Jalisco, México | Jacobo Ramírez, Jalisco, México | Domi, Jalisco, México | Sergio Araht Ortiz Rosales, Jalisco, México | Edgardo Badial, Jalisco, México | Magdalena Alcázar Gómez, Jalisco, México | Ma. Del Refugio Madera Rentería, Jalisco, México | Claudia Velasco Madera, Jalisco, México | José Manuel Márquez Ponce, Jalisco, México | Josefina Eliza Noriega Martínez, Jalisco, México | Manuel Márquez Noriega, Jalisco, México | Andrés Volcan Niz, Jalisco, México | Carmen Díaz, Jalisco, México | Ana Carolina Delgadillo Rosas, Jalisco, México | Paloma Patlán Reinoso, Jalisco, México | Juan Pablo Villaseñor Méndez, Jalisco, México | Andrés Marquez Noriega, Jalisco, México | Anahí Acosta Felix, Jalisco, México | Alejandra Vizcarra Jonsson, Jalisco, México | Cristina Barragan Salin, Jalisco, México | Margarita Robertson Cierra, Jalisco, México | Resurrección Rodríguez Hernández, Jalisco, México | Rosa María Jurado Muñoz, Jalisco, México | José Arnoldo Hinojosa Iglesias, Jalisco, México | Arturo Espinoza Maldonado, Jalisco, México | Lorenza Petersen Orendain, Jalisco, México | Tania Flores de la Torre, Jalisco, México | Daniel Rodríguez Partida, Jalisco, México | Rubén Martín Martín, Jalisco, México | Sandra Vanesa Robles Aguilar, Jalisco, México | Erik de Luna Fors, Jalisco, México | Emilia Noemí Cervantes Zambrano, Jalisco, México | Ludmila Chalian | Carmen Edith Flores Gutiérrez | Cristina González García | Laura Salas Sánchez | Alberto Germán Hernández Hernández | Atzin Gordillo Acevedo | Luis Daniel Vázquez Valencia | Paulina Mariana Cervantes Alonso | Rosa Rosano Rodríguez | La Nezia Café | Julia Escalante De Haro | Cynthia Astudillo Ventura | Alejandro Ramírez Ángeles | Alejandra Ramírez Ángeles | Laura Karen Pavón Chagoyán | Cinthia Perdomo Pavón | Gloria Aragon Cruz | Marie Richard | Miguel Santos Diego, Ensenada, BC | Vicky Mora, Ensenada, BC | Arcelia Pazos, Ensenada, BC | Miguel Navarrete, Ensenada, BC | Atsumi Ruelas, Ensenada, BC | Tito Fernando Piñeda Verdugo, La Paz, BCS, México | Ramona Avilés Gómez, La Paz, BCS, México | Isaac Amarillas Peralta, La Paz, BCS, México | Alma Castro Rivera, La Paz, BCS, México | Homero Avilés, La Paz, BCS, México | Gilberto Piñeda Bañuelos, La Paz, BCS, México | Mirna Verdugo Silva. La Paz, BCS, México | Antonieta Barrera Sánchez, La Paz, BCS, México | Bertha Gloria Manríquez Zárate, La Paz, BCS, México | Ivan

Castro Beltrán, La Paz, BCS, México | Elisa Paz Rosas, La Paz, BCS, México | María Dolores Rosas Romero, La Paz, BCS, México | Alinne Zamora Ulloa, La Paz, BCS, México | María Gomez José, La Paz, BCS, México | Luis Fernando Paez Rosas, La Paz, BCS, México | Cristian Fernando Paez Gómez, La Paz, BCS, México | Miguel Angel Fuentes Piña, La Paz, BCS, México | Oscar Castro Romero, La Paz, BCS, México | Quayaip Avilés Castro, La Paz, BCS, México | Deniss Joana Arellano García, La Paz, BCS, México | Janneht Armendáriz Villegas, La Paz, BCS, México | Lefteris Becerra, La Paz, BCS, México | Andrea Carolina López Vergara, La Paz, BCS, México | Berenice Castro Rivera, La Paz, BCS, México | Daniel Alexandro Borja Carrisoza, La Paz, BCS, México | Judith Carrisoza Rodríguez, La Paz, BCS, México | Areli Eunice López Lozano, La Paz, BCS, México | Ruth Lonngi Vélez, La Paz, BCS, México | Carolina Cecilia Bastidas Rosales, Sinaloa, México | Antony Benjamín León Zavala, Sinaloa, México | María Dolores Hernández Valenzuela, Sinaloa, México | Andrey Martínez Escalante, Sinaloa, México | Jesús Eduardo Martínez López, Sinaloa, México | María Guadalupe Rodarte Segoviano, Sinaloa, México | Aguirre Toledo Heri David, Sinaloa, México | Santos García Eduardo Gerónimo, Sinaloa, México | Gastelum Corrales Gilberto, Sinaloa, México | Garibaldi Robles Ian Andrés, Sinaloa, México | Astorga Ríos Jacqueline, Sinaloa, México | Castillo Arce Brisa Marina, Sinaloa, México | Celis Felix Miguel Angel, Sinaloa, México | Felix Velarde Esmeralda, Sinaloa, México | Gaxiola Osuna Eduardo Cayetano, Sinaloa, México | Hernandez Valenzuela Martha Alicia, Sinaloa, México | Leal Camacho María José, Sinaloa, México | Meza Castillo Perla Araceli, Sinaloa, México | Meza Quintero José Ángel, Sinaloa, México | Villa Loza Jesús Clemente, Sinaloa, México | Uriarte Gavilanez Anel Angelina, Sinaloa, México | Samanta García Rojo Sinaloa, México | Castro Juárez Gilberto, Sinaloa, México | Miranda Angulo Benito, Sinaloa, México | Moreno Angulo Perla Sarahi, Sinaloa, México | Olmeda Campos Jose Carlos, Sinaloa, México | Sainz Bueno Adriana, Sinaloa, México | Sánchez Sarabia Pablo Emmanuel, Sinaloa, México | Taboada Cárdenas Jesús Alexis, Sinaloa, México | Terrazas López Ibis Abelardo, Sinaloa, México | Torres Juárez Marbella, Sinaloa, México | Velasco López Araceli, Sinaloa, México | Jacob González Tejeda | Sara Rodríguez | Carla Teresa Hinojosa Iglesias | Fidel Juan Mendoza | Irene Téllez | Ángel Juan Santos | Alfonso Reynoso Rábago | Ana Laura Gamboa Muñoz | Sabrina Melenotte, Investigadora del CIESAS | Claudia Andrea Gotta, Argentina | Olga Claveria Iranzo | Pablo Domínguez Carrasco | Mariana Itzel Espinosa, Alemania | Gloria Janet Guerrero Téllez | Joel Velázquez Trejo | Juan Carlos Gómez Palacios | Daniel Galicia García | Karina Araceli Flores Cordero | Gerardo Emmanuel García Rojas | Edin Noé López Dueñas | Alejandro Mira Tapia | Patricia Westendarp Palacios | Angelica RIco Montoya | Danilo Lillia Como, Italia | Anpi Dongo, Italia | Caleb Emiliano Posada, California, Estados Unidos | Lilly Lizzete Aguilar Rosas | Regina Álvarez De La Cadena Hernández | |

Allemagne

Colectivo gata-gata
interventionistische Linke
Café Libertad Kollektiv
Red Ya-Basta-Netzwerk

Argentine

Voices in Movement | Marabunta | Red de solidaridad con Chiapas de Rosario en la Otra Casa | Acción Socialista Libertaria (ASL) | Colectivo desde el Pie (CdP) | Corriente Político Sindical – Rompiendo Cadenas (CPS-RC) | Unión de Trabajadores Desocupados UTD | Exaltación Salud, Exaltación de la Cruz | Grupo de Estudios Rurales – Grupo de Estudios de los Movimientos Sociales de América Latina (GER-GEMSAL) | Colectivo de Comunicación Contrahegemoniaweb | La Chispa Prensa | Red de Solidaridad con Chiapas de Buenos Aires | Espacio de Desaprendizaje Autónomo desde la Sexta | Espacio Cultural La Otra Casa | Río Jarana – batucada feminista/disidente Alto Valle Neuquén – Patagonia Extrandina – Puel Mapu | Tinta Limón Ediciones | Feministas del Abya Yala | Asamblea de Mexicanxs en Argentina | Movimiento Centroamericano 2 de marzo | Pañuelos en Rebeldía | Asociación mutual Sentimiento | Ramona Mercado Autogestivo Natural | Bodegón Cultural Casa De Pocho. Ludueña | Universidad de Buenos Aires (UBA) | Enclave Rabia Caracol

Belgique

Le Front Antifasciste de Liège 2.0 | Casa Nicaragua | Groupe CafeZ | Asociación Identité Amérique indienne

Brésil

Rede de Economia Solidária e Alternativa do ABC SP | Instituto Giramundo Mutuando – SãoPaulo/Brasil | Coletivo Pilula Preta SP Brasil | South Feminist Futures, Zimbabue, Global South | Teia dos Povos do Rio Grande do Sul | Teia dos Povos Pernambuco | Teia dos Povos RJ | Ateneu Libertário a Batalha da Várzea | Quilombo Coxilha Negra – São Lourenço do Sul | Território Junana – Maquiné | Retomada Mbyá Guarani Tekoá Ka'agüy Pora | Retomada Kaingang Konhún Mág | Retoamada Xokleng Konglui, Brasil | COMPAZ- Comunidade Kilombola Morada da Paz | Retomada Kaigang Gah Teh Porto Alegre | Horta Comunitária Vó Maria | Território Okupado dos Mil Povos | Assentamento Urbano Utopia e Luta | Vila Resistência | Araucária Resiste | Guandu Grupo Agroecológico do Assentamento C. Marighella | Banquinha Etinerante Cordel Libertário | Movimento das Mulheres Trabalhadoras Rurais de Pernambuco | Associação Quilombola de Castainho | Associação Sítio Ágatha | Sitio Ágatha | Grupo Mulheres N'Ativa | Gris Espaço Solidário | Resistencia Popular | Associação Kapi'wara | Resistência Popular Alagoas | Articulação Nacional das Pescadoras | Coletivo Ação Libertária | Quilombo Semear | Quilombo Catucá | Aldeia Malhador Kapinawá | Instituto Candeeiro | Teia dos Povos | Coletivo de Estudos sobre Conflitos por Território e por Terra (Enconttra) | Ramona Mercado Autogestivo Natural | CRU Solo – São Paulo

Colombie

Tejido de Colectivos-Universidad de la Tierra Manizales y Suroccidente Colombiano | Pueblos en Camino | Colectiva Feminista Campesina (en)candilando

Chili

Tierra y Libertad para Arauco – Wallmapu | Dinamarca | Foro Internacional, Grupo México | Ecuador | Desde el Márgen

État Espagnol

Ass. Cafè Rebeldía-Infoespai | La Adhesiva | colectivo Movimiento Feminista de Murcia | Confederación General del Trabajo (CGT) | Caracol Extremadura | Derechos Humanos Madrid | Espacio Común 15M | Centro de Documentación sobre Zapatismo – CEDOZ | Txirbilenea – Pais Vasco | Gernikatik mundura – Pais Vasco | Ingeniería sin fronteras – Pais Vasco | Lumaltik Herriak – Pais Vasco | Y Retiemble! Espacio de apoyo al Congreso Nacional Indígena (México) y al EZLN desde Madrid, Estado Español | Anticapitalistas | Fundación Viento Sur | Colectivo Peruanxs en Madrid | Ecologistas en Acción | OMAL – Paz con Dignidad | Kuautlalu A.c | Colectivo Agita't Gràcia | Colectivo Sobrevivir al Descalabro | Red solidaria de acogida de Madrid | colectivo de autodefensa feminista Turas | Colectivo de peruanos y peruanas residentes en Mallorca

États-Unis

Red de Solidaridad con México | Universidad Autónoma de Movimientos Sociales | A Legacy of Equality, Leadership and Organizing (LELO) | Rhizomatica Communications | Hormigas, San Diego | Xican@patistas Autonomxs | Armadillos Ni Un Migrante Menos | Organización Subaltern Voices. Org | Organización Ious Cogenus Fundation | Union del Pueblo Fronterizo | Bay Area chapter of the Committee in Solidarity with the People of El Salvador | Midnight Books | Galveston 161 | the National Lawyers' Guild | Red Nodo Norte Feminista Descolonial | Women's International League for Peace and Freedom, U. S. Section | Chiapas Support Committee | Schools for Chiapas/Escuelas para Chiapas | Semillas Collective

Slovénie

Iniciativa Anarquista Ljubljana | prstovsto (Ljubljana)

France

Union syndicale Solidaires | CSPCL (comité de solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte) | Echanges Solidaires | CSIA (comité de solidarité avec les Indiens des Amériques) | CNT-f (Confédération Nationale du Travail-France) | Collectif Contre Culture | Asociación Solidaria: Mut Vitz 13 | Comité de Solidaridad con los Pueblos Indigenas de las Américas (CSIA-Nitassinan) | Espoir Chiapas, Esperanza Chiapas | Caravane de convergences pour les Autonomies & Résistances en Lengadoc | Syndicat Solidaires09 | Colectivo Intercerros de las 2 orillas del rio Aveyron | Asociasion Café des 2 rives | Asociasion Americasol | Compagnie Tamèrantong | Compagnie Jolie Môme | Compagnie Izidoria | Compagnie Débrid'Art | Djab Production | Tatcha Compagnie | Collectif El Cambuche de Toulouse | colectif, Grains de Sable, Francia | Collectif Paris-Ayotzinapa | Soulèvements de la Terre | Asociación Alerta Feminista | Espace Autogéré des Tanneries | Quartier Libre des Lentillères

Finlande

Grupo de México de la Unión Finlandesa para la Paz | Debt for Climate, Finland | Colectivo Armadillo Suomi | Museum of Impossible Forms | Varisverkosto | Mustan Kanin Kolo | Havu Laakso

Grèce

Asamblea Libertaria Autoorganizada Paliacate Zapatista, Grecia

Italie

Colectivo Nodo Solidale | Associazione Ya Basta! Milano | Centro Sociale CasaLoca | colectivo PLAT (plataforma por la intervencion social). | Centro sociale intifada Empoli | Polisportiva Antirazzista Assata Shakur | Brigate Volontarie per l'Emergenza – Marche ETS | Il Circolo Libertario Emiliano Zapata | Parteciparte compañía de teatro del oprimida/o | Comitato Piazza Carlo Giuliani ODV | Sud éducation 09/solidaires 09 | laboratorio sociale occupato e autogestito Buridda | COBAS SCUOLA | Circolo Anarchico Berneri di Bologna | Comitato NoMuos/NoSigonella | Ufficio d'informazione del Kurdistan in Italia | Campi Aperti, per la sovranità alimentare | Circolo Fratellanza di Casnigo | Arbèschia Rebelde, Comitato solidarietà Sardegna – Chiapas | La lanterna di Diogene (Solara di Bomporto. Mo. Italy) | Centro Sociale Occupato autogestito Zapata | Il Coordinamento Regionale Sanità di Roma e del Lazio | Tatawelo | Ya Basta Marche (Italia) | Partito della Rifondazione Comunista | Il Csa Intifada/Comunità in Resistenza Empoli | Sicilie Zapatiste (Sicilia) | C.s.a. Officina Rebelde (Catania) | Casa della cooperazione (Palermo) | Movimento No Muos (Sicilia) | Terra Insumisa Alcamo (Alcamo-Trapani) | CISS (Palermo) | Caracol Albergheria (Palermo) | Siracusa Ribelle (Siracusa) | CSA Pacì Paciana

Mexique

Congreso Nacional Indígena – Concejo Indígena de Gobierno | Llegó la hora de los pueblos | Madres y Padres de los 43 | Sindicato Mexicano de Electricistas | Organización Popular Francisco Villa de Izquierda Independiente. | Nueva Central de Trabajadores | Centro de Derechos humanos de la Montaña Tlachinollan | Asamblea Nacional de Usuarios de la Energía Eléctrica | Confederación de Jubilados, Pensionados y Adultos Mayores de la República Mexicana | Archivo histórico de luchas en la maquila, mujeres, zapatismo, trotskismo | Colectivo Aequus.- Promoción y Defensa de Derechos Humanos | Coordinación de Familiares de Estudiantes Víctimas de la Violencia. | Colectivo:trabajo Libertad y Autonomía | Espacio estudiantil: Mitotzin Resiste UACM/SLT | Plantón de Huexca y Asurco en Resistencia | Red de Mujeres que Luchan | Colectivo In Laak Le Ixl'mó | Colectivo Híjar | Colectiva Jirafa | Universidad de la Tierra en Puebla, A. C. (UnitierraPuebla). | EL Bordado de Ramona | Resistencias Enlazando Dignidad-Movimiento y Corazón Zapatista (RedMyCZ) | Espacio de Lucha contra el Olvido y la Represión (ELCOR-CHIAPAS) | Colectivo de defensoras Antsetik Ts 'unun | Movimiento de Mujeres en Defensa de la Madre Tierra y nuestros Territorios | Colectivo de Mujeres Tejiendo Resistencias | Grupo ETC | colectivo Tierra y Libertad | Colectivo Chikinte' | colectivo Ocotenco-Kuautlali | Colectivo CriptoPozol + DDHH | Colectiva SucuLENtaZ | Ediciones Caradura | Imprenta la Rueda | Taller El ángulo | Casa del centro | Clínica de Heridas | La Ezkina | Red de Resistencias y Rebeldías de Tijuana | Mujeres que Luchan Xalapa | Comunidad de Xochitlanezi | Tlanezi Calli en Resistenci | Colectivo Ollin Calli | Concejo Indígena Y Popular De Guerrero Emiliano Zapata (CIPOG-EZ). | Red De Apoyo Iztapalapa Sexta (RAIS). | Brújula Roja | Colectivo De Profesorxs En La Sexta | Colectivo Gavilanas | Colectivo De Trabajo Cafetos | Colectivo Cuaderno Común | Colectivo La Otra Justicia | Red de Resistencia y Rebeldía Ajmaq | Desarrollo Económico y Social de los Mexicanos Indígenas AC (DESMI, A.C.) | Hijas de su Maquilera Madre | Brigada Cigarra | Colectivo cultural Los Amorosos del Espacio | Molotov, la cooperativa de cafe zapatista | El Bloque de la izquierda | Radio Tlanixco | Red Modi Te Yu Nguani | Red de Apoyo al CIG en Toluca | Colectivo Flor de Asfalto | Colectiva Autónoma de Colaboración Social | Colectivx Veganx Antiespecista | Colectiva antiespecista Tijuana | Cooperativa Pixca Campesina | Cooperativa de Consumo Comandanta Ramona | Organización 12 Pueblos Originario de Tecámac | Comité 68 Pro Libertades Democráticas | Igualdades AC | Mexiro AC | Pandeo AC | Red Mexicana de Trabajo Sexual | Coordinadora Francisco Gonez Jara | organización Subaltern Voices. Org | Casa de Salud Calli Tecolhuacateca Tochan, de la comunidad indígena de Tuxpan | Colectivo de artistas Titerenetas | Nodo de Derechos Humanos | Etcétera Errante | Instituto de Derechos Humanos Ignacio Ellacuría SJ. | Redes por la Diversidad, Equidad y Sustentabilidad A.C. | Tianguis Alternativo de Puebla TAP | Desarrollo y Aprendizaje Solidario A. C. DASAC | Comité organizador de foro mundial de la bicicleta 2023 | Partido de los Comunistas. | La Voluntad Del Pueblo | Panamédica | El Día Después, A.C. | Red Universitaria Anticapitalista | Colectivo Red de Resistencia y Rebeldía en apoyo al CNI-CIG del Puerto de Veracruz | colectiva Reflexión y Acción Feminista A.C. | Centro de Lengua y Cultura Zoque – Universidad de Guadalajara | Rojos Y Anarquistas Rash Guadalajara | Colectivo Batsil'op SCLC-México | Casa de Lectura Ven, Lee | Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas (Frayba) | Red de Resistencia y Rebeldía Querétaro | La Sexta Querétaro | Sonido Rebelde radio uaq | Colectivo Mezcala | talleres de historia comunitaria de Mexcala | Cooperativa de Consumo La Imposible | Colectivo Radio Zapatista | Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra y el Agua, Morelos, Puebla y Tlaxcala | 1936 Cooperativa | Comité Estudiantil Metropolitano | Movimiento de Aspirantes Excluidos de la Educación Superior | Colectivo de Resistencia Estudiantil 10 de junio UAM Xochimilco | Colectivo Libertad y Utopía FES Aragón | Espacio Autónomo de Difusión Política y Cultural FES Zaragoza | Colectivo Calendario Zapatista | Bajo Tierra Ediciones | Brigada Humanitaria De Paz Marabunta | Espacio Libre Independiente Marabunta | Comunidad Indígena Mazahua Residente en la Cludad de México |

Coordinadora Francisco Gomez Jara | Vendaval Cooperativa Panadera Y Algo Más | Urdimbre Audiovisual Y Kloakaskomunikantes | Botellita Retornable | Tiernes Y Salvajes | La Coa Ediciones | Comisión Legal Sol | Cuerpos Parlantes Espacio feminista y de investigación urbana | Caracol Urbano. Investigación audiovisual en la calle | CulturAula | Co-Laboratorio urbano (ITESO) | Tejiendo Luchas desde México | Un Salto de Vida A.C. | Colectivo Legal Girazapatista | Iniciativas para el Desarrollo de la Mujer Oaxaqueña (IDEMO) | Tejiendo Luchas desde México | Red Futuros Indígenas | Colectivo Raices | La Sexta Mazatlán | Centro de Investigación en Comunicación Comunitaria (CiCC) | Grupo de apoyo en solidaridad con Miguel Peralta | Guerrilla Bang Bang | Comuna Lencha Trans | Colectivo Red de Resistencia y Rebeldía en apoyo al CNI-CIG del Puerto de Veracruz | Colectivo Muchos Mundos -Puebla. | Estudio KOi -Arte y Diseño- en San Pedro Cholula, Puebla | Red de Solidaridad con Chiapas de Rosario | Tribunal Internacional de Conciencia de los Pueblos en Movimiento (TICPM) | Prevención, Capacitación y Defensa del Migrante, A.C (PRECADEM) | Ocotenco-Kuautlali | Círculo de Estudio Zapatistas Hidalgo | Coordinador del Grupo de Estudios Rurales | Grupo de Estudios de los Movimientos Sociales de América Latina (GER-GEMSAL) | Instituto de Investigaciones Gino Germani (IIGG) | Facultad de Ciencias Sociales (FSOC) | Mercadita Vassincelos | Batallones Femeninos | Observatorio memoria y libertad | Comisión Karla y Magda | Autonomía Feminista Revolucionaria | Disidencias y Mujeres de la Facultad de Filosofía y Letras UNAM | Organizaciones Indias por los Derechos Humanos en Oaxaca (OIDHO) | Red Mexicana de Acción frente al Libre Comercio (RMALC) | Grupo de Trabajo Fronteras, Regionalización y Globalización de CLACSO | Seminario Permanente de Estudios Chicanos y de Fronteras (SPECHF) | Cooperativa Autónoma Vacaracol. | Voices in Movement | Volcana Lugar Común | Geobrujas-Comunidad de Geógrafas | Coordinación Metropolitana, Anticapitalista y Antipatriarcal con el CIG | Asamblea de los Pueblos Indígenas del Istmo en Defensa de la Tierra y el Territorio – APIIDT | Concejo de Mujeres Autónomas – COMA | CDH – ESPADAC | Comunidades Campesinas y Urbanas Solidarias con Alternativas COMCAUSA A.C | Colectivo Zapatista Neza | Café "Zapata Vive" | Regeneración Radio | UPREZ Benito Juárez | Comunidad Indígena Otomí residentes en la Ciudad de México | Resonancias Radio | Laboratorio Popular de Medios Libres | Noticias de Abajo | Zapateando Medios Libres | Plantón por los 43 | Colectivo La Ceiba | Brigada de Salud Zapatista Pantitlán | Mujeres que Luchan, Resisten y se Organizan | Bazar Rebelde | Escuelita Autónoma Otomí | Brigada Dr. Ignacio Martín- Baró | Yocoyani Mujeres | Revista Madera | Cooperativa Chapata Vive | Colectivo Juglaresas, Teatro Popular | Espacio de Mujeres de la Sexta Jovel | Escuelita Viva | Red de Resistencia y Rebeldía Zacatecas | La Juventud Comunista de México | Colectivo Comida no Bombas Guadalajara | Asociación gremial docente universitaria de la Universidad de Buenos Aires AGD-UBA | Colectivo Acero, Xalapa | Colectiva Brujas Rebeldas | Panteon Rococó | Red de Rebeldía y Resistencia. Morelia | Red Trashumante de Argentina | Centro Comunitario Maya U Kúuchil k Ch'balo'on | Red de Resistencias Sur Sureste por la vida y los territorios Utsil Kuxtal | Resistencia Civil de Candelaria | Red de Rebeldía y Resistencia Morelia. | Centro de Investigación Escénica, El Teatrito Yucatán | Sexta por la libre Yucatán | Colectivo Chihuahua | Cripx (concejo regional Indígena y Popular de Xpujil) | Colectivo CNI-Totonacapan | Movimiento Agrario Indigena Zapatista | Corriente del Pueblo Sol Rojo | GADECOM (Grupo de Apoyo para el Desarrollo de las Comunidades Mixes del Estado de Oaxaca) | Consejo Supremo Indígena de Michoacán | Centro de Investigación y Capacitación Rural (CEDICAR) | Mujeres y la Sexta – Abya Yala | Van-T (Magisterio) | Movimiento Magisterial Jalisciense | Concejo Nacional Urbano y Campesino (CNUC-Tlaxcala) | Instituto Cultural Autónomo «Rubén Jaramillo Ménez» (ICARJM) | Lxs Hijxs del Maíz Pinto, México. | Unión Popular Apizaquense Democrática Independiente (UPADI) | Asamblea Nacional de Usuarios de Energia Eléctrica (ANUEE) | Union del Pueblo Fronterizo | Bay Area chapter of the Committee in Solidarity with the People of El Salvador | Espacio Organizativo de Trabajo (EOT) | Multiverso | Territorios | Escuela Autónoma de Mujeres | Ixim Cooperativa de Diseño y Editorial | Huerto Rabia y Memoria | Coamil Federalismo | Colectivo Shalom | Colectivo Estudiantil Independiente | Unión de la Juventud Revolucionaria Independiente | Colectivo Defendamos el Cerro de la Reina | Colectivo Tonalá | Maraña Publicación Mutante | La Otra Calle | Liberteatro in Yolotol | Colectivo Callejero | Ducu al Parque | Cine Mayahuel | Cuerpos parlantes_espacio feminista y de investigación urbana | Caracol urbano Investigación audiovisual en la calle | CulturAula | Co-laboratorio urbano del ITESO | La Red feminista #YoVoy8DeMarzo | Grabagato | Colectivo Callejero | Red de Alternativas Sustentables Agropecuarias (RASA) | La escuela Itinerante Conga Mandinga | Estudio Orwell | Centro Social Ruptura | Coordinadora Antifascista Guadalajara | Fallas del Sistema | DIYfusión Radio | Utopía DIY | Virus DIYstro | Rojinegro Distro | PUNX Picnic GDL | Tianguis Contracultural | CUCSH No se mueve | Frente Popular Revolucionario (FPR) | Padres y maestros de Alas: Comunidad de Aprendizaje en Libertad | Colectivo Ecos, Teatro Sensorial | Semillero de Investigación Torbellino de Nuestras Palabras | Adherentes a la Sexta Declaración de la Selva Lacandona en Jalisco | Colectivo Kátani | Colectivo CNI-Totonacapan | Colectivo Ixtlamatiliztli | Movilidades Libres y Elegidas, A.C. (CoLibres) | Brigada Ricardo Flores Magón | Radio Zapatista Sudcaliforniana | Centro de Investigaciones Sociales, Sindicales y Laborales, A.C. | Frente Ciudadano en Defensa del Agua y la Vida BCS | Medio Ambiente y Sociedad, A.C. | Comité de Derechos Humanos, de Familiares de Presos, Procesados, Desaparecidos y Víctimas del | delito | Colectivo Paliacate | CNTE-Nuevo León-Maestros De Nuevo León | 12 Pueblos Originarios de Tecámac | Colectivo Rutas Compartidas | Colectiva Juana Belén | Ciudad Intercultural | Colectivo Semilla Negra | Red Latinoamericana de Investigación y Reflexión con niños, niñas y jóvenes (REIR) | Alaorilladelrio-Centro de pensamiento desde la Amazonia Colombiana | Radio Zapote | Comedora Comunitaria Nkä'Äymyujkëmë-Comamos Todxs | Ximbo (Magisterio) | Bhajan (Los Hijos De La Lucha) | Raices en Resistencia | Bienvenidxs Refugiadxs

Norvège

Grupo de Chiapas | El Comité Noruego de Solidaridad con América Latina | Comitè de Acollida Zapatistes-Illes Balears i Pitiüses

Portugal

Caravana Pela Vida (Portugal) | SlumilCinko (Portugal) | Caravana Pela Vida (Portugal)

Pérou

periódico Lucha Indígena

Royaume Uni

Justice Mexico Now UK Reino Unido | Justice Mexico Now UK (Reino Unido) | London México Solidarity (Reino Unido) | Zapatista Solidarity Network (Reino Unido) | Justice México Now (Reino Unido)

Suisse

Colectivo Le Silure

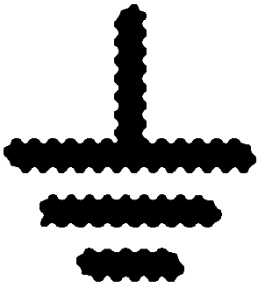
Autres géographies

Debt for Climate (Internacional) | Red de solidaridad con la lucha de liberación kurda «serhildan» | Asamblea de Solidaridad con México (ASMEX) | Perifèries | Ca Saforaui | Diásporas. Centro de Investigación Migrante para la Interculturalidad. | CSOA;Horta | Antimilitaristes- MOC València | Obrint Fronteres | Centre Social Terra | Arci terra e libertà di Cantù (CO) | Collectif de traduction

francophone/Colectivo de traducción francófona Flor de la palabra | Antiauthority movement of Salonika | Comité Representante del Movimiento de Mujeres de Kurdistán en America Latina

Source : Pressenza español. Traduction : Pressenza français. (Investig'Action)

Envahissement d'autoroute et création d'une ZAD pour enfant pour stopper le projet d'autoroute A133-A134 à Rouen



Nous sommes les Soulèvements de la terre
🔥🔥 Déjà 99399 signataires 🔥🔥

Nous nous soulevons, chacun.e depuis notre endroit, chacun.e à notre manière. Le mouvement des Soulèvements de la Terre ne peut pas être dissous car il est multiple et vivant. On ne dissout pas un mouvement, on ne dissout pas une révolte.
Nous appelons toutes et tous à nous rejoindre pour rendre caduque cette tentative d'étouffement. Nous sommes, toutes et tous ensemble, les Soulèvements de la Terre.
Signer la tribune :
https://bfb35b84.sibforms.com/serve/MUIEABKIT8oOgb7hrQv1YkgpE3HEccOHTPFfBuj0Ap5yx9PzQ_SiJd8-eg6kb3x0VglyX2irFk540UgKB7e78IRlxH0z9ECIyUO0Ox3diAm_UcYzYveWteRzw2m2vTzAvgaYNsFwDGZ15hRyHJLGgc1xjrtz4M3HtmtjPKBEeCDvXGdLmFFVVU5IycQy62Mb0PASzlU3rTVcsuJ_

M. Darmanin avait annoncé le 2 avril, qu'il ne laisserait plus aucune ZAD s'installer dans le pays et la création d'une cellule ad hoc. C'est loupé. Face au projet d'autoroute A133-134 à l'est de Rouen, les opposant.es viennent d'installer ce dimanche... la première zad pour enfant.

Samedi, 1 500 personnes ont passé l'après-midi à « armer » la forêt de Bord avec clous dans les arbres et filins d'aciers reliant leurs cimes pour prévenir les attaques des tronçonneuses et autres abatteuses. Ils ont également marqué les arbres avec les sigles utilisés par les forestiers pour brouiller les pistes entre les arbres à conserver et ceux à abattre. Ils se sont donnés les moyens d'en densifier la biodiversité en y amenant des nichoirs à muscardin, et y creusant quelques nouvelles mares à amphibiens (récit complet et photos de la journée d'hier ici : https://lessoulevementsdelaterre.org/blog/la-foret-de-bord-sarme-contre-le-projet-dautoroute)

Occuper la forêt en vue d'un démarrage des travaux
Dimanche matin, toujours sur le tracé prévu pour les chantiers autoroutiers, les opposant-es ont installé 4 tours Totem avec toboggan représentants les 4 animaux emblématiques de la forêt : le muscardin et le triton crêté, le pic mar et le grand capricorne. Ces vigies sont une base de jeux forestiers qui va être améliorée

en continu pour y renforcer au quotidien la présence protectrice des habitant-es des alentours. Elles sont aussi une première installation pour occuper de manière plus permanente la forêt en cas de démarrage des chantiers.

Blocage de l'A13, des bâtons dans les routes

Après un pique-nique, plus de 600 personnes sont parties en cortège bloquer l'autoroute A13 qui fragmente déjà depuis de nombreuses années la forêt. Les manifestant-e-s après une longue marche ont déposé des bâtons d'un coté à l'autre de l'autoroute en guise de travaux préliminaires pour rétablir un corridor écologique. Ils ont alerté les automobilistes sur les taxes que s'octroieraient les concessionnaires privés sur les péages de l'autoroute en projet après avoir pompé un demi-milliard d'euro d'argent public, ainsi que sur les impacts écologiques de ce projet.

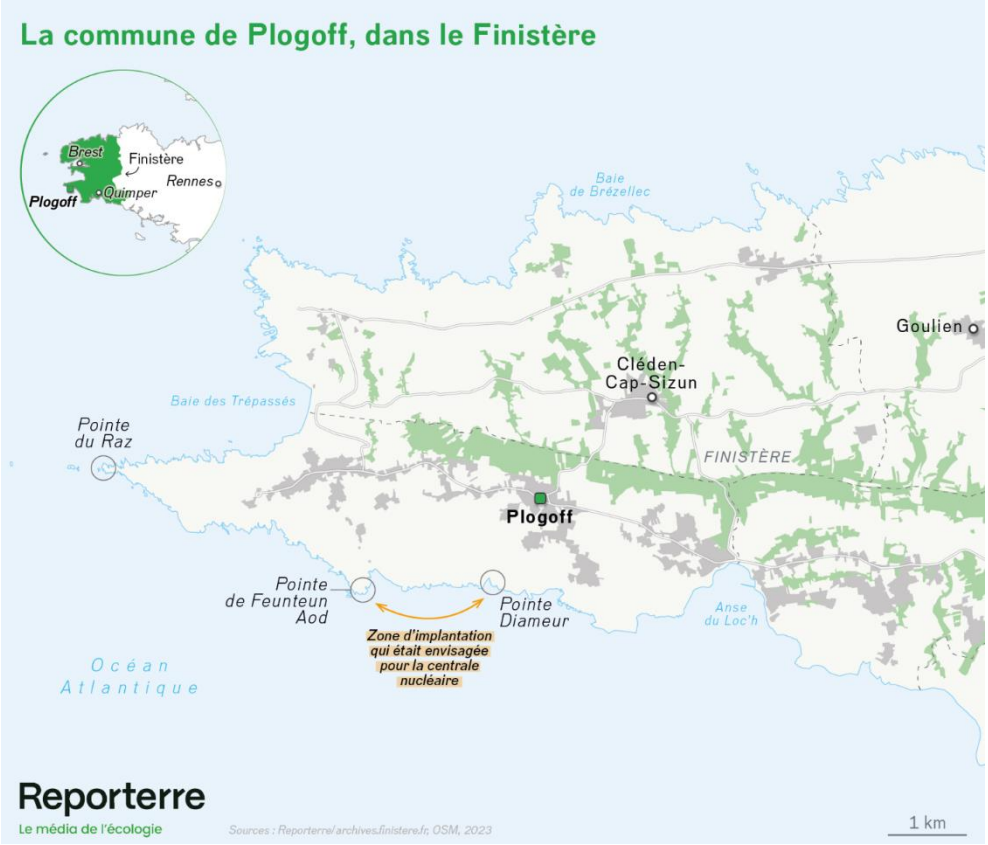
Le projet d'autoroute devait transformer la lisière de la forêt de Bord en corridor de bitume. Ce week-end c'est l'inverse qui s'est passé, et la forêt comme les habitant-e-s sont plus que jamais déterminé-e-s et prêt-e-s à bloquer le début de tous travaux.

Nous continuons et reviendrons pour stopper ces projets routiers. No macadam !

LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE, Le 07 mai 2023

Plogoff contre le nucléaire : « Nul n'avait parié sur notre victoire »

Dans les années 1970, elles et ils étaient engagés contre le projet de centrale nucléaire à Plogoff. Ils et elles reviennent aujourd'hui sur cette lutte victorieuse. - © Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre



Près de 50 ans après le début de la mobilisation contre la centrale nucléaire de Plogoff, huit militants de l'époque racontent leur participation à ce combat victorieux.

Plogoff (Finistère), reportage
La victoire de Plogoff, racontée par celles et ceux qui l'ont vécue. De 1974 à 1981, la population de la pointe du Finistère a lutté contre un projet de centrale nucléaire qui devait être construite sur cette petite commune. Elle obtint gain de cause le 12 décembre 1981. Près de quarante-deux ans plus tard, huit de celles et ceux qui se sont engagés reviennent sur leur combat.

Jean Moalic, 70 ans, Mahalon

Jean Moalic. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

« J'ai été très tôt sensible à la protection de la nature. Fin 1974, quand on a ouï dire du projet de centrale, on a créé le Comité régional d'information nucléaire (Crin) du Cap-Sizun. L'année suivante, on a lancé l'association Evit Buhez Ar C'hap (Pour la vie dans le Cap), avant la naissance du comité de défense Plogoff, en 1976.
En 1978, quand la ville a été retenue pour installer la centrale *[d'autres communes avaient été pressenties]*, la mobilisation a pris une autre ampleur, des comités locaux ont été créés partout dans la région. Du 31 janvier au 14 mars 1980 a eu lieu l'enquête d'utilité publique – la veille du lancement de l'enquête, le maire de Plogoff avait brûlé les dossiers devant la mairie !
Cela a été le début des « *messes de cinq heures »* : chaque jour, à 17 h, les gardes mobiles qui surveillaient les camions où se déroulait l'enquête publique *[appelés les mairies annexes]* quittaient leur position. Cela donnait lieu à des manifestations et à des heurts entre les policiers et les manifestants. Le 29 février reste pour nous le *« vendredi noir »* : des gendarmes parachutistes avaient arrêté une quinzaine de personnes. Pour les soutenir, des militants étaient venus au tribunal avec des lance-pierres autour du cou !

Sur le site de Feunteun Aod, tous les pitons rocheux devaient être dynamités pour préparer l'installation de la centrale. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

Fin 1980, le décret d'utilité publique du projet a été pris. On a alors misé sur la présidentielle de 1981, et on s'est mis à faire de la politique ! On avait aussi des liens avec le volcanologue Haroun Tazieff, qui était opposé au nucléaire civil. Or, il soutenait la candidature de Mitterrand… qui a annoncé qu'il n'y aurait pas de centrale à Plogoff s'il était élu. Ce fut le cas, mais, hélas, il a poursuivi par ailleurs son programme nucléaire.
Après cette période, j'ai fait un *burn-out*. Mais je continue aujourd'hui à militer au travers de l'association Plogoff, mémoire d'une lutte. Je retiens aussi que nul n'avait parié sur notre victoire à Plogoff. Cela donne espoir, même si la criminalisation des mouvements écologistes aujourd'hui est effrayante. »

Arlette Le Corre, 69 ans, Plogoff

Arlette Le Corre, fille de marin, femme de marin. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

« Les femmes ont eu un rôle très important : à Plogoff, beaucoup d'hommes étaient marins-pêcheurs et étaient souvent en mer. Pendant l'enquête d'utilité publique, les femmes allaient tous les jours se planter devant les cordons de gardes mobiles qui surveillaient les mairies annexes.
J'avais 26 ans, j'y allais avec ma mère. Il y avait aussi des grands-mères qui disaient aux policiers : « *Si vous étiez mon petit-fils, je n'aimerais pas vous voir là « "* On les harcelait ! Les femmes étaient très débrouillardes et courageuses.

Jean Moalic et Noella Coatmeur devant la carte de l'installation de la centrale de Plogoff dans la baie de Feunteun Aod. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

Nous avions en outre une force que les hommes n'avaient pas : celle de la parole. Quand le projet a été abandonné, on a lancé un club arts et loisirs pour que les femmes continuent à se retrouver. Le lien est resté entre nous, et grâce à cette lutte, on est devenus une grande famille. Je serai toujours reconnaissante envers les nombreuses personnes, de Plogoff ou d'ailleurs, qui nous ont aidés à défendre notre pays, qui est si beau ! Cela dit, on a aussi vécu des moments très durs : à l'époque, on ne connaissait pas les grenades lacrymogènes, mais on a vite compris ce que c'était ! Je me souviens aussi d'un ex-gardien de prison qui avait été interpellé, et qui avait été attaché toute une nuit au pied d'un lit… Quand je vois aujourd'hui les images des violences commises par des CRS, ça me fait remonter plein de souvenirs atroces. »

Roland Chatain, 70 ans, et Annie Gloaguen, 75 ans, Treguennec

Roland :
« À l'époque, on militait déjà pour les énergies nouvelles. Au-delà d'être opposés au projet de centrale, on voulait être force de proposition. Dans ce cadre, et à des fins pédagogiques et d'expérimentation, je m'étais occupé en avril 1981 d'un concours pour la construction d'une maison autonome à Plogoff. L'idée : montrer qu'avec une maison bien isolée et bien orientée, on peut se passer du tout électrique et donc du nucléaire.
Hélas, une telle bâtisse n'a finalement pas été construite.
Voilà notre regret : que Plogoff et les communes alentour ne soient pas devenues un laboratoire des énergies douces, dont on a besoin de nos jours. Pourtant, au lieu de mettre le paquet là-dessus, Emmanuel Macron veut imposer le nucléaire avec des prétextes fallacieux, en disant par exemple que c'est une énergie verte. Bref, il se passe beaucoup de choses aberrantes mais, arrivé à un certain âge, on a l'habitude… »

Roland Chatain et Annie Gloaguen. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

Annie :

« Il y avait une incroyable activité sociale : des réunions, des rencontres. Des actions aussi, comme lorsqu'on s'allongeait sur la route pour bloquer les CRS, ou lorsqu'en 1976 on avait formé des barrages autour de la ville pour empêcher EDF d'effectuer des sondages géologiques. Tout cela se mêlait à une effervescence autour du combat régionaliste. Au travers de cette lutte se jouait en effet la défense d'une identité bretonne retrouvée. C'était très intense, joyeux. Tout le monde se sentait vraiment Breton ! »

Le village de Pendreff, non loin du centre de Plogoff. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

Patrick et Mayette Guiavarch, 72 et 76 ans, Pouldergat

Patrick et Mayette Guiavarch. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

Mayette :
« À l'époque, j'étais étudiante à Paris. J'avais reçu une proposition de spécialisation de la part des Beaux-Arts, mais j'ai décidé de revenir dans mon département de naissance : cette lutte, il fallait que l'on en soit acteurs. Dès 1974, avec Patrick, on a fait le tour du cap Sizun pour distribuer des *flyers* informatifs. Les manifestations de 1980 sont les événements les plus connus de la lutte. Mais nous avons participé en amont, et ce dans le secret, à un travail de fourmi : faire venir des scientifiques, organiser des réunions…
On vivait presque dans la clandestinité ; on était surveillés et on a été arrêtés plusieurs fois. Je portais toujours la même cape grise : je n'avais pas le temps de penser à autre chose, il y avait urgence ! On continuait malgré tout à travailler : je faisais des stages, et Patrick était enseignant. Je me rappelle aussi de la grande fête de la baie des Trépassés, en 1980 : 100 000 personnes étaient venues.

Dans le village de Pendreff. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

On avait organisé des conférences, des concerts – Jacques Higelin était là, par exemple. Pour le stand librairie, j'avais fait venir des livres sur le nucléaire depuis les États-Unis car, à l'époque, on n'en trouvait pas en France. Quand le projet de centrale a été abandonné, on a bu un verre de vin, et je peux vous dire qu'il était bon ! Il y a eu beaucoup de joie, mais aussi des larmes d'émotion : cette lutte représente plus de cinq ans de notre vie, et on sait le poids de tout cela. »

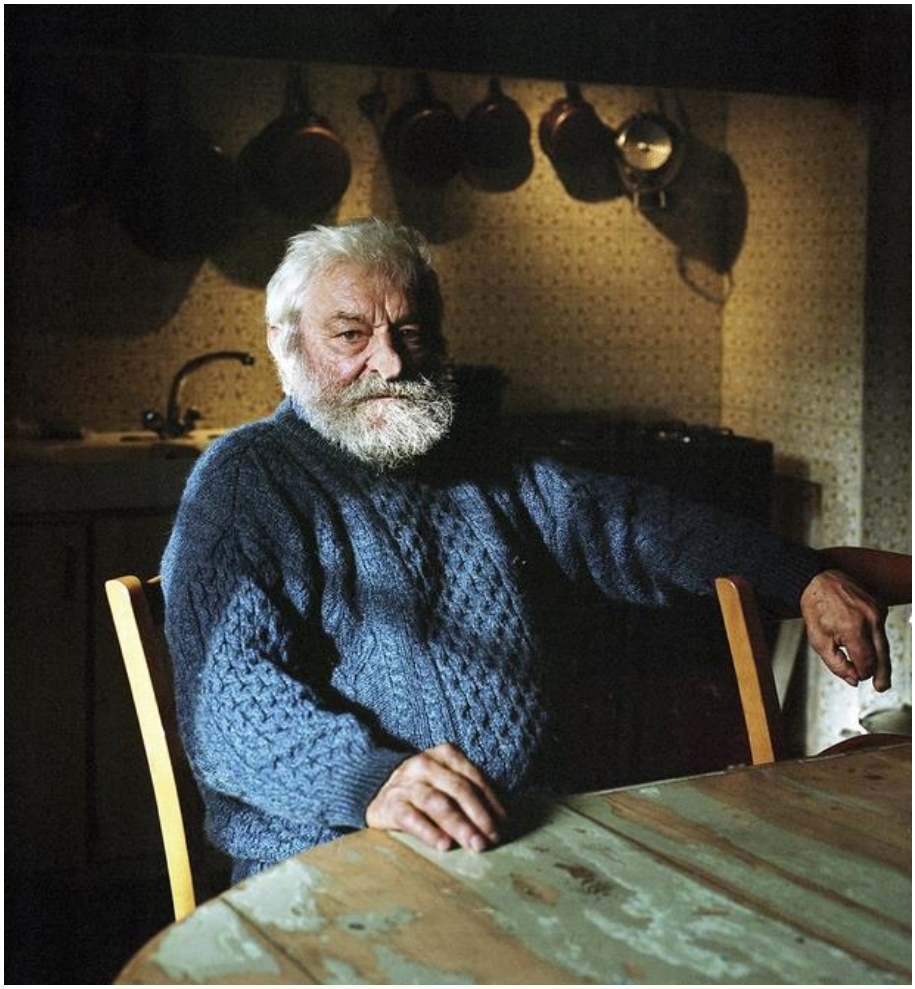
La sculpture « Le lance-pierre » de Robert Vaillant, réalisée en 1981, a été installée en 2017 à l'entrée de Trogor. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

Patrick :
« J'ai participé en 1978 à la création d'un groupement foncier agricole (GFA) au niveau du site envisagé pour construire la centrale. On voulait montrer que ce site était viable économiquement et, dans le même temps, compliquer la tâche d'EDF pour l'acquisition de ces terres.
Au-delà de notre opposition à la centrale, on voulait avoir une démarche constructive. Ce GFA a bien fonctionné, même s'il n'a pas été aisé de convaincre les propriétaires de céder leurs terrains. Le GFA était constitué de 5 000-6 000 parts sociales, qui valaient 100 francs, et on y avait construit une bergerie.

Quand le projet de centrale a été abandonné, il y a eu quelques tensions autour de la suite à donner à ce GFA, et finalement les terres ont été cédées au Conservatoire du littoral. Ensuite, on a eu besoin de prendre du recul.
Certes, la centrale n'a pas été construite, mais ce ne fut qu'une petite victoire : le nucléaire a continué à se développer ailleurs. Je pense cela dit qu'il faut garder un peu d'optimisme : aujourd'hui, plein de problèmes jusqu'ici camouflés sont en train de remonter. »

La baie choisie pour l'installation de la centrale. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

- **Ronan Bourdon, 78 ans, Mahalon**



Ronan Bourdon, ancien berger. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

« J'étais ingénieur pour le ministère de l'Agriculture, mais je suis revenu en 1975 à Mahalon, où je suis né, pour élever des moutons. J'ai été bombardé à la présidence de l'asso Evit Buhez Ar C'hap. On organisait de nombreuses réunions, et les militants sont devenus de plus en plus pointus sur des sujets qu'ils ne maîtrisaient pas à la base.
J'étais également l'un des cogérants du GFA, c'est moi qui ai proposé d'y construire une bergerie et d'y installer un berger. Je revois les pêcheurs de Plogoff monter un grillage pour les moutons avec des câbles de marins, c'était drôle ! On avait fait venir des brebis du Larzac : c'était la concordance des luttes.

L'ancienne bergerie construite en 1979 sur le GFA pour accueillir des moutons du Larzac a été transformée en centre équestre. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

Je n'allais pas aux manifestations : la police avait déjà chargé mon casier judiciaire. En 1978, j'avais été condamné pour une action agricole : le vol de morceaux de viande venant de l'étranger – en tant que paysans, on était opposés à leur importation. On avait déposé la marchandise à Quimper devant le directeur de la police urbaine.
Selon moi, cette affaire – qui en définitive n'a rien donné – était un prétexte pour enquiquiner les militants luttant contre la centrale. Idem, juste avant le début de l'enquête publique, j'avais été condamné pour la construction de la bergerie du GFA, car on n'avait pas de permis de construire. Pour moi, il s'agissait d'une police et d'une justice politiques. »

Henri Peuziat, 76 ans, Plouhinec

« Avec ma femme, Catherine, on avait déjà une fibre militante et écolo, on exploitait une ferme en agriculture biologique. Ce projet nous a bien sûr inquiétés, notamment concernant les lignes à haute tension qui allaient partir de la centrale : c'est un problème qui n'est que rarement soulevé. J'ai aussi été l'un des responsables du GFA. Je retiens de cette période la solidarité qui s'est créée autour de Plogoff, on n'était pas seuls !
Notre victoire fut malgré tout en demi-teinte : quand je vois aujourd'hui la banalisation du nucléaire, ça me fait peur. Macron veut construire six nouveaux EPR, alors que l'on voit bien le fiasco de celui de Flamanville… Pour moi, il s'agit d'une énergie du passé. »

Henri Peuziat, ancien éleveur de porcs biologiques. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

À Plogoff, voici 40 ans, la lutte antinucléaire faisait reculer l'État

Feunteun Aod, Finistère. © *Nicolas Gallon / Contextes / Reporterre*

Amélie QUENTEL et Nicolas GALLON (photographies)
16 mai 2023 (Reporterre)

GUYANE - Lettre ouverte de Yopoto Roland SJABERE de Atopo W+P+ / Village Prospérité au président Emmanuel Macron

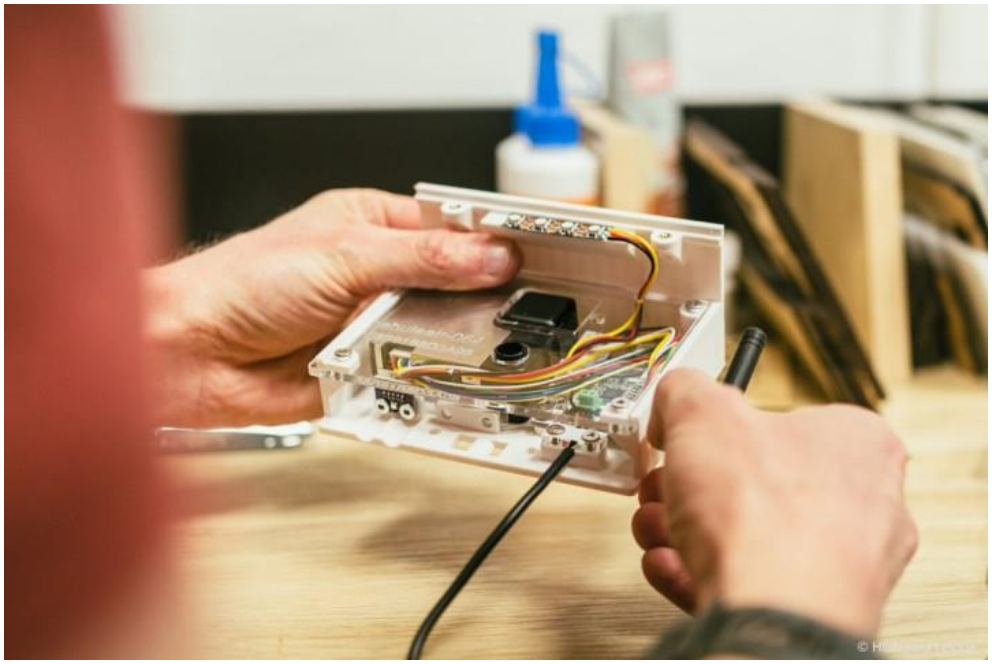
Le Yopoto Roland SJABERE de Atopo W+P+ (Village Prospérité) en lutte contre la construction du projet CEOG sur les terres kali'na en Guyane adresse une lettre ouverte au président Emmanuel Macron à la suite de sa rencontre avec le Chef Raoni. Le CSIA-Nitassinan vous propose de lire ce document :

Monsieur le Président,
Nous sommes très émus par l'accueil que vous faites au chef RAONI.
À son écoute, vous lui aurez sûrement rappelé l'une de vos trois propositions, formulées en amont de la conférence pour l'Amazonie de 2019 :
« Trouver une forme de bonne gouvernance. Il faut associer les ONG, les peuples autochtones beaucoup plus qu'on ne le fait. Et il faut stopper le processus de déforestation industrialisée. »
Nous saluons votre engagement réel, sur la nécessaire préservation des Droits et Coutumes Autochtones, matérialisé par le programme d'aide et d'accompagnement des communautés autochtones de différents pays d'Amérique Latine porté par l'Agence Française de Développement (AFD).
Vous le savez, et le réaffirmez crânement, nous sommes une des clés de la préservation de l'Amazonie, dernier poumon terrestre de la planète.
Aussi sommes-nous très étonnés des errements des services de l'État en Guyane française, qui fait très exactement le contraire.
Notre village est menacé par l'implantation d'une centrale expérimentale situé PRÉCISÉMENT SUR LA PARCELLE entre nos habitations et la crique (rivière) qui nous alimente en poisson. Cette partie de forêt, est un lieu de transmission de nos savoirs, de notre spiritualité et de notre culture aux jeunes générations. C'est de là que nous tirons une grande partie de notre pharmacopée, de notre alimentation et nos matériaux de construction.
Nous ne sommes pas opposés à ce projet, encore moins au développement nécessaire de la Guyane. Nous demandons expressément que ce projet se fasse ailleurs que sur nos terres d'usage qui conditionnent notre survie en tant que peuple Kali'na.
Nous sommes confiants, et nous espérons que vous aurez à cœur, d'appuyer l'un des Peuples Premiers d'Amazonie française.
Dans cette attente, recevez, Monsieur le Président, mes respectueuses salutations.

À Atopo W+P+ le 5 juin 2023,
Roland SJABERE Yopoto d'Atopo W+P+ (Village Prospérité)
Représentant Kali'na – Grand Conseil Coutumier

Lettre publiée le 08/06/2023 par CSIA-Nitassinan

À Marseille, des habitants fabriquent leurs capteurs de pollution de l'air



L'association AirCarto apprend aux Marseillais à fabriquer des capteurs pour mesurer la pollution atmosphérique. Une manière de rendre visible l'invisible, dans une des villes les plus polluées de France.
Marseille, reportage

Processeur, sonde, antenne – le tout raccordé à l'aide de quelques câbles – et voilà les chasseurs de pollution prêts à écumer la ville. Dans le laboratoire d'AirCarto, une association de sensibilisation à la qualité de l'air située en plein centre-ville de Marseille, des participants s'activent pour assembler un capteur de pollution atmosphérique. Une fois connecté au réseau wifi, le petit boîtier mesure en temps réel les niveaux de particules fines et les composés organiques volatiles (COV) en circulation dans l'air, en plus de la température et de l'humidité. Les données alimentent ensuite une carte interactive et collaborative, et dressent un panorama de la météo de l'air marseillaise.
« C'est un outil qui nous permet de connaître instantanément la qualité de l'air et de produire des données facilement récupérables, qui pourront ensuite nourrir des actions citoyennes », résume Nevenick Calec, ingénieur et cofondateur d'AirCarto. Depuis la création de l'association en 2020, près de 400 capteurs ont été mis en circulation.

« Ça requiert une certaine minutie, mais c'est plutôt facile à assembler », dit Gabriel Donadio d'une voix concentrée. Focalisé sur son boîtier en construction, le jeune tatoueur manie le fer à souder avec dextérité, pour élaborer son tout premier capteur. *« La pollution de l'air, c'est une problématique superficiellement couverte par le gouvernement,* estime-t-il. *Les capteurs permettent de mettre en relief cette pollution que l'on ne voit pas, en la rendant concrète et objective. »*
Romain Derain, un autre participant de l'atelier, est du même avis. En tant que chargé d'étude en modélisation de la qualité de l'air, il est particulièrement concerné par le sujet. *« Ce boîtier va me servir à mesurer la pollution du quartier résidentiel où j'habite, car je suspecte les émissions de bois de chauffage d'y stagner »*, explicite le trentenaire en plaçant délicatement une vis dans un insert.
À ses côtés, Jean-Pierre Bonnissel, retraité, a prévu d'installer son futur boîtier dans sa loggia. Son intention : surveiller de près les émissions traversant son domicile, situé à proximité de l'autoroute L2.

L'atelier se déroule au sein du Quartier général des éco-acteurs de Marseille, qui regroupe différentes structures publiques et privées œuvrant dans les domaines de l'écologie et de l'économie circulaire. © *Hildegard Leloué*

Devenir lanceur d'alerte sur la qualité de l'air

Les capteurs sont ainsi utilisés comme des outils militants, afin d'analyser la qualité de son environnement direct et, le cas échéant, de donner l'alerte. *« L'objectif, c'est d'utiliser les mesures citoyennes pour mettre en relief des problématiques de pollution sur le territoire, et déclencher des réactions officielles »*, indique Richard Hardouin, président de France Nature Environnement Bouches-du-Rhône et du Collectif antinuisances (CAN) ; l'association qui a créé AirCarto afin d'accompagner le déploiement de capteurs citoyens à l'échelle régionale.

« Créer soi-même un objet, c'est mieux comprendre son fonctionnement, en plus de devenir maître de la façon dont les données sont collectées et utilisées. » © *Hildegard Leloué*

Si les données récoltées par les capteurs citoyens ne peuvent être considérées comme suffisamment fiables pour servir de base juridique à une plainte, elles donnent néanmoins une idée relativement précise de la situation atmosphérique. Ils ont, par exemple, déjà prouvé leur utilité lors du gigantesque incendie de la déchetterie Saint-Chamas, fin 2021. Grâce à leurs capteurs, des citoyens ont donné l'alerte sur les émanations de fumées toxiques qui ont duré sept semaines consécutives. Les données ont alors été condensées dans un

rapport par AtmoSud, l'observatoire régional de surveillance de la qualité de l'air, qui a lui-même averti la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) afin de mieux protéger les populations.
AtmoSud dispose déjà de plusieurs stations de mesure dans la cité phocéenne. Les capteurs citoyens ne visent pas à leur faire concurrence, mais à compléter les connaissances disponibles sur la qualité de l'air. *« Ils nous permettent d'être très flexibles, par exemple si on veut effectuer un relevé près d'une source de pollution, comme une usine »*, dit Nevenick Calec. Une agilité qui leur permet de rendre la pollution visible à l'échelle d'un balcon, d'une rue ou d'un quartier, alors que la surveillance officielle de la qualité de l'air repose généralement sur des installations fixes, coûteuses et disséminées sur le territoire. Un enjeu d'autant plus important que le nombre de stations d'AtmoSud a diminué ces dernières années, en raison de leur prix conséquent (200 000 euros environ), passant de 70-80 au début des années 2000 à une cinquantaine aujourd'hui en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Partager et s'approprier la connaissance

« La qualité de l'air est un enjeu beaucoup trop important pour ne pas communiquer dessus », dit Paul Vuarambon, cofondateur d'AirCarto. Le partage du savoir est en effet au cœur du dispositif, puisque le processus de fabrication des capteurs et les outils d'analyse de l'air sont collaboratifs et ouverts à tous, selon le principe de l'*open source*. Une transparence qui se décline aussi au sens littéral du terme, le boîtier étant couvert d'une vitre en plexiglas permettant d'en observer les composantes. *« Créer soi-même un objet, c'est mieux comprendre son fonctionnement, en plus de devenir maître de la façon dont les données sont collectées et utilisées »*, soutient le géographe.

Paul Vuarambon et Nevenick Calec, co-fondateurs d'AirCarto. © *Hildegard Leloué*

À l'origine de ce projet de mesure citoyenne, Paul Vuarambon était animé d'une idée simple : cartographier la pollution atmosphérique à laquelle il était confronté pendant ses trajets quotidiens à vélo. Peu convaincu par les capteurs disponibles sur le marché, majoritairement produits en Chine dans des conditions peu éthiques, l'ingénieur a souhaité créer son propre dispositif. S'ensuivit le désir de créer ce projet de sciences participatives pour améliorer les données existantes sur la pollution de l'air. Certes, certains éléments de ce capteur *do it yourself* – fabriqué soi-même – sont importés de l'étranger, mais les membres d'AirCarto conçoivent et assemblent un maximum d'éléments dans un atelier de fabrication numérique (fablab), grâce à une imprimante 3D.
Pour le moment, les cofondateurs de l'association animent surtout des ateliers de fabrication de capteurs et de sensibilisation auprès des scolaires. Ils souhaitent étendre leur cœur de cible, et multiplier leurs actions de sensibilisation avec les publics adultes, à raison d'une intervention par mois environ. En parallèle de l'association, ils ont également constitué une entreprise pour vendre des capteurs aux collectivités désireuses de documenter la qualité de l'air. Différents modèles sont disponibles, en fonction de l'utilisation souhaitée

(en intérieur ou extérieur, en position fixe ou mobile). De quoi participer à une prise de conscience générale sur les dangers de la pollution atmosphérique et inciter à agir, car *« la qualité de l'air est le premier des biens communs »*, dit Nevenick Calec, un outil de résistance collective clignotant entre ses paumes.

Ce reportage a été réalisé par une étudiante de l'École supérieure de journalisme professionnelle de Montpellier et initialement publié sur le blog des élèves : Marseille l'irrespirable : http://marseille-l-irrespirable.blogsesjpro.fr/.

Pollution de l'air : l'État condamné à payer 20 millions d'euros

Hildegard LELOUÉ
25 avril 2023 (Reporterre)

En Angleterre, 3 ans de prison pour le blocage d'un pont

Deux militants anglais du collectif Just Stop Oil ont été condamnés jusqu'à trois ans de prison pour avoir participé au blocage du pont Elizabeth II, près de Londres.

C'est une peine sévère et historique. Le 13 avril dernier, deux militants britanniques membres de Just Stop Oil ont été condamnés à des peines de respectivement trois ans et deux ans et sept mois de prison. Ils ont été jugés coupables d'avoir causé une *« nuisance publique »* pour avoir participé à une action de blocage du pont Elizabeth II, qui traverse la Tamise à l'est de Londres.
Le 17 octobre 2022, Morgan Trowland et Marcus Decker s'étaient juchés en haut de deux piliers du pont pour y déployer une banderole *« Just Stop Oil »*, forçant la police à arrêter la circulation. Cette action s'inscrivait dans le cadre d'une campagne organisée par leur collectif pour demander au gouvernement britannique de suspendre toute nouvelle licence et autorisation d'exploitation pétrolière et gazière.

Ce pont, l'un des plus fréquentés du Royaume-Uni, avec en moyenne 130 000 véhicules par jour, avait été bloqué une quarantaine d'heures, provoquant d'importants embouteillages.
Durant le procès, le juge a été particulièrement hostile à l'encontre des deux militants. *« Vous devez être punis pour le chaos que vous avez causé et dissuader les autres de vous copier »*, a-t-il dit selon le *Guardian*.

Au tribunal, la police a listé les personnes qui auraient été victimes de ces embouteillages, notamment *« une femme très enceinte qui avait besoin d'une aide médicale urgente »*. Une autre personne aurait manqué les funérailles de son meilleur ami. Une entreprise aurait perdu plus de 160 000 £ de revenus (180 685 euros) rapporte le *Daily Mail*.
Ce n'était pas la première action pour ces deux activistes. Morgan Trowland, 40 ans, ingénieur concepteur de ponts, avait déjà participé en 2020 au blocage d'une route menant à une imprimerie à Broxbourne, à une trentaine de kilomètres au nord de Londres. Durant l'audience, le juge a rappelé que Morgan Trowland avait déjà été condamné six fois pour participation à des manifestations.

Morgan Trowland et Marcus Decker ont bloqué le pont de la reine Elizabeth II pendant une quarantaine d'heures. © *Just Stop Oil*

Son compagnon Marcus Decker, musicien de 33 ans, a publié une tribune dans laquelle il a justifié son geste. *« C'était un dernier recours désespéré après avoir passé des années à essayer tout le reste »*, explique ce père de deux enfants.
Il a dénoncé certaines fausses informations concernant le blocage d'ambulances. *« Quand Morgan et moi étions sur le pont, nous n'avons pas bloqué la route. Des véhicules d'urgence passaient sous nous […] Le service d'ambulance a publié un communiqué précisant que son équipage n'avait pas été retardé et est arrivé sur le lieu [d'un accident]. »* L'activiste a également rappelé la répression subie par le mouvement écologiste en Grande-Bretagne.

138 personnes ont été emprisonnées en lien avec la campagne Just Stop Oil qui a commencé en avril 2022. © *Just Stop Oil*

En janvier dernier, le gouvernement britannique a ajouté un amendement à un projet de loi permettant aux policiers d'arrêter des militants avant qu'ils soient passés à l'action, s'ils ont de bonnes raisons de penser que ces individus ont l'intention de participer à une opération de *« blocage sérieux »* ou à une *« marche lente »* pour ralentir la circulation, comme l'explique *Le Monde*.

« En utilisant ces lois, le gouvernement, les médias favorables à l'État, les tribunaux et la police tentent de faire fi de la légitimité des motivations politiques des manifestants et de leurs objections conscientes à l'injustice. Ils font de leur mieux pour les dépeindre comme des criminels qui menacent inconsidérément la vie de personnes soi-disant ordinaires », poursuit Marcus Decker dans sa tribune.

2 000 militants arrêtés

Depuis le début de la campagne Just Stop Oil le 1er avril 2022, plus de 2 000 militants ont été arrêtés et 138 personnes emprisonnées. Mais c'est la première fois que ses membres sont condamnés à des peines aussi lourdes.

Un rassemblement est organisé ce samedi 29 avril à Londres pour les soutenir et dénoncer cette répression. Sur le tract d'appel, on peut lire : *« Ils pensent que des peines de prison injustes nous feront taire, mais cet acte d'oppression n'est pas dissuasif, c'est une honte. Pourquoi des juges lâches choisissent-ils d'emprisonner des personnes qui défendent la vie, plutôt que de traduire en justice notre gouvernement criminel ? […] Nous n'abandonnerons pas nos amis. Nous sommes aux côtés de Marcus et Morgan. »*

De la soupe sur Van Gogh : les écolos divisés

Laury-Anne CHOLEZ
26 avril 2023 (Reporterre)

Étudiant·es, salarié·es, retraité·es, sans emplois : désertons !

« Que désertons-nous ? » Des membres du discours d'Agro ParisTech, les collectifs Les Désert'heureuses et Vous N'êtes Pas Seuls éclairent le phénomène de désertion des diplômé·es. Avec l'espoir de *« se redonner une puissance d'agir collective »*.

En 2022, beaucoup d'encre a coulé au sujet de la désertion des plus diplômé·es, souvent dans la confusion et la superficialité. Nous, collectifs accompagnant ce phénomène social qui s'intensifie, voulons clarifier ce que nous mettons derrière ce mot.
Deux ans de crise sanitaire ont mis à nu l'absurdité d'un quotidien passé à travailler au service d'une économie déconnectée du réel. 2022 a été l'année des vagues de démissions, des discours dans les grandes écoles et des odes au refus du travail comme marchandise. Dans ce contexte de mouvement social d'ampleur – violemment réprimé – contre une réforme des retraites qui considère les êtres comme des ressources productivistes, nous voulons préciser pourquoi nous avons choisi de déserter, dans l'idée de donner des perspectives et d'élargir le front de la contestation.

Que désertons-nous ?
L'illusion perdure selon laquelle la fin du monde serait empêchée par les responsables du désastre : le capitalisme, l'industrie, la technologie, l'État. Quelques pistes cyclables, voitures électriques, panneaux solaires, écoquartiers et autres taxes carbone seraient des « solutions ». Or notre régime économique repose sur l'exploitation des classes laborieuses et des milieux vivants. Il a imposé un mode de vie et une hiérarchie sur tous les territoires du globe par la violence, étouffant progressivement toute alternative.

Contraint·es de passer par la monnaie pour nous nourrir, nous loger, nous soigner, nous sommes privé·es de tout contrôle sur nos vies et nos moyens de subsistance. Ce ne sont pas les activités artisanales, agricoles ou artistiques qui remplissent l'estomac, mais plutôt l'individualisme, la compétition et l'héritage. Pour nous, être libre, c'est être capable de prendre en charge directement et collectivement nos besoins primaires. Nous ne voulons plus dépendre de l'industrie pour y subvenir.
Jeunes diplômé·es, nous étions parti·es pour des carrières promettant confort et privilèges, en échange de notre loyauté à la classe bourgeoise dominante. Nous avons déserté, car nous refusons ce rôle de complice. Nous désertons les rangs privilégiés d'une guerre menée par le monde marchand contre le vivant. Nous désertons le carriérisme, et les vaines tentatives de verdir le monstre depuis son intérieur. Nous désertons le culte de la technologie, et les fausses solutions promises par l'industrie pour combattre ses propres fléaux.

Déserter pour mieux riposter
Nous souhaitons sortir de l'entre-soi et entrer en résistance, aux côtés de celles et ceux qui se battent pour la terre et la liberté. De la défense des communs à la lutte contre les politiques autoritaires et impérialistes, nous partageons nos connaissances des rouages de la machine avec celles et ceux qui tentent de l'enrayer. Cadres dits « supérieurs », habitué·es à la ville, aux salles de cours et aux bureaux, nous ne sommes pas les mieux placé·es pour nous réinventer paysan·nes et artisan·es. Alors nous apprenons auprès de personnes qui vivent humblement et fièrement, sachant faire des choses par elles-mêmes.
Nous n'inventons rien. Des luttes marronnes aux exodes anti-industriels post-68, du refus de parvenir ouvrier du début du 20e siècle aux stratégies zapatistes des années 1980, nos désertions trouvent leur inspiration dans une histoire riche de mouvements qui ont voulu tantôt résister à l'oppression, tantôt transformer leur monde, mais toujours en défaisant le pouvoir plutôt qu'en le conquérant.

Sortir des oppositions stériles
Nous souhaitons en finir avec le faux débat opposant « les privilégié·es qui désertent pour élever des chèvres » et « les collabos réformistes qui restent à l'intérieur ». Nous mesurons que la critique radicale de la société que nous portons est partagée par beaucoup, que des alliances sont à construire. Nous pouvons avoir des méthodes différentes : avec ou sans les institutions ; légales ou illégales ; violentes ou non ; locales, régionales ou nationales, voire internationales. Nous acceptons la diversité des tactiques, tant que l'on partage un horizon commun.

Ceci dit, beaucoup d'énergie est mobilisée aujourd'hui pour résister depuis l'intérieur, quand nous sommes encore trop fragiles pour construire de vrais rapports de force depuis l'extérieur. Nous n'enrayerons pas la spéculation sur le foncier agricole en la dénonçant uniquement, mais en allant physiquement reprendre les terres ! Nous ne règlerons pas le problème de la sécheresse avec des petits gestes, mais en reprenant la gestion commune de l'eau, en commençant par mettre un terme aux projets de mégabassines !
Nous ne ferons pas la transition avec des centrales de production industrielle d'énergie, qu'elles soient nucléaires ou « renouvelables », car elles reposent sur un pouvoir centralisé, un régime néocolonial, des infrastructures nuisibles et alimentent la même mégamachine. Pour nous, la transition se fera en démantelant ces technologies autoritaires et l'extractivisme global !

Se redonner une puissance d'agir collective
Chez les révolté·es solitaires, l'isolement face à l'ampleur du désastre peut générer un sentiment d'impuissance écrasant. Il paraît souvent inconcevable de tout plaquer pour s'engager, sans solution ou plan à grande échelle. Mais il n'y aura jamais de chemin facile, de bouton « sortir du cauchemar » ou de bulletin de vote magique. Déserter, c'est aussi briser cet isolement pour se redonner une puissance d'agir collective. Notre désertion est joyeuse, elle nous rend conscient·es, capables, fier·es de nos apprentissages, et solidaires avec celles et ceux qui croisent nos routes.

Mauvaises conditions de travail et perte de sens : une vague de démissions gagne la France. « Nous refusons de servir ce système » : des ingénieurs diplômés d'AgroParisTech appellent à déserter. Promis à de brillantes carrières, des jeunes désertent pour « démanteler » le système

Étudiant·es, salarié·es, retraité·es, sans emplois... Désertons ! Envisageons toutes les formes de désertion comme des options non seulement possibles, mais nécessaires, sérieuses et désirables. Créons des réseaux de subsistance où chacun·e pourra vivre dignement. Préparons-nous à lutter pour celles et ceux qui nous entourent et en solidarité avec celles et ceux qui sont loin, pour défendre des milieux vivants et pour reprendre aux tout-puissants ce qui appartient à tous·tes...
Construisons un mouvement large et transversal de démissionnaires solidaires pour renverser le rapport de force !

DES MEMBRES DU DISCOURS D'AGRO PARISTECH EN 2022, LES COLLECTIFS LES DÉSERT'HEUREUSES ET VOUS N'ÊTES PAS SEULS.

Signataires

Collectifs :

- Association Nationale pour la Biodiversité
- Antitech résistance
- Campagne glyphosate Rhône Loire
- Connexion paysanne
- Coopérative européenne Longo Maï
- Désobéissance écoloo Paris
- Deux points ouvrez les guillemets
- Fresque des low-techs
- Hors d'la Loire
- Ingénieur·e·s engagé·e·s
- Ingénieur·e·s engagé·e·s Lyon
- Ingénieur·e·s sans frontières INSA Lyon
- L'archipel du vivant
- L'équipe du documentaire « Si maintenant on y allait »
- Les ateliers Icare
- Les communaux
- Les Désert'heureuses
- Mouvement pour des savoirs engagés et reliés
- Rabajoie (Riposte Autonome pour une Bascule dans l'Amour et la Joie)
- Terres de Luttes
- Vous n'êtes pas seuls

Individu·es :

- A. J.François, retraité ingénieur agro, Paysan
- ADOLPHE Antonin, paysan militant, déserteur de l'École Polytechnique
- Alban H, ingénieur Systèmes Embarqués
- ALMAZÁN Adrián, professeur de philosophie
- ALONSO Héloïse, apprentie
- ALTMAYER Victor, médecin
- ANDRE Guillaume, psychanalyste. Ancien directeur d'hôpital, déserteur en 2018
- ANNA Jean-Christophe, co-fondateur de L'Archipel du Vivant
- AUDIC Martin, déserteur du génie mécanique et industriel
- Aurèle, étudiant ingénieur environnement
- AUTUNNO Mahée, ingénieure en agro-développement international.
- AVIGNON Marianne, doctorante
- B. Romain, exploité
- BADEL Louis, étudiant
- BAFFOU Nataël, étudiant
- BERLAN Aurélien, auteur, traducteur, enseignant-chercheur
- BERNARD Florian, créateur d'entreprise
- BERNI-ANDRÉ Victoria, journaliste, militante écologie intersectionnelle, déserteuse du génie urbain
- BODIN Xavier, chercheur CNRS
- BONNEUIL Christophe, historien
- BORIUS Rémy, ingénieur
- BOSSU Norbert, ingénieur transition énergétique
- BOUCHER Romain, ingénieur déserteur, membre du collectif Vous N'êtes Pas Seuls
- BOUGOUIN Adeline, paysanne et Docteure en Agriculture
- BOURDEAUD Nicolas, futur double diplômé ingénieur ISAE-Supaero et Sciences Po Paris
- BRETON Jérôme, interdépendant
- BUREAU Julie, assistante caméra
- CANNILLA Victor, ex-trader et ex-consultant BCG, YouTuber Kraken Debrief
- CASTAGNA Jérôme, multi-activiste
- CHAIGNEAU Romane, paysanne en cours d'installation
- CHARLES Aurélien, étudiant ingénieur
- CHAUPIN Julia, jardinière
- CHAUVIN Lise, ingénieure électronique en reconversion
- CHENEVEZ Sandrine, enseignante agricole
- CHERBUT Julie, retraitée apicole
- CHOISNE Clément, ingénieur issu de la classe ouvrière, en périple décroissant
- CLERGEAU Charlotte, agricultrice
- COMBREAU Cyril, ex-ingénieur éolien, déserteur
- CORDIER Morganne, ingénieure en agrodéveloppement
- COUTURIER Pierre, maître de conférences
- COZON Stéphane, ingénieur agricole, paysan retraité
- DAVIET Étienne, ingénieur en énergie et environnement
- DE GIVRY Anna, étudiante
- DEANSE Amandin, activiste et salarié·e saisonnier·e en arboriculture
- DEBORDE Quentin, étudiant
- DECKA Jean-Philippe, doctorant-chercheur
- DENZLER Antoine, ingénieur en tour de France du woofing avec le Journal d'un agrologue
- DESINFO.INFO
- DIANCOFF Grégory, indépendant
- DIEUDONNÉ Lina, consultante environnement
- DRAMSI Shaynoor, directrice de recherche
- DUGUET Rémi, écologue
- DWORNICZEK Xavier, ex AgroParisTech mobilisé pour préserver l'avenir de Grignon
- DÉSIR Jérémy, Quant déserteur, activiste écologiste
- ERADES Quentin, travailleur social
- EZÉQUEL Maxime, déserteur intermittent
- FERRARI Catherine, retraitée de l'éducation nationale
- FOILLERET Christian, maraicher et transformateur
- GALANT Bastien, étudiant
- GAUTIER Mélodie, salariée
- GAYON Benjamin, docteur en aménagement de l'espace, salarié associatif et militant
- GIACINTI Chloé, militante
- GINOT Gaël, chercheur post-doctorant, CNRS
- GIRAULT Félix, maîtrise d'ouvrage pour projets anticapitalistes
- GOSSELIN Sophie, philosophe, membre de Terrestres
- GOUDAL Sophie, dentiste
- GOUEYTHIEU Jean-Pierre, enseignant anticapitaliste
- GOUYON Pierre-Henri, professeur émérite au Muséum National d'Histoire Naturelle
- Gui, paysan artisan et ingénieur déserteur
- GUIGON François, support déter'
- GUILLOT Pierre-Louis, étudiant
- GUTIERREZ Marin, collectiviste en apprentissage

- HERVE-GRUYER Charles, fondateur Ferme du Bec Hellouin
- HERVE-GRUYER Lila,éditrice
- HERVE-GRUYER Rose, étudiante
- HERVÉ Tugdual, paysan
- HUET Liliane, salariée agricole
- HUOT Gabriel, néo-boulanger
- HUPÉ Jean-Michel, chercheur CNRS en écologie politique
- HÉLIN Julie, facilit'actrice en transition écologique
- IZOARD Celia, autrice, journaliste
- Jean-Paul, docteur en biologie
- JEAN Yoann, maraîcher en devenir
- JULIENNE Théophile, étudiant à l'École Normale Supérieure de Lyon
- JÉGOUX Florence-Marie, formatrice, facilitatrice travail qui relie, pollinisatrice
- KERARON Lola, une agro qui déserte
- KERARON Yves, ingénierie digitale
- KERBIRIOU Nils, étudiant
- KNORR Cortney, ingénieur déserteur
- KRIEGER Emmanuel, doctorant
- KUNTZ Mathieu, étudiant, élu communal, cofondateur de L'Archipel du Vivant
- LABAT Tibo, membre du collectif Défendre-Habiter
- LA LENTEUR Éditions
- LANTIERI Esteline, militante écolo
- LAPLACE Sandrine, chercheuse au CNRS
- LAURENT Anthony, journaliste
- LAURENT Antonin, juriste déserteur-euse dans une ferme collective
- LAURENT Clément, zadiste
- LAVEAU Manon, autoentrepreneure
- LAZARE Léna, activiste écologiste
- LE GOAS Walter, salarié
- LE MEN Gaëlle, déserteuse et décroissante
- LEGENTILHOMME Nathalie, infirmière
- LEGRAND Arnaud, directeur de recherche CNRS
- LEMERY Marion, ex-doctorante en optimisation, déserteuse
- LEMOIGNE Christelle, future élève en orthoptie
- LEWIS Amanda, designer et artiste
- LIEVENS Laurent, enseignant-chercheur et lanceur d'alerte
- LOUER Anne, sophrologue et permacultrice
- LUCAS Jonathan, technicien du son
- MAHÉ Valérie, ouvrière
- MAILLET Mathilde, étudiante
- MALEK Gabriel, président d'Alter Kapitae
- MANDIL Guillaume, enseignant-Chercheur
- MANGEOT Mathieu, enseignant-chercheur en sciences de la soutenabilité
- MARENDAZ Mathilde, étudiante en géographie, militante, députée du canton de Vaud en Suisse
- MATEUS Quentin, animateur de projet associatif
- MAY Tony, libraire
- MERCIER Manuel, chercheur - Membre de l'AtÉcoPol d'Aix-Marseille
- MEYER Yohan, écrivaingénieur
- MINET Faustine, étudiante
- MODICA Critiana, agricultrice
- MONNIER Anne, ingénieure transition énergétique
- MOREL DARLEUX Corinne, autrice
- MORICE Philippe, paysan bio
- MORICE Yoann, paysan bio
- NAPOLI Baptiste, chargé de mission
- OBERLÉ Philippe, rédacteur sur Greenwashingeconomy.com
- OHIER Nadine, paysanne bio
- Oncle H, éditeur de desinfo.info
- ORLIAC Charlotte, ingénieure, coach, artisane du changement
- ORY Joseph, étudiant-apprenti en agronomie
- PAROUBEK Stéphane, ingénieur démissionnaire
- PEDEMONTE Nicolas, membre de Time for the planet
- PERRON Marie-Alexandra, ex-architecte d'intérieur, enseignante-militante, en voie d'autonomie collective
- PEUGEOT Juliette, salariée agricole bio
- PEYRACHE Jean-Philippe, enseignant dans le supérieur
- PEYRUS Florent, con-citoyen engagé
- PIELY Edouard V., Journaliste indépendant, membre de la rédaction de Sciences Critiques
- PINSARD Maxime, apprenti-écologue, ex-ingénieur-chercheur
- PLATZER Paul, chercheur en mathématiques appliquées
- PLETERI Nolwenn, animatrice santé
- PORTALEZ Régis, diplômé de l'école Polytechnique
- PROST Maëlle, étudiante
- PRUVOST Geneviève, directeur de recherche au CNRS
- RAFANELL I ORRA Josep, psychologue et écrivain
- RAGUET Hugo, maître de conférences en informatique
- REPRISES DE SAVOIRS
- REVUE Z / LES ÉDITIONS DE LA DERNIÈRE LETTRE
- ROBERT Kévin, ingénieur de recherche
- ROMETTE Valentin, ingénieur éco-construction
- RONEY Cécile, en désertion
- RONSIN Gaëlle, sociologue
- ROSO Claire, animatrice dans un Tiers lieu paysan, ex AgroParisTech
- SAADA Paul, étudiant
- SANSON Lise, étudiante ingénieure agro
- SAUXPICART Stéphane, salarié
- SCHMID Vincent, ingénieur
- SCHRUIJER Floris, déserteur réalisateur
- SCHULER Guillaume, fonctionnaire chargé de mission
- SCOTET Gwennhaëlle, compostrice
- SERVIGNE Pablo, ingénieur agronome et auteur
- SILVANT Manon, activiste environnementale
- SOUBRA Baptiste, ingénieur déformé, doctorant Cnam et Activiste
- Stephen, déserteur apatride
- SÉCHAUD Tristan, étudiant
- TACONNÉ Marie, en reconversion

- TANGUY Isabelle, coach
- TERESO Manon, étudiante
- TERRIER Jérôme, dit Skippy, ingénieur déserteur, dessinateur
- THIÉBAUT Élise, féministe, autrice, et journaliste française.
- TOURVIEILLE Samuel, étudiant ingénieur
- TRIQUENEAUX Sébastien, membre de Scientifiques en Rébellion
- TRÉHUÉDIC Kevin, enseignant-Chercheur
- URTIZBEREA Tristan, ex-ingénieur, auteur et formateur
- VANDAME Emmanuel, paysan
- VERRON Loris, doctorant
- VEYER Stéphane, mouvement coopératif
- VIDALOU Jean-Baptiste, bâtisseur en pierre sèche
- VIGIER Marie-Paule, infirmière retraitée
- VINDARD Thomas, en tour de France des initiatives écologistes
- VIVANT Thomas, paysan
- VULLIET Jean, activiste, paysan retraité
- WATEAU Mathilde, onusienne déserteuse
- WIRTH Antonin, déserteur en 2015, actuellement paysan
- YOLI Lou, technicienne dans les énergies renouvelables

1er mai 2023 par COLLECTIF (Basta !)

[…]

Notes

[1] CC BY-SA 4.0

La lettre du bois du Chat d'avril

Bref rappel de la situation

Sur la commune de Tarnac en Corrèze, au coeur du Parc naturel régional de Millevaches, un chantier de coupe rase de feuillus est à l'arrêt depuis près de 4 mois. Des habitant.es de la commune et des alentours sont mobilisé.es pour défendre une forêt spontanée de chênes et de hêtres, une zone sensible de la vallée de la Vienne (qui prend sa source à quelques kilomètres) en zone Natura 2000. Un chantier de coupe rase avait débuté en décembre qui devait être suivi d'une plantation de résineux. Le Comité de défense du Bois du Chat a rassemblé à plusieurs reprises des dizaines d'habitant.es de la Montagne limousine, permettant d'empêcher une reprise en force du chantier. L'exploitant est resté sourd à cette mobilisation et a tenté de justifier ses pratiques en organisant un rassemblement des dirigeants de la filière bois le lundi 6 mars aux abords même du chantier contesté.

Lundi 6 mars, deux visions de la forêt, un clivage politique

Ce jour-là, ce sont deux visions de la forêt qui se sont confrontées, exprimant des positions politiques fondamentalement différentes.

D'un côté les représentants patronaux, propriétaires et industriels de la filière bois étaient soutenus par les élus de la droite locale, notamment Pascal Coste (LR) président du conseil départemental de la Corrèze, Francis Dubois (LR) député de la Corrèze et Valérie Simonet (LR) présidente du département de la Creuse. Ils ont exprimé une vision conservatrice basée sur la poursuite d'intérêts économiques à court terme et une défense inconditionnelle de la propriété privée. « La forêt n'est pas un bien commun ! » ont ainsi affirmé Patrick Puygrenier (président de Fransylva) et Pascal Coste, ainsi que plus tard Francis Dubois aux micros de France 3.

Un discours aberrant quand on sait le rôle crucial des forêts sur le cycle de l'eau et qu'on sait également les importantes subventions publiques dont bénéficient la filière, de la plantation jusqu'à l'équipement des scieries industrielles. Pour exemple à Égletons, la scierie Farges, qui entend devenir la plus grande scierie industrielle de France, a bénéficié de plus d'un million d'euros d'aides publiques et n'a pas hésité à demander l'expropriation d'agriculteurs et d'une femme de 84 ans pour agrandir son usine. Les démarches d'expropriation et la déclaration d'utilité publique qui les rend possibles ont été engendrées par la Communauté de Communes de Ventadour-Egletons- Monédières alors sous la présidence de… Francis Dubois. Doit-on comprendre, M. Dubois, que la propriété privée est sacrée en forêt, mais sujette à expropriation pour l'agrandissement d'une scierie industrielle ? Que la forêt n'est en aucun cas un bien commun tandis qu'une méga-scierie est d'utilité publique ?

De l'autre côté la délégation du Comité de défense du Bois du Chat a défendu une vision différente. Cette délégation était composée d'habitant.es, de maires de la Montagne limousine (Saint-Yrieix- La-Montagne, Gentioux-Pigerolles, Faux-la-Montagne, La Villedieu), de membres de l'association Canopée, de Chloé

Herzaft (EELV) élue de Brive et était accompagné par Catherine Couturier (LFI) députée de la Creuse. Outre la délégation, plus de 150 personnes du territoire se sont rejoints pour faire savoir leur détermination à protéger cette forêt.
Contrairement aux déclarations des tenants de la droite ce jour-là, nous défendons l'idée du bien commun et estimons que les pratiques forestières doivent prendre en compte un intérêt supérieur commun. La forêt, poumon de la planète, est essentielle pour maintenir la fertilité des sols et le cycle de l'eau sur Terre et il s'agit d'intégrer cet élément fondamental pour en concevoir une articulation juste avec la propriété privée. Pour cela comme pour anticiper l'inévitable adaptation de la filière professionnelle, nous pensons qu'il est nécessaire d'établir une politique à long terme qui ne soit pas simplement inféodée au rythme des fluctuations des cours du bois sur les marchés financiers mondiaux, et qui prenne en compte la voix des habitant.es et associations. Le président du PNR Millevaches Philippe Brugère a rappelé et défendu la position du Parc sur les coupes rases de feuillus qui avait été énoncée dans un communiqué de presse du vendredi 3 mars. Ce communiqué indiquait « qu'il y a de moins en moins de feuillus, [ce] qui confirme une trajectoire ni bonne pour la ressource, ni bonne pour les milieux et la diversité qu'ils abritent, [que] le Parc souhaite agir, aux côtés de la Fédération des Parcs, pour l'évolution de la réglementation afin d'accélérer les changements qui peuvent encore être choisis plutôt que subis [et que] seule une évolution significative du cadre législatif en la matière sera de nature à résoudre ces situations. »
Suite à ce lundi 6 mars agité, Pierre Coutaud maire de la commune voisine de Peyrelevade a tenu à « livrer à [son] tour [une] lettre ouverte, [son] coup de gueule, ou [ses] réflexions plus ou moins brouillonnes sur cet évènement, cette coupe et la gestion forestière sur le Plateau. ». Loin de trouver ses réflexions « brouillonnes », nous saluons une prise de position claire et une critique très justement argumentée ! […]

Les perspectives aujourd'hui
Immédiatement après cette rencontre, le PNR Millevaches avec l'appui du président de la Région Nouvelle Aquitaine Alain Rousset, a proposé à la propriétaire la somme de 100 000 euros pour racheter la parcelle du Bois du Chat. Cette offre a de nouveau été refusée (une première proposition de contrat Natura 2000 avait été faite en janvier). Que la préservation des forêts doive passer par la proposition de telles sommes d'argent public à des propriétaires dans une situation économique déjà plus que confortable, est à nos yeux largement questionnable. Mais loin de toute modestie, son refus démontre un entêtement complètement déconnecté du terrain et de la préoccupation majeure dont la situation est l'objet, autant pour les habitant.es de la Montagne limousine que pour une part non négligeable de la classe politique du pays.
Une tribune parue le 4 mars avait en effet recueilli les signatures de centaines de soutiens dont plusieurs dizaines d'élu.es locaux, nationaux et européens.
Le PNR travaille au sein de la fédération des PNR à l'élaboration de propositions communes pour une protection spéciale des territoires des parcs.

Saisie du sujet par une question de l'euro député Philippe Lamberts, la Commission européenne a rappelé qu'il était « urgent d'adapter les forêts européennes au changement climatique », que « les projets de coupe rase [devaient] faire l'objet d'une évaluation appropriée » et que le gouvernement français devait respecter ses engagements. (https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/P-9- 2023-000671-ASW_FR.html)

L'expert forestier Sylvestre Coudert, qui a réalisé le plan simple de gestion concernant le Bois du Chat, a annoncé que ce plan de gestion allait être revu, ouvrant la possibilité que le chantier de coupe rase soit annulé et qu'une gestion alternative soit établie. Cela nous mène à questionner l'établissement des Schémas Régionaux de Gestion Sylvicoles, auxquels les plans de gestion doivent se conformer et qui donnent les grandes orientations des politiques forestières à l'échelle régionale.
Il nous semble inenvisageable que le chantier au Bois du Chat reprenne aujourd'hui quand le printemps est là et que la période de nidification des oiseaux a démarré. Une telle forêt de feuillus héberge de nombreuses espèces d'oiseaux et de chauve-souris, un courrier de la Ligue de protection des Oiseaux en atteste (en pièce jointe), une coupe rase à cette saison serait pure provocation. S'il n'y a aujourd'hui pas de réglementation générale protégeant la période de nidification, la Politique Agricole Commune interdit aux agriculteurs de tailler les haies du 16 mars au 15 août, l'Office Français de la Biodiversité recommande cette précaution à l'ensemble des professionnels, collectivités et particuliers, l'étendant à l'élagage des arbres, et l'Office National des Forêts préconise de ne pas effectuer de travaux de bûcheronnage en printemps et en été.

Depuis plusieurs mois nous avons reçu des soutiens de professionnels de la forêt critiques de certaines pratiques systématiques comme les coupes rases, l'enrésinement, la monoculture. Bernard Palluet, ex-directeur adjoint de la coopérative CFBL, ancien responsable national du groupe Coopération Forestière et membre du Groupement de Développement Forestier Millevaches se dit « abasourdi de constater que la filière est juste capable de s'unir pour défendre des intérêts particuliers […et] espère juste que devant l'émoi général que soulève ce cas particulier, en région et un peu partout ailleurs dans les médias, elle sera capable de se poser enfin les bonnes questions sur sa façon d'appréhender la gestion forestière et sa mise en oeuvre. Il faut qu'elle se convainque enfin qu'elle doit changer ».

Gaêtan Du Bus de Warnaffe, gestionnaire forestier, pose la question : « La forêt est-elle à ce point privée qu'aucun acte sylvicole, qui plus est associé à des subventions publiques, ne puisse être questionné par les élus et les habitants qu'ils impactent ? ». Nous appuyons une transformation de l'ensemble de la filière que bien des travailleurs souhaitent eux aussi, même s'il leur est souvent difficile et risqué de l'exprimer.
Une mission parlementaire, présidée par Catherine Couturier, travaille actuellement sur l'adaptation au changement climatique de la politique forestière et la restauration des milieux forestiers, elle était lundi 27 mars à Meymac pour rencontrer associations, collectivités et institutions, propriétaires et exploitants. Différentes associations ont exprimé la nécessité d'une législation qui prenne en compte les enjeux écologiques et sociaux liés à la forêt, le PNR a réaffirmé ses positions contre les coupes rases et pour une gestion forestière en couvert continu. Le travail de cette commission pourra servir à l'élaboration d'un projet de loi transpartisane sur les pratiques forestières.
Le Comité de défense du Bois du Chat reste mobilisé pour défendre la forêt. Nous entendons poursuivre cette lutte jusqu'à ce que les travaux de coupe rase soient définitivement abandonnés et encourageons la création de comités de défense dans toutes les communes connaissant des situations similaires.

Adret MORVAN | Publié le 12 avril 2023

https://adretmorvan.org/index.php/2023/04/12/la-lettre-du-bois-du-chat-davril/

Les invités de Mediapart. Dans cet espace, retrouvez les tribunes collectives sélectionnées par la rédaction du Club de Mediapart.

Tribune 4 mars 2023

Pour des forêts vivantes, il est temps de changer nos pratiques sylvicoles

Depuis plus de deux mois, des habitant·es du Plateau de Millevaches sont mobilisé·es pour empêcher la coupe rase du « Bois du Chat », une forêt sur la commune de Tarnac. Un ensemble de personnalité·es appellent à faire évoluer la réglementation nationale. « Face à la catastrophe climatique et à la chute désastreuse de la biodiversité, les forêts sont nos alliées et il est urgent de reconsidérer la politique forestière dans son ensemble. »

Depuis plus de deux mois, des habitant·e·s du Plateau de Millevaches sont mobilisé·e·s pour empêcher la coupe rase d'une forêt de feuillus sur la commune de Tarnac en Corrèze. Le cas du dénommé Bois du Chat est devenu emblématique des enjeux liés à la question forestière, sur la Montagne limousine comme sur d'autres territoires boisés. En zone Natura 2000 et à ce titre désignée comme lieu de protection d'un certain nombre d'habitats et d'espèces, sur les pentes fortement sensibles à l'érosion des bords de Vienne, cette forêt est destinée à être totalement rasée pour laisser place à une plantation de résineux.
Les politiques actuelles, à l'instar du Plan de relance, qui promet de *« faire la France de demain »*, encouragent ces pratiques en subventionnant massivement l'enrésinement des forêts françaises, suivant le modèle industriel des monocultures et coupes rases. Ce sont pourtant des pratiques que nous aimerions dire *« d'un*

autre âge », nous savons aujourd'hui qu'elles participent à la dégradation des sols, des milieux, de la biodiversité et qu'elles fragilisent de manière dramatique les précieuses ressources en eau.
Dans le cas particulier du Bois du Chat, de nombreux recours ont été tentés pour protéger cette forêt spontanée de chênes et de hêtres : rassemblements populaires, associations naturalistes attestant la présence d'espèces protégées, actions juridiques visant les irrégularités de certains aspects du chantier, proposition à l'initiative du Parc naturel régional de Millevaches de la signature d'un contrat protégeant la forêt et assurant une compensation financière à la propriétaire. Mais cette dernière, ayant refusé l'offre pourtant généreuse, tente de passer en force et d'imposer une reprise du chantier. Le tout avec le concours de la préfecture de la Corrèze qui, ignorant délibérément le caractère parfaitement non-violent de toutes les actions menées, agite désespérément la dérisoire menace de *« l'ultra-gauche »* et empêche par arrêté l'accès aux routes et chemins menant au bois, invoquant un *« risque de trouble à l'ordre public »*.
Malgré tout cela, la détermination des habitant·e·s reste entière et le chantier n'a pu reprendre, le Bois du Chat est encore debout. Cette mobilisation est aujourd'hui relayée par de nombreux médias : en plus de la presse locale (La Montagne, France bleu, France 3, TéléMillevaches), des médias nationaux comme Mediapart et Reporterre, ainsi que l'association Canopée, donnent un écho retentissant à cette lutte.
Car, au-delà de *« sauver le Bois du Chat »*, l'enjeu est de faire évoluer la réglementation nationale pour faire adopter des pratiques forestières respectueuses des humains et des milieux, comme c'est le cas chez nombre de nos voisins européens. Les schémas de gestion sylvicole régionaux, qui pour l'heure autorisent ces pratiques, sont en renégociation en ce moment même, il serait temps en 2023 d'y intégrer les volets biodiversité promis par l'État pour 2021. Une mission d'information de l'Assemblée Nationale travaille actuellement sur l'adaptation au changement climatique de la politique forestière et la restauration des milieux forestiers. Nombre d'acteurs de terrain, professionnels de la forêt, portent eux-mêmes un regard critique sur des pratiques destructrices qui fragilisent leur métier à long terme et l'essence même de leur mission. Une large part de la population n'accepte plus ni la destruction du vivant, sacrifié sur l'autel d'une raison économique de court terme ni la tentative à l'œuvre de criminalisation des luttes écologistes qui ne pourra enrayer le changement profond appelé par l'opinion publique aujourd'hui.
Face à la catastrophe climatique et à la chute désastreuse de la biodiversité, les forêts sont nos alliées et il est urgent de reconsidérer la politique forestière dans son ensemble, c'est pourquoi nous demandons :

- L'arrêt définitif du chantier de coupe rase au Bois du Chat.
- Un moratoire immédiat sur les coupes rases de forêts de feuillus.
- La fin des politiques publiques encourageant un système industriel basé sur la monoculture et la coupe rase programmée.

Les signatures sont ouvertes, vous pouvez les faire parvenir à l'adresse :
tribuneboisduchat@riseup.net

Signataires :
Simons Benjamin, Maire de Gentioux-Pigerolles, Vice-président du Syndicat mixte du Lac de Vassivière
Moulin Catherine, Maire de Faux-la-Montagne
Kapstein Michael, Maire de Champnetery
Letellier Thierry, Maire de La Villedieu
Musette Thierry, Maire de Saint Anne Saint Priest
Derieux Nicolas, Maire de Saint Martin-Château
Miomandre Didier, Maire de Saint Yrieix-la-montagne
Simon Philippe, Vice-Président Communauté de communes des portes de Vassivière
Détolle Alain, Vice-Président Communauté de communes Creuse Grand Sud
Hornebeck Catherine, Vice-présidente du PNR Millevaches
Carrere Hervé, Maire dans les Hautes Pyrénées
Monlezun Christine, Maire dans les Hautes-Pyrénées
Labeyrie Jean-Paul, Maire de Laruscade
Grador Dominique, Ancienne première adjointe du maire de Tulle et ancienne vice présidente du Conseil Départemental de Corrèze
Herzhaft Chloé, Élue municipale et communautaire de Brive-la-Gaillarde
Bosdevigie Jean Pierre, Adjoint au maire de Peyrat le Château
Cagnon Olivier, Maire adjoint de la Commune de Felletin
Hoezelle Francis, Adjoint au maire de Faux la Montagne
Bassani Catherine, Adjointe au maire de Nantes
Baumgarten Christophe, conseiller municipal de Faux-la-Montagne
Perichon Alexandre, Conseiller municipal de La Chapelle Taillefert
Carnet Gaelle, Conseillère municipale de Felletin
Léonard Virginie, Conseillère municipale dans le Marais poitevin
Meilhan-Bordes Bruno, Conseiller municipal de Lartigue
Dewaele Amandine, Conseillère régionale Nouvelle Aquitaine
Forgeneuf Marilyne, Conseillère régionale Nouvelle Aquitaine
Seguinau Christine, Conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine
Bourdin Katia, Conseillère régionale Nouvelle Aquitaine
Motoman Laurence, Conseillère régionale Nouvelle Aquitaine
Coutant Françoise, Conseillère régionale Nouvelle Aquitaine
Graval Christine, Conseillère Régionale Nouvelle Aquitaine
Baude Vital, Conseiller régional Nouvelle-Aquitaine
Trifiletti Stéphane, Conseiller régional Nouvelle Aquitaine
Meunier Manon, Députée LFI-NUPES Haute-Vienne
Maudet Damien, Député LFI-NUPES Haute-Vienne
Panot Mathilde, Députée du Val-de-Marne, Présidente du groupe parlementaire LFI – avec elle signent encore 44 autres députés LFI :

Gabriel Amard, Ségolène Amiot, Farida Amrani, Clémentine Autain, Ugo Bernalicis, Carlos Martens Bilongo, Manuel Bompard, Aymeric Caron, Sylvain Carrière, Florian Chauche, Hadrien Clouet, Eric Coquerel, Hendrik Davi, Alma Dufour, Karen Erodi, Emmanuel Fernandes, Sylvie Ferrer, Caroline Fiat, Perceval Gaillard, Clémence Guetté, David Guiraud, Andy Kerbrat, Maxime Laisney, Arnaud Le Gall, Antoine Léaument, Elise Leboucher, Charlotte Leduc, Murielle Lepvraud, Pascale Martin, Frédéric Mathieu, Marianne Maximi, Danièle Obono, Nathalie Oziol, René Pilato, François Piquemal, Thomas Portes, Aurélien Saintoul, Michel Sala, Danielle Simonnet, Ersilia Soudais, Anne Stambach-Terrenoir, Andrée Taurinya, Aurélie Trouvé, Léo Walter
Pochon Marie, Députée EELV-NUPES Drôme
Raux Jean Claude, Député EELV-NUPES Loire Atlantique
Thierry Nicolas, Député EELV-NUPES Gironde
Toussaint Marie Députée écologiste au Parlement Européen
Biteau Benoit, Paysan, agronome et Député écologiste au Parlement Européen
Rossignol Laurence Sénatrice PS de l'Oise, ancienne Ministre de la Famille, de l'enfance et du droit des femmes
Marendaz Mathilde, Députée du Canton de Vaud (Suisse)
Kreusler Hans, Gestionnaire Forestier Professionnel
Brail Thomas, Groupe National de Surveillance des arbres
Moullet Pascale, co-présidente de SOS Forêt Dordogne
Clément Gilles, Paysagiste
Thevenin Thierry, porte parole du syndicat SIMPLES, président de la Fédération française des paysan.ne.s-herboristes
Doucet Bruno, Chargé de Campagne pour l'association Canopée Forêts Vivantes
Drouet François-Xavier, Réalisateur du film « Le temps des forêts »
Brun Marie-Agnès et Lindeperg Régis, Adret Morvan
Mirac Geneviève, Adhérente de l'Addufu, Association de Défense des Droits d'Usage et de la Forêt Usagère
Duchayne Luc, Scieur
Persuy Alain, Forestier
Gautier Rémy, Gestionnaire forestier indépendant
Guillemain Marie-Anne, Groupe Forêt de la France Insoumise
Soulié Sylvestre, Forestier retraité
Despret Vinciane, Philosophe des sciences
Glowczewski Barbara, Anthropologue
Gosselin Sophie, Enseignante, auteure et philosophe
Nony Sylvie, Physicienne agrégée et Historienne des Sciences
Husky Suzanne, Artiste
Riot-Sarcey Michèle, Historienne
Nabeyrat Estelle, Auteure
Pignier Nicole, Professeure des universités
Germond Laurianne, Co-fondatrice et directrice de COAL, Coalition pour une écologie culturelle
Margueritat Laurent, Secrétaire général union départementale CGT 23
Gouguet Jean-Jacques, Président de Sources et Rivières du Limousin
Galliot Michel, Président de Limousin Nature Environnement
Gatet Antoine, Vice-président de FNE
Leblond Martine, Administratrice SEPANSO Gironde
De Rostolan Maxime, Entrepreneur et militant écologiste
Arthus-Bertrand Yann, Photographe, réalisateur et militant écologiste
Meurice Guillaume, Humoriste
Solo Bruno, Acteur et Réalisateur
Dufresne David, Écrivain et réalisateur
Baschet Jérôme, Historien
Bergounioux Pierre, Écrivain
Morizot Baptiste, Philosophe maître de conférence université AMU
Robert Stéphane, Charpentier
Mardon Jérôme, Charpentier
Quadruppani Serge, Écrivain, traducteur
Bartoli David gé, Auteur et Philosophe
Rollot Mathias, Architecte Enseignant-chercheur UGA
Richard Laurent, Pédologue
Ditmmar Pierre Olivier, Historien
Aude Elsa, Éducatrice
Lesage Jean-Yves, Alliance écologique et sociale - Pjc 23
Grandperrin François, Ouvrier municipal
Autret Hélène, Animatrice-valoriste
Julien Stéphanie Agent administratif
Verry Hervé, Chauffeur
Garnier Olivia, Cheffe d'entreprise
Ferry Arnaud, Charpentier
Lanceau Marc, Artisan
Sermadiras Daniel, Enseignant biologie et géologie
Le Moing Ludovic, Médecin généraliste
Cadene Marie, Orthophoniste
Chung Sébastien, Vendeur
Cotta Marie-Aure, Guide naturaliste
Cadene Rémi, Accompagnateur montagne
Drouet Mathilde, Professeur
Niqueux-Cadene Cécile Professeur honoraire
Cadene Michel, Employé retraité
Gelamur Mathilde, Infirmière
Giraud Fabien, Artiste
Urrustoy Etienne, Retraité Éducation Nationale
Urrustoy Marie, Retraité Éducation Nationale
Doumeng Nathalie, Chef de projet
Canuel Joseph, Charpentier/Équarrisseur
Vinour Pierre, Cinéaste
Lemaitre Laurent, Soignant
Dutter Jean-Claude, Président de l'ACCOB - Association pour la Conservation du Cadre de vie d'Oloron et du Bager
Duprat Céline, Vétérinaire
Ferrao Rodriguez Ignacio, Kinésithérapeute
De Muyser Xavier, Gestionnaire Forestier
Roux-Nougayrède Christine, Enseignante
Nougayrède Thierry, Enseignant
Rochet Delphine, Porte parole EELV Limousin
Vareille Jean-Marc, candidat France Insoumise législatives 2017 en Corrèze
Pons Patrick, Retraité, Coordinateur du groupe LFI d'Argentat
Ferreruela Marina, Collaboratrice parlementaire
Evans Clément, Directeur de cabinet de la députée Ségolene Amiot

Nouvelles signatures, mise à jour du 13 mars

Talon Brigitte, Maîtresse de Conférences AMU en écologie forestière
Palluet Bernard, Propriétaire forestier
Berger Philippe, Forestier
Pons Daniel, Forestier retraité
Dairon Maxime, Bûcheron, membre du Réseau pour les Alternatives Forestières
Renaux Thierry, Forestier
Bonnot Loïc, Gestionnaire Forestier Indépendant
Aynaud Mathieu, Charpentier- Administrateur du Réseau pour les Alternatives Forestières.
Nouard Jean-Claude, Ancien technicien des Eaux et Forêts en Dordogne, artiste peintre, auteur et coprésident de l'association SOS Forêt Dordogne
Dousset Daniel, Exploitant forestier
Kieffert Raphaël, SOS Forêt
Mailaud Julien, Bûcheron Débardeur
Zugmeyer Lucille, Ingénieur forestier
Clément-Bollée Olivier, Propriétaire forestier
Valfort Maëlle, Salariée au Réseau pour les Alternatives Forestières

Gilbert Chantal, Administratrice Réseau pour les Alternatives Forestières
Bonnevialle François, Dirigeant d'entreprise forestière
Reinbold Annie, Pépiniériste
Masquelier Vincent, Menuisier auto-entrepreneur
Mazurier Antoine, Menuiser
Hallais Arno, Charpentier
Wild Guillaume, Charpentier Bois
Cornu Frédéric, Paysagiste
Truong Mona, Technicienne Menuiserie
Manchado Lionel, Charpentier
Soulier Hélène, paysagiste, maîtresse de conférence à l'École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, chercheuse
Baudin Marin, Paysagiste-concepteur
Giraud Bernard, Vice-président L'Aubraie « pour une Forêt Vivante en Limousin », Président de Livelihoods Venture
Ferrarons Corinne, Présidente Igapo Project, association de lutte pour les droits humains et les droits de l'environnement, propriétaire forestier
Duncan Patrick, Ordre du mérite agricole, ancien Président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité, Conseiller municipal à Muron
Barbedienne Philippe, Conseiller municipal à Lerm-et-Musset, sylviculteur, président de la SEPANSO Gironde
Cabaret Pauline, Conseillère municipale de Gentioux-Pigerolles
Soularue Daniel, Ancien Vice-Président CEN Limousin, Ancien président Corrèze Environnement, Adjoint délégué au PNR commune de Darnets
Veyret Jérémy, Délégué syndical PNR Millevaches
Pagès Jean-Louis, Conseiller régional Nouvelle Aquitaine
Coutant Françoise, Conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine - Conseillère municipale d'Angoulême - Conseillère communautaire de Grand Angoulême.
Caron-Cusey Alexandra, Conseillère régionale Les Écologistes Auvergne-Rhône-Alpes Maelt Patrick, Conseiller départemental du Canton d'Eymoutiers, Adjoint au Maire d'Eymoutiers
Verry Hervé, Coordinateur EELV Corrèze
Mathivat Jean Yves, FNE Creuse
Lamaud jacques, Ancien conseiller régional du Limousin
Lhomme Leoment Jacqueline, Conseillère Départementale du canton d'Eymoutiers
Birlouet Stéphane, Conseiller municipal Saint Martin Château
Lapostolle Gaelle, Conseillère municipale Saint Martin Château
Thué Nadine, Conseillère municipale Saint Martin Château
Deveaud Sandrine, Conseillère municipale Saint Pardoux l'Ortigier
Vacher Thibaud, Conseiller municipal Eymoutiers
Gaschet Gérald, Adjoint au Maire / Peyrat-le-Château
Rousset André, Maire de Lauris
Scharf Catherine, ex présidente de l'association « non à la montagne pellets »
Scharf Alain, ex trésorier de l'association « non à la montagne pellets »
Iaygues Stéphane, ouvrier paysagiste et membre actif de l'association des Enforestés en Pays de Tulle
Gruet Frédéric, Auteur - Co-responsable de la commission biodiversité EELV
Hervé Covés, Franciscain et Agronome
Gracineau Gilles, Prêtre
Descola Philippe, Anthropologue, professeur émérite au Collège de France
Waeles Anne, Auteure de « La communion quoi vient »
Colrat Paul, Auteur de « La communion quoi vient »
Guiliani Foucault, Auteur de « La communion quoi vient »
Fauconnier Yann, Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand
Iabe Lapacas Patrick, Acteur
Bissière Caroline, Directrice Abbaye Saint André - Centre d'art contemporain
Marie-Laure Vanier, Greffière retraitée
Louail Christelle, Enseignante
Merme Gilbert, Photographe
Triger Solange, Artiste
Bouquet Guénaëlle, Éleveuse
Bedu Anne-Laure, Presqu'île Durable
Henry Dominique, Enseignante
Marsan Daniel, Retraité
Maury Hélène, Retraitée
Debiais Christian, C-SPS
Collon Jean, Retraitée et responsable associatif
Bonneuil Christophe, DR en histoire, Cnrs et EHESS
Faure Dominique, psychothérapeute
Wahnich Sophie, directrice de recherche cnrs steep et pacte
Pageard Emmanuelle, Retraitée
Kipman Aurélien , citoyen et apiculteur amateur
Rolet Anne, Enseignante
HERVET Hugues, professeur d'histoire-géographie
Carnec Laure, Ingénieur
Guérineau Fanny, Artiste-auteur et enseignante
Sanciaud Monique et Michel, Retraités
Jan Rembowski, Professeur
Descubes Irene, Enseignante
DELMAS Marie Christine, médecin
Mahé Nadine, Enseignante
Maillet Clovis, Chargé de cours HES-SO HEAD Genève
Malvaud Frédéric, Responsable associatif
Pace Cléo, Retraitée de l'Éducation nationale
Rassikh Yasmina, Ostéopathe
Pardon Claire - Institutrice retraitée
Alexandre Piot, En projet de reconversion vers une pépinière pour la promotion de l'arbre champêtre
Audollent Damien-Guillaume, Auteur-traducteur
Lekuona Domenja, membra de la Sépanso
Olivrin Eliane, infirmière retraitée
Dupuy Jean Louis, Retraité Éducation Nationale
Erick Lecocq, Naturaliste et écologiste
Beauville Emmanuelle, Enseignante
Chabassier Marcel, Secrétaire
Miginiac Alain, Retraité
Villenave Mireïo, Enseignante
Pascal Tison, Ouvrier agricole
Dusseaux Marlène, Citoyenne
Renon Antoine, Charge de clientèle.
Faye Amélie, Assistante administrative
Brand Richard, Ingénieur horticole, chercheur et sélectionneur d'espèces végétales cultivées
Bariol Frédéric, Technicien IAA
Crebassa Cendrine, Musicienne
Brutschi Thomas, Maraîcher
Samakh Erik, Artiste plasticien
Blazy Michel, Artiste
Zimmer Alexis, Maître de conférences
Lévy Karine, Artisane
David Christian, Paysan
Lanavère Marie-Anne, Ancienne directrice du Ciap Vassivière 2012-2021
Mollaret Beatrice, Accompagnatrice en montagne
De la Tour du Pin Ch., Enseignante
Cadene, Rémi, Accompagnateur
Marion Stéphane, Réflexologue et Maraîcher
Lulek Michel, Responsable du trimestriel IPNS, journal de débat et d'information sur le Plateau de Millevaches
Bitard Romain, Conseiller municipal -Artisan
Lafon Fabienne, Militante EELV
Ravaud Carine, Scénographe

Carbon Guilhem, Dépanneur informatique
Botermans Jack, Graphinste
Tichler Heleen, Chargée de mission
Kalaora Bernard, Socio-anthropologie EHESS
Roulet Maria, Retraitée
Kreusler Delphine, Retraitée
Baylet Didier, Retraité
Frandon Isabelle, Retraitée
Lavie Caroline, orthophoniste, arboricultrice
Motta Liliana, Artiste botaniste
Zhong Mengual Estelle, Historienne de l'Art
Masset Ivanoé
Tiercelin Antoine
Robin Sylvain
Cormerais Julien
Vidal Dany
Bredel Yogan
Laporte René
Lapeyre Michèle
Bidal Jean-Michel
Niqueux Elena
Amilhat Mathilde
Guérin Salomé
Weexsteen Jean
Niqueux-Eymery Cédric
Maillé Sophie
Jamain Sylvaine
Exbrayat Mathilde
Delorme Céline
Hoezelle Catherine
Esdraffo Pierre
Bonnet Chantal
Clopeau Jean François
Couderc Denis
Philippe Daniel
Reghem bruno
Barris Jean Jacques
Riffault Laurélie
Sustrac Nathalie
Zaytzeff Ariane Nina
Durand Richert Catherine
Cristofol Jean
Mermoud Jacques
Maire Claude Delebre
Millet Patrick
Houssay Maryvonne
Neuville Antoine
Choteau Barbara
Planchon Jean-Marc
Bernard Michel
Petit Eric
Deries Jacques
Degand Olivier
Dénarié Sylvain
Penot Antoine
Bonnet Florine
Parrinello F.
Wahl Frédéric
Terpolilli Peppino
Rollet Yvette
Slyemi Yasmine
Besson Isabelle
Seguy Philippe
Greiciute Neringa
Gratadour Alain
Petit Gil
Le Corre Steven
Largilliere Denise
Ballay Catherine et Jean-François
Dubois Mathieu
Scharpf Véronique
Gingreau Laury
Barbarit Cécile
Kerneis Gaëlle
Dorel Séverine
Koen Julie
Urrustoy Catherine
Marchais Dominique
Guillou Coline
Brusselle Elisabeth
Vodrazka Nicolas
Doutre Adrien
Normand Nicolas
Bregegere Xavie
Defaut Lucile
Quesemand David
Lam Mai,
Puiseux Bernard
Kalaora Léa,
Oliveros Véronique
Descot Annie
Ottochian Valérie

https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/040323/pour-des-forets-vivantes-il-est-temps-de-changer-nos-pratiques-sylvicoles

Comment la low-tech peut échapper à la récupération capitaliste

Dans « Perspectives Low-Tech. Comment vivre, faire et s'organiser autrement ? » Quentin Mateus et Gauthier Roussilhe s'interrogent : la low-tech peut-elle conserver son potentiel émancipateur ou est-elle condamnée à être dévoyée.

Les *high-tech* polluent et nous aliènent ; face à elles se développent des alternatives plus sobres en énergie, appropriables par leurs utilisateurs et adaptées à nos besoins : les *low-tech*. Si cette idée est réconfortante, elle est trop simple pour être vraie. C'est souvent le cas lorsqu'une solution clé en main semble découverte. Dans un petit livre passionnant, *Perspectives Low-Tech. Comment vivre, faire et s'organiser autrement ?* (Éditions Divergences), Quentin Mateus et Gauthier Roussilhe explorent les ambiguïtés de la *low-tech* et identifient les écueils dans lesquels le mouvement risque de tomber.

« Rien ne dit que la low-tech *représente une solution miracle, mais elle nous aide à comprendre que nous traversons […] une crise technique »*, posent-ils d'emblée. Les auteurs, respectivement compagnon de route de longue date du Low-Tech Lab et chercheur indépendant spécialisé sur les conséquences environnementales du numérique, ont eu l'occasion d'observer des initiatives *low-tech* aux quatre coins de France et d'Europe, et proposent dans ce livre un point d'étape.

Cette réflexion est d'autant plus importante que le courant arrive à un point de bascule : maintenant que la myriade de technologies sobres attire l'attention du public, cette voie technologique peut-elle conserver son potentiel émancipateur en se diffusant massivement, ou est-elle condamnée à être récupérée par le marché et dévoyée ?

La banque BNP Paribas voit dans l'essor des low-tech « un eldorado à développer pour la French Tech ». *Unsplash/Floriane Vita*

Créer une démocratie dans la technique

Deux tendances se dessinent dans le monde de la *low-tech* depuis quelques années. Pour les décrire à gros traits, il y aurait une *low-tech « institutionnelle »* d'un côté, et une *low-tech « vernaculaire »* et *« internationaliste »* de l'autre. Plus proches de la seconde, les auteurs soulignent les limites de la première : il s'agit d'une vision qui épouse parfois de trop près celle du monde de l'entreprise, et qui oublie en route le côté fondamentalement transgressif de la démarche de technologie sobre. Ainsi, la banque BNP Paribas et le magazine *La Tribune* voient dans le courant *« un eldorado à développer pour la French Tech »* : la *low-tech* semble ainsi réduite à un nouveau levier de croissance, dont les entrepreneurs essaient de s'emparer.

Ces experts y trouveraient le moyen de se placer à la tête d'une *« technocratie de la transition »*. On est ici bien loin du geste vernaculaire et technocritique qui consiste *« à passer de la critique de la* high-tech*, à celle de son monde ; de la critique de l'outil technique à celle de l'outil socioéconomique de gestion du corps social (le néolibéralisme) »*.

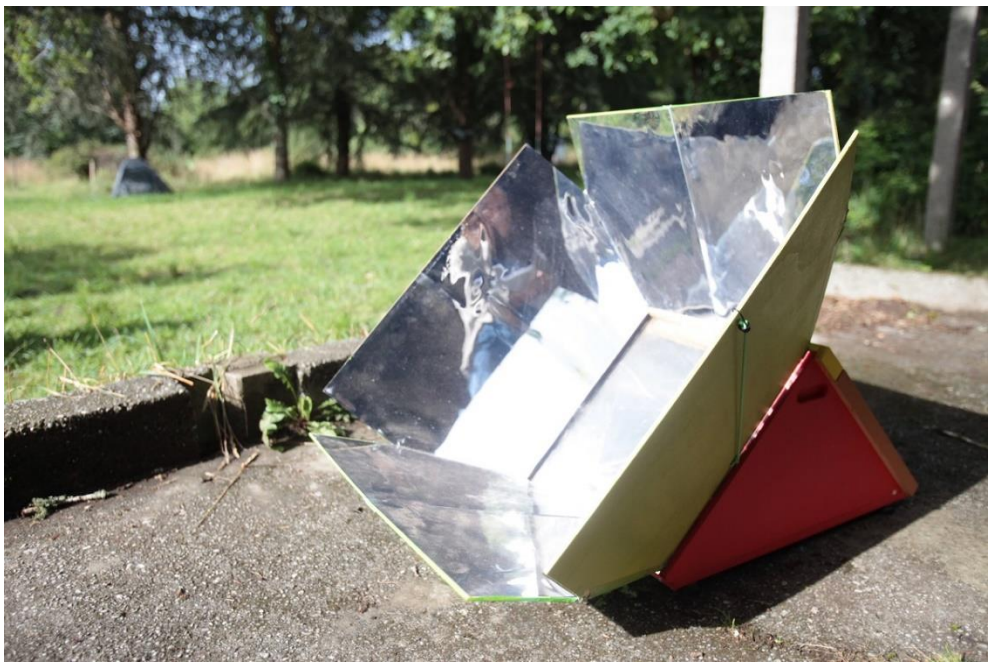
Cette vision, écrivent Quentin Matheus et Gauthier Roussilhe, porte en elle plusieurs écueils. Pour commencer, elle peut laisser croire que toute société serait transformée par l'adoption massive des technologies douces, rejouant là, paradoxalement, une forme de solutionnisme technologique. Elle conduit aussi à préférer *« démocratiser la* low-tech *»,* c'est-à-dire à fabriquer à la chaîne des outils *low-tech* à bas coûts pour garnir les rayonnages de supermarchés, plutôt qu'à faire advenir *« une démocratie dans la technique »*, grâce à laquelle nous retrouverions une réelle capacité à décider des technologies que nous voulons utiliser.

Des techniques vieilles de plusieurs siècles

Néanmoins, ces tendances ne sont pas incompatibles : nombre d'acteurs naviguent entre les deux, comme Philippe Bihouix, l'un des artisans du développement des technologies douces en France grâce à son livre *L'âge des low-tech* (Seuil, 2014), ou même les membres du Low-Tech Lab, qui nouent des partenariats avec l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Suivant Kris de Decker, qui a créé en 2007 le site de référence *Low-tech Magazine*, les auteurs préfèrent ne pas parler de la *low-tech*, mais employer le terme comme adjectif : il y aurait donc des objets plus ou moins *low-tech* – une manière de *« ne pas préférer la dernière technologie disponible pour répondre à un besoin ou un usage »*, expose Kris de Decker.

Gauthier Roussilhe et Quentin Mateus identifient trois idées fortes qui permettent d'ébaucher les contours de leur vision de la *low-tech*. D'abord, elles portent en elles *« la remise en question du caractère nécessairement positif et désirable du progrès technique »*.


Le four solaire est de plus en plus utilisé dans les restaurants. © *Guy Pichard / Reporterre*

Ensuite, la *low-tech* est *« relative »* : un système qu'on considérerait aujourd'hui *low-tech* (le vélo, par exemple) a, par le passé, pu être classé du côté des *high-tech*. Enfin, la technologie sobre permet de rouvrir *« le champ des possibles techniques »* : choisir d'utiliser des technologies douces, c'est parfois utiliser des techniques vieilles de plusieurs siècles, qu'il s'agisse d'un four solaire ou d'une marmite norvégienne. Et ce geste acte déjà une rupture avec un automatisme, celui consistant à toujours préférer la dernière technologie mise sur le marché.

Un enjeu politique

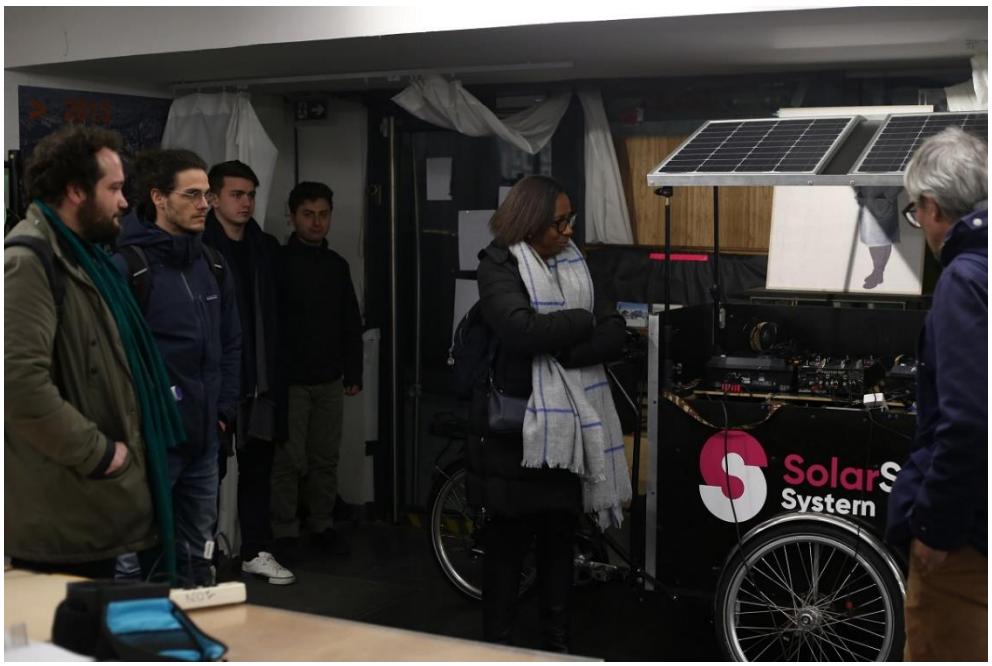
Mais Gauthier Roussilhe et Quentin Mateus appellent également à prolonger ce geste. En allant vite, on pourrait penser que le but de la *low-tech* est de répondre à un besoin réel, à l'inverse des besoins artificiels qui seraient induits par les *high-tech*. C'est oublier que la plupart de ces besoins (se nourrir, se loger, etc.) *« ont déjà une réponse, aussi mauvaise soit-elle, en France »* : un frigo connecté 5G répond au besoin de conserver de la nourriture au même titre que le frigo du désert, un système en pots en terre cuite qui conserve les aliments sans électricité.

Les auteurs partent plutôt du constat que nos choix techniques ont des conséquences sur l'ensemble de la société, et donc que la technique est un enjeu politique. De là, ils appellent à se demander si les dispositifs sobres envisagés sont les mieux à même de répondre aux besoins collectifs dans *« un milieu contraint dans un contexte abondant à ses propres dépens – car cette abondance repose sur une intensité matérielle insoutenable »*.

Expérimentations festives

Reste à savoir comment diffuser cette vision moins institutionnelle, et plus délicate, de la *low-tech* dans les années à venir. Gauthier Roussilhe et Quentin Mateus reprennent les conclusions auxquelles sont parvenues la coopérative d'autoconstruction d'outils agricoles *low-tech* L'Atelier paysan, qui constate que l'existence d'une alternative crédible et efficace au modèle intensif ne suffit pas. En plus de ces contre-modèles, il est nécessaire d'entreprendre un travail d'éducation populaire, mais aussi de *« construire un rapport de force »*, selon L'Atelier paysan. Pour ce faire, les deux auteurs esquissent une piste : ne pas oublier la dimension *« ludique et populaire »* de la *low-tech*.

Car, comme ils le rappellent, c'est dans les rites et les jeux que sont explorées des alternatives techniques : les Grecs maîtrisaient la machine à vapeur dès l'Antiquité, mais ne s'en servaient que pour des mises en scène théâtrales ; les Chinois avaient quant à eux cantonné l'usage de la poudre aux feux d'artifice.



Le Solar Sound System est une sono nomade créée en 1999 et fonctionnant à l'énergie solaire et musculaire. *Twitter/Solar Sound System / Radio 3S*

Ce genre d'expérimentations festives existent déjà : des fours solaires pour cuire des cookies, les enceintes à énergie solaire de Solar Sound System, ou encore le collectif Slow Fest, qui assure la logistique des festivals à partir de technologies douces. Autant de manières de montrer que les *low-tech* sont aussi des dispositifs d'expérimentation joyeux, qui ouvrent des horizons qui ne sont pas celui de la croissance.

Perspectives Low-Tech. Comment vivre, faire et s'organiser autrement ?, de Quentin Mateus et Gauthier Roussilhe, aux éditions Divergences, mars 2023, 180 p., 15 euros.

La technologie douce méprisée par les entreprises

Nicolas CELNIK
18 avril 2023 (Reporterre)

Des étudiants allemands créent la cité U de leurs rêves

Des logements écologiques, autogérés et bon marché : à Heidelberg, dans le sud-ouest de l'Allemagne, le défi un peu fou d'un groupe d'étudiants est devenu réalité. Les premiers locataires ont emménagé en février.
Heidelberg (Allemagne), reportage
Devant la résidence universitaire de l'association des locataires Collegium Academicum (CA), des ouvriers s'activent au terrassement du futur jardin. *« Dans la cour intérieure, nous allons planter un noyer. Et nous sommes en train de chercher une pelouse écologique avec des fleurs sauvages pour développer la biodiversité »*, relate Carla, étudiante à Heidelberg, ville dans le sud-ouest de l'Allemagne. *« Au fond, il y aura un verger, et là, une mare »*, poursuit-elle, les yeux pétillants.
Comme Carla, ils sont 176 étudiants et apprentis à vivre depuis fin février dans ce lieu unique en son genre. Ici, l'association des locataires est à la fois copropriétaire, maître d'ouvrage et gestionnaire des bâtiments. L'aboutissement d'un défi un peu fou que s'est lancé il y a dix ans un groupe de copains de fac : bâtir leurs propres logements étudiants écologiques, autogérés et abordables. Le loyer de 345 euros par mois pour une chambre en colocation est en dessous du prix du marché fixé à *« 500 euros en moyenne quand on arrive aujourd'hui à Heidelberg »*, dit Félix. *« Nous, on ne cherche pas le profit »*, souligne-t-il.

Carla, résidente du *« CA »*, fait le tour du propriétaire. Le bâtiment en bois se dresse sur quatre étages, dont les coursives encerclent une cour intérieure. Au rez-de-chaussée, la salle des fêtes de 600 places est encore en travaux. Une perceuse se fait entendre. Carla grimpe au quatrième étage, où elle partage un appartement de 80 mètres carrés avec un étudiant en soins infirmiers et deux autres en physique. Le froid de ce début de printemps ne pénètre pas dans le logement. *« C'est une maison passive*, explique Carla. *C'est si bien isolé que nous n'avons pas besoin de chauffer, ou très peu. »*

Logements social et atelier vélo
Et le projet ne s'arrête pas là. Juste à côté de la résidence, les étudiants ont lancé la rénovation de deux anciens bâtiments militaires étasuniens, à l'abandon depuis 2013 et rachetés à la mairie *« pour un prix correct »*, précise Félix. L'un accueillera un café, l'autre offrira cet été quatre-vingt logements supplémentaires ainsi que des espaces d'enseignement et de travail en commun destinés à de jeunes adultes de 18 à 23 ans en *« année d'orientation »*, entre la fin du lycée et le début des études supérieures.

Le bâtiment, dont les coursives encerclent une cour intérieure, se dresse sur quatre étages. © *Stefanie Loos / Reporterre*

Trente chambres seront réservées à des profils différents, comme des actifs ou des réfugiés, et à du logement social. Un atelier vélo et un atelier métal seront accessibles à tous.
Dans une salle de réunion, un groupe de résidents planche sur le design des meubles en mélèze qui prendront bientôt place dans les bâtiments en rénovation : lits, bureaux, armoires, étagères… Les modèles sont entièrement conçus puis fabriqués par leurs soins dans l'atelier bois de la résidence.

Dans les appartements, chaque chambre fait 7 mètres carrés afin de laisser plus de place au salon. © *Stefanie Loos / Reporterre*

« J'étais un peu bricoleur mais sans plus, explique Jan, étudiant en physique. *Je ne connaissais pas les logiciels de dessin 3D, je ne savais pas me servir d'une fraiseuse… maintenant, oui ! »* Et en cas de problème, *« il y a toujours quelqu'un à qui parler, poser ses questions*, observe Nils, étudiant en chimie. *Chacun est une partie d'un tout qui fait que ça fonctionne. »*

Un grand laboratoire

Les initiateurs du projet ont quitté les bancs de la fac depuis longtemps et n'ont jamais pu profiter de la résidence. Cela n'a pas empêché le projet de grandir, année après année. Ni de surmonter la crise du Covid, puis l'explosion des coûts de l'énergie et des matières premières : la transmission des savoirs est la pierre angulaire de la communauté du Collegium Academicum et la clé de son succès.

Recherche de financements, choix des architectes et des entreprises de construction, respect des obligations légales, sélection des dossiers de candidature pour les logements… Les étudiants gèrent le projet de A à Z, essentiellement de façon bénévole. Sans oublier une bonne dose d'*« autoesclavagisme »*, rigole Félix, le franco-allemand de la bande. De fait, les étudiants y consacrent une grande partie de leur temps libre.

Les étudiants gèrent le projet de A à Z, essentiellement de façon bénévole. © *Stefanie Loos / Reporterre*

« Ce n'est pas seulement un lieu de vie, mais une sorte de grand laboratoire dans lequel les jeunes sont autonomes, décident eux-mêmes de la manière dont ils veulent s'organiser et vivre », explique Félix. Les différentes tâches sont réparties au sein de groupes de travail. Les décisions importantes, qui concernent l'ensemble des locataires ou exigent un budget important, sont prises en assemblée générale une fois par semaine.

Financements éthiques

« On a des responsabilités bien plus importantes que des jeunes de 20, 23, 25 ans habituellement », admet Félix. D'autant que le budget est important : au total, le coût de la construction du bâtiment neuf et la rénovation des deux bâtiments anciens s'élève à plus de 31 millions d'euros.

Avec son groupe de travail, Jan participe à la conception des meubles de la résidence. © *Stefanie Loos / Reporterre*

Une somme réunie grâce à des prêts de banques *« éthiques »*, des subventions publiques et 4,3 millions d'euros de crédits de particuliers. Pour se protéger de la spéculation immobilière, le Collegium Academicum a intégré le Mietshäuser Syndikat, qui fédère près de 190 habitats locatifs autogérés en Allemagne depuis 1987.

Copropriétaire de la cité U, le syndicat possède un droit de veto en cas de revente des bâtiments. *« Tout ce qu'on apprend, tout ce qu'on expérimente ici, c'est unique*, assure Félix. *J'espère que notre projet donnera des idées à d'autres ! »*

Violette BONNEBAS et Stefanie LOOS (photographies)
13 avril 2023 (Reporterre)

Changer d'échelle : penser et vivre depuis les maisonnées

Et s'il fallait partir de l'espace domestique, du quotidien et de la maisonnée pour (re)penser toutes les dimensions de la catastrophe écologique ? Plusieurs mouvements féministes des années 1960 ont insisté sur la nécessité de considérer le privé et le personnel comme politique. Geneviève Pruvost renouvelle ce champ d'interrogations en articulant perspectives féministes, subsistance et reprises de terres.

Lors des rencontres Reprises de terres, qui ont eu lieu sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes en août 2021, la sociologue Geneviève Pruvost a proposé une intervention nourrissant les discussions et les réflexions entamées lors de cette semaine de rencontres. Ce texte, qui fait écho à la parution de son ouvrage récent (Quotidien politique. Féminisme, écologie et subsistance*, Paris, La Découverte, 2021) est la trace écrite et légèrement remaniée de son intervention estivale.*

Qui travaille sans parvenir à toucher le SMIC, ne compte pas ses heures, même si la reconnaissance n'est pas au rendez-vous et ne peut faire autrement que de faire ce qu'il y a à faire, parfois le couteau sous la gorge, sinon personne ne mange ? Une première réponse à cette énigme pourrait être : les paysans. Mais cela pourrait tout aussi bien désigner les femmes, assignées au travail domestique. Paysans, paysannes, travailleurs, travailleuses de l'ombre dans les foyers, même combat ?

Il s'agit de repenser la reprise de terres, qu'elles soient urbaines ou rurales, à partir de la cuisine, pour reprendre ici la formule de la féministe marxiste révolutionnaire Silvia Federici pour qui le travail ménager est le point zéro de toute révolution[1]. Le mouvement féministe l'a martelé sur tous les tons possibles : il faut porter le féminisme dans les mouvements sociaux, dans les lois, mais aussi au cœur des maisonnées. C'est de ce dernier levier, plus invisible, plus silencieux dont il sera question ici.

Penser en termes de genre et de révolution féministe oblige à ne pas faire l'impasse sur deux modes d'association humaines fondamentales, que sont des formes d'union et de parenté, sachant que ces deux modes d'association combinés, très variables, s'intriquent à l'échelle de la quotidienneté dans des « maisonnées », autrement dit des lieux de cohabitation dans lesquels peuvent voisiner différentes générations, différentes manières d'habiter son corps genré, sa sexualité, et une multitude d'objets et d'être vivants qui se retrouvent sous un même toit.

À quoi cela sert-il d'ajouter l'échelon de la maisonnée pour penser la reprise de terres ? Cela permet de partir de la base de la vie quotidienne, fondée sur un arpentage régulier de trajets incontournables, qui vont de la chambrée à la cuisine, des arrière-cours, des jardins jusqu'à d'autres maisonnées reliées entre elles qui forment un réseau d'interconnaissance. Défini à partir de cette base, un village ou quartier, c'est l'espace-temps que toute personne qui tient un enfant par la main arrive à faire en disant bonjour à la plupart des gens.

La maisonnée, c'est aussi une unité de travail. La subsistance ne coule pas de source. La terre ne devient terre nourricière, terre à bâtir, terre à fibres pour se vêtir, terre de soin qu'au prix d'opérations collectives de transformation, de conservation et de circulation des matières. Ce qui fait qu'un champ, une friche, un bois ne sont comestibles, habitables, tissables que si des groupes (pas nécessairement et uniquement humains) travaillent ces matières. La reprise des terres, c'est donc indissolublement la reprise des maisonnées inter-reliées jusqu'en ville. C'est même là qu'il y a la plus grande densité de maisonnées depuis l'exode rural.

La modernisation a provoqué la privatisation de l'espace privé

Le paradoxe tragique des maisonnées modernes, c'est qu'elles se sont dépeuplées. On n'a jamais été aussi nombreux, on n'a jamais vécu aussi longtemps et les maisonnées n'ont jamais été aussi vides : on a mis dehors une grande partie des animaux domestiques, et on a inventé la famille nucléaire organisée autour d'un couple hétérosexuel, de ses seuls enfants, considéré comme une unité de consommation. Si on compare nos maisonnées contemporaines, majoritairement urbaines, avec les maisonnées paysannes d'il y a un siècle, on se trouve confronté au vertige de sa grande dépendance au marché. L'exode rural s'est accompagné d'une autre transformation majeure : la privatisation de ce qu'on a appelé l'espace privé[2] – qui devient un espace où ce qui s'y trame n'est soumis qu'à un nombre très restreint de proches. On se trouve à mille lieux d'une organisation en parentèle élargie, avec des remariages à chaque veuvage, la cohabitation des enfants de tous les lits, l'hébergement des cousins, neveux, le logement à domicile des ouvriers, ouvrières, domestiques,

apprenti.e.s, sans compter tous les animaux de ferme. Il s'agit tout à la fois d'un espace habité et d'un lieu collectif de travail, formant un monde réticulaire de maisonnées alliées où la circulation, l'ouvrage en plein air suppose des portes semi-ouvertes[3]. C'est ce type d'organisation que l'on peut retrouver dans des quartiers ouvriers et parmi les migrant.e.s, qui s'organisent à partir de puissants réseaux d'entraide, pour écarter le spectre quotidien de la pénurie et de l'exploitation. Pour sembler trop nombreuses, ces « familles » ont pu être montrées du doigt et stigmatisées, en vertu d'une conception surpsychologisée du « care », impliquant une attention individuelle à chacun.e, comme si le travail de subsistance et la fabrique collective du maisonnées n'étaient pas vectrices de soin.
Avec le démantèlement des sociétés de paysan.e.s-artisan.e.s Henri Mendras montre bien que le terme de sociétés paysannes est une expression commode qui constitue le raccourci de sociétés de paysans *et* d'artisans[4], s'est ainsi inventé un autre espace domestique, privatisé à tous points de vue : l'espace domestique est envahi d'objets industriels achetés et la norme d'intimité implique de fermer sa porte. L'entre-fabrication est réduite à la portion congrue. La destruction du tissu paysan, ce n'est donc pas seulement la fin de la petite paysannerie avec l'agrandissement des fermes, l'extension de l'urbanisation et la bétonisation des terres arables, c'est aussi la disparition des ateliers vivriers : les cuisines des villes et des campagnes étaient des pièces à vivre où femmes et hommes, enfants et viellard.e.s, voisins et voisines traficotaient des tas de trucs en se racontant leur journée. La cuisine comme l'espace propre des femmes (et des aliments) et le garage comme espace propre de l'homme (et des moteurs) sont des inventions de la modernité.

Pour que les maisonnées redeviennent des lieux de transformation, de fabrique d'outils, de stockage et d'échanges de biens en circuit court, il ne faut pas seulement une transformation majeure des formes d'urbanisation, mais de l'habitat. Et plus encore, une réhabilitation des savoirs pratiques et du travail manuel. Et plus encore, une réévaluation de la causerie, les mains occupées. Le travail en cuisine-atelier, c'est le moment où on discute de choses fondamentales pour la maisonnée. C'est là aussi le moment où on refait le monde. C'est un changement de paradigme politique qui permet de sortir de l'impasse de la centralité de l'agora et de la division extrême du travail et des lieux, avec des espaces de production spécialisés et des assemblées politiques ou des administrations qui n'habitent pas les lieux. Dédier un espace à la réunion

politique, un autre au travail rémunéré, encore un autre à la sphère domestique, avec des champs en monoculture constitue l'aboutissement du processus de domestication de nos modes de vie. Le fonctionnement en maisonnée s'oppose à cette segmentation, en ne séparant pas le débat-conflit-souci de la redistribution du temps et des subsides au sein de ses membres du débat sur le monde comme il va – ou ne va pas.

Comment l'impérialisme de la société de consommation a détruit les sociétés de subsistance

La transformation des sociétés de subsistance en société de consommation est un processus de longue durée dont les conséquences sur le plan environnemental et féministe ont été minorées[5]. La déstructuration des maisonnées est corrélative de l'invention d'un système des professions déterritorialisé (qui certifie l'évidence qu'on peut être architecte, ingénieur, médecin en tous lieux, dotés de savoirs universels, adossés aux protocoles standard de l'industrie)[6]. Les savoirs vernaculaires, pour être locaux, sont alors perçus comme bornés, quoique toujours utiles, dans un premier temps. L'aspiration des forces vives des campagnes par la ville a conduit les femmes à assurer le travail de subsistance à elles seules, tandis que les hommes partaient à l'usine et au bureau en ville. S'est alors accrue la pénibilité du travail de subsistance pour celles et ceux qui restaient à la campagne. L'arrivée des machines, dans de telles conditions, s'est imposée comme salutaire. Ce processus n'aurait pas été non plus possible sans la délocalisation d'une partie du travail de production dans les colonies et les ex-colonies où s'opère sur un temps encore plus bref la même opération avec toujours et encore, des femmes en bout de chaîne qui assurent le travail de subsistance, nécessaire à l'installation capitaliste : une grosse partie de l'entretien des ouvrier.e.s se fait dans un premier temps en nature, ce qui justifie une moindre rémunération par les employeurs. Une deuxième étape consiste à augmenter les salaires ouvriers, de sorte que se diffuse auprès des classes populaires et moyennes l'idéaltype bourgeois de la femme au foyer, cantonnée à un travail de consommation domestique, qui renonce à la fabrique de la subsistance. L'entrée des femmes dans le salariat, au même titre que les hommes, constitue une troisième étape de la mécanique du développement capitaliste, en convertissant l'ensemble de la population à l'économie monétaire et au travail de consommation simplifiée, puisque pour vivre, au quotidien, il faut deux adultes rémunérés pour payer un logement et des biens de première nécessité. L'accès à une terre, un poulailler, un bois, un atelier, une cuisine, une pièce à vivre et tout un monde de maisonnées interdépendantes n'est plus une ressource convoitée. Ce sont des aspirations qui semblent archaïques.

Dernière étape, est inventée la femme qui s'aligne sur les critères masculins de dévouement professionnel à plein temps, tout en étant malgré tout moins bien payée que les hommes, et soumise à la double journée du travail domestique – qui demeure. Pour faire passer une telle iniquité, et la rendre tout simplement matériellement supportable, l'électrification et la technologisation de la vie domestique, couplée à la disparition des petits élevages domestiques, est une condition *sine qua non*, pour que les maisonnées fonctionnent sans âme qui vive, tout le jour durant. Le travail de subsistance se mue alors en travail de consommation efficace, équipé, préconçu par la filière agro-industrielle. *Exit* l'artisanat et la fabrique collective à domicile. Le travail de subsistance ne fait plus partie de la quotidienneté du nord global. L'arpentage des campagnes et des villes, en tenant un enfant par la main, se trouve cantonné à des parcs publics et des zones commerciales piétonnes. Aucun trajet pédestre ne permet de se figurer la fabrique matérielle de la reproduction de la vie. Les usines ne sont pas des échoppes ouvertes sur la rue. La probabilité de croiser des troupeaux de moutons, des vaches, des chèvres, des poules en liberté sur le chemin de l'école et au retour du travail, est très faible. En ville, les parcelles de terre arables ou de terres à bâtir sont chères, petites, envahies de lumière artificielle, de bruits de moteurs de voiture, d'avion et tapissées de gazon infertile. Un tel rétrécissement de la taille des terres disponibles engendre une atrophie sensorielle qui rend peu désirable la bricole au-dehors, et ce d'autant plus qu'il devient peu à peu interdit d'investir les cours d'immeuble, les trottoirs, les champs et forêts dont les droits d'usage se sont restreints. La majorité des enfants et des adultes du nord global a désormais « intériorisé » d'autres déambulations créatives, souris en main, en se double-vitrant devant écran.

La question de la division du travail, à la source des inégalités sociales et environnementales, se trouve au cœur de la réactivation politique des maisonnées. L'embranchement est le suivant : soit on considère que le principe de division du travail ne porte pas en soi d'inégalités et qu'il suffit de jouer sur les rémunérations et l'ascension sociale pour que les inégalités de position se résorbent ; soit on impute à la division du travail elle-même un principe de déréalisation du travail d'autrui (quel qu'il soit), parce qu'il devient difficile de se figurer qui fait quoi, *a fortiori* quand les distances se comptent en milliers de kilomètres. Il peut être alors inspirant de regarder du côté des sociétés paysannes, des peuples autochtones, des collectifs d'activistes les

plus égalitaires et des régions où se concentrent de néo-paysan.e.s-artisan.e.s, afin de réévaluer le potentiel de redistribution que permet la polyactivité relocalisée.

Penser en termes de maisonnées politiques, c'est en tout cas rétablir un droit à la subsistance – en nature, qui précède le droit à la consommation – en argent. La participation collective et quotidienne au métier de vivre consiste à ne pas déléguer le soin de nous nourrir, de nous vêtir, de nous loger, de nous chauffer à des classes laborieuses, que ce soit sous nos latitudes ou dans des usines délocalisées, ni de réserver aux paysan.es du sud, la peine de nourrir, vêtir, loger, chauffer des ouvrier.e.s en bout de chaîne de production[7]. Cela implique donc que nous participions concrètement à la fabrique de nos besoins de base, en rétablissant un lien direct qui ne serait pas médié par une extrême division du travail afin de renouer avec la trivialité de notre condition terrestre. Il faut se préoccuper de l'eau qu'on boit, des graines que l'on sème, jusqu'à la laine des moutons à tondre. La matérialité de cette mise au travail de nos mains, de nos corps est un levier fondamental pour sortir de l'abstraction d'un compte en banque ou de plats préparés. La figuration de la transformation des matières, et du travail important que ce processus vital exige est très difficile quand on ne participe pas, d'une manière ou d'une autre, au processus de fabrication et qu'on ne connaît plus personne dans un rayon proche qui le fait de manière routinière. Se met en branle un principe de répartition classiste, sexiste, racialisée des tâches (grands spécialistes *vs* petites mains), à ce point naturalisé que la seule issue proposée est l'ascension scolaire – qui n'interroge pas le plancher des vaches à traire de celles et ceux, restés sur le bas de côté du train de la modernisation. Comme l'ont montré amplement les féministes, le système capitaliste s'effondrerait à rémunérer tout le monde à l'heure de travail accomplie, quelle que soit le contenu de la tâche réalisée. Les féministes et écoféministes comme Silvia Federici, Mariarosa Dalla Costa, Françoise d'Eaubonne, Martine Segalen, Maria Mies, Veronika Bennhold-Thomsen, Claudia von Werlhof, Vandana Shiva, Bina Argawal ajoutent cependant une préoccupation supplémentaire en accordant la primeur aux activités humaines qui incluent dans leur *modus operandi* le renouvellement et l'autonomie des matières vivantes. Cette exigence implique de brasser un grand nombre de connaissances sur les cycles de vie et d'en redistribuer la charge mentale et matérielle.

Pour des reprises de terres féministes

Dans les maisonnées à réinventer, il ne s'agit, certes, pas de savoir tout faire en vertu d'un modèle paysan fantasmatique d'autosubsistance accomplie (qui est en réalité toujours entre-subsistance avec d'autres maisonnées et interdépendance avec d'autres régions), mais de relancer des circuits denses d'interconnaissance active en prise avec un milieu de vie. Encore faut-il avoir à disposition un écosystème, riche de matières transformables et renouvelables. L'enjeu n'est ainsi pas seulement de favoriser l'augmentation du nombre de candidat.e.s aux métiers paysans et artisanaux, mais de proposer une réforme

foncière d'ampleur qui donne accès à tout le monde à des parcelles de terre arable. Alors que la question du salaire minimum et du revenu universel fait l'objet de nombreux débats politiques, celle de l'accès à une surface minimum de subsistance décente est pour ainsi dire hors champ. La *sweat equity* (l'égalité dans la sueur du labeur), selon la formule de Maria Mies[8], implique que chacune et chacun prenne en charge une partie de sa subsistance, en créant des maisonnées où le travail peut être réparti sur un collectif. Il faut dès lors reconstituer de vastes ceintures maraîchères, forestières autour des habitats, avec la possibilité de faire des ateliers au plus proche des ressources, ce qui implique une réorganisation complète des transports vers ces lieux de fabrique collective. Il ne faut pas non plus négliger l'accès à des microparcelles qui permettent, dans une perspective féministe, d'avoir une « chambre » et un « champ à soi »[9].

Il n'est en tout cas pas possible de déléguer à 1,5% de la population active le soin de nous nourrir convenablement. Quand la terre vivrière n'est plus arpentée sur une base quotidienne par la majorité de la population qui s'en remet à un petit nombre de multinationales pour en assurer la transformation et la distribution, il est difficile de se passer de pesticides, de pétrole, d'électronique, d'informatique pour accomplir cette tâche incommensurable, tandis qu'une main d'œuvre saisonnière corvéable à merci et payée à bas prix vient travailler dans les exploitations agricoles (comme c'est actuellement le cas avec des ouvriers détachés, issus du sud global). On ne peut pas davantage demander à la poignée de producteurs.trices bio en vente directe de s'épuiser à réaliser notre rêve de monde reterritorialisé.

Pour résorber de telles disparités, la répartition du travail de subsistance – et des déambulations quotidiennes qu'elle implique – doit prévoir toutes sortes de collectifs (cuisines-atelier, maisonnées rurales et urbaines, coopératives, travail associatif, municipalisation, nationalisation). La remise en route de cycles de subsistance est si dépendante de l'histoire du parcellaire et de sa bétonisation sur un territoire donné qu'il n'est pas imaginable d'homogénéiser les formats. Il importe bien au contraire d'autoriser différents types de mise en commun, non exclusifs les uns des autres. Étant donné le niveau de monopolisation des terres et des terrains par quelques grands propriétaires fonciers et le niveau d'amnésie environnementale dans lequel nous nous trouvons, il ne s'agit pas seulement de s'en tenir au seul levier de l'incitation monétaire à l'installation ou à l'élargissement de l'offre de formation professionnelle. Se réapproprier l'espace-temps de notre subsistance élémentaire implique de repenser les conditions d'accès au foncier, de revoir de fond en comble le système de hiérarchie entre travail manuel et intellectuel, maisonnées et agora.

Pour autant, cette réévaluation du primat de la subsistance à l'échelle quotidienne ne doit pas se solder par un nouvel enfermement. C'est tout l'apport de l'approche féministe que de mettre en garde contre le poids des attaches locales (familiales, patronales, patriarcales). Si toutes les matières de la vie quotidienne se trouvent prises dans l'écheveau des mains connues qui les ont fabriquées, autrement dit si toutes les matières qui transitent par et dans notre corps ont un visage, leur usage peut s'avérer oppressant pour celles et ceux pour qui ces attaches sont des harpons dont il est crucial de se défaire. L'exode rural vers la ville, plus anonyme, a pu occuper cette fonction émancipatoire pour les populations qui veulent fuir l'étau du patriarcat, de l'hétérosexisme, de la racialisation et du classisme dans l'attribution des tâches et des terres. Il s'agit par conséquent de repenser à nouveau frais l'impératif de disposer de friches dédiées à des personnes et des groupes qui circulent de lieux en lieux, en vue d'usages intermittents de la terre, afin de rendre habitable et nourricier le voyage. Parce que la valeur d'usage use, il faut pouvoir lever l'ancre.

Pour casser le socle du domaine réservé des terres, c'est donc tout autant le droit à l'alimentation et au logement que le droit à la fabrique collective de la subsistance commune qu'il s'agit de faire advenir, en prévoyant un accès radical et absolu de toutes et tous à des parcelles substantielles de terres pour une pluralité d'usages (de l'extrême sédentarité à l'extrême nomadisme, de microparcelles d'expression libre à des communaux), à condition d'inclure l'impératif de redistribution du travail de subsistance. La démocratisation de l'accès à la terre est indissoluble de celle de la tâche – incompressible – de transformer la matière. Cette tâche n'est pas optionnelle, dématérialisable et indéfiniment délocalisable. Si personne ne le fait, il faudra bien que quelqu'un – en l'occurrence quelqu'une, le fasse. Mais comment, où, avec qui et selon quelles conditions de travail ? C'est ce qu'apprend une réflexion féministe en termes de maisonnée égalitaires : dans ce type d'organisation du travail, le côtoiement ordinaire peut permettre un ajustement permanent entre ce qu'il y a à faire et les forces mobilisables, en veillant à ce que nul ne s'épuise ou ne concentre les compétences et les pouvoirs.

Si les féministes ont critiqué l'inégalité de répartition et de prestige entre les tâches dédiées aux hommes et aux femmes, si elles ont mis en évidence le surtravail de femmes du sud pour que les femmes du nord global fassent carrière, elles n'ont pas contesté en soi l'importance du principe d'attention distribuée. Dans les années 1970, Françoise d'Eaubonne et Silvia Federici en viennent dès lors à retourner le stigmate[10] : constatant que les femmes ont été particulièrement socialisées à la gestion d'une maison et n'ont pas

totalement perdu de vue l'importance d'un environnement nourricier, elles érigent cette assignation ménagère en une possible chance historique de changement social de masse. C'est un sillon à creuser : même si l'organisation en famille nucléaire, centrée sur le travail de consommation, est à maints égards hors sol, il y a un ancrage de l'action domestique du côté de la transformation de matières et une prédilection pour les relations d'interconnaissance, qui peut prédisposer à pister des ramifications (d'amont en aval)[11].
Paysans, paysannes, travailleurs, travailleuses de l'ombre domestique, même combat, à fabriquer sans relâche des liens entre parcelles de terre disjointes.

Geneviève PRUVOST, 5 janvier 2022

1. Silvia Federici, *Point zéro : propagation de la révolution, salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*, Xi, Paris, 2016.[↑]
2. Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne. III. De la modernité au modernisme (pour une philosophie du quotidien)*, Paris, l'Arche, 1981.[↑]
3. Martine Segalen, *Mari et femme dans la société paysanne*, Flammarion, Paris, 1980.[↑]
4. Mendras Henri, *Les sociétés paysannes. Eléments pour une théorie de la paysannerie*, Paris, Gallimard, 1995[↑]
5. Veronika Bennholdt-Thomsen, Maria Mies, *The Subsistence Perspective : Beyond the Globalised Economy*, Zed Book, London, 1999 ; Veronika Bennholdt-Thomsen, Nicolas Faraclas, Claudia von Werlhof, *There is an Alternative. Subsistence and Worldwide resistance to corporate Globalization*, Zed Books, London, 2001.[↑]
6. Ivan Illich, *Le chômage créateur*, Seuil, Paris, 1977[↑]
7. Vandana Shiva, *Staying Alive. Women, Ecology and Survival in India*, Zed Press, London, 1988.[↑]
8. Maria Mies, *The Village and the World. My life, our Times*, Melbourne, Spinifex, 2010.[↑]
9. Bina Argawal, *A Field of One's Own: Gender and Land Rights in South Asia*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995.[↑]
10. Françoise d'Eaubonne, *Écologie/féminisme. Révolution ou mutation ?*, Libre et Solidaire, Paris, 2018 ; Silvia Federici, *Point zéro : propagation de la révolution, salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*, *op. cit.*[↑]
11. Geneviève Pruvost, *Quotidien politique. Féminisme, écologie et subsistance*, La Découverte, Paris, 2021[↑]

https://www.terrestres.org/2022/01/05/changer-dechelle-penser-et-vivre-depuis-les-maisonnees/

Entretien avec Jacques Testart

Le parcours de Jacques Testart, son intérêt pour la science ainsi que ses positionnements militants l'ont amené à de nombreuses reprises à questionner le rôle des sciences dans la société et son articulation avec la démocratie. Il était donc, pour nous, capital de recueillir son témoignage pour nourrir les réflexions entamées avec le groupe « Sciences–Société-Démocratie » sur le lien entre la recherche et l'expertise et les mouvements sociaux.

Co-fondateur de l'association Sciences Citoyennes et animé depuis de nombreuses années par la volonté de construire un cadre démocratique autour des enjeux posés par les développements scientifiques et technologiques, Jacques Testart a naturellement accepté de revenir avec nous sur son parcours et de nous faire part de son analyse concernant les enjeux démocratiques actuels.

Du scientiste convaincu au critique de science

En revenant sur le début de son parcours Mr. Testart nous explique que, en grand passionné de sciences, il a longtemps placé de grands espoirs dans les progrès de la science et des technologies pour élucider les grands problèmes auxquels font face nos sociétés. Ses différentes expériences au sein de grands laboratoires de recherche français l'ont progressivement confronté à des absurdités et des déceptions qui l'ont finalement amené à adopter une posture plus critique.

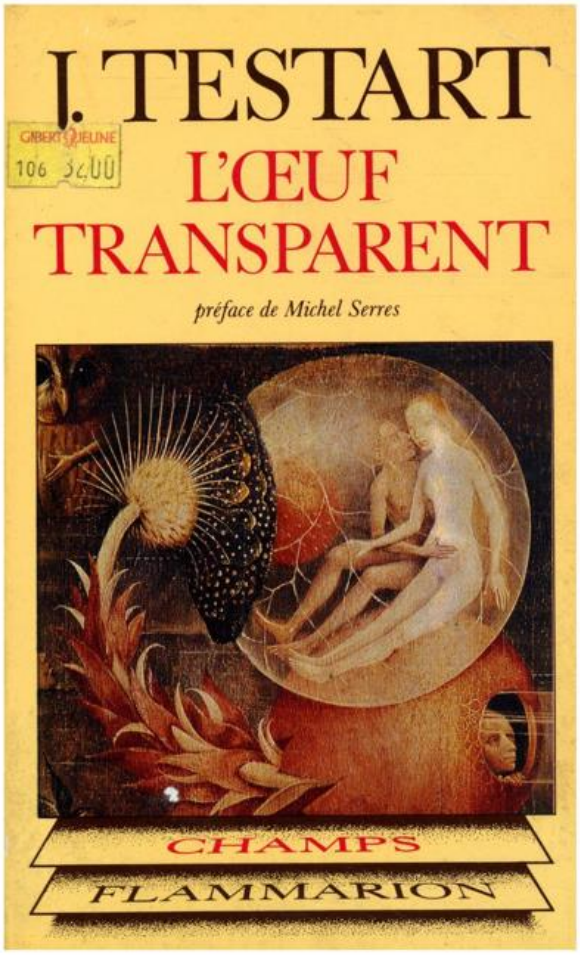
« Je viens de loin parce que, comme la plupart des chercheurs, j'étais un scientiste indiscutable. Donc je ne croyais pas du tout que les citoyens aient à se mêler de la science, c'était l'affaire des savants. »

La carrière scientifique de Jacques Testart commence dans les années 60, à l'INRA (Institut National de Recherche Agronomique, aujourd'hui Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, INRAE) au sein d'un programme de recherche européen qui travaillait sur les moyens d'augmenter la production de lait chez les bovins. Pour cela, il lui fallait trouver un moyen de multiplier les meilleures vaches laitières afin d'augmenter les rendements des exploitations agricoles. C'est dans ce cadre qu'il imagine le principe des mères porteuses, pour faire porter à des génisses « classiques » des embryons venus de haute productivité laitière. En 1972, il obtient les premiers veaux issus de cette technique. Mais au même moment, il s'aperçoit que l'Europe fait face à des excédents laitiers et se voit contrainte de diminuer

la production. Il se rend alors compte d'une déconnexion absurde entre les enjeux de la programmation de la recherche et les besoins quotidiens des citoyens.
« Comme à l'occasion de ces travaux-là, j'étais allé dans des élevages pour faire des récoltes et transferts d'embryons, j'ai connu d'une part les industriels de l'élevage et les grosses coopératives, mais j'ai aussi connu des paysans. Je n'en avais encore jamais rencontré. Et je me suis aperçu que c'était dégueulasse, parce que cette technique-là, finalement si elle avait prospéré, elle aurait provoqué la ruine d'encore plus de petits paysans qui n'auraient pas pu couvrir les coûts. »

En rencontrant différents acteurs et en sortant de son laboratoire, le chercheur a pu prendre la mesure de ce que peuvent produire les innovations techniques et scientifiques. Ce bel exemple de l'influence mutuelle des sciences et de la politique l'a poussé à se distancier de cette *technoscience*[1] qu'il qualifie volontiers d'industrie. Abandonnant alors la recherche agronomique, il se tourne progressivement vers la médecine pour mettre l'expertise qu'il a accumulé au profit d'un objectif plus « noble » : aider les couples stériles à avoir des enfants. C'est donc ainsi qu'il commence à travailler sur la procréation humaine, dans un laboratoire à l'hôpital de l'assistance publique de Clamart. C'est à ce moment qu'il permet le développement des techniques de fécondation *in vitro*, qui donneront naissance, en 1982, à Amandine, le premier bébé éprouvette français.

À partir de là, la société est animée par de vifs débats éthiques autour de l'utilisation de ces techniques. Si l'innovation est salutaire pour des couples qui ne peuvent pas avoir d'enfants, elle pose de nombreuses questions sur les dérives de congélation ou de sélection de l'embryon qu'elles peuvent entraîner. Plus globalement, ces technologies questionnent la notion de « progrès » et la fixation de limites à la technologie dans son projet de repousser les contraintes physiques imposées à l'humanité.



« En quittant l'INRA, je me disais "là c'est pas pareil, c'est forcément bien, parce que c'est pour aider les gens, c'est pour…". J'étais encore un peu naïf. J'étais vacciné contre la technoscience, mais je ne voyais pas que la médecine ressortait exactement la même chose. »
C'est autour de ces questionnements sur la procréation humaine et les éventuelles dérives eugénistes, dont les technologies d'aide à la procréation ouvrent les portes, que Jacques Testart publie en 1986 son ouvrage « L'œuf transparent ».

Il nous confie ne pas regretter d'avoir contribué au développement de ces techniques et d'avoir aidé des couples stériles à avoir des bébés, mais qu'il se refuse à aller plus loin et de participer à un projet qui pourrait consister en une « amélioration de l'espèce ». Ces prises de position sur le sujet et sa ferme opposition aux directions prises par les médecins lui ont valu d'être mis à la porte de son laboratoire hospitalier en 1990.
« Tout cela m'a amené à être assez vigilant sur la programmation de la recherche, sur l'intérêt pour la société de ce que l'on fait. Sans cracher totalement dans la soupe, je veux dire, je ne suis pas comme Pièces et Main d'œuvre[2] *qui dit, en gros, qu'il faut fermer tous les labos, je ne crois pas. Mais je pense qu'il appartient à une entité extérieure à la recherche et à l'industrie de faire des choix. »*
Et cette entité, selon lui, c'est la collectivité, ce sont les citoyens. Parce que malgré la relative méconnaissance de ce qui se déroule au sein des laboratoires, les citoyens sont concernés par ce qui en sort. Il leur appartient

donc de s'exprimer et de décider collectivement comment la société doit appréhender la recherche scientifique et les développements technologiques.

Vers une mise en démocratie des sciences

Convaincu que les citoyens ont un rôle à jouer dans la science, Jacques Testart participe, avec entre autres André Cicolella, un chimiste lanceur d'alerte qui a mis en garde contre les effets sanitaires des éthers de glycol[3] ainsi que l'historien des sciences Christophe Bonneuil, à la création de l'association Sciences Citoyennes.

Cette prise de distance avec les laboratoires a permis à notre chercheur de rencontrer différentes personnes venant de domaines très variés, tels que des sociologues, des juristes, des philosophes ou des psychanalystes, qui lui ont permis de développer son esprit critique sur la science et la démocratie.

« Effectivement ça m'a donné plus de tonus pour résister et aussi plus d'armes. Parce qu'en discutant avec ces gens-là, qui étaient des gens des sciences humaines, j'étais avec des gens dont le métier était de s'interroger. J'étais avec eux et ça m'a poussé un peu dans mes retranchements, ça m'a fait comprendre des choses, donc ça m'a beaucoup aidé je crois. »

À peu près au même moment, Jacques Testart a été nommé président de la Commission Française du Développement Durable (CFDD), où il a cherché à travailler sur cette complémentarité des disciplines et sur l'intégration des citoyens, pour répondre aux questionnements scientifiques et techniques. Cette expérience a laissé des traces chez notre critique des sciences, puisque c'est dans ce cadre qu'il découvre la procédure des *conférences de citoyens*. En 2002, il travaille sur l'organisation de l'une des premières conférences de citoyens en France portant sur le thème « Citoyenneté et Climat », dont Benjamin Dessus nous a déjà un peu entretenu lors de notre précédent entretien. Il se dit bluffé par la manière dont ce dispositif permet aux citoyens de se former et de formuler des recommandations pertinentes sur des sujets complexes.

« Je les ai vus taquiner des experts en séance public, c'est assez extraordinaire. Pas tellement parce qu'ils embêtent celui-là mais parce qu'ils se disent : je suis pas si con que ça, finalement je suis capable. Ensemble, ils arrivent à produire vraiment de l'intelligence collective et à générer autre chose : de l'empathie. »

Il cherche alors à en organiser de nouvelles, plus ambitieuses. Il propose alors une grande conférence de citoyens de plusieurs pays sur le thème des aides à l'agriculture… Face à un refus gouvernemental d'expérimenter une telle procédure, l'équipe se sent véritablement censurée et démissionne avec fracas, en dénonçant par la même l'hypocrisie d'un « développement durable » fortement ancré dans le paradigme de la croissance et de la compétitivité[4]

« On nous a mis dans un placard. Nous avons démissionné avec éclat en faisant une conférence de presse en disant ce qu'on avait fait, ce que l'on voulait faire, ce à quoi on s'était opposés. »

De cette expérience, Jacques Testart en a surtout gardé des liens avec différents chercheurs, juristes et philosophes et l'idée d'expérimenter plus en profondeur le potentiel des conférences de citoyens.

« Il en y a eu des centaines, si ce n'est des milliers dans le monde, sous des appellations différentes de jurys citoyens… mais ce n'était jamais le même protocole, donc c'était un peu embêtant. On s'est dit qu'il faudrait inventer quelque chose qui puisse être une procédure, qu'on pourrait mettre dans la loi et qui soit reproductible, fiable et fidèle. »

C'est sur ce constat qu'il travaille avec Marie-Angèle Hermitte (juriste du vivant), Michel Callon (sociologue des sciences) et Dominique Rousseau (constitutionnaliste) sous l'égide de Sciences Citoyennes sur la formalisation d'un protocole strict et rationnel, intitulé « *convention de citoyens* » basé sur les points démontrés nécessaires des différentes conférences de citoyens et dispositifs analogues. Ce protocole a fait l'objet, en 2007, d'une proposition de loi par l'association afin de l'institutionnaliser. [5].

« Il n'a jamais été repris par personne. Il n'y a qu'un politique qui s'y est intéressé, c'est Yves Cochet mais il ne faisait vraiment pas le poids à l'Assemblée nationale pour faire en sorte qu'on puisse discuter de ce projet de loi. Donc il n'a jamais été discuté. »

En revenant sur ce caractère bluffant des conférences de citoyens, Jacques Testart nous explique comment *via* cette procédure, il entrevoit de nouveaux espaces de délibération politique pour intégrer les citoyens à des débats sur des sujets aussi complexes que variés. En organisant le débat via l'intervention de sources contradictoires, les citoyens tirés au sort, qui n'ont aucun intérêt personnel quant à l'issue de la controverse peuvent exprimer un point de vue des plus démocratiques. L'enjeu est de taille ; les technosciences façonnent notre quotidien, de manière toujours plus rapide, et leur contrôle est abandonné aux forces du marché. Formaliser et institutionnaliser une procédure stricte, donnant un véritable pouvoir délibératif aux citoyens sur ces questions lui apparaît alors comme une des pistes les plus prometteuses.

Pour illustrer cela, il revient sur la procédure qui a accompagné la controverse de Cigéo sur la gestion des déchets radioactifs par l'ANDRA qu'il juge particulièrement intéressante :

« À la conclusion de Cigéo, les citoyens ont dit 'les experts ne sont pas compétents pour nous dire s'il y a des risques ou non avec l'enfouissement des déchets radioactifs et donc nous, on ne peut pas conclure. On vous demande de faire des recherches et puis on reviendra, si vous nous invitez, pour essayer d'émettre un avis le jour où vous aurez des réponses à nos questions'. Je trouve que c'est assez exemplaire. Ça veut dire qu'ils mettaient en cause la science dans sa capacité à répondre à tout, et ils disaient, pour le moment, le mieux c'est de ne rien faire, parce que ce que vous allez faire, vous ne savez pas où ça mène. »

Les procédures en débat

Malgré ce potentiel des plus prometteurs, la proposition de Sciences Citoyennes de convention de citoyens avance peu, comme Jacques nous l'a indiqué plus tôt. L'un des principaux freins pourrait être, selon lui, la position les associations elles-mêmes qui craindraient de se faire déposséder de leur expertise.

« Il y a des freins carrément, il n'y a pas des oppositions mais des réticences, en ce sens que j'ai entendu des militants d'associations dire 'mais pourquoi tu vas former des gens sur un problème, par exemple sur le nucléaire, sur les OGM, sur etc. Tu les choisis, ils ne connaissent rien, alors que si tu nous demandais, nous on sait'. Et ça, c'est très révélateur de comment chaque association s'imagine qu'elle est comptable de l'avenir du monde, qu'elle a la vérité sur l'avenir du monde. »

Il insiste pourtant sur le fait que les associations ont complètement leur rôle à jouer dans le processus qui accompagne les conventions de citoyens. En effet, elles peuvent figurer parmi le comité de pilotage de la démarche, composé d'acteurs aux visions contradictoires sur le sujet, et en charge d'élaborer le programme de formation des citoyens. Des experts associatifs peuvent aussi contribuer à la formation des citoyens.

L'autre frein majeur identifié par notre interlocuteur est la manière d'institutionnaliser une procédure formelle pour encadrer les conventions de citoyens. De nombreux acteurs ont proposé des procédures analogues et le débat est assez dur à instaurer.

Le sujet est d'une vive actualité puisque qu'Emmanuel Macron a annoncé fin avril lors de son discours de clôture du Grand Débat National, la perspective de mise en place d'une « convention citoyenne » de 150 personnes tirées au sort afin de proposer des actions pour la transition écologique. Jacques Testart et Sciences Citoyennes restent très vigilants quant à la procédure qui va encadrer ce dispositif, qui pourrait très bien constituer un nouvel « ersatz de consultation démocratique ».

En réaction à ces propos, Jacques Testart et des membres de Sciences Citoyennes viennent de rédiger *une lettre ouverte au président Macron* pour l'interpeller sur ces questions.

Menu

MEDIAPART
MER. 5 JUIN 2019 - ÉDITION DU MATIN

Recherche

LE JOURNAL | LE STUDIO | LE CLUB | DEPUIS 48 HEURES | LES BLOGS | LES ÉDITIONS | L'AGENDA | LA CHARTE | PARTICIPEZ

Lettre ouverte au Président de la République

21 MAI 2019 | PAR ASSOCIATION SCIENCES CITOYENNES | BLOG : LE BLOG DE L'ASSOCIATION SCIENCES CITOYENNES

Edgar Blaustein, Fabien Piasecki et Jacques Testart, de l'association Sciences Citoyennes, invitent à repenser la participation des citoyens en démocratie et les mécanismes de contrôle, face à des «procédures prétendument participatives non codifiées, miroirs aux alouettes des temps post-modernes».

FAVORI | Partager | RECOMMANDER | Tweet | ALERTER | IMPRIMER

1 COMMENTAIRE | 9 RECOMMANDÉS | A + A -

Monsieur le Président,

Votre élection il y a un peu plus de deux ans, vos premiers discours, avaient laissé entrevoir un rajeunissement des mécanismes décisionnaires, une implication des citoyennes et des citoyens dans les processus délibératifs, et des avancées significatives en matière de justice sociale et environnementale aux niveaux national et européen. Aujourd'hui, il apparaît évident que la démocratie représentative, dans ses mécanismes actuels, présente des signes d'essoufflement. Les citoyennes et les citoyens ne veulent ni ne peuvent plus être ignorés. Certains rouages de notre démocratie ne peuvent plus fonctionner comme hier et il est important de les repenser.

L'AUTEUR

ASSOCIATION SCIENCES CITOYENNES
Mettre les sciences en démocratie
Paris - France

1 BILLET | 1 FAVORI | 2 CONTACTS

Capture d'écran issue du site Mediapart, consulté le 5 juin 2019.

Propos recueillis le 12 avril 2019 par Glauber Sezerino et Thomas GERMAIN pour le processus SSD

Références

1. Guide pratique : La Convention de Citoyens
Analyse du RIC délibératif – par Sciences Citoyennes et Attac
Sur ce sujet voir : http://jacques.testart.free.fr/index.php?post/texte744
2. Pièce et Main d'œuvre est un groupe grenoblois engagé dans une critique radicale de la recherche scientifique, du complexe militaro-industriel, du fichage, de l'industrie nucléaire, des biotechnologies et des nanotechnologies. Voir leur site internet :
3. http://www.piecesetmaindoeuvre.com/
4. André Cicolella est un chimiste, toxicologue et chercheur français en santé environnementale, spécialiste de l'évaluation des risques sanitaires. Président du Réseau Environnement Santé, il est l'un des principaux lanceurs d'alerte sur les effets des perturbateurs endocrinien sur la santé humaine.
5. Voir : http://libertaire.pagesperso-orange.fr/textes/testart.html
6. Le projet de loi est disponible sur le site de l'association : https://sciencescitoyennes.org/projet-de-loi-concernant-les-conventions-de-citoyens/

Soutiens

Le programme Sciences-Sociétés-Démocratie bénéficie du soutien de la Fondation Charles Léopold Mayer et de la Fondation Un Monde par Tous

Comité de pilotage

Sciences et Engagements

https://sciences-societes-democratie.org/entretien-avec-jacques-testart/?utm_source=sendinblue&utm_campaign=Srie%20Sciences%20et%20Engagements%201&utm_medium=email

Petit à petit, l'internet local et alternatif déploie son réseau

Dans l'Yonne, le fournisseur d'accès à internet alternatif Scani relie plus d'un millier de personnes. Une vision à taille humaine du web où les coopérateurs remplacent les clients.

Joigny (Yonne), reportage

« Ce qui m'a séduit, c'est avant tout l'aspect local. C'est-à-dire de parler à des humains qui peuvent me dépanner rapidement, un truc rare quand il s'agit d'internet ! » Entre deux coups de feu, Laïd se délecte de la programmation musicale de FIP via son ordinateur tandis que ses clients télétravaillent à l'étage. Peu d'entre eux le savent mais dans ce café-brocante, l'internet est aussi local que les bières servies en bouteilles.

Exit Orange, SFR, Free, Bouygues Telecom et autres mastodontes du secteur : à Joigny, dans l'Yonne, une bande d'irréductibles a créé la Société coopérative d'aménagement numérique icaunaise (Scani), qui fabrique et fournit des accès à internet. Scani fournit une adresse IP à plus d'un millier de particuliers, entreprises, établissements scolaires et collectivités locales. Elle raccorde des zones blanches ou grises par ondes radio ou fibre optique.

« Nous sommes là pour construire des solutions à partir du besoin des personnes, pas pour leur vendre des solutions qu'on aurait construites sans se soucier d'elles. Nous sommes une boîte à outils à disposition de nos membres », dit Bruno Spiquel, l'un des cerveaux de l'affaire, adepte de l'internet *« libre, non marchand et coopératif »*. Début mai, Scani fêtait joyeusement ses dix ans d'existence sous le clocher de l'église de Béon, un village voisin, qui fut le premier à accueillir une antenne radio.

Chez Scani, les utilisateurs ne sont pas des clients mais des sociétaires. Chacun paie un abonnement mensuel unique de 30 euros, mais il doit aussi prendre une part minimum dans la structure – 10 euros – ce qui lui donne voix au chapitre lors des assemblées générales.

Plus d'un millier de lieux sont reliés à l'internet grâce à Scani. © *Reporterre*

Au bout du câble, internet ! © *Reporterre*

« Nos membres sont tous copropriétaires du réseau et encouragés à donner des coups de main en fonction de leurs possibilités. Cela va des opérations de maintenance à l'autorisation de poser une antenne sur leur toit », précise Bruno Spiquel. À l'inverse, avec un salarié et un apprenti à temps-plein, ce fournisseur d'accès à internet (FAI) alternatif peut dépanner ses coopérateurs dans l'heure et solutionner les ralentissements ou coupures du réseau à tout instant.

Le tout étant économiquement stable puisque Scani a dégagé un chiffre d'affaires de 245 000 euros en 2022. Ce modèle incarne une certaine autonomie numérique, une brique qui préoccupe généralement peu le monde de la transition ou des élus locaux.

Sauf Nicolas Soret, l'actuel maire de Joigny. En 2013, alors premier adjoint, il demande aux *« geeks »* de Scani de l'acculturer aux enjeux du numérique dans les territoires : *« À l'époque, le télétravail émergeait à peine, il fallait à certains habitants une offre solide. Je me souviens d'un architecte d'intérieur qui avait besoin d'envoyer ses plans sans se poser de questions. »*
Soret est si convaincu par l'offre radio de Scani qu'il demande à la coopérative de déployer le wifi gratuit de la ville, d'équiper les écoles, la mairie, la rue commerçante et la halle du marché. Avec 630 parts souscrites, la municipalité détient un peu plus de 10 % des parts de la Société coopérative d'intérêt collectif (Scic) [1]. *« C'est rare de pouvoir se rendre à l'assemblée générale de son fournisseur d'accès à Internet »*, rigole l'élu. Autre avantage, selon lui, *« si demain, tout saute, nous disposons d'une boucle locale et nous sommes indépendants »*.
Bien sûr, en cas de coupure globale d'internet, les sociétaires de Scani perdront comme tout le monde leur accès à Netflix ou à Google mais ils pourront toujours jouir de leur boucle locale pour communiquer et s'envoyer des données… *« Ils auront même accès à la copie de Wikipédia que j'ai réalisée pendant le covid ! »* s'amuse Bruno Spiquel.

Les travailleurs de Scani s'appuient sur les infrastructures existantes, et les créent lorsqu'il s'agit de relier des endroits mal desservis. © *Reporterre*

Sur ce territoire truffé de zones blanches ou grises, l'accès à du (très) haut débit est un enjeu pour réduire la fracture numérique. Là encore, Scani raccorde elle-même ses sociétaires à la *« fibre à domicile »* (FFTH). Entre deux averses, dans une rue déserte de Joigny, Fred et Alan s'activent respectivement au sommet d'une échelle et dans les entrailles de la rue.
Fred est l'antenniste attitré de la Scic – qu'il préside – et Alan en est l'unique salarié. Revêtus de leurs gilets jaunes, les deux techniciens raccordent la demeure de Marc à la fameuse fibre de verre. L'homme, qui conseille des entreprises texanes sur leurs stratégies réseaux, est exigeant.
« J'ai besoin d'une connexion stable avec des débits costauds et, surtout, symétrique, c'est-à-dire avec des débits montants et descendants équivalents. » Le câble noir, déroulé depuis la rue [2] jusqu'à son bureau à travers les combles, abrite une fibre de verre qui devrait garantir entre 800 Mb/s et 1 Gb/s de débit. De quoi mener des visioconférences transatlantiques en paix.

En plus d'être participatifs, les fournisseurs d'accès à internet associatifs sont engagés pour la défense d'un internet sans inégalités. © *Reporterre*

Apparentée à la Fédération des fournisseurs d'accès internet associatifs (FFDN), Scani trouve son inspiration originelle dans le *« monde du libre »*, qui promeut, notamment, la *« neutralité du Net »* [3]. *« Le FAI s'apparente à un concierge qui voit passer tous vos paquets et qui peut regarder dedans à tout moment, y ajouter des choses ou les renvoyer à qui bon lui semble. La neutralité du net consiste à s'assurer que le FAI ne regarde rien, n'ajoute rien et ne modifie rien »*, explique Khrys, présidente de French Data Network, FAI historique indépendant né en… 1992, également membre de la FFDN.
Répartis sur le territoire français – Toulouse, Nantes, Strasbourg, Compiègne ou sur le plateau de Saclay… – les passionnés bénévoles d'une trentaine de structures font vivre une alternative à un Internet purement commercial. À Nantes, l'association FAImaison a permis des accès réseau temporaires à des squats ou des zad.
Au-delà de la connexion à la Toile, Scani relie aussi les Icaunais autour des enjeux numériques. La coopérative propose des ateliers de *« dégafamisation »* où ses bénévoles récupèrent, retapent et offrent des ordinateurs à des foyers précaires ainsi que des projections et des débats sur la question des données personnelles et de l'intelligence artificielle. *« De plus en plus de personnes veulent s'affranchir de la surveillance généralisée et de la captation des données »*, conclut Bruno Spiquel.

Notes
[1] La Scic compte actuellement 6 053 parts, un membre pouvant souscrire plusieurs parts.
[2] Scani crée à la fois ses propres infrastructures, là où il n'y en a pas, essentiellement, et s'appuie sur les existantes (Orange, Altitude, mais aussi Cogent, Lumen, etc.).
[3] La loi de 2016 pour une République numérique qui transpose un règlement européen a chargé l'Autorité de régulation des communications électroniques de protéger la neutralité du net, sur tous les opérateurs. Mais elle n'a plus cours aux États-Unis, par exemple.

Mise à jour : 25/05/2023 rectification « intelligence artificielle »

Laure NOUALHAT, 25 mai 2023 (Reporterre)

Marx au soleil levant : le succès d'un communisme décroissant

Lorsqu'en 1867 Marx publie à Hambourg le livre I du Capital, cinq longues années sont nécessaires pour écouler le tirage de 1 000 exemplaires. Cent-cinquante ans plus tard, un universitaire japonais publie « Le Capital dans l'anthropocène » qui se vend à 500 000 exemplaires… Kōhei Saitō y propose une relecture écologiste du philosophe allemand, alliant décroissance et communisme. Le « redoutable missile » que Marx croyait avoir « lancé à la tête de la bourgeoisie » vient-il d'être à nouveau mis en orbite depuis le Japon ? Éléments de réponse dans cet entretien avec l'auteur.

Entretien avec Kōhei Saitō réalisé le 12 janvier 2023 par Emilie Letouzey et Jean-Michel Hupé de l'Atelier d'Écologie Politique pour Terrestres (introduction et notes comprises).

En 2020, l'universitaire Japonais Kōhei Saitō, spécialiste de Karl Marx, publie *Le Capital dans l'anthropocène* (*Hitoshinsei no 'Shihonron'*), un essai dense et radical sur la catastrophe en cours et à venir, véritable manuel d'écologie politique. Succès inattendu, le livre se vend à un demi-million d'exemplaires. Saitō est invité partout et débat volontiers dans les journaux, à la télévision ou sur les réseaux sociaux. Dans un langage clair et concis, il expose sa position anticapitaliste et assume un engagement citoyen peu commun pour un chercheur au Japon.

Au centre de son analyse : Marx, dont Saitō a décortiqué les carnets tardifs, dans lesquels il voit une inflexion majeure de la pensée de l'auteur du *Capital* par rapport à l'environnement. Un Marx écologiste avant l'heure, tel que dépeint par les écosocialistes ? Oui, mais l'analyse de Saitō va plus loin puisqu'il place la décroissance au centre de son propos. Car en plus d'avoir fait ses classes parmi les écosocialistes, Saitō s'inscrit dans le renouveau de la pensée décroissante, parfois appelé « la voie catalane[1] ». Au Japon, qui vit dans la nostalgie de la Haute croissance (1955-1973) et a pour programme gouvernemental le « Nouveau capitalisme » (*Atarashii shihonshugi*), il est peu dire que cela ne va pas de soi.

Que contient donc ce livre à succès, dont une version anglaise remaniée, plus académique, est parue en février 2023[2] ? Saitō y dresse le constat du désastre social et écologique du capitalisme, expliquant les mécanismes d'externalisation d'une charge devenue monumentale sur les humains et la nature. Démontant le solutionnisme technologique et réfutant le *Green New Deal*, il esquisse quatre scénarios possibles pour le futur : fascisme climatique, maoïsme climatique, barbarie, et un quatrième scénario d'abord nommé « X » et dévoilé plus avant, au terme d'une partie centrale sur la question des communs. Ce scénario, qui constitue la proposition centrale de l'ouvrage, c'est le *communisme décroissant* – seul à même, selon Saitō, de parer au pire et d'assurer équité, justice et abondance. « Pour ne pas terminer l'Histoire », il appelle enfin à la mobilisation, même minoritaire.

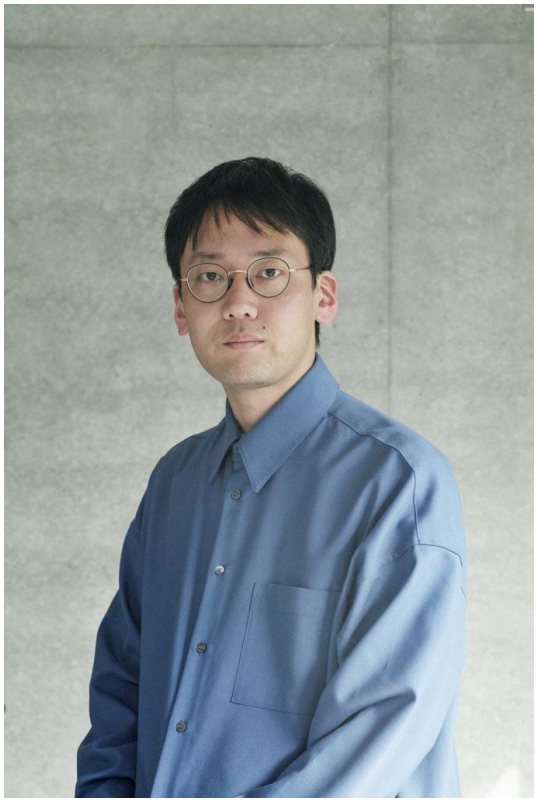
Le Capital dans l'anthropocène recourt donc à Marx pour lutter contre la catastrophe socio-climatique en cours ; de la même manière, *Le Capital depuis zéro*, dernier ouvrage de Saitō sorti au Japon en janvier 2023[3], utilise *Le Capital* pour parler aux gens de leurs problèmes au travail, de la précarité au Japon ou des raisons qui nous poussent à consommer sans relâche. Une posture qui peut sembler paradoxale puisque la spécificité de Saitō est de s'appuyer sur ce qui n'est justement pas dans *Le Capital*[4], et qui lui vaut d'être en désaccord avec de nombreux marxistes.

Dans son bureau de l'université de Tōkyō avec vue sur le mont Fuji, Kōhei Saitō revient sur le succès du *Capital dans l'anthropocène* et nous explique comment il dépasse l'apparente contradiction entre décroissance et communisme : en partant des communs, tout simplement.

Terrestres : Dans votre livre *Le Capital dans l'Anthropocène* vous défendez le communisme décroissant comme solution politique (voire civilisationnelle) à l'effondrement prochain des sociétés et de la vie dans l'Anthropocène. Votre proposition converge avec les tendances récentes du mouvement de la décroissance, mais elle est originale pour au moins trois raisons. La première est que vous êtes un spécialiste de Marx ; la deuxième est que vous poussez clairement la décroissance vers la gauche en remettant la notion de communisme au goût du jour ; la troisième est que vous écrivez depuis le Japon, où vous rencontrez un succès important. Le terme « décroissance » est déjà considéré comme une provocation volontaire, celui de « communisme » ressemble à une provocation supplémentaire. Comment les définissez-vous ?

Kōhei Saitō : En effet, la décroissance et le communisme ont tous deux une très mauvaise image, et ces termes peuvent être compris de différentes façons. Je les combine intentionnellement car j'espère que le négatif multiplié par le négatif sera quelque chose de positif qui ouvrira une nouvelle façon de penser. Mais mon point de départ était relativement simple. La décroissance est incompatible avec le capitalisme car, par définition, le capitalisme est un système de valorisation constante du capital : le capital s'accroît lui-même à l'infini. Dans le monde d'aujourd'hui, cela est représenté par l'augmentation du PIB et la croissance économique comme impératif principal de notre société. Donc si nous prônons la décroissance, nous devons être anticapitalistes : la décroissance sous le capitalisme est impossible, ce sont deux choses qui sont tout simplement incompatibles.

C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai pensé que mon parcours de spécialiste du marxisme serait en quelque sorte utile. D'une part parce que je pense que le marxisme, ou Marx en tant que philosophe, est l'un des rares penseurs qui analyse de manière très critique et systématique le mode de production capitaliste. D'autre part parce que des gens qui appellent à la décroissance, comme Serge Latouche – qui est célèbre même au Japon, puisque trois ou quatre de ses livres sont traduits en japonais – plaident pour une troisième voie par rapport au capitalisme et au socialisme. Latouche n'a jamais dit clairement que, pour sa proposition de décroissance, il serait nécessaire que le socialisme surmonte le capitalisme. C'est pourquoi j'étais un peu méfiant à propos de la décroissance alors que je connaissais le concept depuis longtemps. De même au Japon, Yoshinori Hiroi 広井良典 ou Keishi Saeki 佐伯啓思 sont connus pour avoir utilisé le concept de décroissance, mais ils n'ont jamais dit que l'alternative serait le socialisme ou le communisme. En raison de l'expérience du passé, ils hésitent à utiliser ces termes ou même à revenir à Marx.



Mon approche est différente. Ma génération aussi est différente. Je suis né en 1987 : quand j'ai grandi, l'Union Soviétique avait déjà disparu et je n'ai pas eu ces mauvaises expériences avec le parti communiste. Mais cela ne veut pas dire que je veux revenir au communisme soviétique ou au socialisme à la chinoise. Quand j'utilise Marx, je travaille à partir de divers carnets non publiés dans le cadre du « projet MEGA[5] », où nous découvrons beaucoup de nouvelles idées. L'une de ces idées est que Marx était un penseur très écologique, et j'ai découvert que sa critique écologique du capitalisme pouvait être très utile.

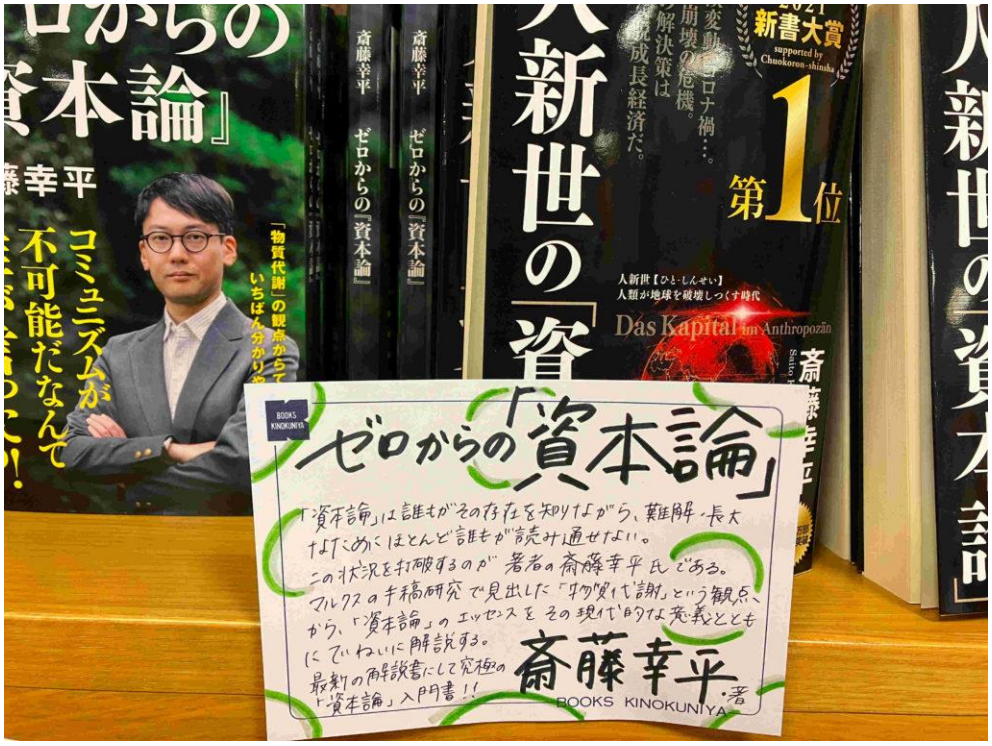
Par exemple, Marx n'a pas plaidé pour une planification hiérarchique de la société à la soviétique : il met en avant le concept d'association, qui est beaucoup plus du genre *bottom-up*. Je me suis basé sur ce type de compréhension très largement partagée parmi les marxistes japonais, qui ont montré que la vision du socialisme de Marx est très différente de celle de l'Union Soviétique[6]. L'Union Soviétique est souvent caractérisée comme un capitalisme d'État – et je suis d'accord avec cela. Ce que j'essaie donc de faire, c'est de redéfinir le communisme comme une forme d'association et non un capitalisme d'État bureaucratique. Il s'agit plutôt de la façon dont diverses formes d'associations gèrent les communs de manière démocratique.
Ma définition du communisme est donc très simple : *le communisme est une société basée sur les communs*. Le capitalisme a détruit les communs avec l'accumulation primitive, la marchandisation[7] des terres, de l'eau et de tout le reste. C'est un système dominé par la logique de la marchandisation. Ma vision du communisme est la négation de la négation des communs : nous pouvons dé-marchandiser les services de transport public, le logement public, tout ce que vous voulez, mais nous pouvons aussi les gérer d'une manière plus démocratique – pas à la façon de quelques bureaucrates qui régulent et contrôlent tout. Nous pouvons avoir un système de gestion plus *bottom-up*.
J'accepte généralement ce que les adeptes de la décroissance disent, mais j'essaie de combiner deux courants dans le « communisme décroissant ». Je pense même que, à la fin de sa vie dans les années 1880, Marx avait de la sympathie pour ce genre d'idée que j'appelle communisme décroissant.

Il y a quelque chose qui n'apparaît pas dans les traductions, c'est qu'en japonais vous écrivez *komyunizumu* (コミュニズム) et non *kyōsanshugi* (共産主義, qui signifie « communisme »). Vous avez aussi mentionné le terme *komonizumu* (コモニズム, « commonisme ») : est-ce un terme que vous utilisez également ?
Au Japon en effet, « communisme » écrit avec les caractères chinois 共産主義 est généralement associé à l'Union Soviétique, à la Chine, ou au parti communiste japonais. C'est donc intentionnellement que j'utilise le terme *komyunizumu* コミュニズム pour différencier ma compréhension du terme conventionnel. Mais comme il y a des gens qui ne saisissent pas la nuance, j'ai dit dans une interview que « la société basée sur les communs est le communisme, donc on pourrait même dire *commonisme* ». Ce terme est en fait proche de ce que je veux exprimer.

Le communisme est généralement associé à la notion de révolution, qui n'est pas mentionnée dans votre livre. Dès lors, quel est le processus pour aller vers ce communisme décroissant si ce n'est pas la révolution ? Comment voyez-vous cette transition ?
C'est une question très importante. Ma vision du communisme est très différente de la révolution prolétarienne, de la dictature du prolétariat et de ce genre de choses. Ce que j'essaie de défendre, c'est l'expansion graduelle des communs.
Le capitalisme est le processus d'expansion constante de la marchandisation de tout. Le processus à suivre devrait donc être la démarchandisation progressive de ce qui a été marchandisé. Cela me semble plus réaliste et plus proche de ce à quoi Marx pensait, surtout dans ses dernières années. Par exemple, si vous lisez le volume I du *Capital*, il explique pourquoi la réduction de la journée de travail est une stratégie très importante pour le mouvement ouvrier. Ce n'est pas révolutionnaire, d'accord, car ce n'est pas en raccourcissant la journée de travail que nous détruirons le capitalisme. Mais Marx pense que c'est une condition préalable. Parce que lorsque les travailleurs et travailleuses travaillent douze heures par jour, ils et elles n'ont pas de temps pour les mouvements sociaux ou pour étudier. Regardez les travailleurs et travailleuses japonaises, qui travaillent tellement qu'ils et elles sont épuisé·es et ne font rien d'autre que regarder Youtube. Je pense donc qu'il est essentiel de raccourcir la journée de travail.

De même, il est très important que les gens ne dépendent pas autant des échanges monétaires et marchands. L'État-providence en Europe occidentale me paraît donc plus proche de la vision du socialisme de Marx que l'Union Soviétique. Parce que l'Europe occidentale a démarchandisé l'éducation, une partie du secteur médical

et des soins, et même du logement[8]. Parce que les gens peuvent vivre – ou du moins peuvent sentir qu'ils peuvent vivre – sans dépendre entièrement du travail salarié, ils ont plus de liberté pour s'engager dans d'autres activités non commerciales, non capitalistes. Il peut s'agir d'art, d'activités culturelles, de sport, d'activités politiques, de n'importe quoi. Au Japon, il n'y a pas beaucoup d'endroits où les gens peuvent se réunir sans payer, alors nous allons toujours à l'izakaya[9] pour nous réunir – cela reste une activité très marchandisée, je trouve.
Plus nous arriverons à étendre les communs, plus nous aurons de liberté, plus nous aurons d'espaces pour des activités non-capitalistes ou même anticapitalistes. Et cela changera notre façon de penser et notre comportement, ce qui aidera à construire un mouvement social plus large et plus radical. Je pense que ce processus va s'étendre, s'étendre, s'étendre, et qu'il y aura un moment où la logique de cette valorisation constante du capital ne sera plus la force organisatrice centrale ou principale de la société.
Donc, ce n'est pas du communisme pur : ma définition est très différente dans le sens où j'admets que les échanges monétaires et marchands peuvent encore exister dans une société future, mais de façon limitée. Il s'agit d'un autre type de société.



Les deux ouvrages de Kōhei Saitō dans une librairie : « Le Capital dans l'anthropocène » et « *Le Capital* depuis zéro ». La recommandation des libraires dit : « Tout le monde connait Le Capital, mais à cause de sa difficulté et de sa longueur, personne ne parvient vraiment à poursuivre la lecture…Mais Kōhei Saitō vient renverser cet état de fait ! Avec son approche depuis le point de vue du "métabolisme", il explique avec soin l'essence du capitalisme et sa signification actuelle… »

Votre proposition pour étendre les communs semble très proche de ce que la communauté de la décroissance[10] appelle des « réformes non réformistes ». En ce sens, « commonisme » serait moins ambigu en Europe que « communisme ». Mais, d'un autre côté, vous appelez de vos vœux une alliance rouge-verte, et parler de « communisme » est clairement un appel à la gauche. Avec les traductions de vos livres, qu'attendez-vous de la gauche en Europe, où la gauche et les syndicats sont encore très attachés à la croissance, au pacte fordiste, etc. ? L'utilisation du terme communisme est-elle une tentative pour construire une stratégie de contre-hégémonie à la croissance en favorisant une alliance rouge-verte ?
Oui, le premier point est très important : j'ai été influencé par Joachim Hirsch, le marxiste allemand, qui prône quelque chose de similaire : le « réformisme radical ». C'est une réforme, mais c'est radical parce que nous voulons aller au-delà du capitalisme.
Le deuxième point concernant l'alliance rouge et verte est aussi très important. Ce que j'essaie de faire en mettant en avant ce concept de communisme, c'est de souligner que nous devons aspirer à un post-

capitalisme. Les adeptes de la décroissance ont parfois été ambivalents sur ce point. Cela a changé récemment, avec par exemple Jason Hickel et d'autres, plus anticapitalistes, mais dans la génération de Serge Latouche et même André Gorz, les concepts de socialisme et de communisme n'étaient pas mis en avant.

En même temps, je suis un universitaire marxiste et je veux donc aussi influencer mes amis écomarxistes comme John Bellamy Foster ou Paul Burkett. Michael Löwy, dont je suis proche, a souvent dit par le passé que la décroissance était une mauvaise stratégie politique – même Foster n'a jamais vraiment dit que nous avions besoin de la décroissance ou d'une économie stationnaire. Je voulais les faire changer d'avis. Je pense qu'ils sont toujours prisonniers d'une vieille façon de penser, sans doute parce que le marxisme est favorable aux technologies, et aussi parce qu'ils considèrent que l'idée de décroissance n'est pas une idée attractive pour la classe ouvrière et ne deviendra jamais une force politique de contre-hégémonie.
Mais la situation a changé, la crise climatique s'aggrave vraiment. J'ai d'ailleurs moi-même évolué – surtout après Greta Thumberg, que beaucoup de gens ont soutenu, notamment les jeunes. Alors que j'adhérais partiellement au Green New Deal, j'ai changé d'avis il y a trois ans : la décroissance est la seule solution.
Ainsi, dans mon premier livre[11], j'ai essayé de surmonter le clivage entre verts et rouges. Dans mon deuxième livre[12], j'essaie de surmonter l'antagonisme entre le marxisme et la décroissance.

Est-ce que ça marche ? Est-ce que les marxistes évoluent vers la décroissance ? Et qu'en est-il du parti communiste, qui est encore assez fort au Japon ?
Le parti communiste ignore mon travail. Tout en profitant du succès de mon livre puisque les gens parlent de Marx. Il prône la croissance et continue d'affirmer que la décroissance est irréaliste. Quant aux marxistes japonais, des hommes âgés pour la plupart, ils ne comprennent pas la gravité de la crise climatique, il est donc très difficile de dialoguer.
Mais si vous regardez en dehors du Japon, l'année dernière, Michael Löwy a écrit un article[14] avec Giorgos Kallis dans la *Monthly Review* où il appelle explicitement à une décroissance écosocialiste[13]. C'est un très grand changement. Je lui ai demandé : « Vous avez changé de position ? », il a répondu : « Oui ». Et le fait que la *Monthly Review* publie cet article signifie que Foster[14] change aussi de position. Il a lu mes interviews et il apprécie ma proposition de communisme décroissant. Foster prend donc aussi clairement position pour la décroissance.

La stratégie de la décroissance en Europe, telle que développée notamment à Barcelone par Giorgos Kallis et d'autres, a beaucoup plus appelé à des alliances avec l'écoféminisme qu'avec le communisme. Nous n'avons pas vu beaucoup de références à l'écoféminisme dans votre livre. Est-ce un choix conscient de votre part de ne pas le faire ?
Je pense que c'est l'une des faiblesses centrales de ce livre (*Le Capital dans l'anthropocène*) parce que je me suis concentré sur ma nouvelle interprétation de Marx. Je suis également un universitaire homme et j'ai un peu hésité à mettre en avant l'écoféminisme comme pilier central de mon argumentation. Mais j'aurais quand même dû intégrer davantage ce type d'argument dans mon livre. Dans *Marx in the Anthropocene : Towards the Idea of Degrowth Communism* (2023), je fais intervenir des autrices comme Stefania Barca, Ariel Salleh, Sylvia Federici et d'autres[15]. Mais ce que je voulais établir, c'est une interprétation entièrement nouvelle du Marx tardif, qui est ma spécialité, et c'est ce que je peux apporter de plus à la division entre le marxisme et la décroissance.

Vous ne mentionnez également l'anarchisme qu'une seule fois, pour l'écarter, alors que vous parlez beaucoup des expériences actuelles à Barcelone. L'anarchisme espagnol qui a culminé à Barcelone dans les années 30 et toutes les initiatives d'organisation horizontale et d'autonomie qui en sont issues sont en fait très similaires à ce que vous décrivez à travers le communisme décroissant. Vous citez également David Graeber. L'anarchisme n'est-il donc pas pertinent pour vous, d'une manière ou d'une autre ?
En fait, je viens d'écrire un nouveau livre (en japonais) dans lequel il y a un chapitre sur la Commune de Paris, et j'y écris dans un sens clairement positif que la position du Marx tardif est en fait un « communisme anarchiste » (*anākisuto-komyunizumu*). Par opposition au communisme ou au socialisme du XXe siècle, c'est-à-dire le socialisme d'État, je soutiens que le socialisme ou le communisme du XXIe siècle devrait être anarchiste, que l'utopie que nous recherchons devrait être anarchiste. Et c'est très proche de ce que Marx préconisait pendant la guerre civile en France dans son analyse de la Commune de Paris.

Et pas seulement de Marx, mais aussi de gens comme Peter Kropotkine, Élisée Reclus et William Morris. Ces auteurs sont également favorables à un post-capitalisme de type décroissance. Mais ils ont été marginalisés au XXe siècle et le récit du socialisme est devenu le marxisme-léninisme, centré sur l'État et sur le développement constant des technologies et de la bureaucratie. C'est totalement à l'opposé de ce qui était tout à fait central au XIXe siècle. Il y a donc eu une déformation du socialisme et du communisme à cause de l'Union Soviétique. Nous devons redécouvrir ce qui a été perdu, dont cette idée de communisme décroissant.

Vous avez eu beaucoup de succès au Japon avec des concepts *a priori* peu populaires. Comment expliquez-vous ce succès japonais ? Vous mentionnez souvent le jeune public comme une des clés de ce succès, mais avez-vous été lu également par des précaires ou par les milieux d'affaires ?

Oui, beaucoup par les milieux d'affaires ! La première phrase, qui dit que les Objectifs du Développement Durable (ODD) sont le nouvel opium du peuple, a été assez populaire parce qu'au Japon tout le monde parle des ODD : les gens portent des pins « ODD » sans savoir ce que cela signifie. Je pense que mon livre est devenu quelque chose que les milieux d'affaires doivent connaître, mais je ne suis pas sûr qu'ils comprennent vraiment ce que signifie le communisme décroissant, et je ne pense pas qu'ils soient d'accord.

Mon livre se compose de deux parties. La première partie est sur les limites du capitalisme, qui est incapable de résoudre la crise climatique. Je pense que les gens ont lu attentivement cette partie. Mais en ce qui concerne la deuxième partie, sur la solution, ils ne sont pas d'accord. Dans d'autres pays comme l'Amérique avec la génération Z, ou dans la mouvance de Greta Thunberg, la jeune génération a davantage de sympathie envers les idées socialistes. Des mouvements radicaux émergent. Je dis toujours aux hommes d'affaires[16] : « Vous allez travailler avec ces jeunes générations pendant les dix ou vingt prochaines années, alors vous devriez savoir quelles sont les tendances générales dans les autres pays. » Alors ils s'intéressent à mes idées sur le socialisme et le communisme, ainsi qu'à la discussion générale sur la décroissance à l'ère de la crise climatique. J'ai l'impression que ça marche.

Et quelle est la réception par les travailleurs et travailleuses précaires ? Sachant qu'il y a eu une forte augmentation de la précarité et de la pauvreté au Japon au cours des trente dernières années ?

Il y a en effet une génération un peu plus âgée que moi qu'on appelle la « génération de l'âge de glace de l'emploi[17] » qui était étudiante à l'université au début des années 1990 quand la bulle japonaise a éclaté et qui n'a pas pu trouver d'emploi. Aujourd'hui encore, cette génération précaire est souvent très pauvre. Son avis est que la stagnation de l'économie japonaise est due à l'austérité. Elle plaide donc en faveur d'une augmentation des dépenses gouvernementales, de l'« assouplissement quantitatif » suivant la Théorie Monétaire Moderne[18], afin que l'économie japonaise croisse davantage, qu'il y ait plus d'emplois, que les salaires augmentent. Donc, souvent, les précaires n'aiment pas mes idées, ni l'idée de décroissance.

Il existe un clivage malheureux dont la cause profonde est le capitalisme. Au Japon, il y a ce groupe appelé *Hankinshukuha*, « groupe anti-austérité », qui combat la décroissance. Ce groupe soutient que le *Green New Deal* est important, qu'il faut plus d'emplois verts, et que le capitalisme est bien alors que la décroissance va créer plus de pauvreté, de chômage : « Le communisme de Saitō est trop extrême ». Je suis critiqué par des figures populaires parmi les travailleurs et travailleuses précaires, comme le parti populiste de gauche *Reiwa shinsen-gumi* de l'acteur devenu politicien Tarō Yamamoto 山本太郎.

Vous débattez volontiers avec des adeptes du capitalisme, qui peuvent admettre que le capitalisme est peut-être allé trop loin mais qui pensent que nous pouvons le réformer et que tout ira bien. Vous vivez également dans le pays du « Nouveau Capitalisme », nom du programme gouvernemental actuel. Qu'en est-il de cette tendance réformiste ?

Je pense que le « Nouveau Capitalisme » (*Atarashii shihonshugi*) du premier ministre Kishida a été partiellement influencé par le succès de mon livre, où je critique le capitalisme. À l'époque, les journaux et magazines économiques en parlaient et j'ai été beaucoup lu dans les milieux politiques, y compris au Parti Libéral Démocrate [droite nationaliste, NDLR] au pouvoir. Le ministre de l'environnement, Shinjirō Koizumi (qui est le fils de Junichirō Koizumi[19]) a même été interpellé lors d'une discussion au parlement : « Avez-vous lu le livre de Saitō ? Il critique la politique actuelle et dit que l'économie verte n'est pas possible ! ». Le « Nouveau Capitalisme » de Kishida est donc une sorte de réponse.

Une réponse de type greenwashing ?
Oui, mais intéressante.
En tant que contre-hégémonie ?
Oui. Mais il n'y a eu aucun changement substantiel depuis que cette politique a été lancée il y a deux ans. L'idée de redistribution de Kishida a disparu, il ne parle plus de corriger l'inégalité des richesses. À la place, il nous recommande d'investir dans le marché boursier ! C'est devenu le contraire, c'est devenu un non-sens.

Lorsque je discute de ce type de tentative de réforme du capitalisme, mon principal argument est simple : lorsque l'économie se développe, historiquement, l'utilisation de l'énergie et des ressources augmente également. Donc, à moins que ce découplage entre la croissance économique et l'utilisation des ressources et de l'énergie ne devienne possible, si nous essayons de continuer à croître, cela conduira à un désastre écologique – or ce découplage n'a pas lieu.
Nous devons donc renoncer à la croissance économique : cela ne signifie pas que nous devons vivre dans la pauvreté, n'est-ce pas ? Je ne dis pas que nous devrions réduire l'éducation, les transports publics ou les services médicaux. Je dis simplement que nous n'avons pas besoin d'autant de supérettes, de McDonald's ou de *gyūdon*[20], ou de *fast fashion* Uniclo ou Muji, ces choses peuvent être réduites sans réduire notre bien-être social. Nous vivons dans une société de production et de consommation excessive.

Dans *Le Capital dans l'Anthropocène*, vous mentionnez souvent que nous avons un mode de vie impérial. Dans la première partie de votre livre, on voit que le Japon est très dépendant et vulnérable, et peut s'effondrer très facilement s'il y a une crise majeure (par exemple la majorité de la nourriture est importée). De même qu'avec la guerre en Ukraine, les gens en Europe ont soudain réalisé à quel point nous sommes dépendants de l'économie mondiale. Avez-vous réussi à faire prendre conscience de cette vulnérabilité ?
Ce qui s'est passé au Japon après le déclenchement de la guerre en Ukraine est plutôt réactionnaire. Les gens se sont focalisés sur des réalités économiques à court terme, par exemple comment obtenir plus de gaz ou plus de pétrole, et nous parlons maintenant de prolonger l'utilisation des centrales nucléaires – qui ont maintenant 40 ans mais que nous essayons de prolonger à 60 ans. Beaucoup attribuent l'inflation à la guerre ou à l'énergie verte, et réclament davantage d'énergie nucléaire ou de charbon.
Les gens ont tendance à oublier la crise à long terme du changement climatique. Bien sûr, certaines et certains – dont je fais partie – disent que c'est un problème et que nous devons avoir une plus grande autosuffisance énergétique et alimentaire parce que nous sommes trop dépendants de la Chine, de la Russie et d'autres pays, et que si quelque chose arrive avec la Chine, nous serons toutes et tous morts. Mais je pense que l'opinion publique générale penche plutôt de nouveau vers le nucléaire et estime que nous avons besoin d'autres moyens pour obtenir de l'énergie et la sécurité alimentaire.

Vous employez dans votre livre une expression très forte : l'« état de barbarie » (*yaban jōtai*), qui en japonais renvoie à une image horrible de ce que le changement climatique peut produire si nous ne faisons rien. Cette image a-t-elle choqué les gens ?
J'utilise ce terme pour que les gens se rendent compte de la gravité de cette crise. Vous êtes au Japon depuis un certain temps : vous avez vu que l'intérêt général pour la crise climatique est très faible. Il n'y a pas de parti vert, nous n'avons pas de discussion sérieuse sur le *Green New Deal*, des entreprises comme Toyota ne fabriquent même pas de voitures électriques, Kishida parle de centrales à charbon de haute technologie… Ce retard est choquant, même pour moi !

Suite à la popularité de mon livre, je pensais que les gens s'intéresseraient davantage à la crise climatique. C'est tout l'intérêt d'écrire ce genre de livre grand public. Mais dans la société japonaise, la crise climatique est marginalisée. C'est très différent de la France, de l'Allemagne, des États-Unis. Je ne comprends pas et j'ai besoin de trouver une explication !
Parmi les collègues avec lesquel·les j'en parle, personne n'en a. Certain·es disent que c'est parce que le Japon a beaucoup de catastrophes naturelles, comme des tremblements de terre, et que les Japonais·es penseraient donc que la nature est quelque chose que nous ne pouvons pas contrôler. Ils ou elles considéreraient le changement climatique comme quelque chose auquel il faut s'adapter, et non pas contre lequel lutter. Au contraire, les Européen·nes penseraient que l'être humain peut dominer la nature : très contrariés que la nature se révolte, ils et elles essaient de faire quelque chose. Mais c'est une explication très culturelle. En tant que marxiste, je recherche des explications plus socio-économiques. Mais je n'en ai pas encore trouvé.

Vous faites un travail théorique, mais vous participez aussi à des manifestations. Quelle est votre position en tant que chercheur, et surtout en tant que penseur radical ?

Le Japon est une société plutôt conservatrice. Ainsi, simplement participer à une manifestation est considéré comme quelque chose de très dangereux. Beaucoup de gens détestent ce genre d'activités, et même s'ils sont intéressés, ils ne participent pas parce qu'ils ont peur d'être considérés comme des fous furieux. En tant que professeur qui enseigne à l'université j'ai davantage de liberté de m'exprimer en public. Je considère cela comme une sorte de responsabilité sociale que je dois toujours assumer. C'est pourquoi je vais aux manifestations et aux rassemblements chaque fois que je le peux. En même temps, je ressens souvent les limites d'une approche purement théorique : je pourrais me contenter de lire les carnets de Marx dans ce bureau, mais cela ne créera pas une théorie utile au monde d'aujourd'hui !

Je pense que le changement émerge vraiment des pratiques, des mouvements sociaux. C'est pourquoi j'ai écrit un autre livre pour lequel je me suis rendu dans de nombreux endroits au Japon et j'ai essayé d'apprendre des actions locales ou des activistes LGBTQ, par exemple. Comme vous l'avez remarqué, mon approche manque de perspective écoféministe, notamment. Bien sûr, je peux apprendre en lisant des livres écrits par des universitaires féministes, mais je dois aussi me rendre dans les endroits où les problèmes se posent, où les gens manifestent et protestent, où je peux en apprendre davantage. Je suis souvent en position d'enseigner, et les occasions d'apprendre se font de plus en plus rares. Alors qu'il y a tant de choses que je dois apprendre sur le féminisme, l'anti-impérialisme… Je suis un universitaire masculin vivant à Tokyo, plutôt aisé. En tant que membre privilégié de la société, j'ai besoin d'autres perspectives.

17 mars 2023

1. Emanuele Leonardi, *Décroissance et marxisme : la voie catalane*, Terrestres, 6 janvier 2021. Voir également : Timothée Parrique et Giorgos Kallis, *La décroissance : le socialisme sans la croissance*, Terrestres, 18 février 2021 ; Giorgos Kallis et Giacomo d'Alisa, *La Décroissance et l'État : une approche Gramscienne*, Terrestres, 31 mai 2022. Kōhei Saitō est d'ailleurs invité comme *keynote speaker* à la conférence internationale sur la décroissance à Zagreb fin août 2023.[↑]
2. Version anglaise numérique (version papier prévue en avril) dont Romaric Godin a récemment rendu compte sur Mediapart ; quant à la version espagnole du « *Capital* dans l'anthropocène » (« *El Capital* en la era del Antropoceno », Sine qua non, 2022), il s'agit d'une traduction littérale.[↑]
3. « Zero kara no *Shihonron* » (NHK editions), également un succès avec 150 000 exemplaires vendus en deux mois.[↑]
4. Voir Kōhei Saitō, *La nature contre le capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital* (Syllepse, 2021), une analyse à la lumière des carnets de notes du Marx tardif portant notamment sur les sciences naturelles et l'agriculture, jusque-là peu étudiés. Comme bien résumé par Romaric Godin (*op.cit.*), les livres II et III du Capital ont été publiés par Engels à partir des notes de Marx, mais Engels n'avait pas suivi l'évolution de la pensée de Marx. Si Marx n'a pas achevé l'écriture du *Capital*, suggère Saitō, c'est que ses nouvelles connaissances et idées ne lui permettaient plus d'arriver à une synthèse cohérente.[↑]
5. La *Marx-Engels-Gesamtausgabe* (MEGA) est la collection académique et critique de tous les écrits de Karl Marx et Friedrich Engels, comprenant aujourd'hui 65 volumes, sur 114 prévus. (https://marxforschung.de/mega%C2%B2/).[↑]
6. Saitō précise : « Par exemple Teinosuke Ōtani 大谷禎之介, célèbre pour la théorie des associations de Marx, Minoru Tabata 田畑稔 ou Ryūji Sasaki 佐々木隆治. »[↑]
7. Le terme anglais est « commodification », parfois utilisé tel quel en français.[↑]
8. Cette défense de l'État-providence européen peut sembler étonnante à un lecteur ou une lectrice européenne après plusieurs décennies de détricotage néolibéral. Ce qu'il en reste aujourd'hui est cependant encore incomparable à la situation au Japon. À noter que Saitō n'appelle pas pour autant à un retour d'un État fort, soit-il « providence », puisqu'à la suite de Marx il met en avant la notion d'association, et il reconnaît plus loin être proche des conceptions anarchistes. L'argument ici est l'importance d'avoir du temps et de la liberté hors des relations marchandes.[↑]
9. Sorte de bar-restaurant.[↑]
10. Pour une très bonne synthèse des discussions actuelles au sein de cette communauté, voir Matthias Schmelzer, Andrea Vetter et Aaron Vansintjan (2022), *The Future is Degrowth : A Guide to a World beyond Capitalism*, Londres, Verso ou Timothée Parrique (2022), *Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance*, Paris, Seuil.[↑]

11. Kōhei Saitō (2017), *Karl Marx's Ecosocialism: Capital, Nature, and the Unfinished Critique of Political Economy*, New York, Monthly Review Press.[↑]
12. Kōhei Saitō (avril 2023), *Marx in the Anthropocene. Towards the Idea of Degrowth Communism*, Cambridge, Cambridge University Press.[↑]
13. Michael Löwy, Bengi Akbulut, Sabrina Fernandes, Giorgos Kallis, Pour une décroissance écosocialiste, Terrestres, 6 octobre 2022.[↑]
14. John Bellamy Foster est le rédacteur en chef de ce journal marxiste.[↑]
15. Saitō reprend par exemple les arguments de Stefania Barca critiques des narratifs de l'Anthropocène, qui négligent le rôle spécifique du capitalisme dans l'exploitation continue des forces de reproduction et du travail non payé « des femmes, des paysans, des esclaves et des populations indigènes ».[↑]
16. Les milieux d'affaires japonais étant effectivement composés d'une majorité d'hommes.[↑]
17. *Shūshoku hyōgaki*, une période d'une vingtaine d'années à partir de l'éclatement de la bulle spéculative japonaise et jusqu'à la crise de 2008 (appelée « Lehman shock » au Japon).[↑]
18. La théorie monétaire moderne (MMT en anglais) considère qu'une devise est créée par la puissance publique comme la seule qui permette de payer l'impôt, lui donnant ainsi de la valeur. Ainsi, un Etat ne peut pas faire faillite tant qu'il utilise sa monnaie souveraine, et il peut garantir l'accès à l'emploi en créant davantage de devises. L'assouplissement quantitatif (« quantitative easing », QE) s'inscrit dans la MMT et correspond à un taux d'intérêt à court terme de la Banque Centrale égal ou proche de zéro. Voir par exemple le site français faisant la promotion de cette théorie : https://mmt-france.org/.[↑]
19. Junichirō Koizumi est une figure du Parti libéral démocrate (PLD), ancien Premier ministre (2001-2006).[↑]
20. Restauration rapide servant des bols de riz avec du bœuf et des oignons.[↑]

https://www.terrestres.org/2023/03/17/marx-au-soleil-levant-le-succes-dun-communisme-decroissant/